

# LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE



## **Un tournant dans la situation mondiale qui menace les bases de la civilisation**

(Notes éditoriales.  
Documents sur la marche à la guerre)

## **“Altermondialisation” : les habits neufs du néocapitalisme**

Après le raz-de-marée qui a porté Lula au pouvoir  
**Le Brésil à un carrefour**

***« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.***

***Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »***

**Léon Trotsky**

# LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## SOMMAIRE

- **Notes éditoriales** ..... p. 3
- **Annexes :**
  - La marche à la guerre  
(chronologie de septembre 2001 à février 2003)
  - Un rappel des relations entre les Etats-Unis et l'Irak
  - Quelques documents :
    - La résolution 1441 de l'ONU (novembre 2002)
    - Les institutions européennes et la marche à la guerre
  - La lutte contre la guerre  
et le mouvement ouvrier international :
    - Le manifeste de la conférence d'urgence  
contre la guerre (Paris, 23-24 janvier 2003)
    - La déclaration internationale  
de "US Labor Against War" (Etats-Unis, 19 février 2003)
    - La lettre de Gene Bruskin à John Sweeney,  
président de l'AFL-CIO
  - Documents de la IV<sup>e</sup> Internationale :
    - La déclaration du 19 septembre 2001
    - Protectorat américain ou révolution prolétarienne  
(novembre 2001)
    - A nouveau sur protectorat américain  
ou révolution prolétarienne (février 2002)
  
- **L'économie d'armement  
assurera-t-elle la relance ?** ..... p. 37  
(Par Pierre Cise)
  
- **"Altermondialisation" : les habits neufs  
du néo-capitalisme**  
Une découverte théorique du Secrétariat unifié  
préparant son congrès mondial ..... p. 47  
(Par Daniel Gluckstein)

- **Après le raz-de-marée  
qui a porté Lula au pouvoir :  
le Brésil à un carrefour** ..... p. 97  
(Par Jean-Pierre Raffi)
  
- **L'actualité de la révolution russe d'octobre 1917  
Journées d'études de la IV<sup>e</sup> Internationale  
à Kiev et à Paris** ..... p. 125  
(Par Jean-Jacques Marie)
  
- **La CES et l'élargissement  
de l'Union européenne** ..... p. 147  
(Par Daniel Shapira)
  
- **Le NEPAD** ..... p. 155  
(Par Samara Saada)

# Notes éditoriales

**A l'heure où ces lignes sont écrites, l'assaut militaire contre l'Irak n'a pas commencé. Elle le sera peut-être au moment où paraîtra ce numéro de *La Vérité*, elle ne le sera peut-être pas encore. Ni la forme exacte ni le calendrier précis du déroulement des événements ne peuvent être prévus. Mais les grandes lignes d'un développement qui s'imposera inévitablement à tous sont tracées. Les articles et les documents réunis dans ce numéro de *La Vérité* visent à les dégager : nous sommes d'ores et déjà engagés dans un grand bouleversement de toute la situation mondiale.**

Partout dans le monde, des milliards d'êtres humains sont saisis d'angoisse. Chaque jour, chaque heure est marquée par la préparation plus précise du déchaînement meurtrier programmé contre le peuple irakien. Ce peuple sera victime, si la guerre se déclenche, d'un épouvantable massacre. Au-delà des centaines de milliers de victimes programmées de la première cible, ce sont tous les peuples, toutes les nations qui sont visés.

Les jours et les semaines qui viennent sont à la fois chargés d'incertitudes, d'épisodes imprévisibles et, en même temps, déterminés par un facteur central : la marche à la guerre, dirigée par l'impérialisme américain, et les contradictions qu'elle entraîne.

En ce sens, chacun des événements, des rebondissements diplomatiques, des nouvelles péripéties a de l'importance, parce qu'il procède de cette marche à la guerre et de ces contradictions. Il y aura ce qu'on appelle des coups de théâtre, des revirements...

Mais le sens général des événements est dramatiquement clair. Il y a un axe, qui n'est pas "l'axe du mal" à géométrie variable cher au président Bush, mais celui de la politique impérialiste "made in USA", dont Bush est l'incarnation.

Il y a donc l'axe de la marche à la guerre, de la poursuite et de l'extension de la "guerre globale" contre les peuples, contre leurs droits, contre les droits des travailleurs. Guerre globale exprimant les nécessités découlant du système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production dans sa phase actuelle de déclin et de décomposition, guerre globale tournée contre les bases mêmes de la civilisation humaine, contre la force de travail vivante, composante déterminante des forces productives.

C'est le commencement d'une phase de l'histoire de l'humanité où les bases mêmes de la civilisation humaine sont directement menacées, où ce qui est à l'ordre du jour, c'est le démantèlement des nations et des Etats. Cette guerre globale se concentre aujourd'hui dans la préparation de l'anéantissement du peuple irakien, du déclenchement d'une opération militaire qui se fixe pour objectif explicite de rayer l'Irak de la carte des nations. Cette entreprise barbare et inhumaine voit se dresser contre elle les peuples et les masses travailleuses du monde.

Constituée il y a douze ans, en 1991, à la veille du déclenchement de la guerre du Golfe, l'Entente internationale des travailleurs et des peuples concluait sa première conférence par l'adoption d'un *Manifeste contre la guerre et l'exploitation*, qui se terminait par la phrase : "*Gouvernements, craignez la révolte des peuples ! A bas la guerre !*" Il ne s'agit pas d'une invocation rhétorique. Aujourd'hui, douze ans plus tard, alors que se poursuit un embargo meurtrier édicté par l'ONU et qui a tué des centaines de milliers d'Irakiens, notamment des enfants, lorsque l'impérialisme décide pour ses besoins à l'échelle mondiale de parachever la destruction de l'Irak entreprise alors, il voit se dresser dans le monde entier la colère des masses. C'est cette colère qui se manifeste dans le caractère mondial et massif des protestations affirmées sur tous les continents, en particulier le 15 février, et qui, partout, malgré les obstacles, les tentatives de diversion, se sont soudées sur le "*Non à la guerre*", le "non" inconditionnel à la guerre, qu'elle soit couverte des oripeaux de l'ONU ou que Bush juge opportun de s'en passer !

Ces manifestations ont entraîné des millions de femmes et d'hommes ; elles ont été particulièrement massives dans les pays dont le gouvernement avait le plus bruyamment pris partie pour Bush. Elles l'ont été aussi aux Etats-Unis, où elles ont non seulement atteint un seuil comparable à celles des manifestations contre la guerre du Vietnam après des années de conflit, mais où la participation organisée du mouvement ouvrier américain y était supérieure.

## A bas la guerre !

On ne saurait trop souligner l'importance mondiale et historique de la constitution de US Labor Against War Coalition, rassemblant sur la base d'une déclaration contre la guerre, qui respecte le cadre de l'indépendance du mouvement ouvrier en ne se plaçant ni sur le plan d'une intervention de l'ONU, ni dans le cadre d'un plus long délai pour que l'Irak soit désarmé. Cette coalition, qui regroupe des organisations syndicales réunissant quatre millions et demi de syndiqués, s'est adressée au mouvement ouvrier international, appelant à la solidarité internationale pour soutenir les travailleurs américains dans leur lutte contre la guerre voulue par "leur" gouvernement, par "leur" impérialisme. Des organisations syndicales de tous les continents, qui regroupent ensemble 130 millions de syndiqués, ont répondu à cet appel, contresigné la déclaration des syndicalistes américains contre la guerre, participé à une conférence de presse internationale,

centralisant cette mobilisation ouvrière internationale contre la guerre, avec notamment l'intervention de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Le mot d'ordre de Karl Liebknecht, le révolutionnaire allemand, "*L'ennemi est dans notre propre pays*", s'est ainsi pratiquement matérialisé dans les rues des grandes villes des Etats-Unis, dans l'action de centaines de milliers de citoyens américains.

Cette participation du prolétariat américain à la lutte mondiale contre la guerre montre bien que celle-ci est chargée de toute l'action de la classe ouvrière, qu'on ne peut séparer la lutte contre la guerre de la lutte contre l'exploitation. Comme le souligne la déclaration constitutive de US Labor Against War, la "guerre globale" de Bush s'exprime aux Etats-Unis mêmes par une offensive contre la classe ouvrière, contre ses droits, contre l'exercice des libertés syndicales, menacées à la fois par les attaques du patronat et par les conséquences des lois restrictives des libertés adoptées au nom du combat contre le terrorisme. La déclaration constitutive du mouvement ouvrier américain contre la guerre dit notamment :

*"Les milliards de dollars dépensés pour organiser et réaliser cette guerre sont enlevés de nos écoles, de nos hôpitaux et de notre Sécurité sociale. La guerre est un prétexte pour attaquer les droits des travailleurs, les droits démocratiques, les droits des travailleurs immigrés et les droits de l'homme aux Etats-Unis. La marche à la guerre de Bush sert de couverture et de diversion à l'effondrement de l'économie, à la corruption des grandes sociétés et aux licenciements."*

La résistance à ces mesures socialement régressives peut-elle se mener en ignorant ou en contournant la question de la guerre, en d'autres termes, en séparant la politique extérieure de Bush de sa politique intérieure ? On lira, parmi les documents publiés dans ce numéro de *La Vérité*, la lettre ouverte adressée par Gene Bruskin, secrétaire du Syndicat des employés des industries alimentaires, au président de l'AFL-CIO, Sweeney. C'est un débat qui traverse tout le mouvement ouvrier américain, et pas seulement lui.

La marche à la guerre aiguise tous les problèmes politiques, éclaire d'une vive lumière les orientations des uns et des autres. La démarche dite des "Forums sociaux", dont l'exemple était le Forum de Porto Alegre, cherchant à nier la lutte des classes et la place spécifique des organisations ouvrières en associant celles-ci et en les subordonnant aux ONG, en opposant la "société civile", c'est-à-dire le consensus social, à la lutte entre les exploités et les exploités, vise à canaliser l'hostilité à la mondialisation sur le terrain de "l'humanisation" de celle-ci, c'est-à-dire de l'accompagnement de la mondialisation capitaliste relié à l'accompagnement dans chaque pays des mesures anti-ouvrières.

Le "Secrétariat unifié", représenté, par exemple, en France, par la LCR d'Alain Krivine et au Brésil par le groupe qui a pratiqué à Porto Alegre la "démocratie participative", est au cœur de cette tentative. Face à la guerre, ces "antimondialistes" devenus des "altermondialistes" passent de la "régulation" de la mondialisation à la "régulation" des conflits par l'ONU. C'est sur le terrain du soutien à cette institution, de l'acceptation de la résolution 1441 de l'ONU, la résolution qui, à l'avance, justifie la guerre, que se situe leur politique.

Alain Krivine, qui siège au Parlement européen, s'est abstenu sur une résolution votée par cette institution d'application de l'Union européenne, résolution qui se situait explicitement sur le terrain de la guerre, de la mise en œuvre de la

résolution 1441. Cet acte indique que ce courant politique, issu de la lutte contre la IV<sup>e</sup> Internationale et contre son programme, est aujourd'hui au premier rang des entreprises de liquidation de l'indépendance du mouvement ouvrier. Dans ce numéro de *La Vérité*, on trouvera une étude intitulée "*Altermondialisation : les habits neufs du néo-capitalisme*", qui est consacrée à la politique et au rôle du prétendu "Secrétariat unifié" (1).

Dans chaque pays, comme à l'échelle internationale, les travailleurs voient leur volonté de faire barrage à la guerre se heurter à la politique de ceux qui prétendent parler en leur nom, mais qui se refusent à organiser le combat contre les fauteurs de guerre, parfois en déclarant que "*la guerre ne doit survenir qu'en dernier recours*". N'est-ce pas là précisément admettre, en fin de compte, sa légitimité et accepter comme un fait établi que l'impérialisme a un rôle de gendarme à l'égard des États qu'il désigne comme des "États voyous" ? On ajoute qu'il faut recourir à la diplomatie, plus précisément à l'ONU, pour "sauver la paix".

## Le "chaos institutionnel"

A ce sujet, il faut comprendre la signification des désaccords entre certaines des puissances impérialistes d'Europe, comme la France et l'Allemagne, et l'administration Bush. Elles sont réelles et relèvent d'effectives contradictions d'intérêts impérialistes, même si la suprématie de l'impérialisme américain et sa place centrale dans la préservation de l'ordre capitaliste mondial font que l'opposition de certaines bourgeoisies à sa politique ne peut que s'inscrire dans d'étroites limites. L'impérialisme américain, aujourd'hui, déstabilise tout l'édifice d'institutions et de relations internationales dans lequel s'inscrivaient jusqu'alors ses rapports avec les autres puissances.

Il s'agit d'une situation dans laquelle, pour reprendre une expression de l'amiral français Lanxade, chef d'état-major particulier du président Mitterrand pendant la guerre du Golfe, l'intervention militaire des États-Unis va aujourd'hui créer "*une sorte de chaos institutionnel*", une situation dans laquelle "*en agitant l'épouvantail Saddam, l'Amérique entreprend en réalité la plus importante redistribution des cartes depuis la chute du Mur de Berlin*" (*Les Echos*, janvier 2002).

Cela signifie que les bourgeoisies d'Europe voient se réduire encore le domaine qui leur était réservé. Les "vieilles" bourgeoisies d'Europe, que Rumsfeld stigmatisait, aimeraient préserver un minimum d'autonomie. Elles désireraient maintenir une politique distincte et, dans une certaine mesure, indépendante de la politique de Washington. La bourgeoisie française a, par exemple, dans le secteur pétrolier, mais aussi dans d'autres, des intérêts au Moyen-Orient qu'elle préfère-

---

(1) En 1950-1953, s'est constitué, au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale et de sa direction, un courant révisionniste s'attaquant aux principes et aux bases du programme fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale, menant à la liquidation de celle-ci. Ce courant, qu'il nous arrive de dénommer "pablisme", du nom de Michel Pablo, l'un de ses principaux animateurs avec Ernest Mandel, se définissait par un alignement sur la bureaucratie stalinienne, dont il était décrété qu'elle était capable d'assurer la "réalisation du socialisme". Position contradictoire avec les bases mêmes du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui constatait que le stalinisme était irrévocablement passé "*du côté de l'ordre bourgeois*". Cette offensive révisionniste aboutissait à une scission destructrice de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est dans ce combat contre le révisionnisme que se sont regroupées, sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, les forces qui sont à l'origine de la IV<sup>e</sup> Internationale reconstituée et proclamée comme une organisation centralisée en 1993.

rait n'avoir pas à sacrifier sur l'autel de sa subordination inévitable à l'impérialisme américain. Quelles que soient les limites de cet ultime sursaut, il est un élément important de la situation internationale.

Ce conflit entre les positions des Etats-Unis et celles de certains Etats européens justifierait-il pour autant que les travailleurs, *“au nom de la paix”*, apportent leur soutien à des politiques qui visent à la destruction des retraites, de la santé, qui organisent la désindustrialisation et les licenciements massifs ? Politiques qui, par ailleurs, sur le terrain de la guerre et de la paix, partent du fait que l'Irak est le seul responsable de ce qui va se passer, se prononcent sous une forme ou sous une autre pour son occupation de fait, cela se situant expressément dans le cadre de la résolution 1441 votée à l'unanimité du Conseil de sécurité de l'ONU, résolution qui enferme l'Irak dans un piège qui ne peut aboutir qu'à faire surgir les prétextes requis pour déchaîner la guerre, résolution dont aujourd'hui se réclament Bush, Blair et Aznar. Résolution d'ailleurs conforme au rôle que l'ONU a toujours joué comme instrument de légitimation des agressions impérialistes.

Est-ce que parce que, aujourd'hui, l'impérialisme américain, après avoir usé au maximum de cette institution, menace de la déstabiliser que celle-ci perdrait de son caractère réactionnaire ? Peut-on un seul instant prétendre que, du point de vue des intérêts des travailleurs et des peuples, une guerre d'extermination d'un peuple serait plus *“acceptable”* si elle avait l'aval de l'ONU ? L'écrasement de la Serbie, achevant la dislocation de la Yougoslavie, et la dévastation de l'Afghanistan, tous deux menés au nom de l'ONU, sont les cas les plus récents.

Ceux qui cherchent à enfermer le mouvement contre la guerre dans le carcan de l'appui à l'ONU sont ceux-là mêmes qui assurent que la remise en cause des acquis serait inévitable, qu'il faudrait se situer dans le cadre des *“réformes”* exigées par *“la situation économique”*. Au centre des problèmes soulevés par la lutte des travailleurs, il y a la question de l'indépendance des organisations ouvrières, de l'indépendance de l'action des travailleurs.

## Guerre et exploitation

La IV<sup>e</sup> Internationale a toujours mis au premier plan de son action la défense des organisations ouvrières, la défense de leur indépendance. La IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections n'ont pas d'intérêts distincts de ceux de toutes les forces qui veulent effectivement lutter contre la guerre. Elle a apporté son appui inconditionnel à toutes les initiatives se situant sur ce terrain, tout en développant sa propre position.

A la veille du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, la IV<sup>e</sup> Internationale organisait une conférence d'urgence (Conférence d'alarme). Le manifeste qui en est issu est le dernier document politique majeur auquel Léon Trotsky a collaboré. On pouvait y lire :

*“La guerre présente n'est pas un accident. Elle n'émane pas de la volonté de tel dictateur, elle provient inexorablement de contradictions des intérêts capitalistes internationaux. Contrairement aux fables officielles destinées à droguer les peuples, la principale cause de la guerre, comme de tous les autres maux sociaux — le chômage, la montée du coût de la vie, le fascisme, l'oppression coloniale — est la propriété privée des moyens de production.”*

Aujourd'hui, dans des conditions profondément différentes de celles de 1940, mais qui restent inscrites dans le cadre de l'impérialisme, de ce que Lénine définissait comme l'ultime stade de l'évolution du capitalisme, celui à partir duquel sa survie ultérieure ne pouvait s'accompagner que de son pourrissement, la IV<sup>e</sup> Internationale reste fidèle à cette méthode, qui découle des faits et permet de les comprendre.

En effet, ce qui présidait au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, c'était l'affrontement sans merci entre plusieurs impérialismes majeurs se disputant par les armes un marché mondial se rétrécissant : la cause première de cette guerre était le système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Les circonstances d'aujourd'hui sont différentes, mais c'est le même ressort essentiel qui joue. En se décomposant, le système impérialiste ne se survit que dans un flot de spéculation en détruisant les forces productives de l'humanité, et d'abord la principale, "*la classe productrice elle-même*" (Karl Marx). La cause de la catastrophe qui se prépare pour la civilisation, c'est bien le maintien du système d'exploitation fondé sur "la propriété privée des moyens de production".

Précisément, ce système d'exploitation et le dispositif sous lequel il survit, celui de la prééminence de l'impérialisme américain — qualitativement différent des rapports entre les différents impérialismes tels qu'ils existaient depuis la Première Guerre mondiale —, a été édifié sur la base de la décomposition généralisée du système d'exploitation capitaliste et, concentrant les conséquences de cette décomposition, aboutit aujourd'hui à l'impasse.

Ce sont les conséquences mêmes de ce que nous avons défini lors du Cinquième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale comme "*le protectorat américain*" et les contradictions qu'il engendre qui s'expriment dans la marche à la guerre, et non une soudaine aberration de Bush ou le complot de "néo-conservateurs" qui l'entourent (2).

Les événements récents ne surviennent pas comme une surprise, comme un brusque accident. Ils préparent un tournant considérable et aux effets largement imprévisibles de la situation mondiale, de la situation dans chaque pays, à commencer par les Etats-Unis. Mais ils s'inscrivent dans une continuité que la IV<sup>e</sup> Internationale a cherché à analyser à chaque étape de son développement.

Nous publions dans ce numéro une série d'extraits de documents et d'articles portant sur la manière dont notre courant politique a suivi et caractérisé les événements politiques, en particulier à partir du 11 septembre.

Nous le faisons non pour nous vanter "d'avoir eu raison", mais parce qu'il nous paraît nécessaire d'examiner, à la lumière du jugement des faits, si les positions qu'a prises la IV<sup>e</sup> Internationale correspondent à la réalité ; en d'autres

---

(2) Le terme "protectorat" peut induire une équivoque. Originellement, il désigne des Etats dont la structure administrative interne est maintenue, mais qui sont "protégés" par une grande puissance qui contrôle notamment leur diplomatie et leur défense nationale. Or le cours suivi par l'impérialisme américain mène à la destruction des nations, au démantèlement de toutes les institutions des Etats, et ne les protège en rien. Constater que tous les Etats sont aujourd'hui placés dans le cadre du "protectorat américain", c'est souligner que la suprématie de l'impérialisme américain par rapport à toutes les autres puissances a atteint un point où aucune puissance capitaliste, quels que soient les conflits d'intérêt et les contradictions qui l'opposent aux Etats-Unis, ne peut s'émanciper du cadre que ceux-ci imposent, et que le processus de démantèlement des nations en cours implique la prise en charge directe de leur administration par les Etats-Unis dans les pays qu'ils se soumettent. C'est dans ce sens que cette expression est employée.

termes, si la méthode marxiste, les principes du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale permettent de dégager les traits constitutifs d'une situation, d'éclairer sa complexité et, par là même, par le moyen de l'organisation, d'aider à l'action des travailleurs.

Le 11 septembre 2001 n'a pas été l'événement fortuit, imprévisible, qui a, par lui-même, tout bouleversé. Au contraire, comme l'établit la déclaration de la IV<sup>e</sup> Internationale au lendemain du 11 septembre, cet événement s'inscrit dans un développement d'ensemble qui y conduisait. D'ailleurs, nombre de commentateurs ont souligné, à partir des documents officiels, que l'orientation de la politique de l'administration Bush était établie avant le 11 septembre.

Dans la période qui précède le 11 septembre, se sont noués différents facteurs : la détérioration allant vers une crise majeure de l'économie mondiale et, en particulier, de celle des Etats-Unis, précipitée par l'éclatement de la bulle spéculative constituée au cours de la prétendue nouvelle économie ; la remise en cause, au cœur même du dispositif, du protectorat américain, de l'ordre de ce protectorat par la révolution palestinienne ; la résistance des travailleurs — y compris aux Etats-Unis — entravant la mise en œuvre des plans de destruction de la force de travail, de la liquidation des retraites. Tout cela lié à une aggravation de la crise politique et institutionnelle aux Etats-Unis, manifestée en particulier dans les conditions de l'élection de Bush.

## Un tournant majeur dans la situation mondiale

*“Puis est survenu le 11 septembre”*, écrit avec délicatesse un journaliste du *Figaro*, commentant la politique américaine actuelle et montrant que ses grandes lignes (y compris la priorité attribuée comme cible à l'Irak) dataient de bien avant. Au lendemain du 11 septembre, le président Bush déclarait : *“Nous sommes en guerre”*, une guerre dont son secrétaire à la Défense précisait qu'elle s'étendrait sur des années.

Cette “guerre globale”, qui s'est développée depuis et qui trouve aujourd'hui son expression concentrée dans la préparation d'une agression destructrice et génocidaire contre l'Irak, constitue un moment tournant de la situation mondiale. Il ne s'agit pas d'une répétition de la “guerre du Golfe” de 1991, où, sous la conduite de l'impérialisme américain, la grande coalition associant la bureaucratie stalinienne — dont c'était d'ailleurs le dernier acte comme caste dirigeante — cherchait, par le fer et le feu, à imposer un “nouvel ordre mondial”.

Ainsi, au-delà de la question de l'Irak, de son régime, au-delà même de la question du pétrole et du Moyen-Orient, qui sont, certes, des composantes majeures du choix qui est fait par l'administration américaine, c'est l'ensemble des relations mondiales qui sont modifiées.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'accélération du démantèlement des nations, de la remise en cause de la souveraineté, et donc des lois existant dans chaque pays, tout particulièrement de celles qui entravent tant soit peu l'exploitation qu'entraîne cette guerre. L'ensemble des lois, des dispositions, des règlements qui consignent les droits et les conquêtes sociales arrachés par la classe ouvrière dans le cadre de la société capitaliste existent comme des droits nationaux. La remise en cause du cadre national, c'est la remise en cause de tout ce qui exprime l'existence de la classe ouvrière comme classe, y compris de ses organisations. C'est

une offensive qui, pour assurer les conditions d'exploitation nécessaires, implique la destruction de la démocratie. C'est dans ce cadre que s'inscrit la préparation de l'agression militaire.

Il est clair que le dispositif militaire mis en place autour de l'Irak — l'accumulation de troupes, la concentration d'une puissance de feu extraordinaire, accompagnée de la menace de recourir à l'arme nucléaire si nécessaire — signifie que l'objectif est bien autre chose qu'une opération ponctuelle. Il s'agit de dépecer la nation irakienne, de s'assurer directement pour l'impérialisme américain la part du lion dans le contrôle de ses ressources. Au-delà, il s'agit de dépecer les nations de la région, la Turquie, la Syrie et le Liban, l'Iran, les républiques nées de la dislocation de l'URSS en Asie centrale, et où campent déjà des forces américaines. Il s'agit de chercher l'écrasement de la révolution palestinienne. Le président Bush le proclame d'ailleurs ouvertement. C'est une opération mondiale et non régionale.

Il faut clairement comprendre que c'est là l'expression du point de décomposition atteint par le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. C'est à l'échelle mondiale que se développe la remise en cause de l'existence des nations, leur démantèlement et leur dislocation. C'est l'expression que prend, à ce stade avancé, la mise en cause du prolétariat lui-même, de la force de travail, des forces productives, et donc des bases de la civilisation humaine.

## Les piliers de l'ordre international s'effondrent

C'est dans le contexte même de la décomposition du système capitaliste et comme l'une de ses conséquences que l'impérialisme américain se trouve dans la situation prédominante qui est aujourd'hui la sienne. Cet impérialisme, qui dispose sur tous les terrains (économique, politique et militaire) d'une supériorité qualitative à l'égard de tous et de chacun de ses rivaux et partenaires, est amené, pour la protection de ses propres intérêts, à être le garant du maintien du système d'exploitation capitaliste à l'échelle mondiale. Mais il ne peut accomplir cette tâche sans faire voler en éclats les conditions de l'unité et de l'existence même de l'ensemble des nations et des Etats.

La puissance de l'impérialisme américain ne l'émancipe ni du pourrissement du système fondé sur la propriété privée des moyens de production dans son ensemble, ni des lois fondamentales de fonctionnement du système capitaliste. Aussi, et c'est cela qui est aujourd'hui porté à un point extrême, sa politique, loin d'aboutir à une quelconque stabilité, provoque-t-elle au contraire l'intensification de toutes les contradictions, de l'ensemble des convulsions économiques, sociales et politiques. Cette réalité se traduit à l'intérieur même de l'impérialisme américain.

C'est ainsi qu'il est amené à

*“détruire, comme on l'a observé, les piliers de l'ordre international dont ils (les Etats-Unis) étaient eux-mêmes les fondateurs, les promoteurs et les garants” (Le Figaro, 22 février 2003).*

Cela vaut pour l'ONU, mais aussi pour l'Union européenne, frappée à mort dans sa forme actuelle par la volonté du gouvernement américain de faire plier jusqu'au bout les impérialismes qui tentaient encore de se préserver une marge d'autonomie dans les conditions actuelles. Ceux-ci, en retour, ne peuvent cher-

cher à défendre leur place, qui se réduit, qu'en utilisant la situation qui leur est faite, et encore plus la guerre, pour précipiter l'offensive contre la classe ouvrière, notamment sur le terrain de la régionalisation et de la liquidation des avantages acquis. Cette politique destructrice et déstabilisatrice ne peut se comprendre qu'en référence à l'impasse historique du système de production capitaliste.

Comme l'explique Daniel Gluckstein dans *Lutte des classes et mondialisation*, *“il n'y a pas de super-impérialisme, car il n'y a aucune possibilité pour le capitalisme le plus puissant, lui-même entré dans un processus de désagrégation, d'asseoir sa domination sur la base de la stabilisation de la situation mondiale ou même américaine. Au sein même du capital financier, des intérêts s'affrontent, des secteurs se combattent avec âpreté. Tous sont confrontés à cette contradiction fondamentale du régime de la propriété privée des moyens de production, qui, pour survivre, doit frapper la classe ouvrière en réduisant sous toutes les formes sa capacité de consommer ; et qui, aussi pour survivre, doit pouvoir réaliser la plus-value extorquée par la consommation des marchandises, laquelle se heurte à la réduction des capacités de consommation de cette même classe ouvrière et des peuples du monde entier. Même pour l'impérialisme le plus puissant du monde, il y a dans cette contradiction quelque chose de mortel.*

*La domination grandissante de l'impérialisme américain sur le monde se fait sur la base de la dislocation de tout le régime de la propriété privée des moyens de production, y compris de la base même de la domination américaine. La survie de ce régime ne peut que conduire l'humanité de désastres en désastres, jusqu'à menacer la survie même de la civilisation humaine. A moins d'arracher la propriété privée des moyens de production des mains de la classe capitaliste, c'est-à-dire d'abord et avant tout de la poignée de spéculateurs qui dominent le monde depuis Wall Street.”*

Dans cette situation, les initiatives que l'impérialisme américain est amené à prendre pour la défense de ses intérêts mondiaux, et qui sont, compte tenu de sa place mondiale, indispensables à la défense même du système capitaliste dans son ensemble, multiplient et aggravent des crises à tous les niveaux. Crises politiques généralisées, dans lesquelles intervient le mouvement de la classe ouvrière contre la guerre et pour la défense de ses intérêts de classe sur tous les terrains, qui s'affirme avec une intensité particulière dans les pays dont les gouvernements se sont le plus servilement alignés sur la politique américaine. Ces crises n'épargneront pas les Etats-Unis, mais y trouveront au contraire leur forme concentrée, en relation même avec les développements mondiaux de la lutte des classes.

En 1924, dans une situation qualitativement différente, mais où l'impérialisme américain commençait, dans les conditions procédant de la Première Guerre mondiale et de la révolution russe, à affirmer sa supériorité sur ses rivaux européens, Trotsky notait que

*“plus les Etats-Unis mettent le monde entier dans leur dépendance, plus ils tombent eux-mêmes dans la dépendance du monde entier” (Europe et Amérique).*

Aujourd'hui, dans d'autres rapports, cette relation est vraie, mais à un niveau qualitativement supérieur. Il n'est pas une crise, pas un ébranlement qui ne soit directement un facteur de déstabilisation aux Etats-Unis mêmes.

Aujourd'hui, ce que l'impérialisme, comme système, prépare sous la conduite de l'impérialisme américain est un désastre pour l'humanité. Ce qui est programmé,

c'est un massacre effroyable du peuple irakien comme premier pas dans la réalisation de ses fins. Chacun ressent la profondeur de cette menace, l'horreur de ce qui se dessine.

Il y a cette tendance inexorable de l'impérialisme en décomposition à jeter l'humanité dans la barbarie, à détruire l'ensemble des acquis et des bases mêmes de la civilisation.

Face à cette réalité, il y a l'immense mouvement des travailleurs et des peuples. Il y a ce mouvement, qui, dans le monde entier, cherche à se dresser contre la guerre parce qu'il veut se dresser contre l'exploitation, mouvement qui se heurte, répétons-le, à la politique des appareils liés à l'ordre bourgeois, ce qui pose avec plus d'intensité que jamais la question de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Il trouve ses racines dans la lutte des classes, c'est-à-dire dans la résistance incessante, à chaque fois reprise malgré les obstacles, par les travailleurs s'opposant sur tous les terrains, sur tous les continents, contre toutes les mesures, tous les plans dirigés contre leurs droits, leurs conditions de travail, leurs emplois, leur existence comme classe. Dans leurs combats pour défendre leurs acquis, leurs droits, leurs organisations, les travailleurs du monde défendent la démocratie et les bases mêmes de la civilisation, entravant la réalisation des plans meurtriers et destructeurs découlant de la marche à la barbarie menée par l'impérialisme en décomposition.

Dans les faits, dans la réalité de cet affrontement, il est pratiquement manifesté qu'il n'y a d'avenir pour l'humanité tout entière que dans l'élimination du système d'exploitation capitaliste sur toute cette planète.

La classe ouvrière, à l'échelle internationale et dans chaque pays, a-t-elle la capacité de réaliser cette tâche ? Résolument, dans son action, la IV<sup>e</sup> Internationale répond positivement à cette question. Cette réponse positive, elle procède de cette action des masses, qui, du Brésil à l'Inde, des Etats-Unis à l'Afrique du Sud, de l'Angleterre à la Palestine, marque la volonté des travailleurs et des peuples de mettre en échec ce qui vise à leur destruction : la décomposition du système d'exploitation capitaliste et la monstrueuse barbarie qu'elle produit mettent à l'ordre du jour la révolution prolétarienne. L'incessant combat des masses exploitées et opprimées souligne que, plus que jamais, le sort de l'humanité dépend de la solution apportée à la question de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Contribuer à sa solution est la raison d'être de la IV<sup>e</sup> Internationale dans son action pour aider les travailleurs à s'unir, à lever les obstacles qu'ils trouvent sur leur route, dans son appui et son intervention dans toutes les initiatives matérialisant l'action indépendante du prolétariat et son unité, dans sa participation à l'expression politique des intérêts de la classe ouvrière, à la constitution d'organisations politiques indépendantes.

Ce numéro de *La Vérité*, rédigé en relation directe avec le rôle joué par la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections dans l'aide à l'action unie contre la guerre, contient une série d'études et de contributions dont nous pensons qu'elles constituent des éléments nécessaires à la discussion de tous ceux qui veulent défendre l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations, œuvrer à construire les instruments politiques nécessaires à l'émancipation des travailleurs, "*qui sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*".

## Annexes

## La marche à la guerre (chronologie de septembre 2001 à février 2003)

**11 septembre 2001.** Attaques contre le World Trade Center et le Pentagone.

**12 septembre.** Bush annonce la “guerre totale”.

**13 septembre.** L’OTAN, unanime, se déclare solidaire des Etats-Unis, en application de l’article 5 (“*Une attaque armée contre l’une des parties sera considérée comme une attaque de toutes les parties...*”).

**14 septembre.** Le Sénat américain, sénateurs démocrates et républicains réunis, vote un crédit exceptionnel de guerre de 40 milliards de dollars, qui seront pris dans les caisses des systèmes publics de retraite.

**20 septembre.** Bush, parlant devant le Congrès américain (Sénat et Chambre des représentants), déclare : “*Notre nation est en guerre, notre économie est en récession et le monde civilisé fait face à des dangers sans précédent.*”

Les capitalistes américains multiplient les licenciements massifs. Sous prétexte de relancer l’économie, d’importantes subventions sont accordées aux capitalistes. Plus de 1 200 personnes seront arrêtées sans inculpation, la plupart des immigrants. Dans les mois qui suivent, le Congrès américain adopte le “US Patriot Act”, qui, sous couvert d’antiterrorisme, s’attaque aux libertés les plus élémentaires, notamment l’*habeas corpus*, les garanties face aux perquisitions et aux arrestations.

Sharon s’empresse de déclarer : “*Arafat est notre Ben Laden.*” C’est le début d’une escalade, qui, depuis lors, semaine après semaine, voit s’intensifier les occupations des villes et des villages palestiniens, se multiplier les assassinats des militants.

**22 septembre.** L’Union européenne déclare : “*Une riposte américaine est*

*légitime. Les pays membres sont prêts à s’engager dans de telles actions.*”

**22 septembre.** L’Assemblée des Nations unies et le Conseil de sécurité soutiennent les Etats-Unis. La résolution de celui-ci, d’après un diplomate, est “*une déclaration de soutien sans précédent au droit d’un Etat membre d’agir militairement*”.

**24 septembre.** Premières prises de position contre la guerre dans les syndicats américains.

**7 octobre.** Les missiles et les bombes commencent à tomber sur l’Afghanistan.

**7 octobre.** 10 000 manifestants contre les bombardements à Manhattan, New York : “*Pas en notre nom !*” 3 000 travailleurs et jeunes américains manifestent à San Francisco : “*Arrêtez la guerre !*”

**8 novembre.** Meeting internationaliste à Paris contre la guerre, appelé par le Parti des travailleurs, avec la participation de militants syndicalistes de plusieurs pays, notamment des Etats-Unis et du Pakistan.

**9 novembre.** Au Qatar, s’ouvre la conférence ministérielle de l’OMC, qui met dans le collimateur de la “libéralisation” “le marché de l’enseignement” et l’ensemble des services publics. L’Union européenne cède aux exigences des Etats-Unis.

**14 novembre.** Au lendemain de la prise de Kaboul, à l’unanimité, l’ONU décide la mise en place d’une administration “transitoire” en Afghanistan.

**18 novembre.** Le gouvernement Schröder fait voter par le Bundestag allemand l’autorisation d’engager des troupes allemandes dans la guerre, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, brisant le serment : “*Plus jamais la guerre ! Plus un seul soldat allemand sur un sol étranger !*”

**27 novembre.** Conférence “inter-afghane” à Bonn, imposant l'éclatement du pays en de multiples fiefs des “seigneurs de la guerre”, des tribus, sous l'occupation des Etats-Unis et de leurs alliés.

**3-6 décembre.** La convention de l'AFL-CIO condamne la mise en cause des libertés fondamentales par le gouvernement Bush.

**6 décembre.** La Chambre des représentants des Etats-Unis donne à Bush des pouvoirs spéciaux pour négocier des traités commerciaux : la Trade Promotion Authority, instrument majeur de la guerre commerciale des traités de “libre-échange”. Depuis huit ans, le Congrès avait refusé ce pouvoir au président, après d'intenses campagnes de l'AFL-CIO.

**19 décembre.** Le peuple argentin se soulève contre les plans du FMI répondant aux exigences des Etats-Unis, qui plongent l'économie du pays dans le désastre. Trois présidents seront obligés de démissionner.

**29 janvier 2002.** Le discours de Bush sur l'état de l'Union désigne “l'axe du mal”, constitué par la Corée du Nord, l'Irak et, en premier lieu, l'Irak.

**2 juin.** Dans un discours à l'académie militaire de West Point, le 2 juin 2002, George W. Bush a demandé aux forces armées des Etats-Unis “*d'être prêtes à tout instant pour pouvoir frapper sans perdre de temps dans n'importe quel coin reculé du monde. Notre sécurité demande, de la part de tous les Américains, de regarder résolument en avant et d'être prêts pour des frappes préventives, quand cela sera nécessaire.*” C'est le coup d'envoi de la guerre contre l'Irak.

**Juin.** Tom Ridge, ministre de la Sécurité nationale des Etats-Unis, menace les dockers de la côte ouest : une grève paralysant les ports serait considérée comme une atteinte à la sécurité nationale.

**Août.** L'été est marqué par une polémique au sein des milieux dirigeants des Etats-Unis à propos de la politique suivie par Bush. Parmi ceux qui marquent leurs réserves et leurs inquiétudes, des personnalités de l'équipe qui entourait Bush senior au moment de la première guerre du Golfe et des responsables du

Pentagone. Richard Perle, président du conseil consultatif de la Défense, répond aux critiques : “*Ne pas attaquer Saddam Hussein après ce que le président a dit mettrait en cause sa crédibilité et ferait reculer la guerre contre le terrorisme.*”

**Août.** Le chancelier allemand Schröder, dans le cadre de la campagne électorale, déclare que l'Allemagne ne participera pas à une guerre contre l'Irak.

**12 septembre.** Devant l'Assemblée générale des Nations unies, Bush explique que les Etats-Unis sont prêts à intervenir là où ils le décideront, mais que, pour l'instant, il a choisi de “*travailler avec le Conseil de sécurité des Nations unies pour les résolutions nécessaires.*”

**17 septembre.** Le gouvernement Bush publie son document sur la “*Stratégie nationale de sécurité des Etats-Unis d'Amérique.*” La nouvelle doctrine stratégique des Etats-Unis commence par établir le “droit” d'intervention unilatérale et préventive des Etats-Unis.

**22 septembre.** Le Parti social-démocrate allemand remporte les élections.

**8 octobre.** Après deux semaines de lock-out, Bush utilise contre les dockers de la côte ouest des Etats-Unis la loi anti-syndicale Taft-Hartley.

**26 octobre.** 200 000 manifestants à Washington contre la guerre, 75 000 à San Francisco.

**27 octobre.** 53 millions de Brésiliens portent le candidat du PT, Lula, à la présidence du pays.

**30 octobre.** Des centaines de milliers de manifestants à Londres contre la guerre.

**5 novembre.** Les élections législatives donnent à Bush la majorité absolue dans les deux chambres du Congrès.

**8 novembre.** Le Conseil de sécurité, à l'unanimité, adopte la résolution 1441.

**9 novembre.** 800 000 manifestants à Florence contre la guerre.

**12 novembre.** Dans ce qui est le plus grand bouleversement de l'administration américaine depuis l'après-guerre mondiale, le Congrès américain crée un nouveau super-ministère de Sécurité intérieure, dont les employés sont privés des droits syndicaux.

**20-21 novembre.** Bush réunit à Prague les gouvernements de l'OTAN pour faire adopter comme "règle" le principe de la "guerre préventive", que les Etats-Unis pourront décider à tout moment.

**27 décembre.** Les présidents du Turkménistan et de l'Afghanistan, et le Premier ministre du Pakistan signent un accord pour la construction de l'oléoduc reliant des gisements de l'Asie centrale à l'océan Indien. Cet oléoduc avait constitué l'une des raisons essentielles du soutien des Etats-Unis aux talibans et, plus tard, de l'offensive des Etats-Unis contre l'Afghanistan.

**24 décembre.** L'Entente internationale convoque une conférence internationale d'urgence contre la guerre pour le 23 janvier 2003.

**7 janvier 2003.** Le gouvernement Bush annonce son troisième "plan de relance", en fait d'aide à la spéculation (674 milliards de dollars d'allègement fiscal en cadeau aux spéculateurs). Chacun des plans précédents a été appliqué au prix d'une destruction massive des emplois et des capacités productives, d'une profonde détérioration des conditions de travail et d'existence.

**11 janvier 2003.** A Chicago, des responsables syndicaux venus de l'ensemble des Etats-Unis constituent US Labor Against War.

**Janvier.** Pour essayer de "relancer" les marchés financiers (surtout en supprimant les impôts sur les dividendes), Bush propose dans son projet de budget 304 milliards de déficit en 2003 et 307 milliards en 2004, en même temps qu'il pousse à la destruction des services publics, à la banqueroute des Etats et des mairies, provoquant un "trou" financier devant être payé dans les prochaines années par les masses travailleuses des Etats-Unis et du monde à un prix terrible.

**20 janvier.** A l'ONU, la France et l'Allemagne déclarent qu'il n'y a pour l'instant pas de raison valable pour déclencher une guerre contre l'Irak.

**18 janvier.** 500 000 manifestants à Washington, 200 000 à San Francisco : c'est le début de la mobilisation d'une fraction croissante de la classe ouvrière.

**23-24 janvier 2003.** Des délégués de vingt-cinq pays réunis dans la conférence d'urgence, avec le soutien d'organisations de dix autres pays, lancent un appel au mouvement ouvrier international.

**25 janvier 2003.** Le *New York Times* constate : « *Durant l'année écoulée depuis le discours sur "l'axe du mal", le soutien populaire à la guerre a baissé d'au moins dix points* » (25 janvier 2003).

**29 janvier.** Dans une lettre publique, les chefs de gouvernement de huit pays européens (cinq membres de l'Union européenne et trois candidats à l'Union) s'alignent avec le gouvernement des Etats-Unis contre la France et l'Allemagne. Elle sera suivie d'une autre lettre des dix pays candidats.

**5 février.** Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, présente au Conseil de sécurité les prétendues "preuves" censées justifier l'agression contre l'Irak.

**15 février.** Des millions de travailleurs et de jeunes manifestent dans le monde entier contre la guerre, "avec ou sans l'ONU".

**17 février.** A l'unanimité, les gouvernements de l'Union européenne pressent l'Irak "de se désarmer" et menacent de la guerre "en dernière instance".

**19 février.** Lors d'une conférence de presse téléphonique organisée par US Labor Against War, les participants annoncent que 200 syndicats représentant quelque 130 millions de travailleurs ont signé la déclaration internationale du mouvement syndical contre la guerre.

## Les Etats-Unis, l'Irak et Saddam Hussein

— 1972 : le président irakien, le général Bakr, ayant nationalisé le pétrole, les Etats-Unis inscrivent pour la première fois l'Irak sur la liste des nations qui *“soutiennent le terrorisme”*. Aidé du shah d'Iran, Nixon répond en armant les Kurdes.

— Lorsque, en 1975, le vice-président Saddam Hussein livre au shah d'Iran le delta de Chatt-al-Arab — l'accès de l'Irak à la mer —, les Etats-Unis stoppent les livraisons d'armes aux Kurdes. Le shah reçoit alors d'importantes livraisons d'armes des Etats-Unis pour assurer son rôle de *“gendarme du pétrole”*.

— En 1980, Saddam Hussein redevient l'homme des Etats-Unis lorsqu'il prend le pouvoir en Irak par un coup d'Etat sanglant, pour attaquer bientôt l'Iran après la révolution qui menace les intérêts impérialistes. Le président Carter énonce la *“doctrine”* établissant que les Etats-Unis interviendront militairement dans la région pour assurer leur accès au pétrole. Pour déclencher la guerre meurtrière de huit ans menée contre l'Iran, Saddam revendique... le delta de Chatt-al-Arab, que lui-même avait livré au shah. Sous Reagan, les rapports Etats-Unis-Irak deviennent étroits et, en 1982, l'Irak est rayé de la liste des nations finançant le terrorisme. En août 2002, le *New York Times* publie des déclarations précises d'anciens officiers établissant que le gouvernement Reagan était parfaitement au courant de l'utilisation d'armes chimiques par Saddam (une des *“raisons”* affichées aujourd'hui par Bush pour attaquer l'Irak).

— En 1989-1990, le Pentagone commence à rechercher de nouveaux *“ennemis”* lui permettant de justifier les budgets de la Défense après la chute du Mur de Berlin. La nouvelle version du plan de guerre désigne officiellement l'Irak comme étant une menace pour la région. Il s'appuie sur le fait qu'après la guerre de huit ans menée contre l'Iran au compte de l'impérialisme, l'Irak se trouvait ruiné, mais possédait encore l'armée la plus puissante de la région, ce qui pourrait pousser Saddam Hussein à s'emparer des gisements de l'enclave koweïtienne. Pourtant, en février 1990, les Etats-Unis déclaraient encore que le régime de Saddam Hussein était *“une force de modération”* et qu'ils souhaitaient *“élargir leurs relations avec l'Irak”*.

— En août 1990, après la prise du Koweït, les Etats-Unis font adopter à l'ONU des sanctions qui obligent l'Irak à rationner la nourriture et doublent la mortalité infantile. En janvier 1991, la *“coalition”* dirigée par les Etats-Unis lance une gigantesque offensive militaire contre l'Irak, qui détruit les infrastructures et l'économie du pays, le ramenant des dizaines d'années en arrière.

— La guerre finie, début mars, Saddam écrase les soulèvements shiite et kurde encouragés par les Etats-Unis, ainsi que celui des unités de la garde républicaine. Le général Schwartzkopf (Etats-Unis) autorise les hélicoptères irakiens à traverser les lignes américaines pour écraser ces insurrections, tandis qu'il refuse aux unités de la garde républicaine soulevées l'accès aux stocks de munitions. Il s'agissait d'empêcher le renversement de Saddam par les masses.

— En avril 1991, les Etats-Unis décrètent une zone d'exclusion aérienne dans le nord du pays, pour garantir le maintien de deux fiefs kurdes (en guerre constante entre eux), afin d'affaiblir et de désagréger l'Irak.

— En août 1992, les Etats-Unis décrètent une autre zone d'exclusion dans le sud. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne intensifient les bombardements dans cette région.

— L'ONU maintient les sanctions, qui, en 1996, avaient déjà provoqué la mort de **500 000 enfants**.

— En avril 1991, l'ONU décide d'envoyer des inspecteurs en Irak, lesquels font détruire des armes et des usines irakiennes.

— En 1998, sous Clinton, une fois achevée pour l'essentiel cette destruction, la CIA provoque des incidents amenant au départ des inspecteurs. Ce qui permet non seulement le maintien des sanctions, mais l'adoption par les Etats-Unis de la *“loi de libération de l'Irak”*, affichant l'objectif de renverser le régime et justifiant l'intensification des bombardements.

## Quelques documents

# La résolution 1441 de l'ONU (novembre 2002)

Cette résolution sur le désarmement de l'Irak, présentée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, adoptée à l'unanimité par les 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU (1), se concentre en quelques points :

### 1. Elle commence ainsi :

(Le Conseil de sécurité) *“décide que l'Irak a été et demeure en violation patente de ses obligations en vertu des résolutions pertinentes”*. Dans le langage diplomatique, comme tous les analystes l'expliquent, cela signifie que l'Irak est hors la loi et que, à n'importe quel moment, tous les moyens peuvent être utilisés contre ce pays.

### 2. Qu'impose cette résolution ?

Avant tout, dans un délai de trente jours, le gouvernement irakien doit fournir à l'ONU

*“une déclaration à jour, exacte et complète sur tous les aspects de ses programmes de développement d'armes chimiques, biologiques et nucléaires, de missiles balistiques et d'autres vecteurs (...), y compris les dotations et les emplacements précis de ces armes, composants, sous-composants, stocks d'agents et matières et équipements connexes, l'emplacement et les activités de ses installations de recherche, de développement et de production, ainsi que tous les autres programmes chimiques, biologiques et nucléaires, y compris ceux que l'Irak déclare comme servant à des fins autres que la production d'armes ou les équipements militaires”*.

Le Conseil de sécurité

*“décide que de fausses informations ou des omissions dans les déclarations sou-  
mises par l'Irak en application de la pré-*

*sente résolution et le fait à tout moment de ne pas se conformer à la présente résolution et de ne pas coopérer pleinement dans sa mise en œuvre constitueront une nouvelle violation patente des obligations.”*

Donc, tout “manquement” peut être utilisé pour déclencher l'invasion. Mais comment peut-on démontrer que des choses sont “omisées” si elles n'existent pas ?

(Le Conseil de sécurité)

*“décide de se réunir immédiatement dès réception d'un rapport, afin d'examiner la situation ainsi que la nécessité du respect intégral de toutes ses résolutions pertinentes, en vue de préserver la paix et la sécurité internationales.*

*Rappelle, dans ce contexte, qu'il a averti à plusieurs reprises l'Irak des graves conséquences auxquelles celui-ci aurait à faire face s'il continuait à manquer à ses obligations.”*

### 3. Quels pouvoirs donne la résolution aux inspecteurs de l'ONU ?

Ils :

— *“auront le droit d'inspecter tous sites et bâtiments, y compris d'accéder immédiatement, sans entrave, inconditionnellement et sans restriction aux sites présidentiels” ;*

— *“auront le droit, afin de bloquer un site à inspecter, de déclarer des zones*

(1) Le Conseil de sécurité de l'ONU est composé de cinq membres permanents (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Fédération de Russie, Chine), qui disposent d'un droit de veto, et de dix membres élus pour deux ans par l'Assemblée générale. Au moment du vote de la résolution 1441, les Etats suivants étaient représentés au Conseil de sécurité : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Fédération de Russie, Chine, Colombie, Guinée, Irlande, île Maurice, Mexique, Norvège, Cameroun, Bulgarie, Syrie, Singapour.

*d'exclusion, zones voisines et couloirs de transit compris, dans lesquelles l'Irak interrompra les mouvements terrestres et aériens”.*

*“La sécurité des installations de la commission et de l'AIEA sera assurée par un nombre suffisant de gardes de sécurité de l'Organisation des Nations unies.”*

L'Irak devient donc un pays occupé, morcelé par les zones que l'armée d'occupation établit.

La résolution du Conseil de sécurité finit en rappelant

*“qu'il a averti à plusieurs reprises l'Irak des graves conséquences auxquelles celui-ci aurait à faire face s'il continuait à manquer à ses obligations”.*

#### 4. Sous la résolution, la guerre

Comme le disait le journal italien *Il Sole 24 Ore*, “juridiquement, les Etats-Unis ont le droit d'invoquer la résolution à n'importe quel moment” pour mener à terme les attaques massives qu'ils préparaient depuis un bon moment.

Le quotidien madrilène *El País*, de son côté, signalait :

*“Si l'Irak ne présente pas les preuves de sa culpabilité, il se fera condamner, et s'il les fournit, il se fera condamner aussi” (2).*

Et au *Washington Post* de préciser :

*« Le gouvernement Bush avait insisté pour que la résolution 1441 des Nations unies établisse un cadre différent (de celui des inspections précédentes en Irak) : ce n'est pas le mandat pour un autre exercice prolongé de détectives, mais comme une “dernière opportunité” pour que l'Irak réalise ce que les résolutions précédentes avaient exigé, en montrant son arsenal et en collaborant à sa destruction (...). D'après les termes de la résolution, le fait que les inspecteurs découvrent des armes ou non est sans signification. Hormis un changement radical de la conduite de Saddam Hussein dans les prochaines deux semaines, le Conseil (de sécurité) devrait répondre au premier rapport global de M. Blix en poursuivant son propre plan d'action, adopté à l'unanimité. Agir d'une autre façon reviendrait à jeter la 1441 dans la même poubelle qui contient les 16 résolutions précédentes sur l'Irak” (3).*

(2) Editorial du journal *El País*, 12 janvier 2003.

(3) “*The Iraqi Charade*”, 17 janvier 2003.

## Les institutions européennes et la marche à la guerre

Toutes les institutions de l'Union européenne, qui a signé, le 16 décembre 2002, un “accord de partenariat stratégique” avec l'OTAN, n'ont fait, ces derniers mois, qu'approuver la marche à la guerre contre le peuple irakien orchestrée au sein de l'ONU par l'impérialisme, réaffirmant au passage leur soutien à l'embarco, qui, depuis douze ans, affame l'Irak et décime sa population.

### Déclaration du Conseil européen (1) (Copenhague, 12 et 13 décembre 2002)

*“Le Conseil européen souligne qu'il soutient pleinement et sans réserve la résolution 1441 du Conseil de sécurité des Nations unies du 8 novembre 2002. L'objectif de l'Union européenne demeure l'élimination des armes de destruction massive détenues par l'Irak, conformément*

*aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies. Il revient désormais à l'Irak de saisir cette dernière chance de s'acquitter de ses obligations internationales.”*

(1) Le Conseil européen réunit les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne.

## **Déclaration du comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES) (Bruxelles, 9-10 octobre 2002)**

Sur la guerre comme sur toutes les autres questions, la CES fait ici encore la démonstration de son caractère totalement subsidiaire aux institutions de Bruxelles.

*“La CES se déclare une nouvelle fois persuadée que tous les moyens politiques et diplomatiques doivent être mis en œuvre pour éviter un conflit armé dévastateur et pour amener l’Irak à se conformer pleinement aux résolutions des Nations unies, auxquelles ses dirigeants refusent depuis si longtemps d’obéir.*

*La décision unilatérale des Etats-Unis, ou la décision bilatérale, en conjonction avec le Royaume-Uni, d’entrer en guerre et de mener des frappes préventives serait une violation du droit international. Seules les Nations unies sont habilitées à déterminer le mode d’application de leurs résolutions.*

*L’Irak doit autoriser une visite d’inspection sans entraves des Nations unies et accepter de renoncer aux armes de destruction massive, qui constituent une menace pour la région et pour le monde tout entier.”*

## **Résolution du Parlement européen (16 mai 2002)**

*“Considérant que les objectifs réels, originels et directs des sanctions étaient d’empêcher l’Irak de redevenir une puissance militaire significative, de menacer ou d’être en mesure de menacer d’autres Etats (...),*

*Constatant que ces sanctions n’ont pas encore permis d’atteindre ces objectifs (...),*

*Considérant que l’Irak représente toujours une menace pour la stabilité de la région et la sécurité du monde, en particulier parce qu’il relance ses programmes interdits de développement d’armes de destruction massive, notamment en reconstruisant des usines chimiques à double usage et des usines de fabrication de missiles, en préservant des capacités industrielles qui pourraient rapidement produire des armes biologiques et en continuant à s’efforcer d’acquérir des matériaux pour son programme d’armes nucléaires (...),*

*Réitérant sa conviction qu’une solution aux problèmes liés à l’Irak doit être recherchée dans la stricte application de la Charte des Nations unies et des résolutions du Conseil de sécurité de l’ONU (...),*

*— Rappelle ses précédentes résolutions et reconnaît par conséquent l’obligation du gouvernement irakien de se soumettre sans condition et sans délai aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et aux inspections de la commission de surveillance, de vérification et d’inspection des Nations unies (...);*

*— Constate que le programme “Pétrole contre nourriture” n’a été efficace que dans les trois gouvernorats du nord de l’Irak, où il a été directement géré par les Nations unies;*

*— En conclut que la responsabilité de l’inefficacité de sa mise en œuvre dans les autres régions d’Irak et ainsi que des pénuries consécutives de vivres et de médicaments incombe largement au gouvernement irakien (...).”*

Cette résolution a été présentée par une députée de droite britannique, la baronne britannique Nicholson de Winterbourne, “pair à vie et membre de la Chambre des lords”, assurant par ailleurs, selon sa notice biographique, “un parrainage ou des fonctions honorifiques dans plus de 50 œuvres de bienfaisance”.

Elle a été approuvée par les principaux groupes du Parlement européen, de droite comme de “gauche”, incluant celui de la “Gauche unie européenne” (GUE), regroupant les représentants des PC (2).

Seul orateur de ce groupe inscrit au débat, le député allemand André Brie, ancien vice-président du PDS (formation issue de l'ex-parti de la bureaucratie stalinienne d'Allemagne de l'Est), a notamment déclaré :

*“Ce rapport (...) formule les exigences nécessaires (...). C'est pourquoi, madame le Rapporteur, je tiens à vous remercier pour ce rapport, même si cela peut sembler étrange venant de cette partie du*

*Parlement, mais je l'ai lu comme un rapport écrit dans la plus pure tradition du libéralisme.”*

(2) Le GUE comprend également deux députés de la LCR et trois de Lutte ouvrière. Les deux députés de la LCR étaient absents pour prendre part à ce “débat”, dans lequel le Parlement européen apportait sa caution à la guerre de Bush, via l'ONU. Mais l'orientation de la LCR sur cette question est connue : dans une déclaration signée notamment avec le PS et le PCF, le 1<sup>er</sup> octobre dernier, la LCR pressait “la France”, concernant la question de la guerre en Irak, d’*“agir avec ses partenaires européens pour une solution politique négociée”*, s'inscrivant “dans le cadre du droit international et de la charte de l'ONU”. Quant aux députés européens de LO, ils ont voté contre la résolution, fournissant une explication de vote écrite.

## La lutte contre la guerre et le mouvement ouvrier international

# Le manifeste de la conférence d'urgence contre la guerre

(Paris, 23-24 janvier 2003)

Les 23 et 24 janvier 2003, à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, une conférence d'urgence a réuni à Paris des délégués de vingt-cinq pays. Dix autres pays avaient envoyé des messages de soutien à la conférence.

Dans le monde entier, les travailleurs et les peuples, déjà accablés par les souffrances — faim, misère, chômage, travail des enfants, épidémies, guerres —, regardent avec une angoisse chaque jour accrue en direction du Moyen-Orient.

### Guerre ou paix ?

C'est la question la plus importante. La guerre préparée par l'administration Bush

contre l'Irak, avec le soutien de nombre de gouvernements du monde entier et des institutions internationales (ONU, OTAN, FMI, Banque mondiale, OMC), ce n'est pas n'importe quelle guerre.

Nous, délégués d'organisations ouvrières venus d'Allemagne, de Belgique, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne, de Grèce, d'Italie, du Portugal, de Roumanie, d'Ukraine, de Yougoslavie, d'Afrique du Sud, d'Algérie, du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, du Tchad, de

Tunisie, du Brésil, des Etats-Unis, de Guadeloupe, de Martinique, du Bangladesh, de l'Inde, du Sri Lanka, ayant reçu des messages de soutien de Corée, de Hong-Kong, du Pakistan, du Congo, du Maroc, du Chili, du Costa Rica, d'Equateur, du Mexique, de Suisse, réunis à Paris ce jour, 24 janvier 2003, en une conférence internationale d'urgence contre la guerre et l'exploitation, à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, nous sommes engagés dans nos pays respectifs dans le combat pour la défense des droits ouvriers, sociaux, démocratiques et pour l'indépendance des organisations ouvrières. Nous avons débattu de la situation. Sur la base des faits, nous affirmons solennellement que tous les discours selon lesquels la guerre qui se prépare aurait pour motif la défense de la liberté et de la démocratie sont contraires à la réalité.

— Une guerre contre l'Irak serait d'abord une guerre pour le pétrole : l'Irak a les deuxièmes réserves du monde.

— Une guerre contre l'Irak ne serait pas une guerre pour la démocratie, mais contre l'indépendance et la souveraineté nationale. Cela en Irak même. En effet, la réunion de "l'opposition irakienne" tenue à Londres sous contrôle américain, composée par une majorité d'ayatollahs, a affirmé dans sa déclaration finale que l'Etat irakien futur serait un Etat islamique, dont la Constitution s'inspirerait de la charia. Ils prétendent apporter la "démocratie" aux Irakiens, alors que les projets déjà prêts de Constitution rejetteraient l'Irak des siècles en arrière. Cela serait vrai également dans tous les pays où, au nom de la guerre en préparation et de la prétendue "lutte contre le terrorisme", les mesures attentatoires aux libertés et à la démocratie se multiplient.

— Une guerre contre l'Irak serait avant tout une guerre de dépeçage des nations. Les plans officiels concernant l'avenir de l'Irak "d'après-guerre" prévoient l'éclatement de la nation irakienne en quatre, six ou sept morceaux, pour lesquels les prétextes seront trouvés dans des critères "ethniques", "religieux" et autres.

Dans le monde entier, face aux peuples qui affirment leur volonté de constituer des nations libres et souveraines, l'impe-

rialisme mondial veut imposer le démantèlement des nations. C'est l'Irak, mais c'est aussi le cas en Afrique, en Asie, en Amérique latine, en Europe.

Vingt-sept délégués syndicaux yougoslaves, qui ont mandaté leur représentant à notre conférence, nous ont, dans un message, mis en garde :

*« Nous, travailleurs des Balkans, nous avons fait l'amère expérience de la guerre dans les douze dernières années. Des centaines de milliers de morts, des millions de réfugiés, des villes et les capacités économiques détruites, des gouvernements serviles à la tête d'Etats "nationaux" minuscules, éclatés — voilà les conséquences de la guerre en ex-Yougoslavie. Avec cette guerre, beaucoup de nos conquêtes sociales et politiques ont été détruites. »*

C'est vrai en Europe. Au moment où l'Europe des régions veut démanteler les nations européennes, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, dénonce la France et l'Allemagne comme étant "la vieille Europe". La "nouvelle Europe", selon Bush, c'est celle où les huit pays d'Europe centrale admis dans l'élargissement ont d'abord adhéré à l'OTAN ; c'est une Europe intégrée à l'OTAN, qui l'intègre à la guerre.

## Que cherchent-ils ?

Si on dépece l'Irak en sept "Etats", cela sera plus facile pour piller le pétrole que s'il existe une seule nation irakienne unie et souveraine ! (Nous avons déjà vu les conséquences de cette politique en Somalie, en Afghanistan... La nation a été dépecée, il n'y a plus d'Etat et une guerre sans fin déchire la population.) Une fois l'Irak dépecé, ce sera le début du démantèlement de toutes les nations de la région ; aucune ne sera à l'abri : de la Turquie à l'Afghanistan, de la Syrie aux républiques d'Asie centrale. C'est un processus dont personne ne peut dire ni quand, ni où il s'arrêtera.

Une France ou une Allemagne disloquées par régions, cela rendra bien plus facile la remise en cause de tous les droits arrachés par les travailleurs dans le cadre de la nation : Codes du travail, conven-

tions collectives, régimes de protection sociale !

C'est cette guerre-là que l'impérialisme prétend engager pour disloquer toutes les nations dans le monde entier, pour mieux surexploiter les classes ouvrières et disposer des richesses naturelles des pays.

Et tout cela pour quoi ? Nous le savons, il s'agit là de la mise en œuvre des plans du FMI, de l'Union européenne, de la Banque mondiale, de l'OMC, de l'ALENA-NAFTA (et, concernant les Amériques, de la menace de l'ALCA-FTAA), plans tous dictés par le système d'oppression et d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production. C'est cela l'objectif annoncé par l'administration Bush : la guerre sans fin au nom du combat contre le terrorisme. Hier l'Afghanistan, aujourd'hui l'Irak, et demain, quel pays, quel peuple ? A travers ces plans, il s'agit d'imposer la déréglementation, la privatisation, la remise en cause de tous les droits, et la désindustrialisation. Et ils voudraient, en plus, enchaîner les organisations ouvrières à cette politique de destruction !

## Les peuples disent : “Non à la guerre !”

Les résultats, nous les connaissons déjà : deux milliards d'êtres humains survivent avec moins d'un dollar par jour et, selon l'OMS, 40 millions vont mourir du Sida en Afrique pendant les prochaines années. L'ensemble des Etats africains, de l'Amérique latine, de l'Asie, de l'Europe de l'Est sont écrasés par le poids d'une dette extérieure qui, souvent, exige d'eux de payer plus de 40 % du budget national pour honorer les intérêts.

Nous le constatons : dans le monde entier, les peuples se dressent de plus en plus nombreux pour dire : “Non à la guerre !”

Nous avons pris connaissance de la résolution constitutive de la coalition “US Labor Against War”, formée le 11 janvier dernier à Chicago, aux Etats-Unis, par les représentants d'organisations syndicales regroupant plus de deux millions d'adhérents. Cette résolution affirme notamment :

*“Les adhérents et responsables syndicaux ont la responsabilité d'informer tout*

*le peuple travailleur sur les questions concernant leur vie, leur travail et leurs familles, et de se faire entendre dans le débat national sur ces questions ; les victimes principales de toute action militaire en Irak seront les enfants des familles de la classe ouvrière faisant le service militaire, ainsi que des civils irakiens innocents, qui ont déjà autant souffert ; aucune querelle ne nous oppose aux hommes, femmes et enfants normaux de la classe ouvrière d'Irak, ni d'aucun pays ; les milliards de dollars dépensés pour organiser et réaliser cette guerre sont enlevés de nos écoles, nos hôpitaux et notre Sécurité sociale ; la guerre est un prétexte pour attaquer les droits des travailleurs, les droits démocratiques.”*

Nos frères et sœurs du mouvement ouvrier américain indiquent une voie qui doit inspirer le mouvement ouvrier international. Oui, c'est la place des organisations ouvrières dans chaque pays de prendre la tête de la mobilisation contre la guerre, c'est-à-dire pour la justice sociale et les droits ouvriers. Pour notre part, nous décidons de former ensemble ce comité “Le mouvement ouvrier international contre la guerre”.

Notre comité ne se constitue ni en opposition ni en concurrence avec aucune organisation, ni aucune initiative contre la guerre. Il s'agit pour nous de contribuer à unir tous les efforts. Rien n'est plus important que la paix. En constituant notre comité international, nous nous prononçons :

— pour l'arrêt immédiat de l'escalade militaire contre l'Irak ;

— pour la levée immédiate de l'embargo et des sanctions qui frappent le peuple irakien ;

— pour la suppression des budgets militaires et l'affectation de ces sommes à des budgets de paix, de protection sociale et d'éducation ;

— pour le démantèlement des bases militaires dans le monde et le retour de toutes les troupes dans leur pays d'origine ;

— pour le respect de l'unité et de la souveraineté des nations, contre toute forme “d'ingérence” de quelque ordre que ce soit, visant au dépeçage des nations ;

— pour l'unité des travailleurs et des peuples, qui est seule à même d'empêcher

les plans meurtriers qui menacent la civilisation humaine tout entière.

En constituant notre comité “Le mouvement ouvrier international contre la guerre”, en vous appelant toutes et tous à nous rejoindre et à faire connaître ce manifeste :

— Nous affirmons notre confiance dans la capacité des peuples du monde entier à se libérer des chaînes de l’exploitation et de l’oppression, leur capacité à édifier un monde où la collaboration harmonieuse entre les nations et les travailleurs se substituera au monde de barbarie dans lequel on voudrait nous entraîner.

— Nous affirmons : personne ne peut savoir la forme exacte que prendront les événements dans les jours, les semaines, les mois qui viennent, mais nous prenons l’engagement, quelles que soient les circonstances, de poursuivre ce qui a été entrepris. Nous prenons l’engagement de poursuivre pour empêcher l’écrasement du peuple irakien.

**A bas la guerre, à bas l’exploitation !**

**L’union des travailleurs fera la paix du monde !**

Ce comité aura son lieu de correspondance et son secrétariat en Espagne, au nom des camarades responsables syndicaux Roberto Tornamira et Luis González.

#### Liste des premiers signataires :

**Algérie** : Amar Takdjout, Union générale des travailleurs algériens (UGTA) ; Rachid Matassi, UGTA ; Youcef Merrouche, député du Parti des travailleurs ; Louisa Hanoune, porte-parole du Parti des travailleurs, député — **Allemagne** : Cornelia Matzke, Ver.di ; Klaus Schuller, DGB, SPD de Thüringe ; Michael Altmann, Initiative des sociaux-démocrates contre la guerre — **Angleterre** : Stefan Cholewka, rédacteur en chef de *The Link*, membre du Labour Party — **Azanie-Afrique du Sud** : Tiyani Lybon Mabasa, président du Socialist Party of Azania (SOPA) — **Bangladesh** : Tafazzul Hussein, secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du Bangladesh — **Belgique** : Philippe Larsimont, MDT — **Brésil** : Julio Turra, membre de la commission exécutive de la CUT ; Markus Sokol, membre de la direction

nationale du Parti des travailleurs — **Burkina Faso** : Richard Tiendrebeogo, syndicaliste, secrétaire général adjoint de la Confédération générale du travail du Burkina (CGT-B) — **Burundi** : Paul Nkunuzimana, membre du bureau exécutif du Syndicat des travailleurs de l’Université (STUB) — **Cameroun** : Martin Mbillle, CGT-Liberté — **Espagne** : Angel Campabadal, syndicaliste UGT ; Luis GONZALEZ, syndicaliste CCOO ; José Miguel Villa, syndicaliste UGT ; Roberto Tornamira, syndicaliste UGT ; Juan José Llorente, syndicaliste CCOO ; Isabel Cerda, syndicaliste UGT ; Yagoba, syndicaliste étudiant ; Bals Ortega, syndicaliste UGT ; Rafael Aguilera, syndicaliste UGT ; José Pozo, syndicaliste UGT ; José Manuel Oceana, syndicaliste UGT ; Jesus Bejar, syndicaliste CCOO ; Jesus Perez, syndicaliste UGT ; Francisco Cepeda, syndicaliste CCOO ; Josep Calzada, syndicaliste UGT ; José Sanchez, syndicaliste UGT ; José Luis Sanchez, syndicaliste CCOO ; Vincent Alcover, syndicaliste UGT — **Etats-Unis** : Clarence Thomas, Syndicat international des dockers (ILWU Local 10), San Francisco — **France** : Michèle Simonnin, syndicaliste ; Marie-Edmonde Brunet, syndicaliste enseignante ; Véronique Pepers, syndicaliste chimie ; Olivier Doriane, Parti des travailleurs ; Jean-Claude Loew, syndicaliste chimie ; Subhi Toma, militant contre la guerre en Irak ; Jean-Pierre Barrois, militant contre la guerre en Irak ; Daniel Gluckstein, secrétaire national du Parti des travailleurs, coordinateur de l’Entente internationale des travailleurs et des peuples ; Patrice Sifflet, *Le Manifeste des 500 pour l’indépendance syndicale* ; José Nicol, syndicaliste postier ; Marie-Claude Schidlower, commission femmes travailleuses de l’Entente internationale, Parti des travailleurs ; Patrick Hébert, syndicaliste ; Jean-Jacques Melloul, cheminot, Parti des travailleurs — **Guadeloupe** : Jocelyn Lapitre, Mouvement pour un parti des travailleurs et paysans de Guadeloupe (MPTPG) ; Serge Apatout, secrétaire administratif de l’Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) — **Inde** : Nambiath Vasudevan, secrétaire général de la Fédération des employés de la Blue Star — **Italie** : Guido Montanari, Comité permanent pour la défense des services publics et des conquêtes ouvrières — **Portugal** : Joaquim Pagarete, POUS — **Roumanie** : Florin Constantin, *Tribune sociale* — **Sri Lanka** : Mallawa Avacheling, JVP ; Saman Mudun Kotuwage, JVP ; Prasan N.-H. Chathurara, JVP — **Tchad** : Gami N’Garmadjal, secrétaire général du Syndicat des enseignants du Tchad (SET) — **Ukraine** : Vitali Kulik, Union “Borotba” — **Yougoslavie** : Pavlusko Imsirovic, Alliance politique ouvrière.

## L'Entente internationale publie un bulletin hebdomadaire

Il y a quelques semaines, le bureau national du Parti des travailleurs, qui assure la coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, a considéré qu'il était de son devoir de faire circuler, entre tous ceux qui se réclament de l'Entente internationale, toutes les informations qu'il reçoit sur les initiatives, documents fournis par les correspondants de l'Entente.

Pour ce faire, il a décidé de publier de manière hebdomadaire *Informations internationales*.

Depuis cette décision, 15 numéros d'*Informations internationales* ont été publiés en français, en anglais et en espagnol.

*Informations internationales* a permis de faire connaître les initiatives de l'Entente, conférence caribéenne, préparation de la conférence internationale des cheminots ou de la conférence internationale pour la défense de l'enseignement public, activités de la commission femmes de l'Entente. Il a donné l'état des campagnes menées pour la libération des syndicalistes de Liaoyang et pour la libération de Claude Ameganvi, du Togo...

En consultant les sommaires des numéros parus, chacun pourra juger de l'importance des documents publiés.

*Informations internationales* a publié, dans un numéro spécial, la lettre d'invitation à la conférence d'urgence.

Il a fourni à tous les correspondants les éléments de préparation de la conférence d'urgence contre la guerre et l'exploitation, les initiatives prises dans les différents pays contre la guerre en Irak.

Il a publié les documents adoptés à la conférence d'urgence contre la guerre et l'exploitation, le Manifeste constitutif du comité international, l'appel international invitant à faire du 8 mars une journée internationale de mobilisation contre la guerre et pour les droits des femmes travailleuses, l'appel des jeunes, permettant ainsi à tous les correspondants de s'en saisir, de les utiliser sous les formes qu'ils jugent les meilleures.

Il a également publié l'ensemble des messages de soutien à la conférence d'urgence.

Durant ces quelques semaines, *Informations internationales* a commencé à devenir un élément d'élargissement de l'Entente. Ainsi, des militants du Sri Lanka ont donné une interview pour *Informations internationales*.

Sa publication en anglais et sa large diffusion par nos camarades américains ont permis de nouer de nouveaux liens pour la conférence d'urgence aux Philippines et en Australie. De nouveaux contacts ont également été noués, par exemple en Belgique.

Dans cette période de tournant radical de la situation mondiale avec la marche à la guerre en Irak et l'accélération des politiques de remise en cause de tous les acquis sociaux conquis dans le cadre des nations, l'Entente internationale occupe une place décisive. Elle est un point d'appui pour tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, cherchent à résister sur le terrain de l'indépendance de classe.

Si le Parti des travailleurs assure la coordination de l'Entente internationale, de nombreux militants, et en particulier des syndicalistes, se reconnaissent dans l'Entente internationale ; ils ont participé à ses campagnes, ont soutenu ou participé aux conférences dont elle a été à l'initiative.

Nous devons permettre à tous ces militants de disposer de toutes les informations indispensables. Nous devons chercher à élargir dans chacun de nos pays le nombre de militants et responsables qui recevront chaque semaine *Informations internationales*.

Comme toutes les activités de l'Entente, la publication et la diffusion d'*Informations internationales* repose sur l'autofinancement.

Le prix de l'abonnement (10 euros les 10 numéros, 20 euros les 20 numéros, 30 euros les 30 numéros, etc.) permet d'assurer la publication et l'expédition à des correspondants, des syndicalistes d'Asie, d'Afrique, etc. L'abonnement constitue un soutien dans les traditions de la solidarité ouvrière.

**Pour tout contact : *Informations internationales*, Entente internationale des travailleurs et des peuples, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, France.**

# Déclaration internationale du mouvement syndical contre la guerre en Irak (Etats-Unis, 19 février 2003)

“A la veille d’une guerre menaçante contre l’Irak, nous, syndicalistes du monde entier, nous nous joignons au US Labor Against War et aux syndicats américains, représentant plus de 4 millions de syndiqués, qui s’opposent à cette guerre.

Comme syndicalistes, nous avons la responsabilité d’informer tous les travailleurs sur les questions concernant leur vie, leur travail et leur famille, et de nous faire entendre dans le débat international sur ces questions.

Nous nous opposons à une guerre conduite par les Etats-Unis contre l’Irak pour plusieurs raisons.

Il n’y a aucun objectif à cette guerre que nous puissions soutenir. Aucun lien convaincant n’a été établi entre l’Irak et Al-Qaida ou les attaques du 11 septembre, et ni l’administration Bush, ni les inspections de l’ONU n’ont démontré que l’Irak représentait une réelle menace pour les Etats-Unis et pour d’autres nations. Il est clair qu’une action militaire contre l’Irak accroîtra en fait la possibilité d’actions terroristes dans le monde contre des cibles occidentales. Une action contre l’Irak, par les forces militaires des Etats-Unis et d’autres pays qui se joindraient à eux, remet en cause la solution pacifique des conflits entre les Etats, menaçant la sécurité du monde entier.

Nous savons que les victimes principales de toute action militaire en Irak seront les enfants des familles de la classe ouvrière qui se trouvent dans les forces armées et d’innocents civils irakiens qui ont déjà beaucoup souffert. Nous n’avons aucun motif de conflit avec les travail-

leurs, les femmes et les enfants d’Irak ou de tout autre pays.

Nous nous opposons à la dilapidation de milliards de dollars pour préparer et faire cette guerre, alors que nos pays manquent d’argent pour l’enseignement, la protection sociale, le logement et d’autres besoins fondamentaux.

Nous nous opposons à l’usage de la menace de guerre et de la guerre elle-même comme un prétexte pour mener des attaques contre le mouvement ouvrier, contre les droits démocratiques, contre les droits des émigrés, aux Etats-Unis comme dans d’autres pays.

Nous considérons que la marche à la guerre de la part de Bush est une couverture et une diversion face à l’effondrement de l’économie, à la corruption des grandes sociétés et aux licenciements.

Comme représentants du mouvement ouvrier dans le monde entier, nous prenons appui sur le rôle historique de celui-ci dans le combat pour la justice. Nous appelons les membres de nos organisations à activement se dresser contre la guerre. Au début de ce XXI<sup>e</sup> siècle, nous nous joignons à la grande majorité des peuples du monde qui veulent une vie meilleure et qui demandent une solution pacifique à tous les conflits internationaux.”

**Au moment de la conférence de presse téléphonique, cette déclaration avait été signée, en l’espace de dix jours, par 200 syndicats de 53 pays, représentant quelque 130 millions de travailleurs, et par 550 responsables syndicaux.**

# Lettre de Gene Bruskin

## (secrétaire général de la Fédération de l'alimentation et assimilés de l'AFL-CIO)

## à John Sweeney

### (président de l'AFL-CIO)

(extraits)

Le 7 octobre 2002

Cher président Sweeney,

Je prends l'initiative inhabituelle de vous écrire, parce que les temps que nous vivons sont inhabituels. Je me réfère à la fois aux défis auxquels fait face le mouvement ouvrier et au climat politique créé par la guerre contre le terrorisme et par la menace d'une guerre avec l'Irak (...).

Depuis le 11 septembre, une dynamique encore plus dangereuse domine le discours politique dans notre pays : la guerre contre le terrorisme. C'est une guerre qui exige, d'après l'administration Bush, des efforts s'étendant sur trente ou quarante ans ; la promesse de bénéfices de la paix faite après la fin de la guerre froide est abandonnée. En fait, la politique de Bush apparaît comme une sorte de guerre froide de longue durée, appelée à passer à la vitesse supérieure avec une guerre totale contre l'Irak (...).

Je ne pense pas que la politique de guerre de Bush ait comme objet l'amélioration de la sécurité intérieure. Cette politique est au contraire un cheval de Troie pour faire avancer, à l'échelle nationale et internationale, les intérêts des grandes multinationales. Sa guerre contre le terrorisme et la guerre contre l'Irak ont peu à faire avec la sécurité des citoyens des Etats-Unis. Sa politique étrangère vise à servir les mêmes intérêts que ceux de sa politique intérieure, faisant de la planète un territoire sûr pour les multinationales américaines. Dans l'ère de la mondialisation, les deux ne peuvent être séparés.

Je pense que le mouvement ouvrier doit être en pointe dans l'opposition à la

politique de guerre de Bush si nous voulons parvenir à réaliser nos propres buts en ce qui concerne les besoins de la classe ouvrière américaine (...).

Le mouvement ouvrier s'est exprimé clairement et nettement quant aux dangers de la politique intérieure de Bush, mais nous avons été pour le moins naïfs quant aux objectifs de sa politique étrangère. Nous avons tenté de pleinement soutenir la guerre anti-ouvrière contre le terrorisme de Bush, tout en nous opposant à ses conséquences pour nos membres.

Je pense que c'est une stratégie vouée à l'échec, car nous combattons les symptômes et pas la maladie elle-même (...).

Nous assistons à la réduction de nos droits par le "US Patriot Act", qui sera utilisé contre les syndicats. Les employés du gouvernement fédéral perdent leurs droits syndicaux, tandis que la ILWU (syndicat des dockers) est menacée par l'intervention de Bush. La campagne entamée pour les droits des travailleurs émigrés est mise en échec, nos efforts pour une justice globale s'affaiblissent, tout cela au nom de la sécurité nationale (...).

Parmi nos membres comme à l'échelle mondiale, il y a beaucoup de soupçons quant au fait qu'il s'agit pour l'essentiel d'une guerre pour le pétrole, une marchandise favorite de l'équipe Bush-Cheney. Le multilatéralisme a été réduit à un mélange de menaces, de pots-de-vin et de pressions minant le rôle de l'ONU.

Les conséquences négatives potentielles elles-mêmes de cette guerre sont considérables. L'administration Bush a estimé qu'un "changement de régime" en Irak coûterait jusqu'à 200 milliards de

dollars, aggravant le déficit et annulant toute chance de voir satisfaites les priorités réclamées par les travailleurs. En fait, les augmentations massives des dépenses militaires déjà en cours rendent impossibles de vastes réformes comme la mise en place d'un véritable système de santé. Elles aboutiront inévitablement dans la réduction des budgets des Etats, avec des conséquences dramatiques pour les plans locaux de protection de la santé et pour les services publics, que les Républicains tiennent tant à réduire (...).

Je suis convaincu que nous prenons de grands risques à ignorer ces réalités. Je vous demande instamment de parler avec force, de commencer à publiquement mettre en cause l'obsession du président Bush avec la guerre. Nous, dans le mouvement ouvrier, comprenons que d'avancer sur le terrain de la justice et des droits de l'homme est la meilleure manière de combattre le terrorisme et la haine. Je vous félicite pour avoir commencé à discuter ces problèmes dans le conseil exécutif et d'avoir fait connaître vos inquiétudes au congrès.

Maintenant que vous êtes intervenu à ce sujet, j'espère que vous appuierez l'ouverture d'une discussion large dans le

mouvement ouvrier. Les conseils syndicaux dans tout le pays pourraient être incités à se saisir de ces problèmes (voir la déclaration du conseil exécutif de l'AFL-CIO de l'Etat de Washington). Les publications de l'AFL-CIO pourraient être ouvertes au débat et à la formation sur la question de la guerre contre l'Irak et de la politique de guerre de Bush. Les syndiqués pourraient devenir une force sur ce terrain.

Votre intervention pourrait signifier une différence considérable dans la manière dont se poseraient les questions de la guerre, de la paix, de la justice et du progrès dans ce XXI<sup>e</sup> siècle. Dans une interview donnée peu avant sa mort, George Meany (*président de l'AFL-CIO à l'époque de la guerre du Vietnam, et qui s'est refusé à appuyer la lutte contre la guerre — NDLR*) a dit à David Frost : "Si j'avais su alors ce que je sais maintenant, j'aurais agi différemment à l'égard de la guerre du Vietnam." Nous avons tous beaucoup à apprendre de lui à ce sujet (...).

**Gene L. Bruskin,**  
**secrétaire général, Food and Allied**  
**Service Trades de l'AFL-CIO.**  
**A titre personnel**

---

## Documents de la IV<sup>e</sup> Internationale

# Déclaration du 19 septembre 2001

Dans le monde entier, les peuples se tournent avec angoisse vers le futur. Que va-t-il se passer dans les prochains jours, dans les prochaines heures ? Par la voix de George Bush, l'administration américaine a déclaré ce 18 septembre : *“Nous sommes en guerre”*, engagés dans *“une campagne massive et durable”*. Il s'agira, a précisé le secrétaire d'Etat à la Défense, Donald Rumsfeld, d'un *“effort long, large, soutenu”*, qui s'étendra *“non sur des semaines ou des jours, mais sur des années”*.

“Sur des années” ? Une guerre qui s'étendra sur des années ? Partout dans le monde, y compris aux Etats-Unis, des milliards d'êtres humains s'interrogent : que signifie une guerre qui s'étendra des années ? S'agit-il de déchaîner des misères sans fin, d'accumuler des destructions de toutes sortes, qui accableront plus encore les masses exploitées et opprimées ?

Les convulsions qui secouent la planète ne viennent-elles pas confirmer, de manière tragique, la justesse des positions de la IV<sup>e</sup> Internationale ? Inlassablement, au travers des difficultés de toutes sortes, les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale ont affirmé — et démontré par les faits — que l'exploitation ne peut qu'entraîner la guerre.

Qui peut nier, aujourd'hui, que le “nouvel ordre mondial” imposé par les dirigeants américains et leurs alliés, non seulement n'a ouvert aucune issue aux peuples et aux nations, mais qu'il a, plus encore, aggravé, au nom de l'économie de marché, toutes les contradictions du système de la propriété privée des grands moyens de production ?

Dix ans se sont en effet écoulés depuis que le président Bush (père de l'actuel président) a décrété l'avènement d'un “nouvel ordre mondial”.

Depuis dix ans, le monde a connu l'atroce guerre menée par la coalition internationale des grandes puissances contre le peuple irakien, à qui fut imposé ensuite un embargo meurtrier. Embargo qui, répétons-le, au nom du “nouvel ordre mondial”, a coûté la vie à 1,5 million d'enfants irakiens !

Depuis dix ans, le Rwanda, le Burundi, la Somalie, le Sierra Leone, le Congo ont été dépecés par des guerres prétendument “ethniques”. Des millions d'innocents ont été massacrés, victimes des affrontements entre factions et cliques manipulées de bout en bout par les grandes puissances impérialistes “démocratiques”, avides de contrôler les richesses naturelles du sous-sol de ces pays.

Depuis dix ans, les guerres successives ont taillé dans la chair des peuples des Balkans ; des millions d'êtres humains ont été anéantis sous les coups des factions issues des vieilles nomenklaturas, définitivement ralliées au régime de privatisations, qui se sont entredéchirées à coups de “purifications ethniques”, de découpages, de “cantonisation”, pour savoir qui serait mieux à même de mettre en œuvre les plans du Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Depuis dix ans, les “accords de paix” imposés par les grandes puissances capitalistes n'ont fait que déboucher sur de nouvelles “divisions ethniques”, de nouveaux massacres.

En réalité, le “nouvel ordre mondial”, c'est le chômage, la destruction des conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe et de tous les acquis de la civilisation humaine. Le “nouvel ordre mondial”, c'est le triomphe de la spéculation, des privatisations, de l'oppression nationale et de la destruction des nations. Le

“nouvel ordre mondial, c’est un vaste chaos où la faillite du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production entraîne l’humanité vers l’abîme.

Sur tous les continents et dans tous les pays, alors que la science et la technique pourraient assurer à tous une vie digne, c’est au contraire le chômage et la misère qui accablent l’écrasante majorité des cinq milliards d’habitants qui peuplent la planète.

C’est un fait reconnu par tous : chaque jour qui passe voit les pauvres devenir plus pauvres et les riches devenir plus riches.

Chaque jour qui passe voit l’immense majorité de l’humanité s’enfoncer dans la misère :

- En Russie, où l’espérance de vie a reculé de plusieurs années dans la dernière décennie et où les statistiques officielles prévoient que sur 100 jeunes de 16 ans, 40 mourront avant d’avoir atteint 60 ans !

- En Afrique, où 50 millions d’êtres humains sont condamnés à mourir dans les dix prochaines années, où 42 % de la population “*vivent avec moins d’un dollar par jour*”, où 300 millions sont en dessous du seuil de pauvreté. L’Afrique, un continent crucifié, frappé aujourd’hui d’un véritable génocide nourri par les guerres, le Sida, la malnutrition, les épidémies, qu’une économie écrasée par la dette et par le pillage impérialiste ne peut contrecarrer. L’Afrique, où dix pays ont vu leur espérance de vie réduite de dix-sept ans du seul fait du Sida !

- En Europe, en Asie, en Amérique, où les politiques de privatisation et de déréglementation accroissent chaque jour davantage l’insécurité et la précarité des travailleurs et des jeunes. La Banque mondiale, elle-même, reconnaît que dans les seuls pays dits “en développement” (en dehors de la Chine), le nombre de pauvres a augmenté de 100 millions en dix ans.

Dans le monde entier, ce 11 septembre, les travailleurs ont été saisis d’horreur de voir les milliers de victimes sacrifiées dans les attentats de New York, de Washington, de Pennsylvanie, milliers de victimes qui, dans leur immense majorité, sont les travailleurs comme eux.

Mais comment ne pas voir que l’hypocrisie et le mensonge coulent à flots ?

Il a suffi de quelques heures pour que l’humanité, saisie d’horreur par les attentats dirigés contre les travailleurs du World Trade Center, apprenne que l’auteur présumé, Ben Laden, a été formé par la CIA.

Quant au régime des talibans, il apparaît aujourd’hui sur la scène publique qu’il est parvenu au pouvoir en Afghanistan avec le soutien politique, matériel et financier de l’administration américaine, qui, au cours de la seule année 2001, lui a accordé une aide financière de plus de 120 millions de dollars.

Aujourd’hui, la guerre menace.

Qui peut croire un seul instant que les masses affamées d’Afghanistan menaceraient la paix du monde ? Qui peut croire un seul instant que la guerre pourrait assurer l’indépendance des nations ? Regardez ce qui se passe en Palestine. N’y aurait-il pas, au lieu de cette guerre interminable qui se poursuit depuis un demi-siècle, une solution progressiste et de paix ? Cette solution ne pourrait-elle pas être la constitution sur tout le territoire de la Palestine d’une République palestinienne laïque, sans distinction de race ni de religion ?

Aujourd’hui, la guerre menace.

Les attentats du 11 septembre sont mis à profit par les dirigeants des Etats-Unis pour engager pleinement leur gouvernement — et à sa suite les gouvernements du monde entier — dans des préparatifs de guerre à outrance : guerre directe contre les peuples des pays désignés comme “complices des terroristes”, guerre sociale et économique contre les travailleurs des Etats-Unis et du monde entier.

Déjà, les plans de licenciements frappent par centaines de milliers les travailleurs américains.

Le vote des 40 milliards de dollars de subventions, le 15 septembre, pour financer l’intervention militaire, a été acquis à l’unanimité du Sénat et de la Chambre des représentants, d’accord également pour faire payer le prix de la guerre par les travailleurs, en puisant notamment dans les réserves du régime de Sécurité sociale.

Dans un pays où 43 millions de travailleurs ne disposent d’aucune protection sociale, c’est la marche à la paupérisation généralisée, à l’effondrement social.

Aux Etats-Unis comme dans tous les pays, s'accroît la pression pour que les organisations de la classe ouvrière renoncent au rôle qui est le leur de défense des intérêts matériels et moraux des salariés, renoncent aux revendications et à la lutte contre les privatisations, et prennent leur place dans une "union sacrée" justifiée au nom de "l'intérêt général".

Les peuples du monde vont connaître des moments difficiles. Ils aspirent à la paix. Ce sont toujours les peuples qui paient le prix des guerres et des conflits armés.

En cette période difficile et lourde de dangers, le mouvement ouvrier dans chaque pays, et à l'échelle internationale, ne peut rester fidèle à sa mission qu'à la condition de ne pas déroger aux principes qui le fondent :

— indépendance des organisations ouvrières vis-à-vis des patrons, des Etats, des gouvernements et des institutions internationales ;

— défense de toutes les conquêtes et garanties arrachées par la lutte de classe et, tout particulièrement, des Codes du travail, conventions collectives et statuts, régimes de protection sociale et services publics menacés par la privatisation ;

— défense des libertés démocratiques, du droit de grève, de réunion ;

— droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La IV<sup>e</sup> Internationale n'a pas d'intérêts distincts de l'ensemble du mouvement ouvrier.

La IV<sup>e</sup> Internationale fait confiance aux peuples, à tous les peuples du monde, et notamment au peuple américain.

La IV<sup>e</sup> Internationale n'a qu'un objectif : aider l'humanité tout entière à se libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression. Elle n'a qu'une méthode : l'action au grand jour des opprimés et des exploités, la défense et le renforcement des organisations ouvrières dans le cadre des libertés démocratiques.

**Non à la guerre, non à l'exploitation !**

**Pour la paix, la liberté, la démocratie !**

**Solidarité ouvrière internationale !**

**Indépendance des organisations  
ouvrières !**

**Le secrétariat international  
de la IV<sup>e</sup> Internationale,  
le 19 septembre 2001**

## **Protectorat américain ou révolution prolétarienne**

### **Rapport présenté au secrétariat international élargi de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**(novembre 2001, publié dans *La Vérité*, n° 29 - extraits)**

Trois éléments doivent être soulignés.

Premièrement, dans ce qui a conduit au 11 septembre, s'inscrit la poursuite de la décomposition du régime social fondé sur la propriété privée des moyens de production. Nous avons analysé, au Quatrième Congrès mondial, les conditions de cette décomposition. Depuis, on a vu comment s'exprime le fait que, pour sa survie, le

régime fondé sur la propriété privée des moyens de production est tenu de recourir de plus en plus à la destruction massive de la force de travail.

Le deuxième élément qui était contenu dans la situation conduisant au 11 septembre, ce sont les processus de la révolution prolétarienne, et tout particulièrement la place de la révolution palestinienne. On

doit avoir à l'esprit que la situation dans laquelle nous sommes entrés il y a un peu plus de dix ans avec la chute du Mur de Berlin était elle-même un résultat de l'irruption du mouvement des masses, qui, se combinant avec la crise de décomposition de la bureaucratie, a remis en cause l'ordre mondial fondé à Yalta et à Potsdam au lendemain de la guerre mondiale et créé les conditions actuelles.

Mais dans le prolongement de ce qui s'est passé en 1989, la place de la révolution palestinienne s'est exprimée en particulier dans le fait que la deuxième Intifada a fait voler en éclats le cadre des accords d'Oslo. Et c'est de nouveau la place du mouvement des masses et le fait qu'il pose la question de la révolution prolétarienne, qui fait obstacle à toute stabilisation du "nouvel ordre mondial" que Bush père avait appelé de ses vœux.

Enfin, dans les éléments de la situation qui ont conduit au 11 septembre, il y a le fait que rien de tout ce qui avait été mis en œuvre ces dernières années n'aurait été rendu possible sans la politique des appareils. Cela est particulièrement flagrant et mesurable dans le rôle des gouvernements européens "de garde" en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France, ces gouvernements exprimant la fonction des appareils de l'Internationale socialiste et de ceux issus du stalinisme dans la mise en œuvre des plans de l'impérialisme.

Mais, en même temps, cette politique mise en œuvre par les appareils n'a pas, jusqu'au 11 septembre, été capable de surmonter tous les obstacles dressés devant elle. Et en particulier ceux constitués par la résistance de la classe ouvrière et la préservation de l'indépendance ou de segments d'indépendance de ses organisations. De sorte qu'avant le 11 septembre, nous étions dans une situation où l'on peut dire que, sur tous les terrains, l'impérialisme se montrait incapable de dégager les moyens à la hauteur de sa politique et des besoins de la préservation de son système social. Il fallait donc passer à une autre étape. Il fallait trouver les moyens de surmonter par de nouvelles méthodes les obstacles qui se dressaient devant les besoins politiques de l'impérialisme. Et le 11 septembre, au-delà même des circonstances du 11 septembre proprement dites, a fourni ou été saisi comme étant cette

possibilité de réordonner toute la politique de l'impérialisme sur cette formule de Bush : "*Une guerre totale, économique, sociale, politique, militaire.*" Une guerre, a dit le vice-président américain, Dick Cheney, "*qui se poursuivra au-delà de l'espérance de vie de ceux qui dirigent le monde aujourd'hui*".

Je pense que cette façon qu'a eue l'impérialisme d'annoncer en quelque sorte ce qu'il visait doit être prise extrêmement au sérieux. Et ce ne sont pas les péripéties de la chute annoncée de Kaboul aujourd'hui qui vont mettre un terme à cette phase dans laquelle l'humanité est entrée. Il va y avoir d'autres phases, en Afghanistan, en Irak, en Afrique, en Europe...

(...) L'affirmation répétée par Bush dans tous ses discours — "*Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes contre nous*" —, en apparence, concerne la lutte contre le terrorisme. En réalité, il s'agit tout à fait d'autre chose. Par exemple, à Doha, au Qatar, se tient la séance de conclusion des discussions sur l'OMC. Au moment où ce rapport est présenté, il n'y a aucun accord de signé. Et les ministres de l'Union européenne viennent de faire une déclaration qu'on peut qualifier de pleurnicharde, pour dire : "*Nous ne comprenons pas, toutes les mesures proposées sont contraires à nos demandes. On cherche en particulier à détruire l'agriculture européenne.*" Ils ne sont pas vraiment surpris. Ils savent bien que c'est ça qui est à l'ordre du jour. Mais ce qui est nouveau, c'est que l'impérialisme américain ne va même pas chercher à camoufler cela par l'apparence d'un compromis. "*Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes contre nous.*" Cela doit s'appliquer dans tous les domaines.

Cette brutalité, qui a d'ailleurs un coût pour l'impérialisme le plus puissant lui-même, exprime et confirme qu'aujourd'hui la source principale de dégagement de nouvelles marges de profit, c'est la destruction de la force de travail. A la fois les plans de destruction des sites industriels et des emplois, et la destruction des régimes de protection sociale, des Codes du travail et de tout ce qui fait la valeur de la force de travail.

Il faut mesurer les choses. En six semaines, depuis le 11 septembre, il y a eu

officiellement 700 000 emplois supprimés aux Etats-Unis. Des compagnies aériennes en Europe, comme Swissair, Sabena, etc., ont été liquidées. Ce sont des pans entiers de l'économie capitaliste qui sont ainsi réduits en poussière. Dans le même temps, des conquêtes sociales fondamentales, comme la Sécurité sociale en France ou d'autres, se voient précipitées vers le démantèlement. Tout cela était déjà à l'ordre du jour avant le 11 septembre, comme expression de la crise de décomposition du système capitaliste. Mais il s'agit maintenant d'utiliser la situation constituée après le 11 septembre pour régler cela à la hache.

On nous avait expliqué que la "nouvelle économie" était fondée sur le développement impétueux des nouvelles technologies, de la formation, de la communication, etc. Camarades, l'indice des valeurs technologiques à New York a perdu plus de 80 % de sa valeur dans les dix-huit derniers mois. Et il s'est brûlé sur la seule table du Nasdaq aux Etats-Unis l'équivalent de cinq fois le produit intérieur brut d'un pays comme la France.

Aujourd'hui, tous les efforts de l'impérialisme dominant et des gouvernements qui y sont reliés, notamment les gouvernements d'Europe, se concentrent sur une entreprise de désagrégation des nations, et ce qu'on a vu dans la dernière période se dérouler par étapes successives dans les Balkans, c'est ce qu'on voit s'opérer aujourd'hui sous nos yeux à travers l'offensive de désagrégation de la nation afghane. Si vous tirez un trait entre les Balkans et l'Afghanistan, cela dessine une ligne qui indique ce qui est l'orientation générale de l'impérialisme, et dans laquelle on doit intégrer la responsabilité particulière, centrale, des gouvernements dirigés par les partis de l'Internationale socialiste et les gouvernements auxquels participent les PC "ex-staliniens", dans laquelle on doit intégrer la responsabilité de ce que nous définissons comme "centrisme réactionnaire", et en particulier le "Secrétariat unifié" de Krivine, Bensäid et Livio Maitan, la fonction des ONG, et en particulier d'ATTAC. N'oubliez pas, par exemple, que le SU a apporté son appui à

l'UCK au Kosovo. Tout cela débouche sur ce qui est dit à la fin de la note :

*« La nécessité pour nous, comme tâche centrale, de montrer la relation générale existante entre le combat contre la destruction des nations et la lutte de classe, comme la nécessité de montrer la relation entre l'occupation militaire du Kosovo par les troupes de l'OTAN sous contrôle américain et l'occupation militaire de l'Afghanistan par la "coalition" instituant un gouvernement interethnique fantoche »,*

entreprise qui, à mon avis, va déboucher dans des délais extrêmement rapprochés sur des affrontements "interethniques" sanglants (...).

Quelles formes cela prend-il aujourd'hui ? Le fait qu'il n'y ait pas de super-impérialisme s'exprime dans le fait que, même après le 11 septembre, l'impérialisme américain reste en proie à ses propres contradictions et à sa propre crise institutionnelle. Les Etats-Unis mêmes sont un pays où, certes, il y a une classe capitaliste extrêmement puissante, mais il y a aussi une classe ouvrière. Et la contradiction à laquelle est confrontée la classe capitaliste américaine s'exprime internationalement, mais elle s'exprime d'abord nationalement, y compris dans ses rapports avec sa propre classe ouvrière.

Il est clair qu'il y a aux Etats-Unis, comme partout, une classe ouvrière, des organisations, des appareils et des sommets des appareils. Si l'on considère ce qui s'est passé au lendemain du 11 septembre, la direction de la centrale syndicale AFL-CIO a d'abord approuvé l'intervention militaire en Afghanistan et apporté son soutien à Bush. Mais, dans les semaines qui ont suivi, la suppression de 700 000 emplois industriels a amené cette même direction à dénoncer la politique de Bush subventionnant les grandes firmes et abandonnant des centaines de milliers de licenciés à leur sort. Il y a eu, dans les semaines qui ont suivi le 11 septembre aux Etats-Unis, plus de fédérations d'Etat de l'AFL-CIO qui ont pris position contre la guerre qu'il n'y en avait eu au moment le plus élevé de la lutte contre la guerre du Vietnam.

# A nouveau sur "protectorat américain ou révolution prolétarienne"

## Rapport au Cinquième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale

### sur la situation mondiale et nos tâches

(février 2002, publié dans *La Vérité*, n° 30 - extraits)

#### Retour à l'économie de guerre et d'armement

La Première Guerre mondiale avait marqué le basculement de l'impérialisme dans une situation où les conflits entre les différents impérialismes ne pouvaient se résoudre "que par la conflagration militaire sur l'arène internationale". La Seconde Guerre mondiale avait marqué la suprématie absolue de l'impérialisme américain se subordonnant tous les autres impérialismes. La situation nouvelle, ouverte par le 11 septembre, est celle d'un état de guerre permanent, total, sur tous les fronts, remettant en cause le cadre des nations et des Etats, et où la décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production se traduit dans la décomposition de toutes les formes institutionnelles qui régissent les relations entre les classes à l'échelle internationale et dans chaque pays.

Le 11 septembre, vous vous en rappelez, le secrétaire d'Etat à la Défense américain avait déclaré que cette nouvelle guerre froide durerait plus ou moins cinquante ans, et l'un des membres du conseil de sécurité de Clinton avait précisé :

*"Un des bénéfices de cette situation, c'est de faire passer aux autres pays le message qu'ils pourraient subir le même sort."*

Ça, c'était juste après le 11 septembre.

Depuis, il y a eu le discours de Bush fin janvier, dans lequel il a annoncé la plus forte augmentation du budget militaire des Etats-Unis depuis plus de vingt ans.

Il a déclaré : "Notre guerre ne fait que commencer" (soit dit en passant, il n'a pas dit un seul mot sur Ben Laden). C'est assez extraordinaire de remarquer que c'est une conflagration mondiale organisée quatre mois plus tôt à la recherche d'un individu dont il n'est plus question quatre mois après, bien qu'ils ne l'aient pas retrouvé, mais on nous annonce : "La guerre ne fait que commencer."

Et la perspective qui est ouverte dans ce discours est bien celle d'une ère nouvelle. Le *Chicago Sun Time* le commente de la manière suivante :

*"Ce qui fait le plus peur dans le rapport sur l'état de l'Union du président Bush, c'est qu'il pourrait faire le même discours en 2003 ou 2004. A l'inverse de la guerre menée par son père, celle du jeune Bush n'a pas de fin."*

*En fait, la clé de sa victoire, c'est qu'elle ne se termine pas. La sécurité est le mot de passe de l'administration, maintenant lié à tout : aux retraites, à l'économie, et aussi à la sécurité pour Bush du maintien à son poste..."*

Les conséquences de cette orientation s'expriment à tous les niveaux. Elles sont d'abord militaires : l'Afghanistan, le Pakistan, le Moyen-Orient, la Somalie, l'Inde, l'Irak, la Corée, les Balkans, et au-delà la déstabilisation de tous les régimes en place. Je pense en particulier, mais on pourrait donner beaucoup d'autres exemples, à ce qui est en train de mûrir au Nigeria, au cœur même de l'Afrique.

Les conséquences sont économiques et sociales, on l'a évoqué à l'instant. Mais elles sont aussi le retour en force d'une

économie de guerre et d'une économie d'armement qui n'avaient jamais disparu, mais qui reprennent d'une certaine manière une place centrale.

Dans le budget annoncé par Bush, l'armement (la défense) représente 378 milliards de dollars, ce qui est une augmentation de 14 % par rapport à l'année précédente. Mais cette tendance à la militarisation, c'est non seulement la militarisation de l'économie, mais elle concerne aussi les conditions démocratiques. C'est par ailleurs, je le dis au passage, une énorme pression exercée par l'impérialisme américain sur les impérialismes européens pour qu'ils augmentent leurs dépenses d'armement.

Il y a une polémique qui a été ouverte dans les dernières semaines : les dépenses d'armement représentent aux Etats-Unis un peu plus de 3 % du PIB et l'administration Bush reproche aux pays européens de consacrer beaucoup moins. La différence est qu'aux Etats-Unis l'économie d'armement est financée par un endettement qui repart en spirale. Je signale que, pour cette seule année, le gouvernement fédéral américain consacre 100 milliards de dollars aux intérêts de sa propre dette. Tandis que pour l'Europe, dans les conditions de Maastricht, les choses, bien évidemment, auront d'autres conséquences.

Tout cela va se traduire — on y revient — par l'offensive d'intégration des organisations ouvrières.

## Une deuxième question majeure : la question nationale

Il faut revenir sur la question nationale. Lors du secrétariat international élargi de novembre, nous avons discuté de notes intitulées "*Notes Balkans, Afghanistan*", et nous indiquions que l'offensive dirigée par l'impérialisme américain s'est concentrée dans cette région contre tous les peuples d'Asie centrale, qui, éveillés au processus de constitution de la nation par octobre 1917, avaient depuis subi durement l'oppression nationale de la bureaucratie. Au-delà, nous avons souligné que, à propos des Balkans, la ligne de désagrégation des nations impulsée par les Etats-

Unis et l'OTAN n'avait pu s'imposer qu'avec le soutien de tous les appareils et leur participation active, y compris le Secrétariat unifié, dont je rappelle ici au passage qu'il a été le grand défenseur de l'UCK, dont on sait les liens directs avec la mafia et l'impérialisme.

Il doit être clair ici que l'impérialisme, après le 11 septembre, généralise la politique de destruction des Etats et des nations. Seule une politique de classe indépendante est à même de structurer le combat contre la dislocation de la nation. Et cela est impossible si l'on n'analyse pas clairement le rôle des appareils issus du stalinisme, de la social-démocratie, du pablisme, dans l'offensive de destruction des nations. Il est clair, par exemple, que si l'on regarde dans le détail ce qui s'est passé dans les Balkans depuis des années, d'un côté, les secteurs issus de la nomenklatura ont été les artisans jusqu'au bout du démantèlement des nations, et, de l'autre, un secteur non négligeable de la social-démocratie, qui est le Parti socialiste grec, aligné sur sa propre bourgeoisie, a joué un rôle majeur dans l'aide à l'impérialisme dans cette offensive.

Mais ces questions ont, aujourd'hui, encore plus après le 11 septembre, une portée beaucoup plus générale.

La nation est le cadre dans lequel la classe ouvrière s'est constituée comme classe. C'est le cadre dans lequel ont été arrachées dans tous les pays les conquêtes démocratiques. Aujourd'hui — et c'est une caractéristique de cette phase de décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production —, l'offensive de l'impérialisme implique la dislocation du cadre de toutes les nations et, sur un autre plan, celui de tous les Etats.

Cela prend des formes diverses, on ne peut pas tout mettre sur le même plan, mais je veux en évoquer un certain nombre, de manière à permettre l'ouverture de la discussion.

Et d'abord, revenir sur la place de la révolution palestinienne. C'est, bien sûr, une question nationale par excellence, puisque le peuple palestinien se voit refuser non seulement par l'impérialisme, mais par tous les appareils, le droit de se constituer en nation. Mais il faut en particulier, je crois, revenir sur la deuxième

Intifada. On a dit tout à l'heure : *“L'humanité peut basculer dans la barbarie ou dans le socialisme.”* Quelle est la signification de la deuxième Intifada ? Mouvement d'émancipation nationale ? Revendication démocratique du droit à constituer la nation et l'égalité des droits ? Mouvement d'émancipation sociale ? Au centre de ce mouvement, se trouve placée, d'une part, la composante ouvrière du peuple palestinien (une très grande proportion de ceux qui ont été arrêtés, réprimés dans la dernière période, sont des ouvriers, non seulement les ouvriers de territoires occupés, mais aussi les ouvriers dits “arabes israéliens”, ceux qui jouent un rôle important dans l'économie de l'Etat d'Israël et qui ont fait leur jonction dans le soutien et la participation avec la deuxième Intifada).

C'est une expression de l'actualité de la théorie de la révolution permanente. La signification de cette révolution prolétarienne, c'est qu'elle a fait éclater le cadre imposé depuis Oslo par tous les gouvernements, par l'impérialisme et par tous les appareils.

Qui, en dehors de la IV<sup>e</sup> Internationale, s'est opposé aux accords d'Oslo et de Camp-David ? Personne, au moment où ils ont été signés. Ni parmi les organisations palestiniennes, qui — même les plus radicales d'entre elles — s'y sont à des degrés divers et à différentes étapes ralliées, ni a fortiori toutes les organisations qui, de près ou de loin se réclament du mouvement ouvrier, ni aucun gouvernement. Et ce qui est frappant dans le surgissement — le resurgissement, si l'on peut dire, au travers de la deuxième Intifada — de la deuxième révolution palestinienne, c'est qu'elle exprime une continuité. Depuis plus de cinquante ans, le peuple palestinien se voit refuser le droit à la terre et le droit à la nation. Depuis plus de cinquante ans, nous, IV<sup>e</sup> Internationale (et je renvoie aux textes de 1946, 1947, 1948), avons affirmé l'impossibilité de trouver une solution conforme à la démocratie et à la paix sur la base d'une partition qui serait fondée sur des critères ethniques ou religieux. Et la continuité de cinquante ans de révolution palestinienne, c'est la vérification de cette affirmation.

Le refus du peuple palestinien de se soumettre à une situation où le droit à la terre et

à la nation lui est refusé aboutit (aussi paradoxal que cela puisse paraître, dans une situation où il est un peuple martyrisé, soumis à une répression et un massacre sans précédent dans sa propre histoire) à une situation où la revendication d'une seule Palestine fondée sur l'égalité des droits et le refus de toute discrimination religieuse, ethnique, etc., apparaît aujourd'hui plus encore qu'auparavant comme la seule réponse conforme à la situation.

Aujourd'hui, l'impasse est avérée pour toutes les composantes. Sharon a fait un discours il y a quelques jours, où il se prononce pour les zones tampons et ouvre la discussion sur la déportation en masse. Mais même la déportation en masse, même les zones tampons ne régleront pas le problème. Et l'on voit d'ailleurs, en Israël même, mûrir tous les processus de décomposition au plan social, économique, et même politique.

On voit, au sommet de l'impérialisme américain, les plus vives tensions, parce que des craintes se font jour — et bien que la ligne générale de l'administration Bush soit d'intervenir partout, systématiquement et sans limite —, des voix s'élèvent pour dire de plus en plus ouvertement : jusqu'où est ce que cela va nous entraîner ? Jusqu'à l'explosion de toute la région et le soulèvement des masses de toute la région, et la déstabilisation de tous les régimes arabes de la région, est-ce qu'il n'y a pas un danger, est-ce qu'il ne faut pas essayer de s'arrêter avant ? Mais c'est, sur un autre plan, la crise — la mise à nu, en quelque sorte — de la politique de la direction de l'Autorité palestinienne. Et ce qui nourrit la crise, et plus que la crise, cette situation de guerre civile qui tend à se généraliser, dans toutes les composantes de la région, c'est l'alignement de tous sur une solution qui ne peut que se terminer par l'extermination du peuple palestinien, et que contredit aujourd'hui la révolution palestinienne elle-même.

La révolution prolétarienne en Palestine exprime le rapport exact qui existe entre l'offensive déchaînée de l'impérialisme et le fait que, pour autant, comme le dit le programme, le facteur déterminant reste la capacité des masses à réaliser leur propre mobilisation, mais qui peut se terminer par la barbarie (...).

## Sur les rapports Europe-Amérique

Il est clair que l'Union européenne a été constituée comme instrument de l'impérialisme américain, pour les besoins de sa politique de pillage, de dépeçage, de remise en cause des nations et des Etats tels qu'ils ont été constitués. Mais je pense qu'il faut souligner, là aussi, que la situation après le 11 septembre marque des inflexions par rapport à ce qu'elle était auparavant. Deux citations. L'une d'un journaliste américain, qui, juste après le 11 septembre, écrit : *“Une nouvelle carte de l'Europe se dessine en Afghanistan”*, et celle du commissaire européen Pedro Solbes, qui, le 11 septembre, dit : *“Nous tous acceptons que le 11 septembre se soit rompu notre mode de vie antérieur.”* Qu'est-ce que cela veut dire, concrètement ? Cela veut dire que, dans l'offensive de l'impérialisme américain, beaucoup de choses vont se concentrer — aujourd'hui, se concentrent déjà — sur l'Europe. Et à un degré particulier pour la France et l'Allemagne, pour des raisons historiques et politiques qu'il faut expliciter.

La France et l'Allemagne, pour des raisons différentes, et en l'occurrence, d'ailleurs, plus l'Allemagne que la France, sont des pays dans lesquels le prolétariat a concentré et concentre un poids social et un degré de conquêtes qui est le résultat direct de luttes de classes cristallisées. Pour la France, tout particulièrement, bien que pas exclusivement, dans tout ce qui a été arraché par la vague révolutionnaire de 1944-1947, et qui a établi pour le prolétariat français un ensemble de conquêtes qui, largement, contribue à ce qu'on appelle “l'exception française”. Et pour la classe ouvrière allemande, en particulier avec les conditions dans lesquelles s'est faite la chute du Mur et où, à travers la chute du Mur, de manière contradictoire, le poids social de ce qui avait été conquis par le prolétariat à l'Ouest a fait sa jonction (en dépit des appareils de toutes sortes) avec la classe ouvrière, qui, à l'Est, s'était soulevée contre le régime bureaucratique. Aboutissant à une situation où il faut aujourd'hui défaire cette classe

ouvrière, une douzaine d'années après qu'elle a, dans ces conditions contradictoires, imposé la réalisation de cette unité.

Mais il est clair que, pour l'impérialisme américain, c'est en termes de milliards de dollars chaque année que se mesure le manque à gagner dû au poids social du prolétariat allemand et du prolétariat français. Et c'est, au plan politique, l'obstacle que constitue cette lutte de classes cristallisée qui n'a que trop tardé à être défaite. Ce n'est pas nouveau, les gouvernements français et allemand ont dit à de très nombreuses reprises : on prend trop de retard dans la mise en œuvre de telle ou telle mesure.

Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est que, dans le contexte d'ensemble de la situation d'après le 11 septembre, l'impérialisme dominant n'entend pas s'embarasser de manières. En France, en Allemagne, dans le reste de l'Europe, c'est tout de suite que doit être mise en place la régionalisation des systèmes de santé, les fonds de pension, ce que l'Union européenne appelle les plans de mobilité du travail, la réforme du marché du travail, etc.

Mais il faut ajouter que, dans cet ensemble, il y a la nécessité de faire jouer à la Confédération européenne des syndicats un rôle d'intégration de plus en plus majeur, qui pèse sur toutes les organisations, y compris celles qui jusque-là étaient restées plus que réservées à l'égard de la CES, et on le voit en France.

Ce serait une erreur de considérer que l'Union européenne est une forme institutionnelle achevée. L'intérêt, pour l'impérialisme, c'est que l'Union européenne soit un facteur d'assujettissement, d'asservissement et de destruction pour ses besoins. Ce n'est pas de mettre en place une forme institutionnelle européenne. Par exemple, dans les dernières périodes, on a enregistré coup sur coup qu'à travers Berlusconi en Italie, d'une part, et la candidature Stoïber en Allemagne, d'autre part, l'impérialisme américain a envoyé des signaux très clairs. Il a dit : si les choses ne vont pas assez vite, nous sommes prêts à accélérer y compris en Europe le démantèlement des nations.

# L'économie d'armement assurera-t-elle la relance ?

*Par Pierre CISE*

Le budget du département de la Défense américain proposé par l'administration Bush pour l'année 2003 marque une inflexion importante dans le rythme d'augmentation des dépenses militaires que l'on constate depuis quelques années, tant aux Etats-Unis que dans le reste du monde (notamment, les principales métropoles impérialistes).

Selon les informations communiquées par le Pentagone, ce budget s'élève à 379 milliards de dollars, en y incluant les 10 milliards affectés à la "lutte contre le terrorisme" sur le territoire américain. Il s'agit d'un budget en croissance de 13 % par rapport au budget de l'année 2002, qui s'établissait à 334,3 milliards de dollars (ce qui représentait déjà une croissance de 14 % par rapport à 2001). Et surtout, il se situe au-dessus du budget de 1987, année où les dépenses militaires avaient atteint le sommet historique de 350 milliards de dollars sous l'administration Reagan.

Ce budget devrait connaître une progression annuelle de 5 %, pour atteindre

451,4 milliards de dollars en 2007. Au total, entre 2003 et 2007, ce sont plus de 2 000 milliards de dollars de dépenses militaires qui devraient être engagées. Les acquisitions de nouvelles armes (avions, missiles, systèmes de combat, satellites, navires, etc.), ainsi que la Recherche et Développement (R & D) (notamment dans le domaine aéronautique et des armes chimiques et biologiques) connaîtront une progression de 41 % sur les quatre prochaines années, pour atteindre un total de 155 milliards de dollars.

Cette accélération des dépenses militaires de l'impérialisme américain (qui représentent plus du tiers des dépenses militaires mondiales) ne vient pas à n'importe quel moment. Bien évidemment, il y a la guerre contre l'Irak, car une partie non négligeable des acquisitions de nouvelles armes effectuées depuis quelques mois portent sur la reconstitution des stocks de missiles et autres bombes "intelligentes, qui ont été largement utilisées en Afghanistan. Mais cette

guerre n'est pas la seule explication, loin de là. En effet, une large partie des dépenses militaires qui seront engagées au cours de cette année et sur les années suivantes porte sur des systèmes de combat et des armes dont les développements et le déploiement prennent généralement plusieurs années. Ainsi, le programme de construction du nouvel avion de combat F35 "Joint Strike Fighter" et l'achat de 3 000 unités de cet appareil par l'armée américaine s'étale sur vingt-cinq ans. Au-delà de l'actualité immédiate de l'Irak, il s'agit de la mise en place d'un plan général d'agression contre les peuples.

Mais il faut remarquer aussi que cette hausse des dépenses d'armement vient à un moment où le volant parasitaire de la "nouvelle économie" s'est progressivement épuisé à partir de 2000, pour sombrer, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, dans les scandales boursiers et l'effondrement des marchés financiers, et alors qu'une relance de l'économie mondiale ne pointe pas à un horizon immédiat. Les commandes d'armes, le développement de programmes dans le domaine de l'espace, des télécommunications, des matériaux spéciaux, de la chimie ou de la biologie représentent indéniablement une manne pour les plus

grands trusts, dont les activités civiles de certains sont largement touchées par la crise actuelle. Les spéculateurs ne s'y trompent pas, d'ailleurs. Le *Wall Street Journal* citait récemment les propos d'un dirigeant d'une firme d'investissement américaine (Carret & Co), qui disait :

*"Nous sommes en train d'acheter un panier d'actions dans le secteur de la défense. Et pas seulement en raison d'une action éventuelle en Irak. Il y a aussi l'économie, et le moyen le plus facile pour le gouvernement d'augmenter les dépenses pour stimuler l'économie est de dépenser plus pour la défense"* (1).

Les principaux bénéficiaires seront essentiellement les quelques grands trusts qui ont surgi de la vague de restructurations et de fusions-acquisitions qu'a connue le secteur au cours des années 1990 : Boeing, Lockheed Martin, Raytheon Hugues, Northrop Grunman, General Dynamics.

Ainsi, si l'on entre dans le détail du budget de cette année et que l'on regarde plus particulièrement les lignes budgétaires affectées, d'une part, à l'acquisition de nouveaux armements et systèmes de combat et, d'autre part, à la Recherche et Développement, le tout représentant le tiers de tout le budget total, on constatera que ces trusts ont la part belle :

Programme ou armement	Montant (millions de dollars)	Société concernée
Système de Combat du futur	707	Boeing
Véhicules blindés	812	General Dynamics
Missiles pour sous-marins	1 000	General Dynamics
Drones (avions sans pilote)	1 000	Boeing, General Dynamics
Navires DD(X) et autres navires	970	Northrop Grunman associé à Raytheon Hugues
Missiles de défense	8 602	Boeing, Raytheon,
Bombes et missiles de précision	1 251	Lockheed Martin, Raytheon Hugues
Programmes spatiaux	1 099	Lockheed Martin, Raytheon Hugues, Boeing
Hélicoptères	911	
Avions de combat (F35, F22)	8 100	Lockheed Martin
Avions de transport de troupe	4 000	Boeing,

Les budgets de Bush viennent à point, à l'heure où il faut essayer de relancer la "machine" économique.

De ce point de vue, se révèle une fois de plus la double fonction de l'économie d'armement pour le capitalisme arrivé à

son stade impérialiste et qu'a remarquablement analysée Rosa Luxemburg (2) : instrument politique de combat contre

(1) *Edition électronique*, 3 septembre 2002.

(2) Voir son livre *L'Accumulation du capital*.

toute velléité d'émancipation des peuples, mais aussi "*moyen privilégié de réaliser la plus-value, en d'autres termes (...) un champ d'accumulation*". Cela s'est largement vérifié dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux années 1970 (ce qu'on a appelé les "30 glorieuses"). Aujourd'hui, la même tendance s'exprime, mais dans un contexte très différent.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'économie d'armement a été le moteur de l'accumulation du capital. La politique budgétaire, le développement des dépenses publiques (mettant en avant le rôle central de l'Etat dans le processus d'accumulation du capital), principalement les dépenses militaires, ont constitué un moyen pour l'impérialisme, et au premier chef l'impérialisme américain, de retarder au maximum les contradictions qui minent le système de la propriété privée des moyens de production, mais pas de les régler.

Les dépenses militaires, notamment aux Etats-Unis, joueront le rôle d'un véritable volant d'entraînement de l'économie et aussi le moyen de relancer l'économie lorsque celle-ci connaissait un ralentissement, comme ce fut le cas au début des années 1950, en 1958, en 1960-1961, mais aussi au milieu des années 1970 avec les programmes d'armement lancés par Jimmy Carter. En particulier, nombre d'innovations technologiques de ces cinquante dernières années sont le produit de la Recherche et Développement militaire (la dernière en date étant d'ailleurs Internet).

La guerre du Vietnam, la menace nucléaire, la politique de "coexistence pacifique" ont été autant de moyens pour relancer l'économie tout en canalisant la lutte de classe et en faisant planer la menace d'un cataclysme sur toute velléité de combat émancipateur, avec la collaboration active de la bureaucratie du Kremlin. Certains "miracles" économiques de l'après-guerre, tel que celui de l'économie coréenne (dont on a vu les résultats en 1998), plongent profondément leurs racines dans l'économie de guerre, puisque les fameux "chaebols" (conglomérats) de ce pays se sont constitués à partir des marchés juteux générés par la guerre du Vietnam.

Durant cette période, l'économie d'armement représentait en moyenne 7 % du produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis (3). Cette proportion sera de 6,5 % du PIB en 1988. De 50 milliards de dollars en 1952, les dépenses militaires de ce pays ont atteint 150 milliards à la fin des années 1970 et 300 milliards à la fin des années 1980.

Ces quelques chiffres donnent la mesure de ce qu'a pu représenter le poids de cette économie d'armement. Ils démontrent également le caractère profondément réactionnaire de l'impérialisme, qui, pour maintenir le système de la propriété privée des moyens de production, pour maintenir des niveaux suffisants d'extorsion de la plus-value, crée par le biais des dépenses militaires un "marché", dont la finalité est la destruction des forces productives et, au premier chef, la force productive humaine. Il n'en demeure pas moins que cette économie d'armement constituait un volant d'entraînement artificiel et parasitaire, qui a trouvé ses limites au début des années 1970.

D'une part, les dépenses militaires de l'Etat ont été financées par l'impôt, une ponction faite au détriment de la consommation des ménages, mais aussi sur les investissements vers d'autres secteurs que ceux directement concernés par l'économie d'armement. En développant certains secteurs, qui développent des produits et des techniques dont les implications civiles sont souvent inexistantes, elle laisse à l'abandon d'autres secteurs, dont les taux de profits baissent (tendance qui se précise à partir du milieu des années 1960), baisse que les capitalistes tentent d'enrayer par l'inflation.

D'autre part, le financement par l'impôt n'étant pas suffisant et atteignant les limites du tolérable, l'appel à l'emprunt sur les marchés financiers se développe massivement, provoquant la hausse des taux d'intérêt à long terme. Cette hausse a alourdi à son tour la dette des entreprises, qui, là aussi, le compenseront par la hausse des prix, afin de restaurer des niveaux de taux de profit acceptables. L'économie d'armement a été un vecteur de l'économie de la dette.

(3) Une proportion que l'on retrouve à peu près dans nombre de pays impérialistes.

Enfin, tout en tentant d'assurer un marché (largement fictif) à certains secteurs de l'économie, l'impulsion des dépenses militaires ne résolvait pas pour autant, pour les autres secteurs, les contradictions du système capitaliste issues des difficultés de valoriser le capital sur des marchés de plus en plus étroits.

---

## LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR

---

Inflation, gonflement de la dette, creusement des déficits publics, stagnation des profits et des investissements, développement du chômage seront les conséquences d'une croissance basée sur les dépenses parasitaires et conduiront à la crise généralisée du milieu des années 1970.

Cette situation obligera alors le capital financier, sous *leadership* américain, à opérer un tournant, qui ouvrira le mouvement généralisé de déréglementation, de privatisation, de restructuration, de remise en cause des acquis ouvriers, auquel la classe ouvrière est aujourd'hui confrontée. Un mouvement où

*« tous les mécanismes de la déréglementation ont été mis en place par l'impérialisme — notamment américain — pour tenter d'adapter les conditions de la production et la réalisation de la plus-value aux besoins de rentabilité du capital financier, dans une situation de dislocation du marché mondial ».*

Cette

*« recherche de la rentabilisation des capitaux (...) implique une élimination en permanence des capitaux obsolètes, technologiquement et productivement "dépassés" ; elle implique également un processus permanent de restructuration et de recomposition des capitaux »* (4).

Ce mouvement a touché d'abord de plein fouet (avec une profondeur et un rythme différenciés) l'industrie civile et le secteur financier des métropoles impérialistes, et, plus tardivement, le secteur de l'armement. Les dépenses militaires et leur poids économique n'ont pas disparu. Parallèlement aux politiques de déréglementation, de privatisation et de restructuration de secteurs entiers de l'industrie, alors que la spéculation se développait en tant que nouveau "champ d'accumula-

tion" parasitaire, elles n'ont cessé de gonfler jusqu'à la fin des années 1980, jusqu'au moment de l'effondrement du Mur de Berlin. Comme indiqué précédemment, elles ont même doublé entre 1980 et 1988, pour atteindre, aux Etats-Unis, plus de 300 milliards de dollars et 6,5 % du PIB. Les programmes militaires lancés à la fin des années 1970 par Jimmy Carter, et surtout le programme de "guerre des étoiles" de Ronald Reagan (5), qui s'inscrivait encore dans une stratégie des "blocs", ont été de puissants facteurs de maintien de l'économie d'armement à un niveau élevé et d'un marché providentiel pour des groupes industriels confrontés, pour certains, à de graves difficultés dans leurs activités civiles. Ces dépenses parasitaires ont été un puissant aimant détournant les capitaux des autres secteurs saignés à blanc par les politiques au service de la spéculation.

Mais un tournant important s'est effectué à partir de la fin des années 1980 sous l'effet de deux facteurs. D'une part, l'effondrement du Mur de Berlin, en 1989, ouvrait une période nouvelle où l'impérialisme, et principalement l'impérialisme américain, devait instaurer un "nouvel ordre mondial" par le maintien d'un potentiel militaire permettant de préserver les intérêts du capital financier et, pour ce faire, d'intervenir directement n'importe où dans le monde. Il ne s'agissait plus d'accumuler de gigantesques arsenaux, notamment nucléaires, destinés à la dissuasion et à une utilisation réelle assez hypothétique, mais de produire des armes et des systèmes de combat pouvant être réellement utilisés, afin de maintenir l'ordre impérialiste. Comme le rappelle l'étude complémentaire n° 1 en annexe de *Lutte des classes et mondialisation* (6) :

*« L'impérialisme est bien conscient que sa politique de décomposition multiplie les sources de conflits et dresse les peuples opprimés et les travailleurs contre ses conséquences. Il lui faut donc passer d'une stratégie des "blocs" et de la "course aux armements" à une straté-*

---

(4) Daniel Gluckstein, *Lutte des classes et mondialisation*, SELIO, 1999.

(5) Un chantre du libéralisme sous le "règne" duquel les dépenses budgétaires n'ont jamais été aussi élevées.

(6) Daniel Gluckstein, *op. cit.*

*gie de "maintien de l'ordre économique mondial", à laquelle sont associés, lorsque cela est possible, les Etats membres de l'OTAN et de l'OTASE. »*

Il ne s'agit plus seulement de construire des stratégies fondées sur la défense du territoire, mais sur le développement des capacités d'interventions policières ou militaires en dehors du territoire. La professionnalisation des armées, le développement de l'utilisation des techniques de pointe en matière de missiles, de télécommunications, de renseignement, de surveillance, de mobilité des troupes, ou encore la mise en place de "coalitions" sont devenus l'armature des nouvelles doctrines militaires.

Dans ce cadre, l'exportation d'armes et de systèmes de combat devenait un élément essentiel pour l'impérialisme américain, dont la part de marché a constamment crû depuis dix ans (*voir encadré*). Les grands programmes militaires ont été modifiés, car il ne s'agit plus, comme auparavant, de produire des armes et autres équipements, mais aussi des solutions complètes de défense, alliant plusieurs technologies (télécommunications, électronique, espace), dont le programme de "bouclier" antimissile (National Missile Defense) est d'une certaine manière la forme la plus achevée à ce jour (7).

D'autre part, il était nécessaire d'intégrer complètement le secteur de l'armement dans le cadre général de "*recherche de la rentabilisation des capitaux*". Le développement ininterrompu des dépenses militaires de la période précédente avait créé une situation où trop d'acteurs faisaient la même chose, où ce qui était fabriqué n'avait pas pour autant une "utilité" évidente (et, notamment, était trop spécifiquement militaire et ne trouvait pas forcément un relais sur le plan civil), où la présence du marché captif des commandes de l'Etat exonérait les acteurs du secteur de toute recherche de rentabilité et de compétitivité, notamment vis-à-vis des concurrents à l'exportation. Ce secteur ne pouvait échapper plus longtemps à la politique de suppression des "surcapacités" appliquée à toute l'économie pour satisfaire les besoins de la spéculation. L'"*élimination des capitaux obsolètes*", le "*processus permanent de restructuration et de recomposition des capitaux*" devaient s'exercer là comme ailleurs.

Le financement même de ces dépenses militaires devait être totalement reconsidéré dans le cadre des nouvelles contraintes budgétaires imposées par la nécessité de maintenir un niveau acceptable de profits (réduction des déficits budgétaires, des recettes de l'impôt, des dépenses de l'Etat). Sous ces contraintes, les dépenses militaires mondiales ont commencé à baisser à partir de 1987 (8), sans pour autant passer, en terme nominal, en dessous du niveau de la fin années 1970. Ces baisses ont surtout affecté l'acquisition d'équipements et d'armes, dont le niveau a été divisé par deux au cours de la première moitié des années 1990. Parallèlement, les conflits et les guerres civiles qui ont émaillé les années 1990 ont permis de "consommer" une partie des excédents d'armes, quand, par ailleurs, d'autres armes, comme les armes nucléaires, étaient détruites dans le cadre d'accords internationaux. En revanche, l'effort de Recherche et Développement sur les programmes actuels (notamment nucléaires) et futurs a été maintenu et même intensifié.

Car on ne change pas l'impérialisme. Le militarisme est toujours au cœur de la politique de l'impérialisme, comme l'ont démontré, entre autres, la guerre contre l'Irak de 1991 et les menaces qui planent aujourd'hui sur cette région, ainsi que toutes les interventions armées sous couvert ou non d'ingérence "humanitaire", dans le cadre ou non de l'ONU.

Dans ces conditions, les arbitrages budgétaires ont très vite penché en la défaveur des budgets sociaux (protection sociale, éducation, etc.). Si des capitaux ont pu être dégagés de la réduction (malgré tout fort modeste en terme nominal) des budgets militaires, ils n'ont pas été pour autant orientés vers le progrès social. Bien au contraire, les réductions des budgets sociaux ont continué et les capitaux libérés se sont massivement portés vers la spéculation. Une spéculation qui a largement profité du mouvement du secteur de l'armement.

(7) Un programme estimé à ce jour entre 60 et 100 milliards de dollars.

(8) Cette période de baisse, qui s'est terminée en 1998, a été frauduleusement surnommée celle des "dividendes de la paix".

A partir de 1993, ce secteur, et au premier chef celui des Etats-Unis, a été profondément restructuré. Pour en apprécier l'ampleur dans ce pays, il suffit de rappeler deux faits. D'une part, entre 1993 et 1997 (fin de la période de restructuration), il y a eu 40 fusions-acquisitions dans ce secteur pour un total de 80 milliards de dollars. D'autre part, ce qui était réalisé en 1991 par neuf groupes industriels en matière de chiffre d'affaires d'armement a été réalisé en 1998 par seulement quatre groupes fortement concentrés (Lockheed Martin, Boeing McDonnell Douglas, Raytheon Hugues et Northrop Grumman). Selon Gilles Le Blanc, du CERNA (Ecole nationale supérieure des Mines de Paris) (9),

*« la concentration a réduit le nombre de constructeurs à deux en moyenne par type de production (...). On y voit le produit d'une stratégie délibérée du "Department of Defense", visant à favoriser les économies d'échelle sur les programmes domestiques et à renforcer l'industrie américaine dans la course technologique et les exportations. »*

Il constate également qu'à l'issue de ces restructurations,

*« le premier industriel européen d'armement (British Aerospace) réalise un chiffre d'affaires inférieur de moitié du plus petit des "géants" américains ».*

Car l'Europe est très en retard dans ce domaine. Contrainte par les critères de Maastricht en matière budgétaire, elle ne peut faire face efficacement à l'accroissement des budgets militaires américains. D'autre part, l'offensive des grands groupes de défense américains à l'exportation est accompagnée d'une intense politique de pression diplomatique, économique et militaire de la part de leur gouvernement. Pour preuve, le récent choix de la Pologne pour l'avion de combat américain, au détriment des avions européens (France, Suède notamment) au lendemain... de l'élargissement de l'Union européenne à ce pays ! Notons encore que le budget de Recherche et Développement militaire américain représente sept fois celui de l'Europe entière. Quant au budget militaire total américain pour 2003, il représente trois fois les sommes que comptent consacrer les pays européens à ce secteur. Comme l'indique un expert australien cité dans la revue de Hong-Kong *Far Eastern Economic Review*,

*“les Etats-Unis sont devenus si puissants et ont si bien exploité à leur profit le 11 septembre qu'ils ont pratiquement réduit tous les autres au rang d'Etats vassaux. Si ça continue, il ne restera plus qu'une seule industrie de défense, l'américaine” (10).*

---

## UNE NOUVELLE ENVOLÉE... DE LA DOMINATION AMÉRICAINE

---

Les années 1997-1998 ont marqué la fin de ces restructurations de l'industrie militaire américaine et correspondent également, et ce n'est pas une coïncidence, à la fin de la période de baisse des dépenses militaires, tant aux Etats-Unis que sur le plan mondial. Selon les statistiques du SIPRI (11), l'année 1998 représente le plus bas niveau historique des dépenses militaires mondiales, avec 719 milliards de dollars, dont 38 % pour les seuls Etats-Unis et 25 % pour l'Europe occidentale. A partir de cette année-là, les dépenses militaires ont repris leur croissance avec une forte accélération à partir de 2000, pour atteindre 772 milliards de dollars en 2001. Après avoir descendu à 3 % du PIB américain en 2000 (PIB gonflé par les mouvements de capitaux spéculatifs de la “nouvelle économie”), elles atteindront un peu plus de 4 % cette année, ce qui se rapproche du pic des 6 % du milieu des années 1980.

Comme l'indique l'OCDE (12),

*« tout cela montre que l'ère du “dividende de la paix” touche à sa fin et que les économies de la zone OCDE sont entrées dans une nouvelle ère d'accroissement des dépenses pour les opérations militaires et de sûreté intérieure. Si l'on établit un parallèle avec les époques précédentes de renforcement des capacités*

---

(9) Gilles Le Blanc, “Dépenses militaires, restructuration de l'industrie d'armement et privatisation de la défense”, *ARES*, n° 46, décembre 2000.

(10) *Far Eastern Economic Review*, 26 septembre 2002.

(11) Stockholm International Peace Research Institute. Les statistiques de cet institut sont parmi les plus fiables dans le domaine des dépenses militaires. Les chiffres cités sont exprimés en dollars constants de 1998.

(12) *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 67, juin 2002.

*militaires, on peut considérer que cette hausse des dépenses publiques est susceptible de remettre en cause la tendance à l'assainissement des finances publiques.»*

Certes, comme il est rappelé plus haut, les dépenses militaires ont été un puissant facteur d'accroissement des dépenses publiques durant les "30 glorieuses", mais dans un contexte où la politique menée par le capital financier était d'accroître l'ensemble des dépenses publiques (y compris les dépenses civiles), mettant l'État au cœur de l'accumulation du capital. A l'heure de la déréglementation, de la privatisation, de la remise en cause du rôle de l'État et des acquis ouvriers, les conséquences de l'augmentation des dépenses militaires se feront sentir sur les budgets civils, essentiellement les budgets sociaux (santé, éducation, retraites) ; les gouvernements au service du capital financier ne s'en priveront pas et, déjà, sont passés à l'acte, notamment aux États-Unis, où les organisations du mouvement ouvrier, comme le fait l'US Labor Against War dans sa déclaration constitutive, dénoncent le fait que *"les milliards de dollars dépensés pour organiser et réaliser cette guerre (contre l'Irak) sont enlevés de nos écoles, de nos hôpitaux et notre Sécurité sociale"* (13). Aujourd'hui, comme dans la période des "30 glorieuses", le militarisme reste dans la nature même de l'impérialisme. Mais, pour employer une formule quelque peu lapidaire, avant, il y avait les dépenses militaires et la Sécurité sociale, et aujourd'hui il n'y a plus de place pour cette dernière...

Les dépenses d'armement vont-elles pour autant relancer l'économie ?

La hausse des budgets militaires constitue indéniablement une manne pour les plus grands groupes particulièrement touchés depuis deux ans dans leurs activités civiles. *Le Monde* (14) citait ainsi le cas emblématique de Boeing, qui est en train de laisser partiellement tomber son activité civile (sous le coup de la crise du secteur aéronautique engagée depuis deux ans) pour celle des avions militaires (15).

Le groupe américain a ainsi remporté, en août 2002, un très gros contrat de livraison de 60 avions de transport militaire pour 9,7 milliards de dollars. Peu de temps auparavant, Boeing recevait la

commande de deux drones (avions sans pilote) pour 460 millions de dollars et travaille actuellement sur des gros projets de modernisation d'avions de transport de troupe et de livraison d'une centaine d'avions ravitailleurs. Le groupe compte d'ailleurs se restructurer, car son activité militaire ne représente aujourd'hui "que" 40 % de son activité totale, alors que la proportion des autres principaux acteurs du secteur est voisine de 75 %. L'équivalent européen de Boeing, EADS (constructeur de l'Airbus, mais également producteur de missiles et de technologie spatiale), est très loin derrière, avec seulement 20 % de son chiffre d'affaires consacré au militaire.

Le même journal (16) soulignait récemment l'appel de plus en plus fréquent de l'armée américaine au secteur privé. Après avoir indiqué que l'on comptait près de 40 sociétés travaillant sur les terrains d'opération du Pentagone, il citait le cas de la société Kellogg Brown & Root, qui

*"a assuré pour 2,2 milliards de dollars la logistique des troupes américaines dans les Balkans. Il s'agit d'une filiale d'Halliburton, dont le P-DG était, de 1995 à 2000, un certain Dick Cheney, aujourd'hui vice-président des États-Unis."*

La liste (établie selon les sources du ministère de la Défense américain) des groupes auquel des commandes ont été passées par le Pentagone est impressionnante (voir tableau page suivante).

Encore ne s'agit-il que des commandes de l'armée américaine. Il y a aussi celles qui, avec l'aide du gouvernement (agissant, notamment, sous couvert d'une prétendue harmonisation dans le cadre de l'OTAN), amènent encore plus de contrats. A titre d'exemple, l'avion de combat américain F35-JSF a été adopté par le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Norvège, le Danemark, l'Italie, Israël et la Turquie. Sur ce plan, l'impérialisme amé-

(13) *Informations ouvrières*, n° 573, 22 au 28 janvier 2003.

(14) *Le Monde*, 9 janvier 2003.

(15) Cet abandon partiel propulse du coup Airbus, présenté désormais comme premier avionneur mondial par la presse.

(16) *Le Monde*, 11 février 2003.

Compagnies	Commandes (millions de \$)
Lockheed Martin	16 997
Boeing	16 552
Northrop Grumman	8 733
Raytheon	6 995
General Dynamics	6 962
United Technologies	3 607
Science Applications Int.	2 075
TRW	2 027
Health Net	1 691
L-3 Communications	1 660
General Electric	1 560
United Defense Industries	1 514
Dynacorp	1 359
Humana	1 305
Honeywell	1 278

ricain tend à constituer une véritable position monopolistique.

Cela dit, les effets de ces dépenses sur une éventuelle relance de l'économie semblent peu convaincants. Certes, les commandes militaires agissent comme un stimulant, assurant une demande de "produits". Mais, d'abord, ce stimulant n'a d'effets immédiats et directs que pour le secteur de l'armement. Cela ne sera pas suffisant pour relancer l'ensemble de l'économie. Tous les analystes estiment que cette relance ne pourra se faire que par une reprise de l'investissement. Or cette reprise ne pourra se faire qu'à partir du moment où sont réunies les conditions de rétablissement de niveaux de taux de profit acceptables. Pour cela, la guerre économique, la guerre commerciale et la

guerre sociale doivent être menées. Et, de ce point de vue, le militarisme joue complètement son rôle. Non seulement la guerre contre l'Irak, mais aussi les prochaines guerres qui se préparent à travers les programmes militaires payés par les budgets militaires en hausse.

La différence avec les années d'après-guerre est qu'il ne s'agit plus de stocker des armes de mort en attendant leur hypothétique utilisation, mais d'élaborer des armes qui servent immédiatement pour asservir les peuples aux besoins de l'impérialisme sénile.

**Pierre Cise,  
11 février 2003**

## Dépenses d'armement et marché de l'armement

Les dépenses d'armement correspondent aux budgets alloués par les Etats non seulement aux acquisitions de nouvelles armes, mais aussi à l'entretien, à la maintenance, voire à la remise à niveau du stock d'armes existant, à la construction de bases, de casernes ou de logements pour les militaires et, bien sûr, aux salaires et pensions du personnel. Si l'on prend le budget militaire des Etats-Unis pour 2003, on trouve la répartition suivante :

Objet	% du total
Salaires et pensions	25
Maintenance, entraînements, missions, etc.	40
Acquisition d'armements	18
Recherche et développement	14
Construction	1
Logements	1
Autres	1
<b>Total</b>	<b>100</b>

Le marché des armes n'est pas très aisé à évaluer, ne serait-ce qu'en raison des trafics auquel il donne lieu à côté des ventes "officielles" (dont, souvent, les conditions ne sont pas toujours connues non plus, d'ailleurs). Cependant, on estime que ce marché représente un chiffre annuel de 150 milliards de dollars. Les deux tiers de ce marché concernent la "consommation" intérieure, c'est-à-dire les achats faits par un pays producteur à ses propres industriels. Le tiers restant est constitué des exportations d'armes. Dans ce domaine, la domination américaine est écrasante. Les États-Unis sont passés de 34,5 % en 1990 à 55 % en 2000, et cette part ne cesse de croître. Loin derrière, la Russie, la France et la Grande-Bretagne se disputent les places suivantes, en dépassant rarement les 15 % de part de marché.

# “Altermondialisation” : les habits neufs du néocapitalisme

Une innovation théorique  
du Secrétariat unifié  
préparant son “congrès mondial”

Par Daniel GLUCKSTEIN

## Présentation

**Avril 2002** : la LCR, organisation française du Secrétariat unifié (SU), appelle à voter pour le candidat officiel de la bourgeoisie, Jacques Chirac, au deuxième tour de l’élection présidentielle (1).

**Janvier 2003** : Miguel Rossetto, dirigeant du courant brésilien affilié au Secrétariat unifié, devient ministre du Développement agricole du nouveau gouvernement brésilien. Appelé à collaborer étroitement avec son collègue, le grand propriétaire latifundiaire et ministre de

l’Agriculture, Roberto Rodrigues, il siège aux côtés de Luis Fernando Furlan, président du groupe industriel Sadia, nommé ministre du Développement de l’industrie

---

(1) On peut se reporter à la note d’information du secrétariat international titrée “*La LCR, pointe avancée de l’union sacrée corporatiste*”. Elle a été publiée dans *La Lettre de La Vérité*, n° 228, du 14 mai 2002. Elle se trouve aussi dans le fascicule n° 11, *Les documents de La Lettre de La Vérité, “La IV<sup>e</sup> Internationale et le centrisme réactionnaire (LCR, Secrétariat unifié)”*, pp. 5 et 6.

et du commerce, et d'Henrique Meirelles, ex-président de la Banque de Boston, nommé président de la Banque centrale du Brésil.

**Janvier 2003** : à Porto Alegre (Brésil) se tient la troisième édition du Forum social mondial, vitrine internationale de la fameuse "démocratie participative" inaugurée par les représentants du Secrétariat unifié depuis plus de dix ans (2). Pour financer ce forum, la fondation Ford a versé 500 000 dollars, l'ONG OXFAM 400 000, etc.

**Juin 1999-juin 2004** : mandat de cinq ans des "députés" européens de la LCR, Alain Krivine et Roseline Vachetta. Dans l'enceinte du "Parlement" de Strasbourg, ils participent à la "discussion" des directives européennes, votant parfois pour, parfois contre, avec les autres "députés" de leur groupe, membres des PC dans leurs différents pays.

Ce sont là quatre faits. On pourrait en évoquer d'autres. Ils témoignent d'un changement qualitatif dans la place occupée par le Secrétariat unifié. Ce courant révisionniste du trotskysme s'est constitué voilà plus d'un demi-siècle au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale (dont il continue à se réclamer abusivement, les médias appelant même complaisamment le Secrétariat unifié "la IV<sup>e</sup> Internationale").

Né d'une capitulation devant le stalinisme (chargé par Pablo de "*construire le socialisme à sa manière durant des siècles de transition*") (3), le Secrétariat unifié s'est trouvé confronté, après la chute du Mur de Berlin, à un problème de reconversion.

Comme on le voit dans les exemples cités précédemment, il a résolu cette difficile question quant à sa place sur l'échiquier politique international en franchissant le pas de la collaboration de classe directe, à la fois dans le cadre des gouvernements, des institutions supranationales corporatistes et de l'intégration des organisations ouvrières.

Un tel positionnement ne découle pas d'abord de considérations théoriques. Il traduit tout simplement la nécessité bien matérielle, pour ce courant politique et pour ses dirigeants, de se (re)trouver une fonction politique et sociale après que leur "base arrière" antérieure s'est effondrée (4).

Mais pour mener cette politique, les dirigeants du Secrétariat unifié doivent justifier de leur filiation avec la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme. C'est l'objet du prochain

---

(2) A également participé à ce forum le ministre français de l'Éducation, Luc Ferry, qui, après avoir organisé des milliers de suppressions de classes pour la prochaine rentrée scolaire, est allé dans un séminaire d'ATTAC à Porto Alegre, duquel il est ressorti déclarant, d'après la presse : "*On se retrouve sur tout, c'est presque social-démocrate, je m'attendais à un truc plus radical.*" Deux autres ministres du gouvernement Chirac-Raffarin l'accompagnaient : Nicole Ameline, ministre déléguée à la Parité, et Tokia Saïfi, secrétaire d'État au Développement durable, se félicitant que le forum ait "*su imposer une autre forme de pensée*". Des parlementaires français de "gauche" et de droite étaient aussi du voyage, dont le secrétaire général de l'UMP (le parti du président Chirac).

(3) Michel Raptis, dit Pablo : secrétaire de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1950-1953, principal responsable, avec Ernest Mandel, de la crise de dislocation de la IV<sup>e</sup> Internationale à cette époque. Il a laissé son nom ("pabliste") au courant de ceux qui le suivirent à l'époque et fondèrent le Secrétariat unifié en 1963, bien que Pablo lui-même ait rompu avec le SU à l'époque de sa constitution... pour le réintégrer avec ses partisans, peu avant sa mort, au cours des années 1990.

(4) Dans un texte interne au Secrétariat unifié, rendant compte des débats préparatoires au "congrès mondial" de cette organisation tenu en 1995, on apprend qu'un des principaux membres de la direction avait, concernant le "fonctionnement", déposé une motion "*proposant de chambouler les structures de l'Internationale : disparition du SU au profit du seul CEI (Comité exécutif international, instance de direction entre deux congrès — NDLR), ne se réunissant qu'une fois par an (...), réunion d'un bureau new-look une fois par mois au lieu d'une fois tous les quinze jours*". Cette proposition était officiellement justifiée par "*la grave crise financière*" du SU : "*Jusqu'à la fin des années 1980, l'internationale (le SU — NDLR) au plan financier a vécu essentiellement de dons. Depuis cette époque, ils ont considérablement décliné. Tant et si bien qu'en 1992, l'excès des dépenses sur les recettes globales était de 60 % (...). La situation reste extrêmement tendue, dans la mesure où les cotisations ne représentent que 17 % du budget.*"

Le Secrétariat unifié et ses sections connaissent manifestement de sérieuses difficultés à cette époque. Ainsi, dans un "projet de thèses d'organisation" proposé par le bureau politique de la LCR (section française du Secrétariat unifié) pour son X<sup>e</sup> Congrès, en 1992, on pouvait lire : "*Les cotisations régulières, dont la hauteur suit naturellement la courbe des effectifs, ne nous permettent pas de faire face à l'ensemble des besoins financiers de l'organisation. Nous devons avoir recours à des activités de campagnes financières régulières, mais aussi chercher à long terme de nouvelles sources de financement, sur la base par exemple du développement d'entreprises commerciales.*"

“congrès mondial” du SU, convoqué pour février 2003 (huit ans après le précédent), que de mettre à jour le substrat “théorique” de la politique partiste.

Nous avons donc, pour l’édification des lecteurs de *La Vérité*, lu avec attention le texte intitulé “*Une nouvelle situation mon-*

*diale*”, et présenté par le SU comme “*projet de résolution pour le congrès mondial — février 2003*”. Nous avons lu ce texte et l’avons confronté à la réalité de la situation mondiale et aux acquis du marxisme, dont il prétend (très modérément, il est vrai) s’inspirer (fort librement) (5).

## 1. Le Secrétariat unifié découvre un “nouveau capitalisme”

La première partie de la résolution préparatoire au congrès mondial du Secrétariat unifié s’intitule “*Une nouvelle phase du mouvement ouvrier et social*”.

Cette “nouvelle phase” est caractérisée, selon le projet de résolution, par l’existence d’un “*nouveau mode d’accumulation capitaliste globalisé*”.

On sait que, pour Marx, “accumulation du capital” désigne le mouvement d’augmentation de la masse de capital productif, en particulier à l’époque du capitalisme ascendant. L’accumulation correspond à ce processus par lequel les capitalistes prélèvent sur leurs profits pour investir dans l’achat de machines nouvelles ou de machines supplémentaires, de manière à augmenter leur capacité productive. Cette accumulation de capital va de pair avec la croissance de la production des marchandises et de leur consommation, donc l’extension des marchés.

Y aurait-il, aujourd’hui, “*une nouvelle phase du capitalisme*” et “*un nouveau mode d’accumulation*” ?

Si tel était le cas, il faudrait en déduire que, pour le SU, le capitalisme n’est pas entré dans une phase de putréfaction, telle que Lénine l’a décrite dans *L’Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, voilà quatre-vingt-dix ans ?

---

### QUE DE “NOUVEAUTÉS”...

---

Poursuivons notre lecture.

*“Les traits actuels de la période s’inscrivent dans les contradictions d’une*

*situation transitoire entre un système avec un rôle important de l’Etat, la collaboration de classe institutionnalisée, un mouvement ouvrier dominé par les réformistes sociaux-démocrates ou d’origine stalinienne, et un nouveau capitalisme, de nouvelles institutions politiques, un nouveau cycle organique du mouvement ouvrier et de nouveaux mouvements sociaux.*”

Les termes doivent ici être examinés avec le plus grand soin. Le document du

---

Ou encore, dans le compte rendu interne d’un comité exécutif international du Secrétariat unifié, il est indiqué avec insistance : « *Il faut enfin une rénovation complète de notre “tradition” en matière financière. Là encore, il reste de vieux préjugés sur le “centre” capable de trouver d’une manière ou d’une autre — mais largement en dehors de la mobilisation des sections — les moyens financiers de notre travail commun.* »

Ainsi donc, en 1994-1995, le SU constate qu’il a perdu entre 60 et 83 % de ses recettes entre la fin des années 1980 (la chute du Mur de Berlin, le 11 novembre 1989) et 1992 (dislocation de l’URSS, en 1991).

Le SU s’interroge alors sur la possibilité de s’autodissoudre. Et puis, coup de théâtre : dans les mois qui suivent le “congrès mondial” de 1995, le SU se reconstitue. Des ressources, apparemment, ont été trouvées.

Qui paye ? Pour quoi faire ? Constatons que c’est à partir de 1996-1997 que se met en place le dispositif du Forum social de Porto Alegre, et qu’est “exporté”, avec force publicité de la Banque mondiale et du FMI, le “modèle” de la “démocratie participative”. Dans le même temps, en France, l’élection des représentants de la LCR au Parlement européen leur permet de s’y faire le relais de Porto Alegre au compte de la mise en œuvre de l’Europe de Maastricht.

(5) Ce texte peut être consulté sur le site [www.lagauche.com](http://www.lagauche.com). Chacun pourra, s’il le souhaite, vérifier l’authenticité des citations que nous faisons.

SU nous parle des “*traits actuels de la période*”. Il ne s’agit donc pas d’une analyse conjoncturelle. Il s’agit bien de décrire toute la période qui s’ouvre, période de “transition” entre la situation passée et celle qui vient, où fleuriront et s’épanouiront “*un nouveau capitalisme, de nouvelles institutions politiques, un nouveau cycle organique du mouvement ouvrier et de nouveaux mouvements sociaux*”. Une autre partie entière de ce projet de résolution est intitulée : “*La mondialisation (est) une nouvelle étape du capitalisme international.*”

Beaucoup de “nouveauautés” dans tout cela !

Rappelons que le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale est connu sous le nom de *Programme de transition*, parce que Trotsky y décrit la manière dont toute la période dans laquelle nous sommes entrés est celle de la transition entre un régime capitaliste décomposé et l’avènement d’un régime où la propriété privée des moyens de production est socialisée. Le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale repose sur cette affirmation fondamentale, concentrée dans le mot “transition” et dans la recherche des transitions politiques permettant à la classe ouvrière de passer d’un mode de production historiquement condamné à un mode de production permettant un nouvel essor des forces productives, et donc de l’humanité elle-même.

---

## UNE ENTREPRISE RÉVISIONNISTE

---

Cette analyse est ici remplacée par une autre “transition” : nous vivrions dans l’époque de la “transition” d’un ancien capitalisme à un nouveau capitalisme. Force est de constater que ce qui fut le centre du combat de Trotsky dans la dernière période de sa vie pour organiser la IV<sup>e</sup> Internationale se trouve ici révisé de fond en comble. L’analyse de Trotsky s’inscrivant dans la continuité des enseignements de Marx, Engels et Lénine, — pour qui l’actualité de la révolution prolétarienne plonge ses racines précisément dans l’incapacité du capitalisme, à un certain stade de son histoire, à développer les

forces productives —, il en découle que cette révision frappe tous les enseignements du marxisme (6).

C’est le droit du Secrétariat unifié de considérer que les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Trotsky sont bons pour la poubelle de l’histoire. Mais, d’une part, il serait conforme à un minimum d’honnêteté de le dire, et de cesser de se réclamer d’une IV<sup>e</sup> Internationale fondée sur un programme dont on balaye allègrement tous les fondements ; et, d’autre part, il faudrait être capable d’étayer cette révision, sur la base des faits. Or le texte du Secrétariat unifié procède par affirmations que strictement rien ne vient étayer.

---

## CONTINUITÉ DE L’ANALYSE MARXISTE DE L’IMPÉRIALISME

---

Nous avons montré (7) que la survie du capitalisme décomposé ne se fait qu’au prix de la destruction en masse de la force de travail, principale des forces productives. Nous avons montré comment la destruction en masse des forces productives par un mode de production capitaliste historiquement condamné précipite l’humanité tout entière sur la voie de la barbarie, du chaos, de la dislocation des fonde-

---

(6) Olivier Besancenot, le porte-parole de la LCR adulé des médias en France (il vient de se faire décerner par ces médias corrompus le prix de la révélation politique de l’année), le déclare ouvertement dans les colonnes du *Monde* (2 février 2003) : “*Je suis révolutionnaire avant d’être trotskyste (...), je ne me définis pas spontanément comme trotskyste.*” Et pour cause. Dans son livre *Révolution*, il déclare : “*Quant à Trotsky, avant de devenir une des références contre la dictature stalinienne, il a prôné la militarisation de l’économie et des syndicats.*” Besancenot dénonce également dans son livre la “*conception autoritaire du pouvoir politique*” qui aurait été celle des dirigeants bolcheviques. Quant à Roseline Vachetta, députée européenne et troisième porte-parole de la LCR, elle déclare dans *Libération* (10 février) : “*Trotsky, c’est avant tout la figure de l’opposition de gauche à Staline. Depuis 1989 et la chute du Mur de Berlin, on ne peut plus vraiment dire que cette référence soit très utile.*”

(7) En particulier dans *Lutte des classes et mondialisation*, dans le *Manifeste* du Quatrième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale et dans les documents analysés au Cinquième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale.

ments mêmes de la civilisation humaine, incluant le démantèlement des nations et des Etats.

L’alternative est : ou bien la révolution prolétarienne, ou bien, sous le talon de fer de l’impérialisme américain, la marche à la barbarie, au chaos et à la destruction en masse (8).

Notre analyse s’inscrit dans une continuité. Au début du siècle dernier, Lénine, dans son livre *L’Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, analyse les conditions dans lesquelles le capitalisme atteint son stade suprême (c’est-à-dire son stade le plus élevé) : désormais incapable de développer plus avant les forces productives de l’humanité, le capitalisme entame une phase de “*décomposition*”, de “*putréfaction*”, de “*stagnation*” (les termes sont de Lénine) (9). Cette analyse prolonge celles de Marx et d’Engels. Au siècle précédent, ceux-ci avaient en effet pronostiqué qu’à l’instar des modes de production antérieurs, le capitalisme atteindrait un stade où, incapable de développer les forces productives de l’humanité étouffant dans le carcan du régime de la propriété privée, il devrait céder la place à un mode d’organisation sociale supérieur : la socialisation des moyens de production. Ce qui, pour Lénine, met à l’ordre du jour de manière immédiate le combat pour la révolution mondiale.

C’est là, effectivement, la méthode de Marx, qui, soixante ans avant Lénine, écrit :

*“Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles (...). A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n’en est que l’expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s’étaient mues jusqu’alors. De formes de développement des forces productives qu’ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors, s’ouvre une époque de révolution sociale (...). Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu’elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et*

*supérieurs ne s’y substituent avant que les conditions d’existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C’est pourquoi l’humanité ne se propose jamais que des tâches qu’elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que la tâche elle-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour la résoudre existent déjà, ou du moins sont en voie de devenir”* (10).

---

## FORCES PRODUCTIVES ET RAPPORTS DE PROPRIÉTÉ

---

On a là toute la méthode du marxisme : *“L’humanité ne se propose jamais que des tâches qu’elle peut résoudre (...), la tâche elle-même ne (surgissant) que là où les conditions matérielles pour la résoudre existent déjà.”* Appliquant cette loi de l’histoire au système capitaliste, Marx distingue l’époque où les rapports de propriété (bourgeois) sont un “*facteur de développement*” des forces productives de l’époque où ils “*entrent en contradiction*” et deviennent des “*entraves*”. C’est seulement alors que “*s’ouvre une époque de révolution sociale*”, car “*l’humanité ne se propose que des tâches qu’elle peut résoudre*”.

---

(8) *Lutte des classes et mondialisation* (par Daniel Gluckstein, aux éditions SELIO, 1999 ; toujours disponible en français, anglais, espagnol, édition en portugais annoncée pour le deuxième semestre 2003).

(9) Dans cet ouvrage, écrit en exil à Zurich (Suisse) en 1916 (en pleine guerre impérialiste mondiale et un an avant la révolution russe de février et d’octobre 1917), Lénine donne une définition de l’impérialisme englobant cinq caractères fondamentaux :

- une concentration de la production et du capital, avec création de monopoles qui jouent un rôle décisif dans l’économie ;
- la fusion du capital bancaire et industriel, et la création du capital financier (“*oligarchie financière*”);
- l’exportation des capitaux devient déterminante par rapport à l’exportation des marchandises ;
- la formation d’unions internationales capitalistes qui se partagent le monde ;
- l’achèvement du partage du monde entre les plus grandes puissances capitalistes (partage total et non définitif) (Lénine, *L’Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions sociales, 1971, page 124).

(10) Karl Marx, préface de la *Contribution à la critique de l’économie politique*, Editions sociales, 1972, pages 4-5.

Ce point de vue développé par Marx n'a rien de conjoncturel. Il parcourt toute son œuvre, théorique, politique, pratique et d'organisation. Dès 1845, il écrit :

*“Le développement des forces productives est pratiquement la condition première absolument nécessaire (du communisme) pour cette raison encore qu'on socialiserait sans lui l'indigence et que l'indigence ferait recommencer la lutte pour le nécessaire et, par conséquent, ressusciter tout le vieux fatras”* (11).

Dans le *Manifeste du Parti communiste*, en 1847, Marx et Engels expliquent que, si l'esclavage antique a cédé la place au servage, si le servage, puis le système féodal, ont à leur tour cédé la place au capitalisme, c'est parce que, à chaque étape, ces régimes sociaux, qui avaient commencé par développer les forces productives, arrivaient à un stade où, non seulement ils étaient impuissants à poursuivre ce développement, mais où leur survie même devenait une entrave à un tel développement. Alors se constituaient en leur sein les germes d'un régime social nouveau, devant lequel ils se devaient de céder la place, parfois pacifiquement, plus souvent par des révolutions violentes, telle que la révolution bourgeoise française en 1789, par exemple.

Quelques années plus tard, dans *La Nouvelle Gazette rhénane*, Marx écrit encore :

*“Dans cette prospérité générale, où les forces productives de la société bourgeoise se développent avec toute la luxuriance dont elles sont susceptibles dans le cadre des rapports bourgeois, il ne peut être question d'une véritable révolution. Une telle révolution n'est possible que dans des périodes où ces deux facteurs, les forces productives modernes et les formes de production bourgeoises, entrent en contradiction les uns avec les autres”* (12).

---

## L'ACTUALITÉ DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

---

Il y a donc là une question théorique majeure. Si le SU dit vrai, si les forces productives sont encore à même de développer le capitalisme, si l'on “transite” d'une phase

du capitalisme à une autre (une nouvelle étape), alors — pour reprendre la méthode de Marx — la révolution sociale ne saurait être à l'ordre du jour.

Pour Lénine, le passage au stade de l'impérialisme signifie que nous sommes “entrés dans l'époque des guerres et des révolutions” : le capitalisme, pour se survivre, n'étant plus à même que de produire un régime de guerres et de décomposition, seule la classe ouvrière peut résoudre cette crise de l'humanité en mettant résolument à l'ordre du jour la révolution prolétarienne, expropriant le capital. Il n'y a nul hasard si la révolution d'octobre 1917 s'inscrit dans les trente mois qui suivent l'écriture de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (bien que Lénine, au moment où il écrit *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ne pronostique absolument pas une révolution prochaine en Russie et, encore moins, une révolution victorieuse).

Deux ans avant février 1917, Lénine rappelle :

*“La classification courante des époques historiques, fréquemment indiquée dans la littérature marxiste (...), est la suivante : 1) 1789-1871 ; 2) 1871-1914 ; 3) 1914-? Il va de soi que ces délimitations, comme en général toutes les délimitations dans la nature ou dans la société, sont conventionnelles et mobiles, relatives et non absolues. Et c'est seulement d'une manière approximative que nous prenons les faits historiques les plus saillants, les plus marquants, comme des jalons des grands mouvements historiques.”*

Il précise :

*« La première époque, qui va de la grande Révolution française à la guerre franco-allemande, est celle où la bourgeoisie est en plein essor, où elle triomphe sur toute la ligne. Nous avons affaire ici à la bourgeoisie montante, à l'époque des mouvements démocratiques bourgeois en général et des mouvements nationaux bourgeois en particulier, à l'époque où les institutions périmées de la société féodale et absolutiste disparaissent rapidement. La seconde époque est celle où la bourgeoisie, parvenue à une domination sans partage, commence à décliner ; c'est l'époque de la*

---

(11) Karl Marx, *L'Idéologie allemande*.

(12) Karl Marx, *La Nouvelle Gazette rhénane*, Editions sociales.

*transition qui mène de la bourgeoisie progressiste au capital financier réactionnaire et ultra-réactionnaire. C'est l'époque où une nouvelle classe, la démocratie moderne, prépare et rassemble lentement ses forces. La troisième époque, qui vient à peine de commencer, place la bourgeoisie dans la même "situation" que celle des seigneurs féodaux au cours de la première époque. C'est l'époque de l'impérialisme et des ébranlements impérialistes, ou découlant de l'impérialisme » (13).*

Lénine considère donc que la nouvelle époque qui s'ouvre en 1914 est celle où la bourgeoisie — qui “commence à décliner” dès 1871-1914 — bascule dans la même situation que celle des seigneurs féodaux au cours de la “première époque”. “C'est l'époque de l'impérialisme et des ébranlements impérialistes”, celle qui met à l'ordre du jour directement la révolution prolétarienne.

---

### **POUR LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ, LE CAPITALISME “TRANSITE” VERS... UN NOUVEAU CAPITALISME**

---

Pour Lénine, donc, la transition dont il s'agit est la transition entre, d'une part, un régime capitaliste décomposé, qui ne peut ouvrir d'avenir à l'humanité, et, d'autre part, la naissance d'un régime nouveau fondé sur l'expropriation du capital. Il n'est nullement question, pour Lénine, d'envisager une transition d'une phase du capitalisme vers une nouvelle phase du capitalisme lui assurant un nouvel avenir illimité.

Encore une fois, nous ne citons pas ici Lénine comme un argument d'autorité. Mais si le SU estime que Lénine s'est trompé et que son analyse est invalidée par les faits, il faut le dire explicitement. Il faut donner les faits qui permettent d'appuyer ce point de vue. Et si Lénine s'est trompé, alors Marx s'est trompé également, lui qui, dans *Le Capital*, analyse le mécanisme par lequel les limitations du marché vont rapidement étouffer le développement des forces productives, mettant la révolution prolétarienne à l'ordre du jour.

Encore une fois, le SU a le droit de réviser Marx. Mais qu'il le dise, et dise pourquoi, et cesse de s'en réclamer. En tous les cas, il découle de cette apprécia-

tion que tout discours d'un dirigeant du Secrétariat unifié en faveur de “la révolution” reste “parole verbale”, comme on dit. Car il ne peut y avoir sérieusement de combat pour la révolution prolétarienne si le capitalisme “transite” de phase en phase, toujours se renouvelant, toujours se ressourçant ; un capitalisme qui aurait découvert, en quelque sorte, le secret de l'éternelle jeunesse, s'abreuvant sans doute à une source de jouvence inconnue de nous.

---

### **LE PROGRAMME DE FONDATION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE**

---

Trotsky, dans le *Programme de transition*, inscrit les fondements mêmes de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'analyse de ses prédécesseurs :

*« La prémisse économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle.*

*Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre.*

*La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue (...). Le tableau des relations internationales n'a pas meilleur aspect. Sous la pression croissante du déclin capitaliste, les antagonismes impérialistes ont atteint la limite au-delà de laquelle les divers conflits et explosions sanglantes (...) doivent infailliblement se confondre en un incendie mondial (...).*

*Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore “mûres” pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie*

---

(13) *Sous un pavillon étranger*, février 1915, Lénine, *Œuvres*, tome 21.

*consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont commencé à pourrir.*

*Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe.*

*Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire »* (14) (c'est nous qui soulignons — NDLR).

Par "prémisses objectives", Trotsky veut dire le degré de maturité du système capitaliste, incapable de se développer plus avant, sinon de sombrer dans ce qui était déjà, à l'époque de Trotsky, le fascisme, le nazisme, la marche à la guerre mondiale.

---

## LES TÂCHES DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

De cette analyse, Trotsky fait découler une conclusion stratégique pour la IV<sup>e</sup> Internationale : parce que les prémisses objectives sont plus que mûres, il importe de bâtir le chaînon manquant, le facteur subjectif qui fait défaut, du fait de la faillite des directions traditionnelles du mouvement ouvrier, social-démocrates et staliniennes.

La question immédiate est donc de résoudre la crise de l'humanité en s'attendant à résoudre la crise de la direction du prolétariat.

Cette analyse s'exprime de façon concentrée dans le titre du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale : "*L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale.*"

La IV<sup>e</sup> Internationale reproclamée en 1993 (et avant cela le combat organisé pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale [15]) s'inscrit dans cette continuité. L'élaboration théorique de notre courant (*voir les documents cités précédemment*) démontre, faits à l'appui, comment la longue survie du système capitaliste tout au long du XX<sup>e</sup> siècle — rendue possible exclusivement par le passage des

appareils contre-révolutionnaires du côté de l'ordre bourgeois —, non seulement n'a pas permis d'ouvrir un avenir au capitalisme, mais a abouti à une situation où la survie de ce dernier se fait dans les conditions des plus grandes convulsions nées de sa putréfaction.

Nous n'allons pas reprendre ici cette démonstration.

Nous renvoyons nos lecteurs à nos documents qui, répétons-le, sur la base des faits, établissent que ce n'est qu'au prix d'une spirale grandissante de guerres et d'entraînement parasitaire de l'économie par l'économie d'armement, par la spéculation, par la drogue, bref, par la destruction en masse des forces productives (et en premier lieu, la principale force productive : la force de travail), que le capitalisme est capable de survivre à sa propre crise (16).

---

## LA MONDIALISATION "UNIFIÉ"-T-ELLE "LE MONDE"...

---

Tout autre est l'analyse du Secrétariat unifié pabliste. Dans les années 1960 et 1970, Mandel avait déjà inventé la thèse du "*troisième âge du capitalisme*" : celui-ci, bien que vieillissant, se portait finalement bien, restait vert et capable de trouver en son sein les ressources de sa survie. A l'époque, Mandel ne faisait que rejoindre finalement les théories d'un cer-

(14) *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale. Programme de transition* (réédition dans *La Vérité*, n° 604, juin 1989).

(15) Combat mené dès 1953, d'abord dans le cadre du Comité international, puis à partir de 1972 dans celui du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (CORQI), qui rassemblait les organisations, groupes et militants qui se fixaient comme tâche de reconstituer la IV<sup>e</sup> Internationale et son organisation centralisée sur la base de son programme.

(16) Précisons : *Lutte des classes et mondialisation* a été rédigé en 1999, sur la base de la situation à cette époque. Les faits développés depuis n'ont fait que renforcer cette analyse. Au moment où cet article est écrit (février 2003), la marche à la guerre barbare en Irak et le déferlement de destruction des classes ouvrières et des nations qu'elle prépare, de même que l'effondrement généralisé de l'économie capitaliste marchant vers une probable récession, ne font que renforcer et décupler le bien-fondé des analyses établies à cette époque.

tain nombre d’“économistes” staliniens et néostaliniens, qui avaient eux aussi “inventé” le néocapitalisme. Troisième âge du capitalisme, néocapitalisme, nouveau capitalisme aujourd’hui : rien de nouveau sous le soleil.

Il est frappant que le texte du Secrétariat unifié ne fournisse jamais l’ombre d’une démonstration fondée sur des chiffres ou des statistiques, permettant de justifier la révision du marxisme à laquelle il se livre. En pleine phase de décomposition du système capitaliste, celle qui vérifie plus que jamais le diagnostic de Lénine selon lequel nous sommes entrés dans l’époque des guerres et des révolutions, de la putréfaction et de la décomposition, le Secrétariat unifié garde le cap sur la “nouvelle étape du capitalisme international” :

*“La mondialisation détermine la configuration actuelle du capitalisme à l’échelle planétaire. Elle se traduit par une extension radicale du marché mondial, une libre circulation sans frein des capitaux et des marchandises, ainsi qu’un processus impressionnant de concentration du capital. Elle tend à unifier le monde en un gigantesque marché sans entraves.”*

“La mondialisation détermine la configuration actuelle du capitalisme à l’échelle planétaire” : qu’est-ce que cela signifie ? Bien avant le SU, Marx a expliqué dans *Le Capital* que, dès sa constitution, le capitalisme tend à franchir les frontières de la nation (qu’il constitue en même temps) et constitue son marché mondial.

Si l’on veut parler de la “configuration actuelle” du capitalisme dans cette phase de mondialisation, elle tient en ceci : la lutte à mort entre les différents groupes de capitalistes a débouché sur une suprématie (non sans contradictions) du capital financier américain, qui, pour s’approprié chaque jour davantage le contrôle du marché mondial, de ses ressources et de ses forces de travail, entreprend une destruction en masse, non seulement de la force de travail elle-même, mais de tout ce qui pourrait faire obstacle à son droit inaliénable à la surexploitation et au pillage.

La mondialisation se traduit d’abord et avant tout par une généralisation des guerres destructives des cadres organisés des nations, marque d’une nouvelle phase

dans le caractère “réactionnaire sur toute la ligne” (17) de l’impérialisme décomposé, jetant à bas les bases mêmes de la civilisation humaine qui se sont constituées des siècles durant.

Aux antipodes de cette analyse, le Secrétariat unifié prétend que mondialisation signifie “*extension radicale du marché mondial*”. Pour les marxistes, développement du marché mondial signifie développement du capitalisme lui-même. Si la “*circulation sans frein des capitaux et des marchandises*” aboutit à “*unifier le monde en un gigantesque marché sans entraves*”, cela suppose accélération et augmentation de la production et de la circulation des marchandises, et, derrière cela, une nouvelle phase de développement des forces productives. Qui dit développement des forces productives dit développement du capitalisme lui-même.

Si, comme l’a écrit Marx, un régime social ne peut historiquement céder la place à un autre régime social que s’il a épuisé toutes les capacités de développement qu’il contient, et si aujourd’hui la mondialisation correspond à une nouvelle étape de développement du capitalisme international et des forces productives, il en découle — d’un point de vue marxiste, répétons-le — que cette nouvelle étape a un caractère progressiste. Donc, l’expropriation du capital n’est pas à l’ordre du jour. Donc, la révolution prolétarienne elle-même est renvoyée aux calendes grecques. Mais la logique du SU entraîne plus loin encore. Car s’il était exact que le capital soit capable “*d’unifier le monde en un gigantesque marché sans entraves*”, quelle attitude les marxistes devraient-ils avoir vis-à-vis de cela ?

A l’époque de Marx et d’Engels, la constitution du marché national était analysée par les marxistes comme un élément progressiste, puisque allant dans le sens de l’unification de la nation et, en son sein, de développement des forces productives, à commencer par la classe ouvrière, préparant l’étape suivante : celle du combat pour la révolution prolétarienne.

C’est ainsi que Marx et Engels ont soutenu l’unité allemande ou l’unité italienne,

(17) Expression de Lénine pour caractériser le capitalisme à l’époque de l’impérialisme.

et, de manière plus générale, la constitution de la nation, comme le cadre dans lequel la classe ouvrière se constituait comme classe. Si, aujourd'hui, "*l'unification du monde en un gigantesque marché sans entraves*" correspondait à une nouvelle étape d'unification de l'humanité, d'unification et de développement des forces productives, et particulièrement de la classe ouvrière, n'en découle-t-il pas qu'il faudrait soutenir ce pas en avant de l'humanité ? Ne faudrait-il pas s'insérer dans cette phase progressiste ? A l'inverse, ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est à un recul historique, qui s'exprime en particulier dans la marche à la destruction des nations, qui, répétons-le, ont constitué un pas en avant dans l'histoire de l'humanité.

---

### ... OU BIEN LE DÉTRUIT-ELLE ?

---

Si l'heure n'est pas à la révolution prolétarienne, on comprend pourquoi le Forum social de Porto Alegre, de l'aveu même de ses initiateurs, a un caractère "*potentiellement anticapitaliste*" (*voir plus loin*). On comprend pourquoi les institutions internationales du capital, par exemple l'Union européenne, présentent aux yeux des pablistes un caractère progressiste, dans lequel ils s'insèrent, puisqu'elles marquent un pas vers "*l'unification du monde en un gigantesque marché sans entraves*".

Avec ses "Forums sociaux continentaux" et son "Forum social" de Porto Alegre, le SU édifie "la composante sociale" d'un processus de mondialisation qui va dans le bon sens, même si certains aspects doivent être corrigés. La décision officielle des animateurs des différents forums sociaux, pablistes en tête, de rejeter l'étiquette "antimondialistes" pour celle d'"altermondialistes" correspond à cette analyse : ils ne sont pas contre la mondialisation, ils sont pour une autre mondialisation, dans le cadre fixé par la décomposition impérialiste.

Seulement voilà : la réalité est tout autre, le capitalisme et la bourgeoisie du XXI<sup>e</sup> siècle ne sont pas le capitalisme et la bourgeoisie du XIX<sup>e</sup>. La survie du capitalisme, dans les conditions de la fin du

XX<sup>e</sup> et du début du XXI<sup>e</sup> siècles, ne se traduit pas par une expansion radicale du marché mondial. Tout au contraire.

Quand le capital financier américain "mondialise", il abat les unes après les autres les barrières qui se dressent contre son droit illimité à la pénétration, au pillage et au vol. L'effondrement de la propriété sociale organisé par la bureaucratie stalinienne décomposée ? Il en tire avantage, c'est sûr, pour s'emparer des marchés chinois, russe et ukrainien, mais est-ce dans le sens de "*l'unification du monde en un gigantesque marché sans entraves*" ? Certainement pas, c'est dans le sens de la destruction de tous les cadres organisés, de la nation et du marché.

Le développement du capitalisme dans un pays comme la Russie, c'est le développement d'un capitalisme de mafia, de spéculation, de drogue, de guerre et de pillage. Un capitalisme fondé non sur le développement des forces productives, mais sur leur destruction en masse. Les conditions mêmes d'existence du prolétariat connaissent une régression considérable, l'espérance de vie recule de plus de dix ans. Le pouvoir de consommation de la population ne cesse de s'effondrer, des secteurs entiers de l'économie sont réduits au troc. Nous parlons ici de la Russie, mais on pourrait parler de la Chine, où l'ouverture à l'OMC va s'accompagner, selon les prédictions officielles les plus optimistes, d'une augmentation de près de 40 millions du nombre de chômeurs, sans compter 150 millions de paysans sans terre supplémentaires. Et l'on pourrait regarder ce qui se passe en Argentine. Et la guerre contre l'Irak. Et le dépeçage de l'Afrique, ravagée par les guerres et le Sida, aux populations décimées, aux nations disloquées...

Imperméable à cette réalité objective, le document pabliste poursuit :

*"Tendance inhérente au capitalisme, cette nouvelle étape de l'internationalisation du capital est étroitement imbriquée à la conjoncture économique et sociale des années 70 et 80."*

Si la mondialisation constitue une nouvelle étape de "*l'internationalisation du capital*", alors Lénine a eu tort d'écrire *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. D'autres "stades suprêmes" que Lénine n'avait pas prévus étaient contenus

dans le capitalisme : le “troisième âge” de Mandel, puis le “nouveau capitalisme” de 2003, puis... ?

---

## LA RÉVOLUTION PERMANENTE

---

La question n’est pas théorique, elle est très pratique. Sur la base de son analyse de l’impérialisme, Lénine a tiré le bilan de la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale et jeté les bases de la III<sup>e</sup>. Cela a profondément influencé, non seulement la révolution russe, mais aussi le développement ultérieur de la jeune Internationale communiste (avant sa dégénérescence bureaucratique). C’est précisément parce que l’impérialisme était devenu stade suprême du capitalisme qu’en avril 1917, lorsqu’il revient en Russie, Lénine propose ses fameuses *Thèses d’avril*, expliquant que même pour un pays arriéré où le capitalisme ne s’est pas encore développé, le passage au stade du capitalisme impérialiste rendait illusoire l’hypothèse d’une bourgeoisie nationale russe accomplissant la révolution démocratique bourgeoise ; par conséquent, les tâches de la révolution bourgeoise incombaient désormais au prolétariat. C’est pourquoi il incombait, y compris pour réaliser les tâches démocratiques et nationales les plus élémentaires, de poser le problème de la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Ses adversaires accusèrent alors Lénine de s’être rallié à la position de Trotsky sur la révolution permanente (ce qui, d’une manière, était vrai, et Lénine devait le reconnaître plus tard). Cette compréhension du caractère définitivement impérialiste du capitalisme du début du XX<sup>e</sup> siècle (développée au même moment par Rosa Luxemburg, et même, sous une certaine forme, par Hilferding) est à la base de la théorie développée par Trotsky dans *La Révolution permanente*.

Celle-ci déduit du caractère impérialiste (c’est-à-dire intégralement réactionnaire) du capitalisme entré dans sa phase de stagnation et de putréfaction des forces productives la nécessité pour le prolétariat de prendre en charge les tâches démocratiques et nationales, dans le mouvement même de l’émancipation sociale. On sait

que la théorie de la révolution permanente est l’un des piliers sur lesquels est fondée la IV<sup>e</sup> Internationale, opposant à la fallacieuse “théorie” du “socialisme dans un seul pays” le combat pour la révolution mondiale.

Nous le répétons : nous reconnaissons au SU le droit de remettre en cause ces fondements, mais encore faut-il le dire explicitement, encore faut-il le démontrer (18) !

---

## UNE CERTAINE CONCEPTION DE LA LUTTE DES CLASSES

---

Mais au fait, d’où vient, pour le SU, cette nouvelle étape du capitalisme que représente la mondialisation ? Le document répond :

*“Cette nouvelle étape de la mondialisation capitaliste n’est pas le fruit d’un pur déterminisme économique ou technologique. Elle est le résultat d’une lutte de classes acharnée de la part des classes dominantes et leurs Etats contre le prolétariat mondial.”*

Sans blague ?

On est rassurés de savoir que le développement des sociétés ne relève pas d’un pur déterminisme économique ou technologique, et d’apprendre que la lutte des classes y est pour quelque chose ! Toutefois, la manière dont le SU introduit la “lutte des classes” dans ce développement est stupéfiante. Cette nouvelle étape de la mondialisation serait le résultat d’une lutte de classes “de la part des classes dominantes”. Il n’y a pas résistance

---

(18) Il y a aussi des incohérences dans le texte du Secrétariat unifié. C’est ainsi qu’au détour d’une phrase, le Secrétariat unifié dénonce ce qu’il appelle “l’offensive de grande ampleur contre la classe ouvrière et ses acquis sociaux des 50, voire des 100 dernières années”. Mais c’est pour affirmer qu’on assiste aujourd’hui à une “augmentation de la masse et du taux des profits”. Certes, certes, mais sur quelle base ? Sur la base d’un développement des forces productives ? Sur la base d’un développement de la production et de la consommation de marchandises ? Ou sur la base de la destruction en masse de la principale force productive : le prolétariat ? Sur la base des délocalisations en masse, de la remise en cause des conventions collectives, des statuts, sur la base de la remise en cause de ce qui fait la valeur même de la force de travail ? On n’en saura pas plus...

de la classe ouvrière ? Il n'y a pas, dans cette lutte de classe, la capacité, la volonté de trouver les moyens pour surmonter la résistance de la classe ouvrière, qui s'accroche à ses acquis, qui combat pour défendre ses organisations ?

Cette façon unilatérale de définir la "lutte des classes" est pour le moins particulière : il s'agit ni plus ni moins d'une révision de l'analyse marxiste des classes sociales antagonistes et aux intérêts diamétralement opposés, et dont la lutte est "le moteur de l'histoire"...

Relevons au passage que si le résultat d'une lutte de classe acharnée des classes dominantes est l'ouverture de nouvelles marges de développement au capitalisme, cela confirme bien que la classe capitaliste dispose en son sein des moyens de surmonter sa propre crise. Il y a donc quelque chose de "progressiste" à sa propre lutte de classe. Absurdité, contradiction ? Non : maquillage idéologique, trucage !

Le centre de ce trucage, c'est d'affirmer l'horizon illimité du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production et de justifier par là même, sur un plan "théorique", la politique d'accompagnement du capitalisme décomposé mise en œuvre, à tous les niveaux, par les organisations pablistes.

---

## L'EXTORSION DE LA PLUS-VALUE DANS LES CONDITIONS DE L'IMPÉRIALISME DÉCOMPOSÉ

---

Nous avons analysé, par ailleurs, dans *Lutte des classes et mondialisation*, la manière dont l'impérialisme, arrivé à ce stade de décomposition, a tendance à recourir de plus en plus aux mécanismes les plus parasitaires, les plus spéculatifs, comme autant de moyens d'essayer de s'approprier des parts de plus-value sans passer par la production. Avec comme conséquence d'accroître encore la pression sur les conditions d'extorsion de la plus-value dans le processus de production des marchandises. Cette réalité est à peine évoquée dans le texte du SU, dans un sous-paragraphe intitulé "Le poids de la financiarisation du capitalisme".

Encore cette "financiarisation" est-elle décrite de manière extrêmement prudente. On lit, par exemple, que

*"les institutions financières (...) se sont multipliées et diversifiées, disposant pour certaines, tels les fonds de pension anglo-saxons, d'une puissance financière considérable, qui a été un des moteurs des politiques d'investissement".*

Politiques d'investissement ? Le propre des fonds de pension — il s'agit là, en plus, des années 1980 et 1990 —, c'est que leurs "investissements" ont été très largement des investissements spéculatifs. Et que, loin d'être un facteur de développement de la production, ils ont été des facteurs d'aggravation et d'accélération de tous les processus de restructuration de l'industrie et de destruction massive des forces productives.

Le SU est très prudent sur ce sujet. Il écrit que "la force de frappe ainsi accumulée permet de peser sur les décisions des firmes". Certes, mais dans quel sens "peser" ? Les fonds de pension et les institutions financières pèsent-ils dans le sens d'un développement de la production des marchandises, afin de les écouler classiquement sur le marché, et ainsi dégager des profits supplémentaires par la réalisation de la plus-value dans la vente des marchandises ? Ou bien les institutions financières pèsent-elles sur les firmes dans le sens de la destruction en masse des forces productives pour permettre la mise en valeur du capital ? Pourquoi se taire sur la question ?

Pourquoi écrire :

*"Cette structuration a donc augmenté l'autonomie relative de la sphère financière. Elle n'en reste pas moins dépendante du secteur productif. D'abord, parce qu'elle ne fait que recycler une part de la plus-value extraite au niveau de la sphère productive, part énormément accrue du fait de l'accentuation de la répartition inégalitaire des revenus entre les classes ; ensuite, parce que sa liberté de manœuvre résulte d'une volonté politique et d'un choix délibéré."*

Ce n'est pas exact. Oui, il y a augmentation de l'autonomie relative de la sphère financière. Oui, elle reste en dernière analyse "dépendante du secteur productif". Car en système capitaliste, l'origine du profit est la plus-value extorquée dans le procès de production. Mais l'énorme

boursouflure parasitaire que la spéculation, les économies d’armement, de drogue font peser sur le processus productif lui-même, dans des conditions où le marché mondial ne peut se développer, a pour conséquence de nourrir une crise grandissante qui fait de la destruction des forces productives et des nations la condition, et le moyen de dégager des profits supplémentaires, sur la base, en particulier, de la destruction de la force de travail. Pourquoi le cacher (19) ?

---

(19) Dans la même veine, le SU fait de l’économie d’armement une présentation plutôt positive : « *Ce “keynésianisme militaire” états-unien, remarquable par l’ampleur de l’intervention de l’Etat et la relance de l’endettement public, soutient la demande intérieure et les secteurs stratégiques de l’économie américaine qui travaillent aussi massivement pour les exportations.* »

Passage tout à fait remarquable ! Le keynésianisme est une théorie bourgeoise qui prétend relancer l’activité économique par l’intervention de l’Etat, le recours à des volants d’entraînement de l’économie sans toucher aux ressorts mêmes du régime de la propriété privée des moyens de production.

Il est significatif que le keynésianisme des années 1930 aux Etats-Unis, utilisé pour sortir de manière volontariste de la crise de 1929-1930, non seulement

n’a pas été à même d’empêcher la marche à la guerre, mais même préparait comme nouveau moyen d’entraînement parasitaire de l’économie capitaliste l’engagement dans la guerre elle-même et l’économie d’armement.

Il y a toutefois une différence entre le keynésianisme et l’économie d’armement. Le keynésianisme, même au prix de moyens artificiels, a dans son principe un rapport avec la tentative de relancer la machine productive. L’économie d’armement a pour caractéristique qu’elle vise à relancer de manière artificielle l’économie capitaliste, mais par la production (et donc, au bout du compte, la consommation) de “*forces de destruction*”, comme Marx les appelait. Et ces forces destructrices, qui sont tournées non pas vers la production de nouvelles richesses, mais vers leur destruction en masse, ont comme conséquence de peser lourdement sur l’économie (et la facture est payée très cher), mais aussi de devoir être “consommées” sur le seul terrain où elles peuvent l’être, c’est-à-dire sur le terrain de la guerre, de la destruction en masse des forces productives et de l’humanité elle-même.

Utiliser à propos de cette économie d’armement, qui connaît un essor gigantesque, le terme de “keynésianisme militaire”, se contenter de noter l’ampleur de l’intervention de l’Etat et le fait que cela soutient la demande intérieure et les secteurs stratégiques de l’économie américaine, outre que cela est hautement discutable, c’est malgré tout donner un signe plus, du point de vue du développement économique, à ces économies d’armement. Un signe plus à une mécanique qui entraîne l’humanité vers la ruine et la destruction !

## 2. A propos de la place de l’impérialisme américain, de la guerre et de l’existence des nations

Le projet de résolution du Secrétariat unifié évoque “*la volonté hégémonique renforcée de l’impérialisme américain*”. Une “volonté” ? Un peu plus qu’une “volonté”, nous semble-t-il...

Le texte du Secrétariat unifié est écrit à quelques semaines du déclenchement de la guerre contre l’Irak. L’impérialisme américain apparaît plus que jamais comme déterminé à remettre en cause partout dans le monde l’existence même des nations et toutes les bases de la civilisation humaine. Cela est ramené par le Secrétariat unifié à une “volonté hégémonique”.

Il y a à cela une certaine logique. Ayant, on l’a vu plus haut, remis en cause l’analyse de Lénine sur l’impérialisme, le Secrétariat unifié doit coûte que coûte peindre la réalité du début du XXI<sup>e</sup> siècle aux couleurs du capitalisme dans sa phase ascendante, lorsque différents groupes capitalistes et différents Etats se disputaient le marché mondial dans un rapport plus ou moins équilibré. C’est à cette véritable falsification de la réalité que s’attache, non sans contradictions, le document du Secrétariat unifié.

On y lit, par exemple, que le “*noyau central de l’impérialisme*” est constitué

par “le règne des sociétés transnationales”. Qu’est-ce que cela signifie ?

Si le cœur de l’impérialisme était l’existence de sociétés transnationales qui ne soient pas reliées à une bourgeoisie plutôt qu’à une autre, il faudrait en conclure qu’il n’existe plus de bourgeoisie nationale défendant ses intérêts sur le marché mondial.

C’est vers cela que conduit l’analyse du SU, qui affirme que le nouveau statut des sociétés transnationales “leur confère une puissance accrue vis-à-vis des gouvernements et des Etats dans lesquels s’exerce leur activité”. Dans certaines limites ! Certes, la plupart des bourgeoisies — y compris des bourgeoisies impérialistes — ont tendance à renoncer les unes après les autres à leurs prérogatives, et à plier le genou (pour ne pas dire plus) devant la pression de l’impérialisme américain.

Mais la bourgeoisie américaine, avec ses contradictions comme toute bourgeoisie, réagit comme bourgeoisie. Les sociétés transnationales elles-mêmes sont d’abord et avant tout le résultat de la domination de la bourgeoisie américaine sur l’économie mondiale. Les chiffres indiquent la prédominance absolue des sociétés américaines parmi les premières sociétés mondiales.

Cela est quasiment occulté dans l’analyse du SU, pour qui “les grands trusts du monde s’appuient sur la puissance de leurs Etats pour faire prévaloir leurs intérêts”. Leurs Etats, à égalité ? Tous les Etats à égalité font prévaloir leurs intérêts ?

A propos de la mise en place de l’OMC, le SU récidive :

“Dans un contexte de forte croissance des échanges internationaux, cet organisme, ni élu ni contrôlé, arbitre désormais le commerce mondial à l’aune de critères strictement libéraux où pays riches et pays pauvres se retrouvent sur un pied d’égalité.”

Passons sur la “forte croissance des échanges internationaux” : il y a une forte croissance des échanges internationaux de monnaie, de mouvements spéculatifs, de drogue, d’armes, une forte croissance de délocalisations vers des pays où le “coût du travail” est moindre... Passons.

Mais peut-on dire de l’OMC qu’elle “arbitre le commerce mondial à l’aune de critères strictement libéraux où pays riches et pays pauvres se retrouvent sur un pied d’égalité” ?

Quelle égalité ? L’OMC est un instrument de la pénétration du capital américain. Le “pied d’égalité”, bien évidemment, favorise les pays où le niveau de productivité est le plus élevé. L’OMC est un instrument de la domination de l’impérialisme, et d’abord de l’impérialisme américain, sur le monde. Est-il possible de ne pas le dire (20) ?

Est-il possible de ne pas dire que toute la situation mondiale est marquée par la politique de domination de l’impérialisme américain, qui en arrive au stade où, maintenant, il remet en cause l’existence de tous les Etats, de toutes les nations, et précipite le monde entier sur la voie de la dislocation et du chaos ?

---

(20) Un peu plus loin, le SU — qui n’est pas à une contradiction près — écrit que “les pays du Tiers Monde se voient opposer des barrières à l’entrée de leurs produits sur les marchés des pays les plus riches, alors que ceux-ci font sauter, sous pression de la dette et du FMI, les obstacles à l’invasion de leurs produits industriels et agricoles”. Où est l’“égalité” dont on parle ailleurs ? A vrai dire, toute l’analyse du Secrétariat unifié semble guidée par une extrême sous-estimation (pour ne pas dire plus) du poids de l’impérialisme américain à l’échelle mondiale. Il est vrai, d’ailleurs, que, dans la dernière période, on avait trouvé dans les publications du Secrétariat unifié des formulations pour le moins stupéfiantes dans leur caractère positif vis-à-vis de la politique nord-américaine.

Par exemple, concernant la Palestine, *Rouge*, n° 1939 (4 octobre 2001), page 2, affirme : “Par un de ces paradoxes dont l’histoire a le secret, le redéploiement militaire des Etats-Unis s’accompagne d’initiatives desserrant quelque peu l’état dans lequel le peuple palestinien se trouvait jusqu’alors.” Cela est écrit à la veille des invasions meurtrières de villages palestiniens par les chars et les soldats de Tsahal. Et Warshawski, l’un des responsables du Secrétariat unifié, indiquait dans *Rouge* (23 novembre 2000) comme l’une des issues possibles pour l’Etat d’Israël “l’acceptation de la présence d’une force internationale d’interposition” et commentait : “Une force d’interposition internationale serait sans aucun doute la moins coûteuse (...). Une intervention internationale ne servirait pas seulement à arrêter le massacre des Palestiniens, mais aussi à limiter le nombre de victimes du côté israélien, qui ne va cesser d’augmenter, comme le confirme le dernier attentat de Gaza.”

---

## LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ COUVRE LA MARCHÉ À LA GUERRE

---

De manière stupéfiante, le passage du texte du Secrétariat unifié qui traite de la marche à la guerre est consacré pour l'essentiel au... groupe Ben Laden et à sa dénonciation.

On y lit :

*“Suite à l’attaque terroriste du 11 septembre 2001, l’impérialisme américain a lancé une vaste contre-offensive, qui marquera fortement la situation mondiale dans les années à venir.”*

Affirmation prolongée de la manière suivante :

*“L’agression américaine, au départ acte de vengeance militaire contre tout un peuple au nom de la punition de sa classe dirigeante (...), visait à éliminer le courant fondamentaliste du type Ben Laden.”*

Si donc l'impérialisme américain s'est lancé dans une guerre totale contre les peuples du monde entier, c'est en résultat de l'attaque terroriste du 11 septembre ? Qui peut croire à pareilles fadaïses ? Le 11 septembre a tout juste fourni le prétexte nécessaire, surgi dans des conditions qui gardent d'ailleurs leurs zones d'ombre. L'attaque du 11 septembre était un besoin nécessaire pour la classe capitaliste américaine, confrontée aux contradictions issues de la décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production. C'est un moyen, pour l'impérialisme, de chercher à imposer ses plans fondamentaux par d'autres voies que les voies “classiques” utilisées jusque-là, et qui se sont révélées insuffisantes.

Prétendre que l'agression américaine visait à “éliminer le courant fondamentaliste du type Ben Laden”, c'est prendre l'apparence des choses pour leur réalité. *Le Figaro* (12 octobre 2001) rappelait que la CIA avait “non seulement soutenu, mais encadré Oussama Ben Laden” au début des années 1980, en Afghanistan. “Oussama Ben Laden a longtemps séduit la CIA”, insiste *Le Figaro*. Après une vague d'attentats en Afrique, en 1998, contre des ambassades américaines attribués à Ben Laden, “les investigations ont provoqué une certaine gêne” :

*“En suivant la piste islamiste, le FBI est tombé à plusieurs reprises sur des indices et des montages mettant indirectement en cause la CIA”,*

assure le journaliste Richard Labevière, cité par *Le Figaro*. “Juillet 2001 : Ben Laden rencontre la CIA à Dubaï”, titre à nouveau ce journal, le 31 octobre 2001 :

*“Le représentant local de la CIA, que beaucoup connaissent à Dubaï, a été vu empruntant l’ascenseur principal de l’hôpital pour se rendre dans la chambre d’Oussama Ben Laden.”*

Durant toute l'année 2001, d'après le site Internet de CNN, le gouvernement américain de George W. Bush a remis au total 124,2 millions de dollars au régime des talibans afghans, qui abritaient Ben Laden. Le dernier versement, d'un montant de 43 millions de dollars, a été annoncé par Colin Powell en personne, en mai 2001, suscitant des réactions indignées dans la grande presse américaine (*Los Angeles Times*, 22 mai 2001) en raison du caractère obscurantiste du régime afghan.

Il a fallu plus d'un mois, après les attentats du 11 septembre 2001, pour que la banque d'affaires américaine Carlyle, dirigée par Frank Carlucci, un ancien secrétaire à la Défense, interrompe ses relations avec la famille Ben Laden, selon le *New York Times* (26 octobre 2001). Carlyle employait alors l'ancien secrétaire d'Etat, James Baker, et occasionnellement George Bush, ancien président des Etats-Unis et père de l'actuel président.

Alors, comment le SU peut-il affirmer que l'intervention américaine

*“visait à éliminer le courant fondamentaliste du type Ben Laden, même si celui-ci défend le capitalisme, en étant lié à des fractions bourgeoises et à des secteurs de différents appareils d’Etat réactionnaires, telles la monarchie saoudienne et les dictatures pakistanaise et soudanaise” ?*

Certes, certes, mais ce courant, cela est public, est lié d'abord et avant tout aux dirigeants des Etats-Unis eux-mêmes. Pourquoi ne pas le dire ? Pourquoi occulter ce fait essentiel ?

Le texte du Secrétariat unifié poursuit :

*“Le discours de ce courant politique est fanatiquement religieux et anti-occidental, plutôt qu’anti-impérialiste, et antisémite plutôt qu’antisioniste.”*

*Fondamentalement opposé aux droits démocratiques fondamentaux et à l'égalité des femmes, il veut instaurer un régime théocratique ultra-réactionnaire."*

Certes, certes, mais tout cela, n'est-ce pas le produit direct de l'impérialisme américain ? Non, l'intervention militaire américaine n'a aucunement pour objectif d'"éliminer" un courant que les États-Unis ont fabriqué, comme ils en fabriqueront d'autres. La guerre engagée en Afghanistan, la concentration de centaines de milliers d'hommes dotés d'armements sophistiqués aujourd'hui en Irak n'ont que peu de chose à voir avec Al-Qaïda. Il s'agit de dépecer l'Irak après avoir fait de l'Afghanistan un désert politique et institutionnel. Ils le disent eux-mêmes : la guerre en Irak a pour objectif de morceler ce pays en quatre, six ou sept parties, et, au-delà de l'Irak, ce sont toutes les nations du Moyen-Orient qui seront démantelées. Déjà, la crise irakienne a porté au cœur même de l'Union européenne les facteurs de dislocation et d'affrontement, qui découlent inévitablement de la volonté de l'impérialisme américain d'asseoir une domination sans partage sur les ruines de la civilisation humaine.

---

### **"LES PHASES DE PROSPÉRITÉ S'ALLONGENT" !**

---

La mondialisation, ce n'est pas l'unification du monde, c'est exactement l'inverse : c'est sa dislocation, son atomisation ; c'est l'atroce décomposition des nations sous les coups de boutoir de l'impérialisme ; c'est le développement des guerres ethniques et tribales en Afrique, dans les Balkans et ailleurs (21).

Mais de tout cela, le Secrétariat unifié n'a cure.

Pour lui, *"la mondialisation implique une avancée radicale dans l'internationalisation productive"*, laquelle a pour conséquence, *"singulièrement aux États-Unis"*, que la *"restructuration fonctionne (...)"* comme facteur d'allongement de ses phases de prospérité". "Prospères", les États-Unis, dans un monde où ne cesse d'avancer l'*"avancée radicale dans l'internationalisation productive"* !

"Prospères", les États-Unis, avec leurs 40 à 50 millions de pauvres officiels, avec les licenciements en masse ! Elle avance, *"l'internationalisation productive"*, avec les liquidations par millions d'emplois industriels !

Avec une récession qui s'annonce comme l'une des plus profondes de l'histoire du capitalisme, dans un monde en

---

(21) Faut-il rappeler ici que le SU a naguère soutenu l'UCK au Kosovo, au nom du prétendu *"droit à l'autodétermination des Albanais de Serbie"*, alors qu'en réalité, l'UCK n'était qu'une bande armée mafieuse directement agent de la CIA et du FBI ? Dans le n° 1826 de *Rouge* (6 mai 1999), l'hebdomadaire de la LCR assure que *"l'amélioration du rapport de force sur le terrain passe par l'armement de l'UCK"*, ou encore, dans le n° 1822 : *"Il faut donner les moyens aux Albanais et à l'organisation militaire de reconquérir leur droit de vivre au Kosovo, et de faire reculer les Serbes."* Rouge parle ici d'une région où les bombardements et l'intervention militaire sous l'égide de l'OTAN et l'ONU font des milliers de victimes dans la population yougoslave, serbe, albanaise... Encore cet amalgame entre les masses et les appareils, les gouvernements. Les "moyens" ont été fournis par l'OTAN et l'ONU, *Le Monde* (20 mai 1999) se félicitant du fait que *"l'armée de libération du Kosovo, l'UCK, a reçu le soutien propice de l'OTAN, qui a justement bombardé des positions yougoslaves dans la région"*. Mais concernant le soutien apporté à l'UCK, le Secrétariat unifié pouvait difficilement plaider l'ignorance, car au même moment (20 mai 1999), le *Wall Street Journal* en donnait le contenu et le rôle réels : *"L'UCK a évolué du statut d'organisation hors la loi à celui d'un allié ad hoc en Yougoslavie (...). Considérée l'an dernier encore par les officiels occidentaux comme un groupe terroriste, l'UCK est aujourd'hui acceptée comme un partenaire de l'OTAN, menant la guerre terrestre contre le président Slobodan Milosevic. De plus, les alliés considèrent que l'UCK doit être intégrée dans le paysage politique lorsque les combats s'achèveront."* Le Secrétariat unifié rejoint ce groupe des "alliés", ayant participé à une réunion officielle à Pristina sous patronage de l'ONU, l'OTAN, l'OSCE, pour installer la Ligue démocratique du Kosovo, c'est-à-dire le protectorat de l'OTAN sur le Kosovo. Problème : l'UCK manque d'argent, car *"beaucoup de patriotes kosovars qui vivent à l'étranger versent au mouvement plus modéré. Cela laisse à l'UCK des sources comme Princ Dobrochi, qui se proclame le pourvoyeur de l'UCK, mais qui est aujourd'hui en prison à Prague (...). La police tchèque considère que cet Albanais de 35 ans fournissait des armes à l'UCK financées par le trafic de drogue (...). Cette ombre d'association criminelle pèse sur la récente légitimité de l'UCK (...). M. Dobrochi est considéré par la police tchèque comme l'un des plus grands barons du trafic d'héroïne d'Europe."* Et l'on a vu depuis comment cette organisation a poursuivi son installation comme pourvoyeuse de drogue et de prostitution pour toute l'Europe.

guerre et littéralement disloqué ! “Prospère”, l’humanité, à l’heure où, de manière anodine, Andrew Cord, le secrétaire général de la Maison-Blanche, menace allègrement l’humanité d’un cataclysme nucléaire : “Washington n’exclut pas le recours à l’arme nucléaire” contre l’Irak (AFP, 26 janvier 2003).

Dans quel monde vivent donc les dirigeants du Secrétariat unifié ? Certainement pas dans le monde réel. Certainement pas dans celui de la classe ouvrière et des peuples, qui souffrent du talon de fer chaque jour plus écrasant d’un impérialisme décomposé. Sans doute ce texte a-t-il été élaboré dans les salons feutrés et les antichambres du Parlement européen.

Finalement, revue et corrigée par les spécialistes du Secrétariat unifié, “l’hégémonie américaine” se réduit à ces deux facteurs : “le dollar et la guerre”. Mais même ainsi évoquée, c’est pour en minimiser la signification. C’est ainsi que le Secrétariat unifié estime que

« l’instauration du “nouvel ordre mondial” impérialiste, en particulier sa hiérarchisation globale et rigide, a eu besoin de deux guerres (Irak, Balkans) et deux interventions militaires (Panama, Haïti) pour se mettre en place ».

Deux guerres seulement ? Deux interventions seulement ? Il y a plus de 70 pays en guerre dans le monde aujourd’hui ! L’impérialisme américain n’y est pour rien ?

La puissance de l’impérialisme américain est ainsi analysée :

« Avec la force de leur “nouvelle économie” et du dollar, ce sont les facteurs militaires et culturels (médias, musique, communication) qui ont imposé les Etats-Unis comme la clé de voûte du capitalisme mondialisé. »

La “clé de voûte”, certes, mais sur quelle base ? Celle du développement impétueux de cette nouvelle étape du capitalisme ? Ou une “clé de voûte” reposant sur la base de la marche à la barbarie et de la destruction en masse des forces productives ?

---

## LE RENOUVEAU DES “BLOCS”

---

Résolument, obstinément, le Secrétariat unifié se refuse à reconnaître que la

décomposition du capitalisme impérialiste depuis près d’un siècle a abouti à une suprématie absolue du capitalisme américain — ce qui ne veut pas dire sans contradictions — écrasant sur son passage les velléités des bourgeoisies nationales concurrentes de préserver leurs parts de marché. La manière, en particulier, dont l’impérialisme américain remet en cause partout l’existence des Etats et des nations est niée par le texte du Secrétariat unifié.

Celui-ci se limite à relever “la montée des contradictions entre puissances impérialistes”. Et d’expliquer :

“La nouvelle structure du capitalisme mondialisé porte en germe un approfondissement considérable des rivalités inter-impérialistes entre les trois blocs économiques régionaux, chacun autour d’une des trois grandes puissances économiques.”

“En germe” ? Si la situation n’était pas aussi tragique, il y aurait vraiment de quoi rire. Sur un plan économique, le Japon, puis l’Allemagne, aujourd’hui la France, se trouvent totalement laminés par la pression de l’impérialisme américain. “En germe”. Sur le plan politique, il a suffi que Schröder et Chirac élèvent des réserves bien limitées sur un engagement militaire en Irak pour que se déchaînent les représentants de l’impérialisme américain, menaçant la “vieille Europe” des pires foudres, dressant huit, puis dix pays de l’Union européenne ou candidats à y entrer contre la France et l’Allemagne. Et tout cela, c’est “un approfondissement en germe” des rivalités interimpérialistes entre trois blocs économiques régionaux ?

Reposons la question : dans quel monde vivent les dirigeants du Secrétariat unifié ? Dans quel monde, où il n’y a à ce point aucune prise sur la réalité que n’importe quel travailleur peut constater quotidiennement ?

Qu’en est-il de ces trois blocs, de ces “trois grandes puissances économiques”, et des rivalités “en germe”, qui, peut-être, pourraient s’approfondir ? Poursuivons notre lecture.

Premier bloc bien sûr, les Etats-Unis, « seule puissance “globale” », qui

“assurent la stabilité et la pérennité du système d’exploitation, tout en abusant de cette position de force pour imposer leur loi à leurs rivaux”.

Ainsi donc, les Etats-Unis “assurent la stabilité du système d’exploitation” ? Qui avait remarqué que le système d’exploitation était stable aujourd’hui ? Ne sommes-nous pas, au contraire, entrés dans une période de totale instabilité, où la politique de l’impérialisme — qui vient de sa propre crise — accroît et approfondit précisément l’instabilité de la situation mondiale ? Incroyable !

Deuxième bloc, le Japon. Celui-ci, écrit le texte du SU, est “*depuis dix ans (...) frappé d’une stagnation économique, liée à l’incapacité de surmonter les effets d’une bulle spéculative et une gigantesque crise bancaire*”.

Voyez-vous cela : la crise au Japon ne serait pas du tout liée à la politique américaine écrasant le Japon et faisant financer par lui l’énorme dette externe des Etats-Unis ! De toute façon, qu’on se rassure, cette crise est temporaire :

*“Cette conjoncture cache pour le moment la persistante puissance industrielle et financière du Japon, épicerie d’une des zones (est-asiatique) les plus dynamiques de l’économie mondiale.”*

Une des plus dynamiques, en effet, puisque le SU place, dans cet ensemble, ce qu’il appelle “*la dynamique chinoise*”, sur la réalité de laquelle nous reviendrons plus loin. C’est d’ailleurs l’un des problèmes posés au Japon, puisque, selon le Secrétariat unifié, le Japon doit “*à moyen terme*” se préparer

*“à affronter la constitution d’une nouvelle puissance politique et économique Chine/Hong-Kong/Taiwan, ce qui bouleverserait radicalement les équilibres en Asie et dans le Pacifique” (22).*

---

## DANS LES SALONS FEUTRÉS DE L’UNION EUROPÉENNE

---

Troisième bloc, l’Europe. Selon le Secrétariat unifié, “*les bourgeoisies européennes ont remporté un succès incontestable par l’adoption de la monnaie unique*”, grâce à laquelle l’Union européenne peut “*devenir plus concurrentielle sur le marché mondial*”. Et de préciser : “*Le marché unique avance en particulier sur l’harmonisation des marchés finan-*

*ciers.*” Sur le plan diplomatique et militaire, “*depuis la guerre du Kosovo, l’UE se fixe comme objectif de constituer une force armée indépendante des Etats-Unis*”.

Stupéfiant !

La monnaie unique ? Faut-il le rappeler, elle a été mise en place avec la Banque centrale européenne, elle-même totalement subordonnée à la Réserve fédérale américaine. Les mouvements de l’euro sont déterminés “en creux” par les mouvements du dollar. Ce sont les besoins de l’économie américaine qui

---

(22) C’est une constante de l’analyse “théorique” du Secrétariat unifié que d’inventer à chaque étape de nouveaux impérialismes, qui viendraient damer le pion aux anciens. Dans les années 1960-1970, Ernest Mandel a successivement décrit le Japon, puis l’Iran, puis le Brésil et quelques autres pays comme étant les nouveaux eldorados du capitalisme, qui supplanteraient les vieux impérialismes et en particulier l’impérialisme américain. Lu dans *Inprecor*, octobre 1974, sous la plume d’Ernest Mandel, principal théoricien du SU : “*Nous avions surpris, et sans doute quelque peu choqué, en affirmant que nous assistions à la naissance d’un nouveau capital financier autonome arabe et iranien du fait de l’énorme et rapide accumulation de capitaux à laquelle la hausse du prix du pétrole donnait lieu dans les mains des classes possédantes de ces pays. Depuis lors, ce qui était signalé comme une tendance potentielle s’est pleinement épanoui. L’achat par le shah d’Iran de 25 % du trust ouest-allemand Krupp a été en quelque sorte le signal largement perçu de l’apparition d’un nouveau secteur indépendant du capitalisme international.*

*Les affirmations qui s’accumulent couramment sur le comportement des classes possédantes qui touchent les revenus d’exportation du pétrole ne laissent pas le moindre doute sur le fait que des secteurs déterminés de ces classes sont en train de dépasser le stade du parasitisme et commencent à se comporter comme des représentants typiques du capital financier. Le cas de la bourgeoisie iranienne, désormais représentée au conseil d’administration du trust Krupp, n’est nullement un exemple isolé.*

*Dans les pays arabes mêmes, le capital financier arabe associé à de grands monopoles impérialistes est engagé dans toute une série de projets industriels majeurs.*

*De véritables banques et compagnies d’investissements sont créées à des fins de financement de projets industriels et autres, où le capital financier arabe et iranien est associé, généralement de façon majoritaire, au plus grand nom du capital financier impérialiste (...). Le bilan est clair. Il s’agit d’activités d’un capitalisme financier entreprenant, non de celles de rentiers parasitaires.”*

Evoquant “*la constitution d’un nouveau capital financier arabe et iranien*”, Mandel souligne que ce qui unit “*toutes ces classes possédantes*”, c’est une

déterminent les mouvements de la préten- due monnaie européenne.

Le “marché unique” est un instrument de la pénétration des besoins des multinationales américaines (par exemple : des fonds de pension californiens). Quant à la force armée de l’Union européenne indépendante des Etats-Unis... qui peut nier que l’accord de partenariat entre l’Union européenne et l’OTAN scelle la place de supplétif de l’Union européenne ?

Lorsque, dans les premiers jours de février 2003, les gouvernements allemand et français font valoir leurs réserves quant à un engagement militaire en Irak, avec quelle rapidité les chefs d’Etat et de gouvernement de huit autres pays européens se sont-ils dressés contre les deux précédents, affirmant avec Aznar, Blair et quelques autres : nous sommes et resterons des supplétifs de l’armée américaine, nous ferons jusqu’au bout le travail que nous demande Bush...

N’importe quel travailleur ou jeune qui a des yeux pour voir et des oreilles pour entendre comprend cela. N’importe quel travailleur, mais pas le Secrétariat unifié, qui écrit que

« *la volonté des classes dominantes d’avancer vers une “Europe-puissance” implique une réforme des institutions, aujourd’hui très hybrides, débouchant sur une véritable direction politique supranationale* ».

Et le document pabliste de préciser :

“*L’Union européenne est parvenue à se doter d’un embryon d’appareil d’Etat supranational, entouré d’une série de coordinations inter-étatiques de plus en plus cohérentes. Mais la construction est en transition et fragile. Elle est parcourue par de fortes contradictions entre les (grands) Etats membres. Elle est en recul par rapport à la démocratie parlementaire. Sa légitimité reste très limitée parmi les populations à cause de sa politique antisociale virulente. En même temps, la dynamique se poursuit, propulsée par la globalisation capitaliste générale et les besoins du grand capital européen. Elle est obligée d’affronter les obstacles et d’avancer, car reculer mènera à une grave crise qui mettrait en danger les acquis (en particulier l’union monétaire).*”

Si l’on comprend bien, l’Europe serait, sur la base de l’unification des marchés, en train de se constituer en une nation.

---

## SUR LES ÉTATS-UNIS D’EUROPE

---

Du point de vue des marxistes, si tel était le cas, un tel processus devrait être soutenu, car il irait dans le sens du développement des forces productives (23).

Mais une telle hypothèse est totalement impossible à l’époque du capitalisme parvenu au stade de l’impérialisme. Précisément parce que la survie du régime de la propriété privée des moyens de production est impuissante à permettre le développement des forces productives, l’Union européenne se constitue comme un ensemble supranational, non pas sur la base des garanties sociales arrachées dans le cadre de chacune des nations, mais sur

---

“*redistribution majeure de la plus-value extraite au prolétariat et au semi-prolétariat : redistribution aux dépens de la bourgeoisie impérialiste et au profit de la bourgeoisie de certains pays semi-coloniaux*”. Rien que ça ! Les Etats-Unis, l’Allemagne et la France distancés par les pays du Moyen-Orient, par l’Iran ou par les pays d’Amérique latine ! Ce n’est vraiment pas l’impression qui se dégage de ces vingt-cinq dernières années ! (*citations et commentaires tirés de Lutte des classes et mondialisation, page 143, SELIO*).

Au congrès mondial précédent du SU, en 1995, le Japon était désigné comme au coude à coude avec l’impérialisme américain, accompagné de l’Allemagne. Aujourd’hui, en 2003, c’est l’Europe, d’un côté, et la Chine, de l’autre, qui se poseraient en concurrentes sérieuses de l’impérialisme américain. Il est évident que ces “théories” viennent étayer l’idée d’un développement impétueux et quasiment inépuisable du capitalisme, puisque, à chaque étape, de nouveaux impérialismes viennent supplanter les anciens, sur la base — on le suppose — d’un développement supérieur des forces productives. Seulement voilà, cette gymnastique intellectuelle suppose une absolue amnésie politique. Car il suffit de rappeler au Secrétariat unifié ses théorisations antérieures pour poser la question : mais au fait, messieurs, que sont devenus vos impérialismes dominants précédents ? Où sont-ils passés ? (D’autres que Mandel l’ont suivi sur cette voie, avec la même méthode. C’est ainsi que l’ex-trotskyste Pierre Broué a multiplié les écrits, et même consacré un livre à Mikhaïl Gorbatchev, supposé porter l’espoir du retour à un socialisme authentique. Gorbatchev, en l’occurrence, n’a été que l’un des maillons de la chaîne qui a livré la propriété sociale au pillage mafieux sous l’égide de l’impérialisme.)

(23) L’hypothèse d’un tel soutien n’est nullement théorique, car c’est ce que font quotidiennement les “députés” pablistes au “Parlement” européen, où, par leur participation assidue, disciplinée, continue et responsable, ils apportent un soutien précieux à la “construction européenne”.

la base du démantèlement des nations.

Un progrès historique serait effectivement la constitution d'Etats-Unis d'Europe, d'Etats-Unis des nations libres d'Europe intégrant tout ce qui, dans chaque nation, a été acquis comme degré le plus élevé de conquêtes ouvrières et démocratiques, et cherchant à l'insérer dans un ensemble.

Mais à l'époque du capitalisme impérialiste, la constitution d'Etats-Unis d'Europe est hors de propos. De tels Etats-Unis d'Europe, fondés sur l'union libre des nations libres, respectant et intégrant tout ce qui, dans chaque nation, a été acquis comme le degré le plus élevé de la civilisation, ne peut se réaliser que sur la base de la rupture avec les institutions existantes, celles de l'Union européenne, du FMI et de la Banque mondiale ; sur la base de la rupture avec le joug de la propriété privée des moyens de production.

Au bout du compte, la tâche démocratique de la constitution de tels Etats-Unis d'Europe, fondés sur le plus haut degré de civilisation et de conquêtes ouvrières et démocratiques arrachées dans chaque nation, ne sera possible que dans le mouvement même par lequel la classe ouvrière, prenant en main l'avenir des nations européennes, s'émancipera du joug du régime de la propriété privée des moyens de production et avancera sur la voie de leur socialisation.

A l'opposé de cette analyse, fondée sur la théorie de la révolution permanente, le Secrétariat unifié, prétend que

*“la rivalité avec les Etats-Unis est un important stimulant pour l'édification d'un Etat européen. (...) Le grand capital européen ne peut reculer dans sa tentative de se doter d'un Etat européen impérialiste. Cela débouche inmanquablement sur une tentative de rééquilibrer la suprématie actuelle des Etats-Unis. Ce qui n'ira pas sans frictions et conflits.”*

“Frictions et conflits”, c'est certain. Mais où le plus myope des dirigeants du SU peut-il prétendre avoir aperçu l'ombre d'un début d'“Etat européen” (24) ?

Qui peut nier que l'Europe n'est qu'une courroie de transmission du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale ? Qui peut nier que l'Union européenne, dont les fondements ont été

jetés par le plan Marshall, est un instrument de l'impérialisme américain ? Et que, loin de bâtir un Etat, elle a pour fonction de détruire les nations existantes (Europe des régions) et de contribuer à en “réformer” les Etats, en y détruisant toutes les conquêtes que le combat ouvrier et démocratique y avait inscrites, pour les

(24) Cette valorisation de l'Union européenne se retrouve dans l'analyse des rapports entre l'Union européenne et les Etats-Unis, concernant la situation en Russie. Il est indiqué que l'insertion de la Russie dans le marché mondial “est un processus heurté et conflictuel où intervient à son tour la rivalité entre les Etats-Unis et l'Union européenne”. De quelle manière s'opère cette rivalité ? D'un côté, “l'UE, l'Allemagne en tête, essaye d'opérer un rapprochement diplomatique et économique dans une relation apaisée”, tandis que, d'un autre côté, “les USA visent ouvertement à encadrer la Russie dans le cadre de leur politique d'hégémonie mondiale”.

Si l'on comprend bien, les députés européens Krivine et Vachetta recommandent au gouvernement russe de privilégier la “relation apaisée” avec l'Union européenne, plutôt que la politique “d'hégémonie mondiale” des Etats-Unis.

Il faut bien que nos eurodéputés justifient leur place et essaient de faire valoir la nécessité qu'il y aurait à ce qu'ils soient réélus dans les élections européennes de 2004 !

(25) Ecrire cela ne signifie pas, bien au contraire, qu'il n'y a pas des contradictions, y compris dans la manière dont l'impérialisme américain agit avec l'Europe. Ainsi, il est certain que, jusqu'à un certain point, l'Union européenne a été constituée pour servir de cheval de Troie de l'impérialisme américain, contre les conquêtes ouvrières inscrites dans la lutte de classe dans chaque pays d'Europe, et aussi comme un instrument pour pénétrer les marchés européens et ainsi damer le pion aux bourgeoisies française, allemande, britannique, etc. De ce point de vue, l'impérialisme américain était, jusqu'à un passé assez récent, partie prenante de la mise en place des nouvelles institutions de l'Europe. Et pourtant, la crise qui s'est développée autour de la marche à la guerre en Irak a eu comme conséquence que l'impérialisme américain ne pouvait tolérer que, même de manière velleitaire et limitée, les impérialismes français et allemand retardent la marche à la guerre et introduisent quelque coin dans l'homogénéité du dispositif impérialiste. En se déchaînant contre les impérialismes français et allemand, en dressant contre eux la majorité des autres gouvernements européens, en déclarant, comme le fait Bush, que “la France est minoritaire en Europe” (ce qui signifie que les Etats-Unis y sont majoritaires : ce qui est exact), l'impérialisme américain mène une politique qui, dans les faits, va rendre difficile la mise en place d'une Constitution européenne et d'institutions renforcées, dans lesquelles, théoriquement, la France et l'Allemagne devaient occuper une place majeure. On risque donc d'être conduits à une certaine forme de relâchement des institutions européennes, de manière à ce que, étant

réduire à leur stricte fonction de répression anti-ouvrière (25) !

L'analyse pabliste l'amène, dans la pratique, à minimiser le poids du protectorat américain et à valoriser comme positive l'édification de l'Union européenne (dans laquelle le rôle du Secrétariat unifié est d'établir une dimension sociale qui permettra aux organisations ouvrières de ne plus défendre de manière indépendante les intérêts des salariés, mais d'être partie prenante de l'édification de ces ensembles régionaux nouveaux : d'où les forums sociaux ! — voir plus loin).

---

## IL N'Y A PAS DE SUPER-IMPÉRIALISME

---

*“L'émergence d'un capitalisme mondialisé exigerait un gouvernement mondial pour dominer les contradictions (...), mais un tel Etat-gouvernement reste en dehors de la portée de l'impérialisme”*, lit-on par ailleurs dans le projet de résolution du SU. Affirmation exacte. Mais au fait : pour quelle raison un “gouvernement mondial” est-il une hypothèse irréaliste ?

Pour des raisons que Lénine a longuement explicitées dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, polémique contre la théorie du prétendu “super-impérialisme” défendue entre autres par Kautsky. Il ne peut y avoir de super-impérialisme, expliquait en substance Lénine, en raison de la nature même de l'impérialisme : celui-ci est confronté aux contradictions propres au système capitaliste, à commencer par les contradictions nées de la lutte de classe, d'une part, et les contradictions liées à l'écart grandissant entre le développement des capacités de production et le caractère nécessairement borné du marché, d'autre part.

Il en découle, expliquait Lénine, que, parvenu au stade impérialiste, le capitalisme ne peut travailler à “résoudre” ses contradictions que par et à travers une lutte féroce entre les différents Etats impérialistes et en leur sein, entre les différents groupes de capitalistes, et, en même temps, par une lutte féroce contre les classes ouvrières elles-mêmes. Alors que, dans sa phase ascendante, le capitalisme

répondait à ces contradictions par l'extension du régime de la propriété privée des moyens de production et des marchés à travers le développement des forces productives, à l'époque de l'impérialisme, il ne peut le faire que par des moyens qui, de plus en plus, reposent sur la destruction en masse des forces productives “excédentaires” et l'élimination des groupes de capitalistes plus faibles ou des impérialismes “seconds”. Mais cette tâche, l'impérialisme l'accomplit dans le cadre même de la lutte de classe, qui, à chaque étape, contrecarre cette politique destructrice.

Voilà pourquoi, expliquait Lénine, il ne peut y avoir de super-impérialisme, et voilà pourquoi l'impérialisme, *“l'époque des guerres et des révolutions”*, mettait (et met encore davantage aujourd'hui) la révolution prolétarienne à l'ordre du jour, comme seul moyen pour sauver l'humanité de la marche à l'abîme.

Cette explication, le SU ne peut la fournir, car, pour lui, il n'y a pas de place pour un “gouvernement mondial”... mais... *« les classes dominantes, malgré leurs rivalités, sont acquises à l'idée de mettre en place un “nouvel ordre” impérialiste »*.

Les classes dominantes sont acquises ?  
Quelles classes dominantes sont acquises à quoi, par qui, et dans quelles conditions ?

---

## L'IMPÉRIALISME OUVRE LA VOIE AU CHAOS

---

moins rigides, elles facilitent davantage une intervention différenciée et dislocatrice, au besoin, de l'impérialisme américain. Ainsi s'accroissent tous les facteurs d'instabilité en Europe même : en affaiblissant les impérialismes européens, l'impérialisme américain, certes, sert ses intérêts immédiats, mais en même temps il les dessert en partie, car cela veut dire que ces impérialismes vont être dans une situation beaucoup moins favorable pour prêter main-forte à l'impérialisme américain, en particulier du point de vue du maintien de l'ordre mondial. Et que l'Europe elle-même risque, après l'Afrique, après l'Asie centrale, d'être transformée par la politique de l'impérialisme en un champ clos d'affrontements et de dislocatrice du cadre des nations. L'Europe, demain, sera-t-elle l'Afrique subsaharienne, avec toutes les conséquences de ce qui reposera sur l'impérialisme américain du point de vue du maintien de l'ordre mondial ?

La réalité est autre : la bourgeoisie nord-américaine, la plus puissante du monde, contraignant par tous les moyens à sa disposition les différentes bourgeoisies impérialistes à se subordonner à ses exigences. Lesquelles bourgeoisies impérialistes ne le font pas nécessairement de gaieté de cœur, pas nécessairement non plus sans contradictions. Mais elles n'ont guère le choix : à l'époque de l'impérialisme entré dans la voie de la décomposition, aucune indépendance nationale ne peut être préservée par une autre force motrice que la classe ouvrière.

Les bourgeoisies nationales, non seulement capitulent les unes après les autres devant l'impérialisme américain, mais elles le font en ordre dispersé, disloqué, chaque groupe de capitalistes réagissant en fonction de ses intérêts propres pour obtenir une place moins défavorable dans le cadre mondial fixé par Washington (on vient de le voir avec la dislocation du front des gouvernements d'Europe à propos de la guerre en Irak, front dont on peut prédire qu'au bout du compte, il est probable qu'il se reconstitue, cahin-caha, derrière Bush !).

Ce qui n'enlève rien aux contradictions qui sont celles, générales, de l'impérialisme, et qui, aux Etats-Unis mêmes, déchirent les différents secteurs de la bourgeoisie entre eux, en même temps qu'elles dressent la lutte de classe contre la bourgeoisie (*voir plus loin*).

Oser écrire, comme le fait le SU : « *La globalisation économique, très volatile, a spontanément poussé et valorisé des organes de régulation, aussi bien sur le plan régional-continentale que mondial. La clé de voûte en est le FMI (plus BM) et l'OMC. L'OTAN a amendé sa charte (...). Le G 7 (plus Russie)...* » a quelque chose de stupéfiant !

Spontanées, l'apparition de l'OMC et la multiplication de ces organes internationaux ? Organes "de régulation" ? En aucune manière : organes de pillage, de dislocation, de démantèlement des Etats et des nations.

*tentative de stabiliser et de légitimer ces institutions largement inter-étatiques se heurte à des contradictions importantes*". Mais, détaillant la liste de ces "contradictions", le SU en omet une, la principale : la lutte de classe !

Tout au plus relève-t-il, parmi les contradictions, "l'absence de légitimité démocratique électorale", ou encore "leur légitimité populaire (...) limitée". Bref, si le FMI ou l'OMC étaient "plus démocratiques", si, par exemple, ils étaient composés de personnalités élues (comme le Parlement européen, où siègent Krivine et Vachetta ?), ou à tout le moins si ces institutions étaient "populaires", alors, leur légitimité ne serait pas en cause ? Sans cela... "leur capacité de gouverner la planète sera mise à rude épreuve" !

Terribles "révolutionnaires" que ces responsables du SU, qui osent se revendiquer de la IV<sup>e</sup> Internationale et du trotskysme : ils poussent l'audace jusqu'à menacer les institutions mondiales du capital de... rencontrer des problèmes à gouverner si elles n'introduisent pas une pincée de suffrage universel dans le fonctionnement de leurs innombrables machines à détruire et à déréglementer !

---

## SUR L'ONU

---

Le SU en vient même à regretter la "marginalisation" de l'ONU ! On lit :

« *L'affirmation prépondérante de ces institutions non élues (il s'agit du FMI, de l'OMC, de la Banque mondiale, du G 7 — NDLR), où dominent les organes exécutifs, et la stratégie unilatéraliste des Etats-Unis ont accentué la marginalisation de l'ONU (y compris son Conseil de sécurité), alors que l'ONU (son Assemblée et ses organismes annexes) avait fourni un cadre institutionnel où les pays impérialistes pouvaient être interpellés et "conditionnés", et certaines politiques "progressistes" mises en œuvre.* »

Ainsi donc, l'ONU, qui a organisé les

---

## UNE QUESTION DE "LÉGITIMITÉ" ?

---

Le document du SU concède que "la

(26) Liste des interventions militaires sous mandat de l'ONU depuis 1991 : Irak (1991), Salvador (1991), Cambodge (1991), Somalie (1992), ex-Yougoslavie (1992), Mozambique (1992), Rwanda (1993), Géorgie (1993), Liberia (1993), Haïti (1993), Tchad (1994), Tadjikistan (1994), Bosnie

guerres contre les peuples de Yougoslavie et d'Afrique (26), et dont les résolutions servent de cadre à la prochaine guerre contre le peuple irakien, l'ONU serait un cadre où des politiques de progrès peuvent être mises en œuvre !

Au fait, si l'ONU permet de “conditionner” l'impérialisme, à quoi bon construire un parti ? Il faudrait dire : vive l'ONU ! Comme si l'ONU n'était pas, bien au contraire, un instrument de l'impérialisme ! Comme si les développements de la crise préparant la guerre en Irak ne montraient pas à l'évidence que l'ONU n'est pas un instrument du “conditionnement” de l'impérialisme, mais bien un instrument de conditionnement par l'impérialisme de tous les peuples, de tous les Etats, de tous les gouvernements. L'indépendance de classe passe nécessairement par l'indépendance vis-à-vis de l'ONU !

Par ailleurs, et toujours dans le cadre des résolutions de l'ONU, le texte du Secrétariat unifié regrette que soit “réservé aux seuls pays impérialistes” le droit “à l'ingérence humanitaire dans les affaires d'autres Etats” ! Faut-il commenter ?

Certes, le SU n'ignore pas que l'humanité est à la veille d'une guerre terrible, qui, non seulement menace l'existence du peuple irakien, mais en fait s'inscrit dans une guerre d'ensemble contre toutes les classes ouvrières et tous les peuples, guerre totale aux multiples visages (incluant plus de 70 conflits ouverts, mais aussi, sous d'autres formes, la dislocation des Etats, des nations, la remise en cause de toutes les conquêtes ouvrières et démocratiques, etc.).

Cette véritable troisième guerre mondiale qui ne dit pas son nom devient sous la plume de l'avisé rédacteur pabliste :

*“La politique de guerre et la poursuite de la politique néolibérale : ces deux questions vont dominer la situation mondiale dans les prochains 12-24 mois, et influencer la vie de millions d'êtres humains et l'activité de toutes les forces politiques et sociales.”*

Qu'en termes délicats ces choses-là sont dites ! Tout cela ne durera pas plus de 24 mois, foi de pabliste ! Quant aux millions d'êtres humains, leur vie risque d'être “influencée” ; pas affectée, pas

détruite, pas disloquée, non... seulement “influencée”.

Tout est à l'avenant. La guerre contre l'Irak n'est pas pour le SU une guerre de terreur et d'extermination. Elle n'a pas pour fonction d'essayer d'imposer le talon de fer de l'impérialisme sur les peuples du monde entier. Non :

*« La guerre contre l'Irak pourrait (admirez le conditionnel — NDLR) devenir le test décisif pour les rapports de force, les alignements politiques, les futures lignes de force constituant “un moment de redéfinition” de toute la situation mondiale. »*

“Moment de redéfinition”... de la vie de millions d'hommes, de femmes, d'enfants, qui risque ainsi d'être détruite ! “Moment de redéfinition”... de nations entières dépecées, livrées aux puissances étrangères, pillées, occupées, humiliées, anéanties... “Moment de redéfinition” ! Faut-il être étranger à la souffrance de millions d'hommes et de femmes, d'enfants, pour écrire ainsi ! Faut-il s'être définitivement adapté aux moelleux fauteuils du Parlement européen et à ses épaisses moquettes, où le fracas des guerres et des bombardements ne parvient qu'assourdi, amorti... un vague murmure...

---

## EN TOUTES CIRCONSTANCES, LE CAPITALISME “S'ADAPTE” ?

---

L'idée est sans cesse répétée :

*“Les classes capitalistes poursuivent leur offensive néolibérale tout en adaptant leur politique aux nouvelles difficultés et résistances.”*

Si l'on comprend bien : quand la classe ouvrière ne combat pas ou combat sans succès la politique de la classe capitaliste, elle est responsable (elle, et pas les appareils) de la remise en cause de tous les droits et garanties (voir, plus haut, la responsabilité des “défaites”) ; mais si, d'aventure, des “difficultés” ou des “résistances” (on suppose que, parmi une multitude de difficultés et de résistances, il y a

---

(1995), Angola (1995), Guatemala (1997), Sierra Leone (1998), République Centrafricaine (1998), Kosovo (1999), Congo (1999), Ethiopie (2000), Timor-Oriental (2002).

peut-être, dans l'esprit du rédacteur pabliste, l'ombre de la trace de la lutte de classe des opprimés et des exploités ?) entravent quelque peu "l'offensive néolibérale"... pas de problème pour le capitalisme : il "s'adapte".

Bref, selon la formule bien connue, la classe capitaliste est placée, selon le SU, devant l'alternative : "Pile, je gagne, et face, tu perds" !

Exagérons-nous ? Selon le SU, la décennie 1980-1990 a été marquée par "un succès éclatant pour le capital". La décennie 1990-2000, elle, a été une "décennie de croissance aux Etats-Unis", marquée également par "la reprise économique des dernières années en Europe" et aussi "l'insertion partielle de la périphérie". Certes, ces succès miraculeux d'un capitalisme plus florissant que jamais « n'ont en rien profité aux masses populaires appelées à faire "des sacrifices" pour relancer la machine ». Mais qu'importe, l'essentiel n'est-il pas ce dynamisme du système capitaliste, qui rebondit quels que soient les problèmes ? D'ailleurs :

« *Surfant sur ce rapport de forces (lequel, au fait ? — NDLR), la classe capitaliste n'a aucune intention, au moment où la récession arrive, de partager "les fruits de l'expansion".* »

Sans blague ?

« *Au contraire, les "difficultés" économiques du moment fournissent l'alibi pour continuer et renforcer point par point les recettes du néolibéralisme.* »

Arrivé à ce stade de la lecture, le militant ouvrier — si tant est qu'il en existe qui aillent jusqu'au bout de cet indigeste pavé — se posera la question : mais alors, que faire si, aussi bien en période de croissance qu'en période de récession, les capitalistes retombent toujours sur leurs pieds ? Quelle issue pour les travailleurs ?

---

## AMÉNAGER, MAIS RESPECTER LE RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES MOYENS DE PRODUCTION

---

A cette question, le texte du SU apporte une réponse somme toute logique : hor-

mis une once "d'humanisation", il n'y a pas d'alternative à la décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. Et surtout, pas une alternative qui s'appellerait la révolution prolétarienne (terme et idée absents de tout le document du SU).

Logique avec cette analyse, la politique du Secrétariat unifié s'oriente désormais de manière systématique vers l'"altermondialisation" : une autre mondialisation. Ou, pour reprendre leur formule, la perspective selon laquelle "un autre monde est possible"... dans le cadre du maintien du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production, bien évidemment.

Encore une fois, exagérons-nous ?

Pour le Secrétariat unifié, le principal problème auquel la classe capitaliste est confrontée aujourd'hui n'est nullement la lutte de classe, la résistance organisée des travailleurs et des peuples, qui, à travers les pires difficultés, cherchent à défendre leur existence, celle de leur famille, l'indépendance de leurs organisations. Non, le principal problème auquel la classe capitaliste est aujourd'hui confrontée est ainsi décrit :

« *La politique globale du néolibéralisme se heurte désormais à un problème gigantesque de faisabilité et de crédibilité.* »

Sic. Et d'évoquer l'effondrement de l'économie argentine, les désastres du type Enron, qui effectivement, sapent "la crédibilité" (et pas seulement la crédibilité !) de la politique capitaliste. (Au passage, et dans une parenthèse, le texte du SU évoque : "Sans parler du désastre total que constitue la perte totale des retraites par capitalisation des travailleurs." "Sans en parler", en effet... le terme vaut son pesant d'or. Pourquoi parler de la destruction des retraites, c'est-à-dire de la destruction de la valeur de la force de travail ?).

---

## LA SOLUTION EST ENTRE LES MAINS... DE LA CLASSE CAPITALISTE ELLE-MÊME ?

---

Alors, que va-t-il se passer ? Qui va

réagir à cette “perte de crédibilité et de faisabilité” du prétendu “néolibéralisme” ? Qui a entre les mains la solution à la crise de décomposition du capitalisme ? La classe ouvrière ? Non, vous n’y êtes pas ! Pour le SU, la solution est entre les mains de la classe capitaliste elle-même :

*“Les dirigeants du capitalisme mondial ne peuvent assister passivement au délitement de leur doctrine et aux impasses de leur politique économique. A moins de laisser s’installer un chaos prétendument maîtrisé (ce qu’ils font déjà pour l’Afrique), ils sont acculés à ouvrir le débat qui étalerait l’insanité de leur politique.”*

On ne voit pas bien où la classe capitaliste “a ouvert le moindre débat”. Mais le plus important n’est pas là. Le plus important, c’est l’affirmation grotesque selon laquelle, en Afrique, l’impérialisme déboucherait sur un “chaos maîtrisé”, même “*prétendument*” !

“Maîtrisé”, le véritable génocide par lequel une part grandissante de la population africaine est en voie de disparition ? “Maîtrisée”, l’Afrique à feu et à sang ?

Tout aussi grotesque est l’affirmation selon laquelle la marche au chaos ferait à ce point peur à la classe capitaliste que celle-ci ferait tout pour l’empêcher ! Faudrait-il soutenir le capital raisonnable, intelligent, contre le capital inconscient ? Est-ce cela, “l’humanisation de la mondialisation” ? Est-ce cela, l’“altermondialisation” ? Absurde.

Certes, il y a une contradiction, mais ce n’est pas celle relevée par le SU. La contradiction réside en ceci que pour préserver et rétablir en permanence les conditions de la mise en valeur du capital, la classe capitaliste est amenée à utiliser des moyens qui passent par la destruction en masse des forces productives, et d’abord de la force de travail (et, pour ce faire, par la déstabilisation de toutes les structures nationales existantes). Mais en même temps, le profit renvoyant toujours, en dernière analyse, à l’extorsion de la plus-value à travers le procès de production des marchandises, le capital a besoin de la force de travail sans laquelle aucune plus-value n’est possible. D’où la marche à la dislocation.

Contradiction dont les racines plongent dans les lois mêmes qui régissent le régime

de la propriété privée des moyens de production, et dont la solution pose tout le problème de l’actualité de la révolution prolétarienne, seule à même d’arrêter la marche au chaos, c’est-à-dire à la barbarie.

---

## LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ NE VOIT DANS LA SITUATION MONDIALE QUE DES “RISQUES” DE “RECU”

---

Car, sauf à trahir un point de vue étroitement “petit Blanc occidental”, qui peut croire que l’impérialisme réserve aux seuls Africains le “bénéfice” du chaos ? Le chaos africain n’est que l’anticipation de ce que la survie de l’impérialisme décomposé promet à tous les peuples de la terre, y compris ceux des nations les plus développées !

Mais, encore une fois, il faut remarquer que l’écho du chaos ne parvient que très assourdi aux oreilles des dirigeants du SU, qui concèdent, tout juste, que l’offensive de l’impérialisme “*pousse le prolétariat sur la défensive, avec le risque d’un nouveau recul dramatique de ses conditions de vie et de ses capacités de se réorganiser*”. “*Le risque d’un nouveau recul dramatique*” ? Le “risque”, seulement ? Un “recul”, seulement ? Qu’en termes délicats ces choses-là sont dites, à des années-lumière de la réalité vécue par des centaines de millions de travailleurs, de jeunes, de paysans, poussés chaque jour davantage sur la voie de la misère et de la destruction.

Mais, face à cette menace d’un “nouveau recul dramatique”, quelle perspective s’ouvre pour les travailleurs et les peuples opprimés ? Le document pabliste pronostique “*un nouveau cycle de luttes plus dures et plus amples*”. Il salue le fait que, “*ces dernières années, des résistances multiformes se développent*”. Evoquant “*l’échec du sommet de Seattle de l’OMC, après l’abandon du projet d’Accord multilatéral sur l’investissement (AMI)*”, le document du SU affirme :

*“Pour la première fois, une campagne internationale, et à bien des égards internationaliste, a contribué à faire perdre une bataille aux maîtres de la mondialisation”*

sation.”

Eh là ! doucement, messieurs du SU. Tout observateur un peu sérieux reconnaîtra que la non-conclusion du sommet de Seattle et la non-signature de l'AMI sont d'abord un choix de l'impérialisme — confronté à des difficultés non réglées (y compris dans des négociations non abouties avec certains pays comme l'Inde) — de contourner le cadre d'un accord formalisé pour avoir les mains plus libres et imposer au coup par coup ses exigences dans tous les domaines. Comme l'avait dit en son temps le sous-secrétaire d'Etat américain au Commerce, Jeffrey Gordon :

*“Notre objectif majeur est l'ouverture des marchés. L'OMC est un moyen, un véhicule pour y parvenir. Si nous parvenons à un accord, nous l'utilisons, si ce n'est pas le cas, nous passerons autrement.”*

C'est ce que l'impérialisme a appliqué à l'AMI. Sous une autre forme, c'est ce qu'il applique aux négociations en cours sur l'ALCA (traité de libre-échange des Amériques) ou encore à l'Union européenne. A savoir la prise en compte de la nécessité de donner un peu de souplesse à ces instances supranationales ; non comme un recul, mais au contraire comme l'expression de son besoin de garder les mains libres en toutes circonstances, et considérant donc que des relations institutionnalisées trop figées peuvent aussi se retourner contre ses intérêts — qui, en cette période de crise, peuvent se mouvoir très rapidement d'un point à un autre.

---

## SANS LUTTE DE CLASSE AU PLAN NATIONAL, PAS D'INTERNATIONALISME

---

Le véritable terrain sur lequel se mesure la capacité de la classe ouvrière à faire reculer l'impérialisme, c'est le terrain de la lutte de classe, lequel se déploie d'abord sur le terrain national. C'est du faux internationalisme que de prétendre commencer par “globaliser” la lutte de classe. Le véritable internationalisme cherche à relier au plan international les luttes de classe telles qu'elles se développent dans chaque pays, et si possible à les

rassembler et les unifier.

Les mots ont un sens. Internationalisme signifie relier entre elles des nations. Supranationalisme ou globalisation signifie effacer l'existence des nations. Or, si le but ultime de la IV<sup>e</sup> Internationale reste l'établissement d'une société sans classe et sans Etat — ce qui suppose l'effacement des frontières nationales et l'établissement de “l'Internationale (qui) sera le genre humain” —, la voie vers ce but ultime passe par la lutte de classe concrète telle qu'elle s'organise aujourd'hui.

Aujourd'hui, la lutte de classe prend une forme particulière : d'un côté, l'impérialisme mondial et les gouvernements de toutes couleurs politiques qui le soutiennent, les institutions internationales (FMI, OMC, Union européenne, etc.) et les appareils qui se subordonnent à lui veulent imposer au nom de la mondialisation de prétendues “normes sociales globales ou européennes”, qui ne sont que des instruments pour détruire les droits et les garanties arrachés par la lutte de classe dans chaque pays, et associer les organisations ouvrières à cette destruction ; de l'autre côté, la classe ouvrière, agressive dans tous les aspects de son existence, n'a d'autre choix que de s'accrocher bec et ongles à tous les droits et garanties qu'elle a arrachés dans les luttes de classe passées, et que le développement du capitalisme a inscrits dans le cadre de la nation, et pour cela, de combattre pour préserver l'indépendance des organisations ouvrières.

Quand les travailleurs d'EDF, en France, ont déclaré : “*Nous avons un bon régime de retraite, nous voulons le garder*”, ils ont, par un camouflet, dressé l'indépendance de la classe ouvrière face

---

(27) EDF-GDF est une entreprise publique nationalisée à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Depuis plus de dix ans, l'Union européenne exige sa privatisation. Pour ce faire, il est nécessaire de faire disparaître le statut des agents, et en particulier leur régime de retraite, qui fait d'eux des salariés à vie de l'entreprise, qu'ils soient ou non en activité. Chacun comprend qu'aucune multinationale ne reprendra une entreprise où les salariés sont assurés d'un salaire à vie. Durant six mois, une intense mobilisation des électriciens et gaziers a eu lieu pour défendre ce régime de retraite. 80 % de grévistes et 80 000 manifestants le 3 octobre 2002. Le gouvernement a ensuite demandé aux syndicats de rédiger eux-mêmes une proposition de loi pour

à l'Europe et à tous ses séides (27).

C'est sur cette base, et aucune autre, que peut et doit s'édifier l'internationalisme ouvrier. Tout le reste n'est que verbiage très radical, camouflant mal un alignement complet du SU sur le dispositif de la “globalisation”. Nous y reviendrons plus loin.

démanteler le régime existant. Ce projet a été

soumis, sous la forme d'un relevé de conclusions commun au patronat et à quatre organisations syndicales, à référendum du personnel. Et en dépit d'un appel à voter oui, du gouvernement, du patronat, des directions de quatre fédérations syndicales (dont le secrétaire général de la fédération majoritaire, par ailleurs membre de la direction du PCF, dressant contre lui une majorité de membres de sa propre organisation), le personnel a voté majoritairement non (en particulier 59 % des actifs). Il est à noter qu'alors qu'une intense bataille politique avait lieu dans les organisations et parmi le personnel pour imposer le vote non, le journal de la

### 3. Le stalinisme, les masses, les appareils

LCR n'a jamais appelé au vote non.

Selon le Secrétariat unifié, la situation des vingt dernières années est caractérisée, d'une part, par *“le retournement de l'onde longue expansive du capitalisme”*, et, d'autre part, par *« la défaite des montées (semi-)révolutionnaires (qui) ont permis l'offensive néolibérale des années 80, une nouvelle restructuration du monde par les classes dominantes, dite “globalisation capitaliste”, une nouvelle dégradation du rapport de forces de la classe ouvrière, et, suite à l'écroulement de la bureaucratie stalinienne et la restauration du capitalisme à l'Est, une crise sans précédent de la conscience de classe, de l'organisation du mouvement ouvrier et des deux courants qui ont dominé celui-ci tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, la social-démocratie et le stalinisme »*.

Il y aurait beaucoup à dire sur ce passage. Beaucoup à dire sur la prétendue *“onde longue expansive du capitalisme”*, qui se serait *“retournée”*, mais dont on a vu précédemment qu'elle avait déjà cédé la place à *“un nouveau mode d'accumulation capitaliste globalisé”*. Beaucoup à dire aussi sur la notion de *“défaite des montées (semi-)révolutionnaires”*. Mais là n'est pas le plus important. Le plus important est que, dans ce passage, les deux causes de toute l'évolution de la situation mondiale sont : d'une part, l'évolution de la crise du capitalisme, d'autre part, les défaites de la classe ouvrière. Quant à la politique des appareils, la crise des appareils, elles apparaissent comme des consé-

quences de ces facteurs.

Si l'on comprend bien le texte du SU, ce sont les prétendues défaites de la classe ouvrière qui ont permis d'ouvrir la voie à une crise sans précédent de la conscience de classe et de l'organisation du mouvement ouvrier. Les masses, et non les appareils, sont en quelque sorte responsables de la crise de décomposition de la classe ouvrière.

---

#### CONTINUITÉ HISTORIQUE DU PABLISME

---

Un signe égal est ici tracé entre *“écroulement de la bureaucratie stalinienne”* et *“crise sans précédent de la conscience de classe”*. Sans que l'on sache, d'ailleurs, si c'est l'écroulement de la bureaucratie stalinienne qui a provoqué une crise sans précédent de la conscience de classe ou la crise de la conscience de classe qui a favorisé l'écroulement de la bureaucratie stalinienne...

De même, le texte du Secrétariat unifié établit un signe égal entre *“l'écroulement de la bureaucratie stalinienne”* et *“la restauration du capitalisme à l'est de l'Europe”*, là encore sans que soit établi le rapport entre les deux.

On retrouve là les ingrédients de ce qui a été à l'origine du pablisme, à partir des thèses de Pablo en 1950 : l'identification entre bureaucratie stalinienne et défense

des bases sociales issues d'octobre 1917. A l'époque, Pablo voulait imposer à la IV<sup>e</sup> Internationale une politique dont la base était que la bureaucratie stalinienne était par essence un facteur de préservation des bases sociales issues d'octobre 1917, et que, "durant des siècles de transition", le stalinisme aurait pour vocation de défendre ces bases sociales.

Cinquante ans plus tard, en toute logique, le SU pabliste voit dans la chute de la bureaucratie l'effondrement du dernier rempart supposé pouvoir s'opposer au capitalisme, d'où découle cette "crise sans précédent de la conscience de classe" (28).

---

### LA FIN DES ANNÉES 1980 : UN "TOURNANT HISTORIQUE" ?

---

A ce sujet, on lit dans le projet de résolution du SU :

*"La fin des années 1980 marque un tournant historique vers la restauration capitaliste en URSS et en Europe de l'Est, qui résulte de causes internes et de facteurs internationaux marqués par l'offensive néolibérale et impérialiste des années 1980."*

Les "causes internes" et les "facteurs internationaux" qui expliquent le "tournant historique vers la restauration du capitalisme en URSS" sont ensuite détaillés par le document comme une combinaison de cinq facteurs. Quels sont-ils ?

Premier facteur : "des impasses des diverses tentatives de réformes post-staliniennes", qui n'ont pas réussi "à passer à un mode de croissance intensif". Sont évoquées "les contradictions" entre, d'une part, "les valeurs et aspirations des travailleurs liées à la propriété collective", et, d'autre part, "sa gestion par la bureaucratie, sur leur dos".

Est également évoquée "l'absence de démocratie ouvrière", qui a "vidé de substance et de cohérence les éventuels droits d'autogestion accordés aux collectifs d'entreprise".

Deuxième facteur : "l'aggravation de ces contradictions dans le contexte capitaliste international des années 1970-1989".

Troisième facteur : "la remise en cause populaire des dictatures bureaucratiques symbolisée par la chute du Mur de Berlin et la fin du règne du parti unique, mais sans que les résistances et aspirations sociales des travailleurs n'aient les moyens de déboucher sur une alternative socialiste cohérente".

Quatrième facteur : le "bascullement de secteurs significatifs de la bureaucratie vers le capitalisme dans les années 1980".

Et cinquième facteur : "la généralisation des rapports marchands et de la propriété privée des moyens de production".

---

### DANS CETTE LONGUE ET PRÉCISE ÉNUMÉRATION, UN FACTEUR MANQUE À L'APPEL : LA NATURE MÊME DU STALINISME

---

Pour Trotsky, on le sait, la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin, une fois cristallisée comme couche conservatrice, s'était constituée en un instrument de l'impérialisme mondial au sein de l'Etat ouvrier et du mouvement ouvrier international. En ce sens, sa nature intégralement contre-révolutionnaire préparait les conditions de la restauration capitaliste, c'est-à-dire de l'effondrement des rapports sociaux issus d'octobre 1917. Ce faisant, la bureaucratie, devenue caste parasitaire, démontrait qu'elle ne pouvait devenir une classe exploiteuse pour son propre compte, mais que son destin était de se transformer en caste(s) mafieuse(s), ne pouvant exister que comme couche compradore vis-à-vis de l'impérialisme dominant (29).

(28) De ce fait, les pablistes sont incapables de voir aujourd'hui comment la lutte de classe dans l'ex-URSS, même dix ans après l'explosion de l'URSS, continue de s'ordonner sur la défense des segments issus des conquêtes d'Octobre. Défense qui s'incarne et s'exprime, même de manière confuse et pas toujours consciente, dans le mouvement par lequel la classe ouvrière et les masses cherchent à résister à la destruction à laquelle elles sont confrontées.

(29) C'est-à-dire agissant, dans le pays dont elle est issue, directement pour le compte de l'impérialisme dominant.

Pour Trotsky, le stalinisme n'avait qu'une seule nature : contre-révolutionnaire ; même si Trotsky considérait que, préparant le terrain à la restauration du capitalisme, la bureaucratie pouvait être amenée, pour pouvoir survivre, à essayer de freiner ou entraver l'effondrement et la restauration qui menaçaient son existence même, cela par des moyens bureaucratiques qui précipitaient cet effondrement lui-même.

A cette analyse de Trotsky, le Secrétariat unifié avait, au fil des années 1950 et 1960, substitué une analyse nouvelle et totalement révisionniste sur ce qu'il appelait “la double nature de la bureaucratie”. Pour le Secrétariat unifié pabliste, cela signifiait que la bureaucratie stalinienne défendait par nature les conquêtes d'Octobre, en même temps qu'elle menait une politique contraire aux intérêts des travailleurs.

---

## REVENONS À L'ANALYSE DE TROTSKY

---

Ce que Trotsky nous a enseigné dans *La Révolution trahie*, dans *La Critique du programme de l'Internationale communiste* ou dans *Défense du marxisme*, c'est que toute la ligne de la bureaucratie stalinienne est une ligne contre-révolutionnaire : sous couvert de la théorie fallacieuse du “socialisme dans un seul pays”, la bureaucratie stalinienne s'oppose au mouvement d'émancipation du prolétariat et à l'indépendance de classe de ses organisations dans le monde entier, défend le pouvoir de la bourgeoisie dans les principaux pays capitalistes et prépare ainsi les conditions de l'effondrement de la propriété sociale en URSS même.

Même lorsqu'elle “défend” l'URSS, la bureaucratie le fait avec des moyens qui en préparent l'effondrement définitif. Même quand elle est amenée contre sa propre volonté — par la combinaison de la pression des masses, d'une part, et, d'autre part, par l'incompatibilité entre les rapports de propriété issus d'Octobre et les rapports de propriété capitalistes — à étendre les rapports de propriété socialisés, alors, elle le fait dans des conditions

et avec des moyens qui, s'opposant à l'organisation indépendante du prolétariat, préparent les conditions de l'effondrement des rapports socialisés. Tel est l'enseignement de Trotsky dans *Défense du marxisme*.

Selon le SU, c'est seulement “dans les années 80” que “des secteurs significatifs de la bureaucratie ont basculé vers le capitalisme” ? Jusque-là, les “secteurs significatifs de la bureaucratie” défendaient le socialisme ? Ils défendaient la propriété sociale ?

Fadaises !

La lente accumulation des matériaux de la restauration capitaliste a été rendue possible pendant des décennies par la politique contre-révolutionnaire et anti-ouvrière du stalinisme international. A un certain stade, au cours des années 1980, la combinaison entre la pression du marché mondial, la pression intérieure des masses contre la bureaucratie, mais aussi le délitement des processus internes à la bureaucratie, a abouti à ce résultat : l'effondrement du régime bureaucratique qui parasitait la propriété sociale. Ainsi se sont accélérés et précipités les processus de restauration capitaliste et de démantèlement de la propriété sociale.

Ce qui se produit à la fin des années 1980, c'est que l'accumulation quantitative des matériaux tendant à la restauration s'est transformée en un processus qualitativement nouveau. La quantité se transformant en qualité, l'effondrement de la bureaucratie, impuissante à maintenir sa domination, s'est précipité.

Mais gommer le fait que ce processus découle de la nature même de la bureaucratie stalinienne, c'est vivre dans un autre monde...

La pression de “l'offensive néolibérale et impérialiste des années 1980”... c'est nier la réalité. Comme si l'offensive impérialiste n'existait pas dans les décennies précédentes ?

Qu'est-ce qui lui a donné ce redoublement de forces dans les années 1980, sinon le fait qu'elle a dû faire face aux tâches du maintien de l'ordre mondial dans des conditions où son comparse depuis 1945 — la bureaucratie du Kremlin — s'effondrait ?

---

## UN PEU DE DIALECTIQUE...

---

Il faut introduire ici un minimum de compréhension dialectique. Le marché est un marché mondial. La coexistence entre des régimes où la propriété des moyens de production a été socialisée et des régimes où les rapports de propriété restent fondés sur la propriété privée des moyens de production ne peut être que transitoire. Elle ne peut que déboucher, soit sur un renversement des rapports de propriété socialisée, soit, à l'inverse, sur la victoire du socialisme à l'échelle de la planète. C'est d'ailleurs précisément en quoi la théorie du socialisme dans un seul pays était profondément réactionnaire.

Comment les choses se sont-elles matérialisées entre la fin des années 1920 et la fin des années 1980 ?

Durant toute cette période, l'existence même du marché mondial et des rapports de propriété capitalistes a en permanence constitué un facteur de pression contre les rapports de production socialisés. Il y a, pour le système capitaliste, quelque chose d'organiquement intolérable au fait qu'une partie du marché mondial lui échappe en permanence ; la classe capitaliste doit sans cesse se réapproprier les parts de marché qui lui échappent, quelle qu'en soit la cause. En l'occurrence, la cause en est que les rapports de production ont été socialisés.

Mais cela — qui est une réalité liée précisément au caractère mondial du marché et du système de production capitaliste — s'est trouvé en quelque sorte renforcé par la politique de la bureaucratie stalinienne. Laquelle, s'opposant au développement de la révolution, a préparé les conditions de son isolement et de l'effondrement des rapports de propriété socialisés en URSS et dans l'est de l'Europe.

A son tour, cette politique de la bureaucratie stalinienne a facilité la pression du marché mondial. Il y a donc un rapport dialectique entre la pression du marché mondial, expression des rapports de production fondés sur la propriété privée des moyens de production, et la place et le rôle de la bureaucratie stalinienne.

Ultérieurement, c'est l'effondrement de la bureaucratie stalinienne qui a ouvert la voie au protectorat américain, lui confiant la tâche immense de maintenir l'ordre mondial (dans le monde entier, c'est-à-dire y compris dans l'ex-URSS), dans les conditions de la décomposition accélérée du régime de la propriété privée des moyens de production. Nier cela, c'est nier, contre vents et marées, que la bureaucratie ait été une caste parasitaire fossoyeur de la propriété sociale. Et c'est tourner le dos au combat de défense, aujourd'hui encore, des segments de propriété sociale.

---

## UNE INNOVATION "THÉORIQUE" : LES "RAPPORTS DE PRODUCTION BUREAUCRATIQUES"

---

A ce stade, le lecteur se dira peut-être que nous versons dans l'outrance polémique ? Impossible, se dira le lecteur de bonne foi, qu'aujourd'hui encore le Secrétariat unifié maintienne l'idée selon laquelle le stalinisme, même de manière déformée, s'est identifié à la défense du socialisme et des acquis d'Octobre. D'autres lecteurs se diront que, si cela a été vrai naguère, ça ne l'est plus aujourd'hui, et n'a pas de conséquences. Eh bien, lecteurs, jugez par vous-mêmes ces autres passages issus du texte du Secrétariat unifié.

*"Quelles qu'aient été les variantes des réformes introduites en URSS et en Europe de l'Est depuis les années 1950 jusqu'à la chute du Mur de Berlin, elles ont toutes maintenu une dictature du parti unique et des rapports de production bureaucratiques globalement à l'abri d'une logique de profit capitaliste et d'une discipline de marché",*

poursuit le texte du Secrétariat unifié. Stupéfiant !

Relevons tout d'abord cette innovation théorique : "*des rapports de production bureaucratiques*". Une catégorie que le marxisme ignorait jusqu'à présent ! Nous connaissons des rapports de production capitalistes, fondés sur la propriété privée des moyens de production et l'extorsion de la plus-value par l'exploitation de la

force de travail. Nous connaissons des rapports de production qui sont non capitalistes, parce qu'ils ont été socialisés, et le capital exproprié. Nous connaissons des rapports de production qui sont fondés sur la propriété sociale (qui peut prendre la forme de la propriété d'Etat), et qui, bien sûr, peuvent, comme en URSS pendant des décennies, être gérés de manière bureaucratique par une couche parasitaire qui en a confisqué le contrôle, en tire de très larges avantages et en prépare l'effondrement.

Mais des “*rapports de production bureaucratiques*” ? C'est une manière de contourner la qualification des bases sociales, qui, en dépit de la dégénérescence de l'URSS, ont continué à marquer la structure de cette société jusqu'à la chute du Mur de Berlin.

Il y a un rapport entre cette approximation et la suite de la phrase. Est-il exact — c'est-à-dire conforme aux faits tels qu'ils se sont historiquement déroulés — que les rapports de production en ex-URSS et à l'est de l'Europe ont été, jusqu'en 1989, “*globalement à l'abri d'une logique de profit capitaliste et d'une discipline de marché*” ? Et que, d'un seul coup, pour des raisons qu'on ignore, tout cela se serait effondré brusquement en 1989, et le capitalisme aurait été restauré du jour au lendemain ?

---

## LA RÉALITÉ EST TOUJOURS DIALECTIQUE

---

Les rapports de production socialisés par la révolution d'octobre 1917, enfermés dans le carcan de la théorie réactionnaire du socialisme dans un seul pays depuis les années 1930, ont été de plus en plus soumis par la bureaucratie elle-même à la pression du marché mondial (pression objective, d'une part, produit du blocus économique organisé délibérément par l'impérialisme, d'autre part). En même temps que, jusqu'à un certain point, la bureaucratie se devait de protéger ces rapports de production de la pénétration du marché mondial (pour des raisons qui tenaient à sa propre survie). Mais, répétons-le avec Trotsky, la manière dont la

bureaucratie les protégeait de la pénétration du marché mondial ne faisait que préparer les conditions de leur effondrement.

Durant les années 1940, 1950, 1960, 1970 et 1980, les différentes “réformes” auxquelles le texte du SU fait référence ne faisaient en réalité que préparer les conditions du passage de la quantité à la qualité. C'est-à-dire que des concessions successives faites par la bureaucratie aux rapports de production capitalistes, via “la coexistence pacifique”, via l'intégration à l'ONU ou les accords avec l'impérialisme américain, via aussi la subordination des Partis communistes du monde entier au maintien de l'ordre bourgeois dans leurs pays respectifs, préparaient les conditions externes et internes de l'effondrement majeur. C'est toute la question de l'accumulation de la quantité et sa transformation à un moment déterminé en qualité, loi essentielle du matérialisme dialectique.

Mais prétendre que, jusqu'en 1989, les rapports de production étaient protégés du marché mondial et qu'à cette date ils auraient été brusquement livrés au capitalisme, c'est nier la nature de la bureaucratie stalinienne comme courroie de transmission de l'impérialisme dans l'Etat ouvrier. C'est nier sa vocation fondamentalement restaurationniste (30). Cette valorisation du stalinisme est une marque constante du pablisme et se retrouve dans la manière dont il réécrit aujourd'hui les conditions de l'effondrement de l'appareil stalinien.

---

## UNE VALORISATION DU STALINISME

---

On lit également ceci, toujours à propos de l'est de l'Europe :

“Après plusieurs décennies de rapprochement des niveaux de vie avec les pays capitalistes développés grâce à une croissance très extensive, les écarts ont commencé à se creuser à partir de la décennie 1970.”

---

(30) Plus que jamais, en 2003, on recommandera au militant, au travailleur qui veut comprendre les mécanismes du stalinisme et son évolution de se reporter en priorité à la lecture de l'ouvrage magistral de Léon Trotsky, *La Révolution trahie*, et aussi à celle de *Défense du marxisme*.

Ainsi donc, jusqu'à la fin des années 1960, les niveaux de vie dans l'ex-URSS, à l'est de l'Europe se "rapprochaient" des niveaux de vie des pays capitalistes ? C'était le point de vue défendu notamment par Khrouchtchev au début des années 1960. Quel travailleur, à l'époque, de l'ex-URSS, de Pologne, de Hongrie, pouvait croire à cette fable ?

Le texte du SU poursuit :

*"Les gains sociaux qui se combinaient aux gâchis et à la répression bureaucratiques se sont détériorés."*

Pour le Secrétariat unifié, il y aurait donc sous le stalinisme un même ensemble, organiquement lié : "gains sociaux" et "gâchis et répression bureaucratiques". C'est l'inverse ! Ce que le SU appelle pudiquement "les gâchis et la répression bureaucratiques", ce sont les moyens par lesquels la bureaucratie remettait en cause les "gains sociaux" (la propriété sociale, en vérité) et en préparait l'effondrement. Il y a antagonisme entre la propriété sociale, d'une part, et le gâchis et la répression bureaucratiques, d'autre part, puisque la première est le produit de la révolution d'Octobre, même différé, et que les seconds sont l'expression de la marche à la contre-révolution bureaucratique. La manière même dont le Secrétariat unifié valorise le stalinisme l'empêche de comprendre ce rapport dialectique.

De même que Pablo, en 1950, expliquait que, pendant "des siècles de transition", la marche au socialisme se ferait sous la forme de l'avancée du "camp stalinien" (d'où la nécessité de se ranger dans ce camp), plus d'un demi-siècle plus tard, les héritiers de Pablo-Mandel expliquent que les gains sociaux se combinaient aux gâchis et à la répression bureaucratiques. Il y a, de ce point de vue, une absolue cohérence.

Comment, dans ces conditions, comprendre que d'un seul coup, en 1989, la bureaucratie se soit effondrée ? A cette question, le SU répond :

*"L'offensive impérialiste des années 1980 a accentué les impasses de la dictature bureaucratique et les écarts de développement entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest, creusés par la révolution technologique."*

Le texte évoque également comme autre facteur "les pressions de l'ultime phase de guerre froide" et "l'endettement de plusieurs pays d'Europe de l'Est en devises fortes au cours de la décennie 1970", qui "les a placés sous la pression des politiques d'ajustement structurel du FMI produisant des réactions différenciées des régimes en place".

Mais pourquoi les appareils stalinien se sont-ils endettés, pourquoi se sont-ils alignés sur les politiques d'ajustement structurel du FMI ? N'est-ce pas précisément parce qu'ils ne pouvaient avoir d'autre vocation que d'être les courroies de transmission de l'impérialisme dans l'Etat ouvrier ?

Le Secrétariat unifié écrit également ceci :

*"La soumission des nouveaux pouvoirs aux programmes imposés par le FMI ou l'UE est passée par le démantèlement de toute forme d'autogestion ou de soviets."*

La destruction des soviets date du tournant des années 1980 ? Absurde. La démocratie soviétique a été étouffée par la bureaucratie au cours des années 1930. Quand Trotsky en appelle à la révolution politique dans *La Révolution trahie*, en 1936, il explique qu'il faudra procéder à une régénérescence des soviets, à leur reconstruction, qu'il faudra revenir à la démocratie des soviets. Et le Secrétariat unifié date de la chute du Mur de Berlin le démantèlement de toute forme de soviets (31) ? Enfin, parmi les facteurs qui précipitent l'effondrement de la bureaucratie, on trouve "la construction de l'Europe de Maastricht".

---

## CES FORCES MYSTÉRIEUSES QUI ONT PERMIS DE RESTAURER LE CAPITALISME

---

Ainsi donc, tous les facteurs d'effondrement de l'URSS nous sont présentés

(31) De même, le texte du SU, entre autres facteurs, évoque "la montée des conflits nationaux et sociaux d'une Fédération yougoslave paralysée". Faut-il rappeler le soutien apporté par le Secrétariat unifié à l'UCK au Kosovo ? Faut-il rappeler la formule utilisée par Alain Mathieu dans *Rouge* (13 mai 1999), caractérisant l'UCK comme "un mouvement de libération s'élargissant à tous les Kosovars qui veulent se battre" ?

comme extérieurs à l'URSS et à la bureaucratie ?

Pas tout à fait : le texte du SU évoque en deux phrases le fait que “*si la restauration capitaliste s'est appuyée sur de puissantes institutions internationales et les pressions du marché mondial, elle n'aurait pas pu progresser sans relais internes*”. Quels sont ces relais internes ? S'agit-il ici de la bureaucratie stalinienne, principale courroie de transmission de l'impérialisme dans l'Etat ouvrier ? Absolument pas.

Le texte du Secrétariat unifié précise qu'il s'agit de “*forces restaurationnistes quelle que soit leur étiquette*”, et ces forces restaurationnistes — dont on ne sait pas d'où elles sortent — sont venues au pouvoir après les années 1980, au cours desquelles on a assisté à “*la conversion (...) de la majeure partie de la bureaucratie des partis communistes à un projet de restauration capitaliste*”. On n'en saura pas plus, sinon que tout cela n'a été possible qu'à cause de la “*très grande confusion des consciences et faiblesse de l'auto-organisation des travailleurs*”.

Autrement dit, le principal facteur subjectif qui explique le processus de restauration du capitalisme en URSS et dans l'est de l'Europe, ce n'est pas la nature même de la bureaucratie stalinienne, c'est l'insuffisance de la conscience et de l'organisation de la classe ouvrière, qui, d'une certaine manière, a favorisé le jeu des forces restaurationnistes. Une nouvelle fois, le pablisme rejette sur la classe ce qui est la responsabilité des appareils !

---

## DES “FORMES DE PROPRIÉTÉ HYBRIDES”

---

Le Secrétariat unifié explique également que ces pays “*ont connu plusieurs décennies d'industrialisation sans domination de rapports monétaires et sous des formes de propriété hybrides*”. Tout à l'heure, il s'agissait de rapports de propriété bureaucratiques ; maintenant, nous avons des “*formes de propriété hybrides*”.

Par définition, un hybride, c'est un mélange de quelque chose avec quelque

chose d'autre. Quelles étaient donc ces formes de propriété hybrides ? Un mélange de socialisme et de capitalisme ? Si la “*théorie*” pabliste engendre des monstres jusque-là inconnus, au moins devrait-elle nous les présenter, nous expliquer leur filiation, leur fonction historique.

Dans toute falsification qui se respecte, il y a une once de vérité. Trotsky (et même Lénine, sous une certaine forme), considérant l'Etat ouvrier comme le cadre d'une transition nécessaire du capitalisme vers le socialisme, y reconnaissait par définition un certain caractère hybride. C'est ainsi que Lénine parle de l'Etat ouvrier comme d'un “*Etat bourgeois sans bourgeoisie*” et souligne le caractère inévitable — durant une certaine période de transition — de la survivance, dans le cadre de l'Etat ouvrier, d'éléments qui relèvent de l'économie capitaliste. Trotsky développe longuement cet aspect, notamment dans *La Révolution trahie*, en particulier la contradiction qui marque cette transition, entre, d'une part, le caractère socialisé des moyens de production, et, d'autre part, le caractère bourgeois de l'organe de répartition, c'est-à-dire l'Etat.

Mais pour Lénine comme pour Trotsky, ce caractère hybride s'inscrit dans la dynamique même de la transition, qui fait de l'Etat ouvrier (produit de la victoire de la révolution prolétarienne dans un pays) un point d'appui pour l'essor de la révolution mondiale, sans laquelle la “*transition*” ne peut déboucher.

Autre chose est l'affirmation du Secrétariat unifié de l'existence de “*formes de propriétés hybrides*” durant “*plusieurs décennies*”.

Car si la bureaucratie stalinienne était capable de mettre en place de nouvelles formes de propriété hybrides, qui ont permis des “*décennies d'industrialisation sans domination de rapports monétaires*”, et si ces rapports de propriété hybrides étaient donc différents des rapports de propriété socialisés et parasités par la bureaucratie, cela nous ramène non seulement au Pablo des années 1950, mais aux théories développées par les partisans de l'analyse de la bureaucratie et de l'URSS comme ayant constitué un capitalisme d'Etat. La variante ici proposée est que ce capitalisme d'Etat aurait eu, finalement,

un caractère progressiste, puisqu'il aurait été capable de conduire l'URSS et l'est de l'Europe vers des "*décennies d'industrialisation*", dans des "*rapports de propriété hybrides*". C'est dire que, rebaptisée "capitaliste d'Etat", la bureaucratie stalinienne avait une mission historique, elle correspondait à une étape nécessaire du développement de l'humanité.

Prétendre que l'URSS, les pays de l'Est, vivaient "*sans domination de rapports monétaires*", c'est faire abstraction, purement et simplement, de la réalité du marché mondial. Répétons-le : c'est précisément la réalité du marché mondial qui s'est exprimée avec force dans le processus de restauration capitaliste en ex-URSS. Car bien que le texte du SU l'ignore superbement, il existe un marché mondial. Et c'est précisément en relation avec ce marché mondial que, comme Marx, Engels, Lénine et Trotsky nous l'ont expliqué, il est impossible de réaliser le socialisme dans un seul pays.

Le refus de la bureaucratie stalinienne de se tourner vers le développement de la révolution mondiale ; la mise en œuvre d'une politique qui, tout au contraire, cherchait des points d'appui pour défendre l'URSS dans les pays et les gouvernements capitalistes, et non pas dans le mouvement de la classe ouvrière à l'échelle internationale : tout cela a eu pour conséquence de soumettre — et de plus en plus — l'ex-URSS (c'est-à-dire les rapports de production socialisés qui prévalaient en ex-URSS) à une pression grandissante du marché mondial, c'est-à-dire aussi des rapports monétaires du marché mondial. Cette pression grandissante du marché mondial est le biais par lequel la bureaucratie stalinienne accomplissait sa nature restaurationniste.

---

## DÉFENDRE TOUS LES SEGMENTS DE LA PROPRIÉTÉ SOCIALE

---

Il n'y aurait eu aucune pression du marché mondial et des rapports monétaires jusqu'en 1989 ? Absurde conte de fées. Mais ce conte de fées a une logique :

c'est que la question de la défense, aujourd'hui, des segments de propriété sociale en ex-URSS, en Ukraine et ailleurs, est absente du texte du Secrétariat unifié. La défense de l'URSS a toujours constitué une question clé pour les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale. Défense de l'URSS, qui, pour Trotsky, ne signifiait aucunement défense de la bureaucratie, mais, tout au contraire, passait par une lutte acharnée contre la bureaucratie stalinienne, c'est-à-dire contre le principal organe de la restauration capitaliste au sein même de l'Etat ouvrier.

Aujourd'hui, dans les conditions extrêmement difficiles qui sont celles de l'ex-URSS, de l'Ukraine et des autres pays de cette partie de l'Europe, la lutte de classe s'ordonne autour de la défense des segments de propriété sociale qui n'ont pas encore été démantelés. Cette question est d'une importance cruciale, pour qui a en mémoire l'insistance de Trotsky, dans *Défense du marxisme*, à établir que "*celui qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes n'en fera jamais de nouvelles*", et que, par conséquent, il revient aux militants qui se situent sur le terrain de l'indépendance de classe de défendre bec et ongles avec la classe ouvrière toutes les vieilles conquêtes arrachées par la lutte de classe (aussi bien l'existence de syndicats ouvriers indépendants, les conventions collectives, les statuts, les régimes de protection sociale, que les rapports de propriété socialisés à l'est de l'Europe).

Le Secrétariat unifié — dont la pensée politique est structurée depuis plus d'un demi-siècle par l'identification entre bureaucratie et conquêtes sociales, entre appareils et classe ouvrière — considère que, jusqu'en 1989, l'existence de rapports de propriété socialisés s'identifie à l'existence de la bureaucratie ; il en déduit très logiquement qu'après 1989, la chute de la bureaucratie a liquidé tout ce qui existait comme propriété sociale.

Cela l'amène à écrire, par exemple, qu'en URSS et dans les pays de l'est de l'Europe, "*les privatisations se sont heurtées à la question : qui peut (légitimement et pratiquement) acheter les entreprises*". Elles ne se sont donc pas heurtées à la résistance des masses.

---

## SUR LES CONDITIONS DE LA RESTAURATION DU CAPITALISME

---

Le SU décrit une “*restauration capitaliste dans l'ex-URSS et en Europe de l'Est*” dans un contexte “*marqué initialement par l'absence de tous les attributs nécessaires au fonctionnement d'un marché capitaliste*”. C'est un problème d'attributs ?

Nous croyions, nous, avec Marx, que le capitalisme ayant constitué depuis belle lurette le marché mondial, il était à même — c'est en tout cas ce qui s'est passé au début du XX<sup>e</sup> siècle — de pénétrer même dans les pays qui manquaient des “attributs” du marché capitaliste. C'est d'ailleurs ce que Lénine explique fort bien dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* ; ce que Trotsky illustre dans *l'Histoire de la révolution russe*, soulignant en particulier la signification du développement inégal et combiné de ces pays tels que la Russie arriérée du début du XX<sup>e</sup> siècle, qui ont été projetés dans l'arène d'un système capitaliste mondial sans être passés par toutes les étapes conduisant à l'avènement du capitalisme.

Comment expliquer aujourd'hui que “l'absence d'attributs” (lesquels ?) rende difficile la pénétration du capitalisme en ex-URSS ? A cette question, le Secrétariat unifié ne répondra pas, puisque, se refusant obstinément à analyser les ressorts et les mécanismes de la crise de décomposition du capitalisme, il ne peut tirer la seule conclusion qui s'impose : l'impuissance du capitalisme à se développer autrement que comme un capitalisme de mafia, de parasitisme et de prostitution en Russie est l'expression même de l'impasse dans laquelle le régime de la propriété privée des moyens de production entraîne non seulement l'ex-URSS, mais le monde entier.

Cette impasse est à peine suggérée, en une phrase : cette privatisation induit des “*risques d'explosion sociale*”, qui “*se doublent d'un coût considérable (...) face à l'insuffisance de capital et de bourgeoisie nationale*”.

---

## OÙ LA BUREAUCRATIE DÉFEND LES CONQUÊTES D'OCTOBRE...

---

Il y a donc des “*risques d'explosion sociale*” comme dans n'importe quel pays, finalement. Mais en quoi la lutte de classe pourrait-elle s'adosser à la défense des segments de propriété sociale ? Cette question est absente, pour des raisons d'ailleurs expliquées : d'une certaine manière, le Secrétariat unifié considère qu'après la chute de l'appareil du stalinisme, jusqu'à un certain point, la seule résistance possible à la privatisation... vient de secteurs de la nomenklatura elle-même et des mesures qu'elle prend. C'est ainsi qu'on peut lire que

*“la concentration ultérieure des actions aux mains des nouveaux pouvoirs d'Etat, des banques et oligarchies — sous des formes très opaques — a limité initialement la vente au capital étranger”.*

La mafiosisation de l'économie et sa confiscation par des bandes de gangsters se constituant des trusts considérables seraient un facteur de résistance à la pénétration du capital étranger ? Comme si les énormes mafias constituées par le vol de la propriété sociale n'étaient pas directement intégrées au marché mondial, qui voit de ce fait accélérer sa propre mafiosisation !

Plus loin, on peut lire :

*« Les rapports de troc qui se sont étendus en Russie dans la décennie 1990, en même temps que les privatisations et la “désinflation” imposées par le FMI, ont été une forme de protection précaire contre les nouvelles contraintes marchandes combinées à l'extension réelle des rapports monétaires. »*

Les rapports de troc : une forme de protection contre les nouvelles contraintes marchandes liées à la politique du FMI ?

Que des régions entières de l'ex-URSS soient revenues à des rapports de troc est au contraire l'expression achevée de la décomposition dans laquelle la réintroduction d'un capitalisme mafieux entraîne l'ex-URSS.

Et sous la plume des responsables du SU, cela devient une protection contre la précarité ?

Faut-il en conclure qu'en Argentine aussi, la généralisation du troc — qui ramène ce pays, naguère deuxième plus riche d'Amérique latine, au niveau des plus pauvres de ce continent — serait une forme de protection ?

---

## DE NOUVEAU SUR L'UNION EUROPÉENNE

---

On lit plus loin :

*« La course à l'adhésion à l'Union européenne, qui reste l'alibi des politiques impopulaires imposées par les dirigeants au pouvoir en Europe centrale, a accéléré la dissociation des régions les plus riches se débarrassant du "fardeau budgétaire" des autres pour tenter de s'insérer plus rapidement dans l'UE. »*

La course à l'adhésion à l'Union européenne serait seulement un "alibi" des politiques impopulaires... Qu'est-ce qu'un alibi ? En dehors de sa signification juridique (qui n'a pas lieu d'être ici), le mot "alibi" équivaut, selon le dictionnaire *Petit Robert*, à "une diversion, une ruse". Invoquer l'Union européenne serait donc, de la part des dirigeants des pays de l'est de l'Europe, faire diversion, c'est-à-dire camoufler les véritables raisons de leurs politiques impopulaires ? Non : l'Union européenne n'est pas un "alibi" ! L'Union européenne est le centre d'organisation du démantèlement de toutes les conquêtes sociales ouvrières et démocratiques dans tous les pays d'Europe. L'Union européenne est un instrument majeur de la destruction des segments de propriété sociale. L'Union européenne, par ses directives, est un instrument qui organise les plans d'ajustement structurel, les plans de privatisation et de déréglementation dans chaque pays.

Considérer tout cela comme un alibi, c'est justifier que l'on siége au Parlement européen, qu'on y discute paisiblement des directives, qu'on y vote des rapports de privatisation et de démantèlement, comme ça a été le cas récemment à propos des chemins de fer (32).

Quant à se contenter d'écrire que la politique de l'Union européenne accélère la "dissociation" des régions les plus riches, évoquer plus loin "les échecs de l'UE face à la crise de l'ex-Yougoslavie" : quelle honte !

L'Union européenne n'a pas échoué en ex-Yougoslavie. Sa politique de pillage et de démantèlement — utilisant le facteur de prétendues "tensions ethniques" dans cette région du monde comme en Afrique — a abouti au résultat prévisible

---

(32) Le 14 janvier 2003, le Parlement européen avait à son ordre du jour trois projets de directives et un règlement européens constituant le "deuxième paquet ferroviaire" proposé par la Commission de Bruxelles. Ces textes étaient présentés par quatre rapporteurs, dont un du PS et un autre du PC français. Ils accélèrent "l'ouverture à la concurrence" du transport de marchandises (d'ici 2006) et de voyageurs (d'ici 2008) par rail. Une "agence ferroviaire européenne" devrait superviser ce processus de privatisation, avec la participation de "représentants" de cheminots. La représentante française du SU, Roseline Vachetta (LCR), a voté deux des quatre textes, avec l'explication suivante : "Fortement attachée au service public, je considère que ce deuxième paquet ferroviaire n'est pas très bon (...). Le rapport Jarzembowski vise une accélération de la concurrence et tente d'appliquer les normes du transport routier au transport ferroviaire, avec toutes leurs conséquences désastreuses (...). Quant au rapport sur la sécurité, il vise avant tout la libéralisation et la sécurité n'y est plus qu'un prétexte (...). Je voterai pour les deux rapports suivants, même si les moyens alloués pour instaurer l'interopérabilité (il s'agit de la possibilité pour des compagnies ferroviaires étrangères d'opérer avec leurs propres matériels et personnels dans un pays donné — NDLR) sont faibles, insuffisants, et si l'agence reste prisonnière dans le cadre dans lequel elle est conçue, à savoir la libéralisation. Un exemple de libéralisation totale dans les transports est celui de la circulation maritime, avec ses catastrophes écologiques et humaines à répétition (...). Pourtant, pour ma part, je suis résolument favorable à un service public européen de qualité élevée, à une coopération entre les réseaux, à une harmonisation des conditions de travail, des normes de sécurité, des salaires et des droits sociaux, au contrôle par les populations et les travailleurs de leurs services publics. Bref, je me situe à l'opposé de ce deuxième paquet ferroviaire."

La députée "révolutionnaire" vote pour "l'agence ferroviaire européenne", même si, selon ses propres dires, cette agence est "cadrée" par la privatisation. La députée est "à l'opposé" du "paquet" de quatre directives, mais elle approuve deux d'entre elles ! Pire, elle laisse donc entendre que, pour partie au moins et s'ils étaient assortis de plus de moyens, ces textes pourraient constituer l'ébauche "d'un service public européen" !

Neuf jours plus tard, Vachetta ment délibérément sur son vote au Parlement européen, en affirmant

et attendu : les guerres dans les Balkans. Celles-ci prolongent logiquement les politiques de privatisation et de démantèlement de la propriété sociale organisées conjointement par l'Union européenne, le FMI, la Banque mondiale et les grandes puissances capitalistes.

Le Secrétariat unifié prête un caractère positif à l'action de l'Union européenne, car il en est une composante. Le Secrétariat unifié veut maquiller le caractère malfaisant du Parlement européen, dont il est l'un des piliers (33). C'est pourquoi il utilise le doux vocable de “dissociation”.

“Dissociation”, les massacres en Bosnie, en Croatie, en Serbie ? “Dissociation”, plus de dix ans de guerre et des millions de réfugiés, de personnes déplacés d'une région à l'autre ? “Dissociation”, la remise en cause de l'unité des nations dans tous les pays de l'est de l'Europe ? “Dissociation”, la régionalisation, par laquelle, en France même, la République une et indivisible est aujourd'hui menacée de disparaître ? Demain, le SU parlera-t-il de “dissociation” à propos du démembrement en sept morceaux de l'Irak, sous le déluge de feu de l'armée américaine ?

A l'est de l'Europe, aujourd'hui, pour le Secrétariat unifié, il n'y a plus de conquêtes sociales à défendre.

*“Dix ans de restauration capitaliste ont produit des désillusions (...). La combinaison d'une considérable dégradation sociale avec le gain de libertés syndicales et politiques a accru les clivages entre générations et la confusion des consciences.”*

Oui, vous avez bien lu ! “Le gain de libertés syndicales et politiques” est un facteur de “confusion des consciences”. Faudrait-il en conclure que les consciences étaient “moins confuses” quand les travailleurs n'avaient aucun droit à l'organisation, quand l'appareil stalinien pourchassait sauvagement quiconque tentait d'organiser un syndicat indépendant, ou quiconque tentait d'organiser un parti politique, un courant politique, l'Opposition de gauche, les trotskystes eux-mêmes ? Cette phrase dégage une nauséabonde odeur de stalinisme, car c'est le stalinisme qui a transformé l'interdiction des partis et des organisations en une orientation stratégique définitive (34).

Non, des marxistes ne peuvent considérer le gain de libertés syndicales et politiques comme un facteur de confusion des consciences. La conscience n'est conscience qu'à travers ses formes organisées.

Pour le SU, la solution à l'est de l'Europe... viendra de l'ouest :

*“La recomposition d'un mouvement syndical et politique anticapitaliste et démocratique se fraie difficilement son chemin dans un contexte qui est bien plus difficile qu'en Europe occidentale. Elle sera profondément tributaire de l'émergence d'une alternative crédible à (et dans) l'Union européenne et du développement d'un nouvel internationalisme*

---

dans *Rouge* (n° 2001, 23 janvier 2003) : “Avec Alain Krivine, nous avons voté contre les deux paquets” (le premier, en 2001, et le deuxième, adopté par le Parlement européen le 14 janvier 2003). Or Vachetta et Krivine ont voté pour la moitié du “deuxième paquet” ferroviaire, comme ils l'ont eux-mêmes déclaré lors des débats...

(33) L'un des derniers exemples en est la résolution adoptée par le “Parlement” européen le 30 janvier 2003, au sujet de l'Irak. Lors du débat préparatoire, le 29 janvier, Alain Krivine, “député” européen et dirigeant de la LCR, déclare toute son opposition à une guerre qui “sent le pétrole” et affirme qu’“avec ou sans l'ONU, cette guerre n'est pas la nôtre”. Le lendemain a lieu le vote de la résolution du “Parlement” européen, qui soutient inconditionnellement la résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU (rappelons que celle-ci menace l'Irak de “conséquences graves” en cas de manquement à la résolution 1441) et condamne “l'isolement volontaire et le manque de coopération du gouvernement irakien avec la communauté internationale”. Cette résolution estime d'ores et déjà qu'il y a des “violations de la résolution 1441” par l'Irak, même si, pour l'instant, celles-ci “ne justifient pas le lancement d'une action militaire”, mais “demande instamment au gouvernement irakien de se plier aux dispositions de la résolution 1441 du Conseil de sécurité des Nations unies, de continuer à permettre à la COCOVINU de poursuivre ses inspections sans condition et sans entraves”... sous peine de conséquences graves, rappelons-nous en. Une telle position est difficilement à mettre au compte de la lutte résolue contre la guerre et pour la sauvegarde du peuple irakien ; en réalité, elle correspond à l'idée d'une guerre rendue inévitable comme dernier recours si les résolutions de l'ONU ne sont pas respectées. Et sur une telle résolution de marche à la guerre et de justification de la mise sous tutelle du peuple irakien et du morcellement de toute la nation... le “député” européen responsable du SU, Alain Krivine... s'abstient !

(34) Rappelons que Lénine et Trotsky ont considéré comme temporaire l'interdiction des tendances et des fractions en 1921, en raison même de la guerre qui ravageait le pays. C'est le stalinisme qui devait transformer cette mesure temporaire en orientation stratégique.

*des résistances à la mondialisation capitaliste.*"

Hors de l'Union européenne, point de salut !

Car "dans les anciens Etats bureaucratiques" de l'est de l'Europe, écrit le document du SU comme pour s'en désoler et avec une sorte de dédain,

*"le souci principal des masses ouvrières, c'est la lutte pour leur survie matérielle quotidienne, alors que le mouvement ouvrier reste embryonnaire et fragmenté".*

Que voulez-vous ? Si les masses ne se préoccupent que de leur survie matérielle quotidienne et si le mouvement ouvrier est fragmenté, que voulez-vous que nous y fassions... hormis les faire adhérer à l'Union européenne ?

---

### **"LA DYNAMIQUE CHINOISE"**

---

La même analyse est appliquée par le SU à la situation chinoise. On sait que, dans les dernières années, la Chine et les Etats-Unis ont signé un accord sur l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce. Un seuil a été franchi par la bureaucratie chinoise, qui accepte de livrer le pays à la pénétration impérialiste.

Dans un colloque tenu au début de l'année 2002 à Pékin, des chiffres ont été donnés sur les conséquences sociales prévisibles de ce qui se prépare en Chine en application de l'entrée dans l'OMC (chiffres établis officiellement) : 40 millions de chômeurs supplémentaires dans la classe ouvrière, mais aussi plus de 150 millions de paysans chassés des campagnes, qui arriveront dans les villes dans la prochaine période, sans y trouver de travail. Les dirigeants officiels chinois pronostiquent un désastre social considérable en conséquence de l'ouverture au marché.

Imperturbable, le texte du Secrétariat unifié célèbre "la dynamique chinoise".

Dans le chapitre ainsi titré, on apprend que

*"la Chine visera dans les prochaines décennies à jouer un rôle de grande puissance et à faire valoir son hégémonie en Asie".*

Il ne s'agit donc pas d'accroître l'hégémonie de l'impérialisme américain. L'accord avec l'OMC ne serait pas l'augmentation de la pression hégémonique de l'impérialisme, mais une augmentation de l'hégémonie chinoise !

Au fait, de quel régime social s'agit-il ? Ici apparaît un nouveau concept : "le maintien du régime de transition bureaucratisé". Ce régime s'appuie-t-il sur les "rapports de production hybrides" entraperçus précédemment ? On ne le saura pas.

Ayant par ce tour de passe-passe inventé un nouveau monstre théorique, le texte du Secrétariat unifié relève que le régime chinois "semble offrir plus que la Russie des garanties aux investisseurs étrangers".

Et le SU de saluer la "dynamique interne" par laquelle la Chine a, "au cours de la dernière décennie", procédé à "des changements d'une très grande ampleur".

Une dynamique interne ? La vente de pans entiers de l'industrie à des groupes capitalistes américains ou américano-japonais, ou américano-taiwanais, ou coréens : une dynamique interne ?

Le texte du SU précise :

*"La croissance économique s'est poursuivie à des taux assez élevés, en n'étant que très partiellement affectée par la crise asiatique, et le renouveau du pays a progressé. Une couche bourgeoise, liée à l'économie nationale et/ou aux investissements étrangers, a pris corps, le plus souvent en provenance de secteurs de la bureaucratie."*

On croirait lire des journaux financiers américains ou japonais ! Il y aurait donc un "renouveau du pays", qui progresse, la croissance économique se développerait, etc. Et pendant ce temps-là, des dizaines et des centaines de millions de travailleurs perdent leur emploi, ne se voient même pas payer leurs allocations de chômage (ce qui était à l'origine des manifestations ouvrières de Liaoyang, récemment) ! Pendant ce temps-là, les paysans ruinés et affamés affluent vers les villes, la misère se développe. Mais non : le "renouveau du pays progresse". Quant à la "couche bourgeoise liée à l'économie nationale", que représente-t-elle, sinon ces secteurs de la bureaucratie qui se vendent directement comme agents des multinationales et de l'impérialisme américain, pré-

parant les conditions du dépeçage de la nation chinoise ?

---

## L'ADHÉSION DE LA CHINE À L'OMC “AURAIT” DES CONSÉQUENCES DRAMATIQUES...

---

Empruntant au langage des économistes bourgeois, le Secrétariat unifié s'inquiète, certes, de ce que, dans les vingt dernières années, la Chine ait enregistré *“un ralentissement assez sensible de (sa) croissance”*, et qu'en particulier, *“un pourcentage élevé des grandes entreprises d'Etat sont restées au rouge malgré les restructurations réalisées ou amorcées”*.

En réalité, le Secrétariat unifié n'ignore pas — pas plus que les économistes bourgeois, d'ailleurs — que les processus en Chine pourraient avoir quelques conséquences sociales. Il écrit, par exemple, que *“les effets négatifs sur le terrain social se sont aggravés : chômage croissant dans les grandes villes et taux très élevés de la population dite excédentaire dans les campagnes”*.

Il relève également que, *“dans le cadre d'une application plus rigoureuse de critères de rentabilité et d'une réduction progressive des protections douanières découlant de l'adhésion à l'OMC”*, la situation *“est grosse de conséquences sociales”*.

Employant délibérément le conditionnel, le Secrétariat unifié ajoute que *“des couches ouvrières, de larges secteurs de la paysannerie et, plus généralement, des secteurs pauvres de la population seraient frappés par le développement ultérieur du cours nouveau”*, et même que, *“en fin de compte, l'équilibre politique du régime pourrait être ébranlé”* (c'est nous qui soulignons — NDLR). Tout cela au conditionnel, naturellement.

---

## UNE SEULE CHOSE EST ABSENTE DE CE TEXTE : LA RÉVOLUTION POLITIQUE. UN DÉTAIL !

---

En réalité, tout menace d'exploser littéralement en Chine aujourd'hui. Pour la

IV<sup>e</sup> Internationale (nous disons bien : la IV<sup>e</sup> Internationale, pas le Secrétariat unifié révisionniste pabliste), cela pose le problème de l'aide à la classe ouvrière chinoise dans son combat pour la défense des conquêtes sociales, l'aide pour son combat pied à pied pour préserver ce qui a été arraché par les générations précédentes, en particulier la propriété socialisée et l'ensemble des conquêtes qui y sont reliées, et forment le maillage de l'existence sociale même du prolétariat chinois.

Rappelons que c'est sur le programme de la révolution politique que s'est fondée la IV<sup>e</sup> Internationale : à savoir qu'il y a une contradiction absolue entre les besoins de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre (s'appuyant, dans un pays comme la Chine, sur les segments de propriété sociale et les conquêtes arrachées par la révolution de 1949), et la politique de restauration du capitalisme.

Cette contradiction absolue a comme conséquence que, de plus en plus, la bureaucratie (de manière non homogène, d'ailleurs) va s'engager sur la voie de l'ouverture de la Chine à la pénétration du marché capitaliste, mettant en cause non seulement les équilibres, mais l'existence même de la nation chinoise.

Ces questions sont absentes du texte du Secrétariat unifié, qui évoque seulement des risques possibles “d'explosion”, mais pour qui la cause est entendue : la restauration du capitalisme est en marche, et — répétons-le — la nature de la bureaucratie n'y est pour rien !

---

## MASSES, APPAREILS ET DIRECTIONS DANS LES PAYS CAPITALISTES

---

La confusion systématique opérée par les pablistes entre conquêtes sociales et appareil bureaucratique se retrouve dans leur analyse des rapports entre les masses, les appareils, les directions, dans les pays capitalistes eux-mêmes.

Analysant la situation mondiale, le Secrétariat unifié écrit qu'elle est marquée par, d'une part, *“une évolution contradictoire des rapports de forces : la remise en cause d'acquis sociaux résultant d'une*

*déréglementation combinée à des résistances et des recompositions de luttes et de foyers de combativité”, et, d’autre part, “une transformation social-libérale des secteurs dominants du mouvement ouvrier et social traditionnel qui affaiblit globalement ses positions”.*

Qu’est-ce que cela signifie ? Y a-t-il eu remise en cause d’acquis sociaux résultant d’une déréglementation ? Absolument. Qui en est la cause ? N’est-ce pas la soumission totale et complète de tous les appareils qui dirigent le mouvement ouvrier à l’ordre impérialiste en décomposition ? N’est-ce pas le rôle joué par les gouvernements de “gauche plurielle” en Europe, par les appareils du type CES, qui cherchent à incorporer le mouvement ouvrier à l’intérieur même des rouages de la destruction de la classe ouvrière ? N’est-ce pas la responsabilité, qui est ici posée, de l’appareil stalinien international, désormais transformé en appareil mercenaire de Washington ? N’est-ce pas la politique des Jospin, des Blair, qui est ici en cause ? Mais aussi des Hue, des Bertinotti, des Gysi, des Wolf et Woweroit ? Pour le SU, en aucune manière.

Le projet de résolution du SU poursuit :

*“Dans les pays impérialistes, et singulièrement dans l’Union européenne, le capitalisme a réussi, pour la première fois depuis un demi-siècle, à (re)créer une insécurité sociale quasi générale quant à l’emploi, le salaire et le revenu de remplacement (chômage, maladie, invalidité), ainsi qu’à l’accès à un enseignement de qualité et aux soins de santé. Les travailleurs qui ont un emploi subissent la remise en cause des acquis sociaux, des droits du travail et des travailleurs, la généralisation de la flexibilité, de la précarité, l’austérité salariale, l’individualisation des processus du travail et des salaires, l’affaiblissement du nombre d’adhérents du mouvement syndical dans les métropoles impérialistes.”*

Certes, certes... Et tout cela, le capitalisme l’a “réussi” tout seul ? Il y avait donc dans le système capitaliste des ressources insoupçonnées, qui font que toutes ces conquêtes arrachées par la lutte de classe et imposées à la classe capitaliste, aujourd’hui, la classe capitaliste parvient “toute seule” à les remettre en cause ? Allons donc. Où est le rôle des

appareils, absents dans ce passage comme dans le reste ?

Nous affirmons, nous IV<sup>e</sup> Internationale, comme Trotsky nous l’a appris — mais cela est confirmé dans des proportions, dans des conditions infiniment plus amples et tragiques encore que cela n’était lorsque Trotsky pouvait l’écrire —, que sans la politique des appareils l’impérialisme n’aurait pas la moindre possibilité d’imposer le moindre de ces plans à la classe ouvrière aujourd’hui.

Nous affirmons que ce qui est à l’ordre du jour, c’est la révolution prolétarienne.

Et que seul l’obstacle dressé par les appareils parvient, jusqu’à présent du moins, à encamisoler le mouvement ouvrier pour lui interdire d’avancer sur cette voie. Ce qui ne veut pas dire que sa résistance n’est pas aujourd’hui un élément central de la situation mondiale.

Nous en tirons comme conclusion que la place centrale de la IV<sup>e</sup> Internationale est, sur une ligne de front unique, d’aider la classe ouvrière à préserver l’indépendance de ses organisations et à construire ses outils politiques sur la ligne de l’Entente internationale des travailleurs et des peuples, sur la ligne des partis ouvriers indépendants, qui permettront de mener ce combat et de défaire la politique réactionnaire, contre-révolutionnaire, des appareils.

---

## LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ ET LES APPAREILS

---

Ce n’est absolument pas le souci des pablistes. Pour eux, le capitalisme a en lui-même la force d’imposer toutes sortes de choses à une classe ouvrière dépourvue de conscience et de compréhension des enjeux historiques, et qui accepte passivement.

Dire que le Secrétariat unifié ignore les appareils n’est pas tout à fait exact. Mais il n’y voit pas des obstacles. Il est écrit, par exemple, que *“l’hypothèque du stalinisme est en voie de disparition”*. Le stalinisme serait un phénomène aujourd’hui en voie de disparition, et qui n’aurait plus aucune conséquence ? La situation tra-

gique de centaines de millions de travailleurs, des masses populaires dans l'ex-URSS, dans l'est de l'Europe, ou encore ce qui se prépare aujourd'hui en Chine, tout cela serait une “hypothèque en train de disparaître” ?

L'offensive menée en France, par exemple, par les sommets de l'appareil stalinien pour détruire la CGT comme confédération syndicale indépendante : une “hypothèque en train de disparaître” ? Le rôle de l'appareil stalinien dans les gouvernements du type gouvernement Jospin : une “hypothèque en train de disparaître” ?

Quant à la II<sup>e</sup> Internationale, son évolution est ainsi appréciée :

*“La nouvelle phase politique est une mise à l'épreuve des projets et programmes de la social-démocratie. Elle peut octroyer des marges de manœuvre aux équipes gouvernementales social-démocrates.”*

Des marges de manœuvre, une mise à l'épreuve ?

Mais enfin, en France, avec vingt ans de gouvernements de gauche, en Espagne avec Felipe Gonzalez, en Italie avec la coalition de L'Olivier, en Grande-Bretagne avec le gouvernement Blair, et dans tant d'autres pays, les travailleurs n'ont-ils pas été sérieusement confrontés aux conséquences pratiques et concrètes des “projets et programmes de la social-démocratie” ?

N'ont-ils pas été confrontés pratiquement à la politique de ces partis, qui, en alliance avec les Partis communistes, ont joué un rôle majeur dans la destruction de toutes les conquêtes de la classe ouvrière, de ses organisations, de ses institutions ?

Les travailleurs n'ont-ils pas été confrontés à toutes ces politiques de privatisation, de déréglementation et de destruction des acquis ouvriers, telles que les gouvernements en question les ont mises en place ?

Les “directions social-démocrates ont épousé la politique néolibérale en y ajoutant un accompagnement social réduit”, écrit le SU. Un “accompagnement social réduit” ? Les 35 heures version Aubry, la mise en œuvre du plan Juppé sur la Sécurité sociale, les privatisations en masse, le démantèlement des conventions

collectives et des statuts... seraient “un accompagnement social réduit” ?

Tous les travailleurs soumis aux politiques des gouvernements constitués par les partis de l'Internationale socialiste et les partis issus de l'éclatement de l'appareil stalinien international savent ce qu'il en est : ces gouvernements n'ont pas fait preuve d'une insuffisante audace dans “l'accompagnement social”, ils ont au contraire fait preuve d'une grande détermination anti-ouvrière !

Leur rôle essentiel est d'avoir pu porter à la classe ouvrière des coups que les gouvernements de droite traditionnels auraient été plus en difficulté pour mener, puisque, précisément, ces gouvernements de gauche pouvaient postuler à domestiquer le mouvement ouvrier (dans quelle proportion y sont-ils parvenus — plus ou moins, c'est une autre affaire...).

La vérité, c'est qu'un gouvernement comme celui de la “gauche plurielle” en France a porté les coups les plus rudes à la classe ouvrière ! Et l'accusation principale adressée par le SU à ces gouvernements, c'est qu'ils ont mis en place un “accompagnement social réduit” ?

Le document du Secrétariat unifié évoque en une phrase le fait que, pour beaucoup de ces partis, “leur participation gouvernementale (...) dans 13 des 15 pays de l'UE” a eu pour conséquence que, “à quelques nuances près, ils se sont inscrits dans le cadre des choix stratégiques des classes dominantes”.

Voyez-vous ça ! Ils “se sont inscrits” dans ce cadre ! Ils n'ont pas été un élément majeur de la mise en œuvre de la politique de destruction du FMI et de la Banque mondiale...

---

## CONSÉQUENCES PRATIQUES DE CES ANALYSES

---

Dénoncer dans la politique des gouvernements du type “gauche plurielle” un “accompagnement social” insuffisant, ou le fait qu'ils “se sont inscrits” dans d'autres choix stratégiques que ceux de la classe ouvrière, c'est revendiquer finalement de constituer un pôle qui entraîne “plus à gauche” ces coalitions du type

“gauche plurielle”, ou L’Olivier, ou Blair, etc.

Finalement, le SU se définit lui-même comme porteur d’un “accompagnement social” conséquent... des politiques du FMI, de la Banque mondiale et de l’Union européenne !

Il est logique, dans ces conditions, que, dans les pays d’Europe occidentale, par exemple, les sections du Secrétariat unifié aient comme ligne stratégique d’être partie prenante de partis qui soit sont membres des coalitions gouvernementales, soit fassent partie d’un large arc de soutien à ces coalitions gouvernementales. Ou que, à tout le moins, le Secrétariat unifié se relie à ces partis.

C’est ainsi qu’en France, durant toute la période du gouvernement de “gauche plurielle”, les députés européens de la LCR (Alain Krivine et Roseline Vachetta) ont siégé — comme leurs collègues de Lutte ouvrière, d’ailleurs — dans le groupe “parlementaire” du Parlement européen de la Gauche unie, dirigé par les députés du PCF.

Et cela au moment même où les dirigeants du PCF participaient en France au gouvernement, leurs ministres (Gayssot, par exemple) jouant un rôle actif dans les privatisations.

C’est ainsi qu’en Italie, la section du Secrétariat unifié est partie prenante du parti Refondation communiste, lequel, sans appartenir à la coalition de L’Olivier, a su à chaque étape décisive lui apporter le soutien qui pouvait lui faire défaut pour lui permettre de poursuivre sa tâche de maintien de l’ordre bourgeois.

La participation du ministre du Secrétariat unifié au gouvernement brésilien aux côtés des représentants de la Boston Bank n’a rien d’accidentel : elle est en parfaite conformité avec cette orientation générale, qui repose finalement sur l’affirmation “théorique” selon laquelle, dans un système capitaliste qui ne cesse de se développer et où la révolution prolétarienne n’est pas à l’ordre du jour, on ne peut faire autrement que d’inscrire des politiques “d’accompagnement social” dans la ligne générale tracée par le régime de la propriété privée des moyens de production lui-même.

---

## LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ ACCUSE LA CLASSE OUVRIÈRE

---

Un autre aspect du texte du SU est de faire porter à la classe ouvrière américaine la responsabilité de la politique impérialiste. Il y est écrit que le 11 septembre 2001 a des conséquences “*sur la conscience très chauvine-impérialiste dans les secteurs majoritaires de la classe salariée*”. Un peu plus loin, il est noté que “*le mouvement social contre la globalisation aux Etats-Unis a dû reculer immédiatement*” et “*s’est affaibli par le retrait du mouvement syndical (AFL-CIO)*”.

De nouveau, on fait porter aux travailleurs la responsabilité de la politique des appareils. Certes, les sommets de l’AFL-CIO, au lendemain du 11 septembre, se sont engagés sur une voie d’accompagnement de la politique de Bush. Mais comment ne pas voir en même temps le sentiment grandissant d’inquiétude contre la guerre, qui mûrit dans la classe ouvrière américaine ? Comment ne pas voir que ce mouvement aboutit à des prises de position d’un nombre grandissant d’organisations syndicales contre la guerre, avant la guerre elle-même ? Jusques et y compris la constitution, le 11 janvier 2003, de la coalition US Labor Against War, qui regroupe des organisations syndicales revendiquant plus de quatre millions de syndiqués ? Significativement, d’ailleurs, *Rouge*, le journal de la LCR, publie l’appel de la coalition US Labor Against War au moment même où le texte du Secrétariat unifié dénonce “*la conscience très chauvine-impérialiste dans les secteurs majoritaires de la classe salariée*”.

Mais, du point de vue du plabisme, cela n’a strictement aucune importance : lorsqu’il n’y a pas de mouvement antiguerre, c’est la faute de la conscience insuffisante de la classe ouvrière ; et lorsqu’il y a un mouvement antiguerre, c’est grâce à l’engagement progressiste de l’appareil !

D’ailleurs, dans le texte du Secrétariat unifié, il est indiqué que l’évolution de la situation aux Etats-Unis “*dépendra du recul du sentiment patriotique*”. Pour le SU, c’est toujours la classe ouvrière qui est responsable de la politique des appareils, et pas l’inverse.

## 4. L’“altermondialisation” : la face cachée du “nouveau” capitalisme

Quel est le rapport entre l’orientation “altermondialiste”, qui domine aujourd’hui dans l’activité du Secrétariat unifié, et l’analyse qui est la sienne du développement du nouveau capitalisme ? Ce rapport s’établit assez logiquement comme suit.

Postulat n° 1 : le capitalisme ne cesse de se développer ; il a devant lui un horizon illimité, ou en tout cas extrêmement durable.

Postulat n° 2 : la révolution prolétarienne n’est pas à l’ordre du jour.

Postulat n° 3 : le mouvement ouvrier lui-même connaît une énorme régression idéologique et politique, sa conscience de classe ayant brusquement chuté en même temps que s’écroulait le Mur de Berlin.

Postulat n° 4 : globalement, la mondialisation a malgré tout un caractère positif, puisqu’elle va dans le sens de l’unification du marché mondial.

Conséquence de ces quatre postulats : la seule perspective progressiste du point de vue de l’humanité consisterait à introduire une dimension sociale dans la mondialisation. Pour cela, il importe que les organisations ouvrières, loin de rester indépendantes, s’intègrent dans les rouages mêmes de la mondialisation.

---

### UNE MODIFICATION DE VOCABULAIRE

---

On comprend, dans ces conditions, la modification de vocabulaire introduite dans la dernière période. Au cours des années 1990, le Secrétariat unifié avait été partie prenante du développement de ces mouvements dits “antimondialisation”. Le terme avait déjà un contenu plus qu’équivoque : être “antimondialisation”, c’était se dresser contre quelque chose aux contours assez vagues. S’agissait-il d’être

contre certains excès du capitalisme ou contre l’essence même du régime d’exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production ? Les “antimondialistes” cultivaient délibérément l’équivoque. Nous y reviendrons plus loin.

Ensuite, une précision a été apportée : il s’agissait d’être contre la mondialisation “néolibérale”. Autrement dit, même le terme “antimondialisation” apparaissait comme “peut-être trop radical”. Il risquait de prendre un contenu contre le capitalisme. On a donc précisé “antimondialisation néolibérale”, une manière de suggérer qu’une autre mondialisation était possible (moins “libérale” ou moins “néo”, on ne savait).

Plus récemment encore, les “antimondialistes” ont revendiqué d’être rebaptisés “altermondialistes” (du latin “alter” : autre). Il s’agissait donc de dire que, désormais, ces gens-là se mobilisaient pour une autre mondialisation. D’ailleurs, leur slogan majeur n’est-il pas : *“Un autre monde est possible”* ?

Certes, un autre monde est possible, une fois débarrassé de l’exploitation et de l’oppression. Un autre monde est possible, une fois éradiquée l’origine de tous les maux : la survie du régime décomposé de la propriété privée des moyens de production. Mais dire qu’un autre monde est possible sans poser ce préalable, c’est participer de “l’humanisation de la mondialisation”, c’est-à-dire, en fait, du maintien en place de la vieille société d’exploitation. Premier président d’ATTAC, Bernard Cassen déclarait le 20 juillet 2001 au quotidien *La Tribune* :

*“Nous ne sommes pas seulement contestataires, notre ambition est de proposer des alternatives crédibles, de montrer qu’un autre monde est possible en remettant l’économie et la finance au service de la société.”*

Dans un document de mai 2001 (*“Les règles du jeu du nouveau capitalisme*

actionnarial”), ATTAC précisait explicitement que cet “autre monde possible” serait parfaitement compatible avec la propriété privée des grands moyens de production et avec les “droits” conférés à leurs possesseurs, y compris celui de licencier :

*“Certes, le droit de la propriété capitaliste implique celui d'embaucher et de licencier. La question est de savoir jusqu'à quel point. Nous voulons quant à nous que le licenciement devienne l'ultime recours, une fois épuisées toutes les autres possibilités pour garantir la survie de l'entreprise.”*

Les capitalistes, la main sur le cœur, disent-ils autre chose ?

Bien sûr, comme souvent dans ces cas-là, la jeunesse est utilisée comme masse de manœuvre manipulable.

---

## LA MANIPULATION DE LA JEUNESSE

---

Le texte du Secrétariat unifié oppose “la nouvelle radicalisation de la jeunesse” au “climat de régression idéologique et de résignation militante des années 90”.

La chose n'est pas nouvelle.

Dans les années 1960, le Secrétariat unifié avait déjà inventé la théorie des “avant-gardes larges”, ou “nouvelles avant-gardes”, dans lesquelles, en particulier, la jeunesse — et ce secteur que le Secrétariat unifié choyait non sans démagogie : “la jeunesse scolarisée” — était censée prendre le relais d'un mouvement ouvrier fatigué, épuisé, confondu comme de coutume avec les appareils bureaucratiques eux-mêmes.

Cela recommence aujourd'hui. Le SU porte aux nues cette “nouvelle radicalisation de la jeunesse”, qui

*“se confronte systématiquement avec les sommets des institutions internationales de l'impérialisme (Banque mondiale, FMI, G 7, UE) dans la rue, lors des contre-sommets et par une ébauche de regroupements internationaux, dont le Forum social mondial de Porto Alegre (janvier 2002) est l'apogée actuelle”.*

Les mots ont leur importance. Ce mouvement de la jeunesse se confronte dans la

rue avec les sommets des institutions internationales ? Soit. Mais il n'a pas les moyens par lui-même de se confronter à la mainmise du régime de la propriété privée des moyens de production.

Pour le SU, il a donc pour rôle de se confronter dans la rue... et pour le reste, de laisser la conduite des affaires, précisément, à ces institutions internationales de l'impérialisme, dans lesquelles le Forum social mondial de Porto Alegre, avec son budget participatif, joue un rôle important de composante sociale (c'est sans doute par ce biais que le SU entend promouvoir un “accompagnement social” conséquent).

---

## ... “À LA POINTE DE LA NOUVELLE PHASE”

---

Le caractère à la fois manipulateur et corporatiste de cette orientation tournée vers “la nouvelle radicalisation de la jeunesse” s'exprime nettement dans ce passage où il est dit, à propos du mouvement antimondialisation, qu'il

*« influence dès aujourd'hui des cadres du mouvement ouvrier et social sur le plan national, en offrant un début d'alternative quant à l'analyse de la situation mondiale, aux revendications, à la perspective d'une “autre” société ».*

Il y aurait donc perspective « d'une “autre” société » sans remettre en cause le régime de la propriété privée des moyens de production ? Il s'agit donc d'orienter le mouvement ouvrier — cela est dit explicitement — vers la perspective d'une “autre société”... qui se contente de se confronter avec les sommets des institutions internationales dans la rue, mais en aucune manière ne pose les questions du pouvoir ?

Il s'agit donc d'orienter le mouvement ouvrier vers la perspective « d'une “autre” société » à l'intérieur même de la société capitaliste, fondée sur des rapports sociaux dont la base est la propriété privée des moyens de production ? Il s'agit donc de trouver au mouvement ouvrier, au nom « d'une “autre” société », une place dans cette société capitaliste-là ? Bien sûr, cette place va être celle du budget participatif, d'où la référence insistante au Forum social de Porto Alegre.

Cette “nouvelle radicalisation et politisation de la jeunesse” se caractérise par le fait que la jeunesse

« n'a jamais cessé de s'engager et de "s'occuper de politique" dans le sens le plus large, à travers l'antiracisme/antifascisme, l'écologie, le tiers-mondisme, l'humanitarisme et les grandes questions éthiques de l'humanité. Mais elle était fortement marquée par le rejet du politique en général, ne s'identifiait plus à la classe ouvrière et au mouvement ouvrier, tournait le dos au marxisme et aux organisations révolutionnaires. La jeunesse qui se radicalise aujourd'hui n'exprime pas seulement ses propres besoins et aspirations contre une société injuste, elle manifeste aussi son engagement face à cette société pour la changer. D'où un bond en avant sur le plan de la conscience (anticapitaliste), des formes de lutte (plus radicales), de revendications (plus globales) et d'engagement (plus militant). Elle se trouve à la pointe de la nouvelle phase. »

La “pointe de la nouvelle phase”, ce sont les jeunes qui manifestent contre la mondialisation capitaliste, à Seattle, à Gênes ou ailleurs, et qui sont froidement manipulés par des politiciens sans conscience, pablistes et staliniens réunis, qui les entraînent dans l'impasse du budget participatif ?

Remarquons au passage un tour de passe-passe. Dans les manifestations de Seattle, la centrale syndicale américaine AFL-CIO avait joué un rôle important. Alors, pourquoi réduire cela à la jeunesse ? Pourquoi faire de la jeunesse “la pointe de la nouvelle phase”, d'où il faudrait conclure que l'arrière-train de la nouvelle phase serait la classe ouvrière ?

Le Secrétariat unifié ne dissimule guère le caractère “ne se situant pas sur un terrain de classe” du mouvement antimondialisation.

Dans un sous-chapitre de cette première partie, intitulé “La relance du mouvement de masse et la gauche anticapitaliste”, on apprend qu’*“une nouvelle situation politique-idéologique est née, à la fin des années 90”*.

Encore quelque chose de “nouveau” : nouveau capitalisme, nouvelle situation, nouveau cycle... tout est nouveau au Secrétariat unifié.

---

## À LA FIN DES ANNÉES 1990, LA RELANCE D'UN MOUVEMENT...

---

Qu'est-ce qui caractérise cette nouvelle situation ? Citons :

“Elle est le résultat d'une accumulation de mécontentements, de prises de conscience, d'une relance de la solidarité et de luttes importantes, mais qui toutes s'étaient terminées en impasse, échec ou défaite : aux Etats-Unis, la longue grève des pilotes et celle de l'UPS ; en Europe, des grèves générales — nationales ou sectorielles —, en Grande-Bretagne (mineurs 1984-85), au Danemark (grève générale 1986), en Belgique (1986, puis les services publics en 1987, grève générale en 1993, grève larvée du secteur enseignant étalée sur deux ans), dans l'Etat espagnol (grèves générales au début des années 90) et en Italie (1992 et 1994) ; en Amérique latine, l'Equateur, le Brésil et la Bolivie ; et en Asie, la Corée du Sud et l'Indonésie ont connu des mouvements de masse et des luttes ouvrières importantes.”

Il y a donc eu toutes ces luttes de classe, si l'on comprend bien — encore que le terme “lutte de classe” soit singulièrement absent du texte du Secrétariat unifié, c'est nous qui l'utilisons —, mais toutes, nous dit-on, auraient débouché sur des échecs. Pourquoi ? Comment ? On ne sait.

Mais le texte du SU précise :

« Le mouvement gréviste contre le gouvernement Juppé en France (hiver 1995) annonce le tournant. Avec la “Marche européenne des chômeurs, précaires et exclus” vers Amsterdam (juin 1997), il a commencé à changer l'état d'esprit dans les milieux militants en France et en Europe. »

Qu'est-ce que cela signifie ? Le mouvement contre le plan Juppé en France, c'est l'action des masses, de millions et de millions, qui ont imposé l'unité, en particulier à ceux des dirigeants — notamment CGT et CFDT — qui s'y refusaient.

C'est ce mouvement de classe, qui a été assez fort pour imposer l'unité, qui a fait reculer Juppé. Mais pas assez, toutefois, pour surmonter tous les obstacles : c'est ainsi que, devenu Premier ministre du gouvernement de “gauche plurielle”, c'est le “socialiste” Jospin qui mettra en place avec zèle les dispositions contenues

dans le plan Juppé, portant des coups majeurs au système de Sécurité sociale arraché en France par la vague révolutionnaire de 1944-1945.

Ce processus pose tous les problèmes de la lutte de classe, de l'unité, du rapport entre les masses et les appareils, de la contradiction entre le mouvement des travailleurs, qui cherchent à dresser leurs organisations pour défendre leurs aspirations, et le mouvement des appareils, qui cherchent à dérober les organisations.

Et c'est ce mouvement qui "justifie", selon le SU, le renoncement aux luttes de classes "classiques" — c'est-à-dire de luttes de classes où les travailleurs se réunissent avec les organisations qu'ils ont bâties pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux, les organisations syndicales, pour des revendications qui correspondent aux conquêtes ouvrières arrachées par la lutte de classe (par exemple, la défense des régimes de Sécurité sociale) — pour passer à des situations différentes, où des "marches", et ensuite des forums, vont rassembler indistinctement des travailleurs, des gens extérieurs à la classe ouvrière, des syndicats, mais aussi des ONG, des mouvements divers.

Ou, pour le dire sous une autre forme : il s'agit de transiter de la lutte de classe indépendante sur le terrain des intérêts ouvrier vers la recherche de "l'accompagnement social".

---

### ... "POTENTIELLEMENT ANTICAPITALISTE"

---

Tout cela va, selon les propres termes du document du SU, ouvrir

*« la voie vers le "mouvement contre la globalisation" qui se rassemble à Porto Alegre au premier Forum Social Mondial, animé d'un esprit offensif, internationaliste et potentiellement anticapitaliste, porté par une nouvelle génération ».*

Ainsi donc, la différence entre le mouvement ouvrier classique de la période précédente et le mouvement contre la globalisation, c'est que ce dernier est "potentiellement anticapitaliste".

Pourquoi est-il seulement potentiellement anticapitaliste ? Quelque chose qui est potentiellement quelque chose ne l'est pas au moment où nous parlons. Donc, du point de vue même de ses principaux initiateurs, le Forum social mondial n'est pas anticapitaliste. C'est exact.

La base même du Forum social mondial n'est pas la remise en cause du capitalisme ou du régime de la propriété privée des moyens de production, encore moins la nécessité de combattre pour la socialisation des moyens de production. Le Forum social ne se situe pas sur le terrain du mouvement ouvrier et de l'indépendance des organisations.

Non, la raison d'être du Forum social de Porto Alegre, c'est la "contestation" de la "mondialisation néolibérale". Il s'agit donc, dans le cadre du régime de la propriété privée des moyens de production, de chercher à aménager tel ou tel aspect de cette mondialisation, donc du système lui-même, en dessinant les contours de "l'accompagnement social".

---

## CONTRE L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

---

C'est la raison pour laquelle ce "mouvement contre la globalisation" ne peut pas se situer sur le terrain de l'indépendance de classe du mouvement ouvrier. Car, par définition, l'indépendance de classe du mouvement ouvrier est fondée sur la reconnaissance du système capitaliste comme un système basé sur l'exploitation de la force de travail. L'indépendance du mouvement ouvrier suppose reconnaissance de l'antagonisme entre capital et travail ; et s'il y a antagonisme, c'est que le système d'exploitation capitaliste n'incarne pas l'avenir de l'humanité, et qu'il est appelé à céder la place à un système où les moyens de production seront collectivisés. Cela, il est hors de question de le mettre à l'ordre du jour du Forum social mondial.

A partir de là, il n'est plus question d'indépendance du mouvement ouvrier. C'est pourquoi le Secrétariat unifié se félicite de ce que, "à Gènes, pour la première fois, ce mouvement (antimondialisation,

potentiellement anticapitaliste — NDLR) réussit à fusionner avec les secteurs combattifs du mouvement syndical de masse”. Il s’agit donc bien d’incorporer les organisations syndicales, en tout cas leurs secteurs “combattifs” : de les détacher du mouvement syndical et de les noyer dans un ensemble “mouvementiste”, dans un forum avec des ONG et des mouvements divers.

D’ailleurs, le Secrétariat unifié se félicite de ce que

« une nouvelle conjoncture socio-politique se développe dans certains pays, comme l’Italie et l’Espagne, où “le mouvement des mouvements” a stimulé directement les luttes du monde du travail ».

Mais s’il faut donc constituer ce que le texte du SU appelle “un nouveau cadre politique” — encore quelque chose de nouveau ! —, c’est qu’il faut modifier la situation actuelle. Celle que le texte du SU regrette :

« Le mouvement syndical “traditionnel” — organisationnellement affaibli et socialement isolé — continue à organiser des millions de travailleurs et de travailleuses, et des centaines de milliers de militants. ».

Il va donc être nécessaire de tout faire pour que ce mouvement syndical traditionnel organise de moins en moins les millions de travailleurs et de travailleuses, de moins en moins les centaines de milliers de militants, et accepte de plus en plus de se dissoudre ou de se soumettre au cadre destructeur et de dilution du mouvement antimondialisation, avec comme relais, nous y reviendrons, la Confédération européenne des syndicats et toutes les pseudo-instances syndicales qui se mettent en place au plan international.

On comprend que, pour une telle tâche, le Secrétariat unifié reçoive un appui ouvert du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. James D. Wolfensohn, président de la Banque mondiale, a adressé un salut chaleureux aux délégués du Forum social mondial de Porto Alegre de janvier 2003, sous le titre : “Un monde meilleur est possible”, clin d’œil appuyé au slogan de ce forum (“Un autre monde est possible”).

Wolfensohn écrit :

“Durant la dernière décennie, nous avons activement dialogué avec les orga-

nisations de la société civile, y compris à travers les projets que nous finançons.”

C’est exact : 13 % des prêts de la Banque mondiale servent à financer la “participation” des ONG. 13 % de 17,3 milliards de prêts faits au cours de l’année 2001, cela fait 2,25 milliards de dollars, qui viennent s’ajouter chaque année à la dette des pays concernés. Et ce n’est qu’un début :

“Le rôle des organisations de la société civile au niveau local et mondial continuera de s’accroître”,

ajoute Wolfensohn, qui conclut son salut par ces mots :

“Mes collègues et moi-même avons suivi les débats des deux derniers Forums sociaux mondiaux et nous discuterons avec intérêt des idées et propositions qui émergeront cette année (...). Nous pouvons travailler ensemble beaucoup plus étroitement.”

Relevons également ces louanges, à propos du “budget participatif” mis en œuvre à Porto Alegre par la municipalité dirigée par le SU, de la part de la revue trimestrielle *Finance and Development*, éditée par le FMI, dans un article de son numéro de décembre 2000, rédigé par l’économiste en chef de la Banque mondiale :

“Les dispositions visant à améliorer le fonctionnement des institutions publiques et sociales sont favorables à la fois à la croissance et à l’équité, dans la mesure où elles réduisent les entraves administratives et sociales à l’activité économique et à la mobilité sociale. La participation des communautés à la définition des priorités budgétaires — dont on a vu un exemple à Porto Alegre, au Brésil — peut aider à focaliser l’action publique sur les priorités sociales.”

Des “priorités sociales” dominées, bien entendu, par le paiement de la dette. Pour le FMI, le “budget participatif” permet donc de “réduire les entraves administratives et sociales à l’activité économique” (sous ce terme, FMI et Banque mondiale désignent invariablement services publics, statuts et, plus largement, toute réglementation sociale), en impliquant les organisations censées représenter les travailleurs et la population dans la “définition des priorités” à éliminer au nom de “l’équité”.

On comprend que cette raison sociale de la démocratie participative intéresse au

plus haut point les tenants de la classe capitaliste. Ces derniers savent que s'ils parviennent à briser l'existence d'organisations ouvrières indépendantes, ils y gagneront considérablement. Pour cela, ils sont prêts à organiser et financer avec faste et éclat des contre-sommets du G 8, des contre-sommets du FMI, des Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre, qui peuvent avoir un énorme retentissement médiatique et être capables d'attirer à eux des centaines de milliers de jeunes et des manifestants qui, dans leur immense majorité, veulent sincèrement combattre l'injustice du système capitaliste.

Mais cela n'enlève rien à cette question essentielle : briser l'indépendance des organisations ouvrières, briser le droit pour les travailleurs de s'organiser sur le terrain de classe en toute indépendance, pour leurs revendications, contraindre les organisations qu'ils ont construites à se soumettre au cadre de dilution et destructeur du Forum social, c'est démanteler l'existence de la classe ouvrière indépendante, c'est le corporatisme (35) qu'on met sur les rails en y intégrant les organisations ouvrières.

Même si cela se fait à grands coups de trompes antimondialisation, non seulement on ne dérange personne, mais on aide aux plans de ceux qui dirigent le monde vers le chaos et la dislocation.

D'ailleurs, cela est dit ouvertement : « *La relance et la reconstruction du mouvement ouvrier et social international* (Pourquoi le mouvement ouvrier doit-il être relancé ? Pourquoi doit-il être reconstruit ? Aurait-il été définitivement détruit ? Autant de questions sans réponse — NDLR) *relèvent de la "lutte des classes"* (La lutte des classes ? Pas la lutte de classe ? Il y a une différence. Si cela relève de la lutte des classes, ça veut dire que ça relève du processus objectif de confrontation entre les classes sociales, pas du mouvement subjectif de la lutte de classe des opprimés et des exploités. Par ailleurs, pourquoi "lutte des classes" entre guillemets ? — NDLR), *du développement des luttes ouvrières, mais aussi du "mouvement contre la globalisation", d'initiatives directes des citoyens, ainsi que des organisations anti-impérialistes, anticapitalistes et révolutionnaires en leur sein.* »

Donc, le mouvement ouvrier ne va pas se construire sur le seul terrain de la lutte de classe, mais simplement comme un sous-produit de la lutte des classes, et désormais de la présence du mouvement contre la globalisation, dont on nous a expliqué précédemment qu'il n'était que "potentiellement anticapitaliste", c'est-à-dire pas anticapitaliste, c'est-à-dire pas sur un terrain de classe.

Cela veut dire qu'avec tout le vernis révolutionnaire dont il peut se parer, le Secrétariat unifié se prononce pour le démantèlement du mouvement ouvrier construit sur des bases de classe et pour la réorganisation d'un mouvement qui n'a d'ouvrier que le nom, mais qui est en fait l'incorporation des organisations ouvrières dans un ensemble qui n'est pas situé sur un terrain de classe, mais sur le terrain de l'accompagnement social de l'exploitation capitaliste.

C'est, sur un plan théorique, l'autodéfinition la plus claire du Secrétariat unifié comme aile marchante du corporatisme supranational, que le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne au service de l'impérialisme américain veulent imposer comme moyen de briser l'échine des organisations ouvrières, pour faire passer les plans de destruction et de chaos.

---

(35) Dès le XIX<sup>e</sup> siècle, de nombreux idéologues bourgeois, les tenants du "catholicisme social" tout particulièrement, opposèrent à la lutte des classes et à la constitution des premières organisations ouvrières indépendantes un prétendu "intérêt commun" des patrons et des ouvriers. Le corporatisme devint ainsi le point de ralliement de tous ceux qui tentèrent de prêcher aux travailleurs leur "communauté d'intérêts" avec leurs patrons. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, cela devint la forme des relations sociales que Mussolini et Salazar imposèrent respectivement en Italie et au Portugal, après les défaites des prolétariats de ces deux pays au début des années 1920. En France, le corporatisme a trouvé une fois une forme achevée. En 1940, la classe ouvrière disloquée, le régime de Vichy imposa un cadre légal interdisant les organisations indépendantes et, avec elles, toute forme de démocratie, permettant ainsi un renforcement brutal de l'exploitation patronale. En 1941, il promulgua la Charte du travail, autour de trois idées majeures. C'est l'Etat qui décide comment les travailleurs seront "représentés". Il n'y a pas de rivalité sociale dans l'entreprise, qui est un "bien commun" — mais pas une propriété commune, bien entendu — auquel les travailleurs doivent participer. Les "syndicats" ne peuvent exister qu'aux seuls niveaux local et régional, les confédérations et unions départementales étant interdites (d'après *Informations ouvrières*, 31 mai 2000).

Et le Secrétariat unifié ose faire cela au

(36) On pourrait montrer que cette orientation est mise en pratique par le Secrétariat unifié, par exemple dans son activité syndicale dans les différents pays. L’acharnement avec lequel il prétend remettre en cause les bases mêmes de l’existence de confédérations ouvrières indépendantes fondées historiquement sur le terrain de classe, pour y substituer des syndicats corporatistes autonomes, professionnels, est une constante de son activité, en France ou en Italie. Par ailleurs, nous renvoyons nos lecteurs à d’autres publications, dans lesquelles nous avons expliqué comment le mécanisme même du budget

participatif et des forums sociaux traduit ce cours corporatiste du Secrétariat unifié.

Ce n’est pas le lieu d’y revenir ici, mais on peut lire : *La Vérité*, n° 27, pages 87 et suivantes (“*De Porto Alegre à l’ONU : la politique du SU aujourd’hui*”) ; *La Vérité*, n° 28, pages 27 et suivantes (“*Après le Forum social mondial de Porto Alegre*”), pages 40 et suivantes (“*Le Forum de Porto Alegre et sa signification pour le mouvement ouvrier brésilien*”) ; *La Vérité*, n° 30, page 115 (“*Il fallait l’inventer : l’antimondialisation à 0 %*”) ; *La Vérité*, n° 31, pages 135 et suivantes (“*Le SU, la dette et l’euro*”).

Voir aussi des articles parus dans *La Lettre de La Vérité*, n° 150, 158, 161 à 163, 170, 213 à 215, 217, 226, 248, 254.

## Conclusion

nom de la IV<sup>e</sup> Internationale (36) !

La seule référence très indirecte faite par le document du SU au programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale — et à ce qui en constitue le centre, à savoir que “*la crise de l’humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat*” —, se présente sous la forme suivante :

« *C’est l’activité consciente et organisée de “ceux d’en bas” qui seule pourra empêcher les désastres du capitalisme. Pour cela, le dépassement de la crise historique du “facteur subjectif” au sens large est notre tâche fondamentale.* »

“*Résoudre la crise historique de la direction du prolétariat*” (programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale) et “dépasser la crise historique du facteur subjectif” (SU), ce n’est pas tout à fait la même chose.

Dans le premier cas, il s’agit de tirer toutes les leçons de la faillite et de la décomposition des appareils stalinien et social-démocrate, qui portent la responsabilité de la survie d’un capitalisme décomposé, qui conduit l’humanité à l’abîme ; dans l’autre cas, il peut s’agir de beaucoup de choses... y compris de “dépasser” les clivages périmés hérités de l’histoire... ce qui, concrètement, se traduit par la construction de partis communs avec des secteurs entiers du stalinisme ouvertement ralliés à l’économie de marché !

La différence entre les deux se relie à la différence de finalité. Pour Trotsky — et pour nous, IV<sup>e</sup> Internationale —, ré-

soudre la crise de direction est nécessaire pour ouvrir la voie à la révolution prolétarienne, sans laquelle, précise le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, “*la civilisation humaine tout entière est menacée d’être emportée dans une catastrophe*” ; mais, pour le SU pabliste, dépasser la crise historique du facteur subjectif vise un autre objectif : il s’agit d’“*empêcher les désastres du capitalisme*”.

Un capitalisme sans désastres ? Un tel programme, s’il était réaliste (ce qu’il n’est pas, mais c’est un autre problème), pourrait avoir le soutien de secteurs de la bourgeoisie elle-même. C’est d’ailleurs le point de vue du SU, qui écrit que

“*l’acuité et l’explosibilité de la crise sociale mondiale (...) font certainement réfléchir les cercles éclairés des classes dominantes*”.

Ce sont d’ailleurs ces “cercles éclairés des classes dominantes” que l’on retrouve — déguisés en patrons citoyens ou en évêques sociaux — dans les Forums sociaux de Porto Alegre et autres, qui constituent “*un levier important dans le redressement radical du mouvement ouvrier et social international*”. Un “redressement” qui n’a rien à voir avec le combat pour l’indépendance de classe des organisations ouvrières. Et pour cause, puisque le cadre même des forums est défini par le SU, rappelons-le, comme n’étant pas “anticapitaliste” (seulement potentiellement).

De manière étonnante, d'ailleurs, le document préparatoire au congrès mondial du SU se conclut par une ode au "mouvement contre la globalisation", décrit comme « une "alternative de masse" sur le plan de la société ("post-capitaliste") ».

Nous serions donc, sans nous en rendre compte, entrés dans une "société post-capitaliste" ? Plus besoin, donc, d'organisations ouvrières indépendantes, plus besoin de préparer les conditions de la révolution prolétarienne victorieuse arrachant à la bourgeoisie la propriété des moyens de production ?

C'est naturellement le droit incontestable des Krivine, Bensaïd, Besancenot, Sabado et autres Rossetto de rallier le régime de la propriété privée des moyens de production et de faire leurs offres de service pour imposer la destruction corporatiste du mouvement ouvrier (37).

Mais cela peut-il être fait au nom du marxisme et de la IV<sup>e</sup> Internationale ?

Les ouvriers et les jeunes qui se tournent vers la IV<sup>e</sup> Internationale doivent être systématiquement informés, sur le plan théorique, politique et pratique, de ce que représente ce courant révisionniste usurpateur du marxisme, devenu supplétif de

l'offensive corporatiste de l'impérialisme décomposé contre la classe ouvrière.

**Daniel Gluckstein**

---

(37) C'est à cet effet que les "députés" européens pablistes touchent des subventions extrêmement importantes ("En tout, avec les salaires et les indemnités, on arrive à plus de 100 000 francs par mois", déclarait Alain Krivine, dirigeant de la LCR, à *L'Echo des savanes*, en décembre 1999, à propos de ses émoluments en tant que tout nouveau député européen). Quant à la LCR, en France, par exemple, elle reçoit de l'Etat une aide financière qui s'élève à plusieurs centaines de milliers d'euros par an, qu'elle utilise pour son fonctionnement. Rappelons que, de tous les partis politiques qui existent en France, le Parti des travailleurs, dans lequel milite la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale (le CCI), est le seul qui refuse d'être financé par l'Etat et transfère à un Fonds d'aide ouvrière internationale les sommes envoyées par celui-ci, afin de respecter le principe de l'indépendance financière, condition de l'indépendance politique. Cela procède d'une résolution adoptée par le IV<sup>e</sup> Congrès du Parti des travailleurs et renouvelée : géré par des militants qui, dans leur majorité, n'appartiennent pas au PT, le Fonds d'aide veille à ce que les sommes allouées servent strictement à aider les travailleurs et les militants victimes de la répression dans le monde entier, avec interdiction absolue d'en faire bénéficier, directement ou indirectement, le Parti des travailleurs. Le PT, pour sa part, autofinance son activité avec les seules cotisations de ses adhérents et les soutiens financiers de ses sympathisants.

## Après le raz-de-marée qui a porté Lula au pouvoir

# Le Brésil à un carrefour

*Par Jean-Pierre RAFFI*

Le 1<sup>er</sup> janvier 2003, à Brasilia, Luis Ignacio Lula da Silva, du Parti des travailleurs, élu nouveau président du Brésil, prenait officiellement ses fonctions. Plus de 200 000 travailleurs, militants et jeunes, certains ayant parcouru des milliers de kilomètres, étaient rassemblés aux abords du Parlement et du Sénat. Pour tout un peuple, la joie était immense.

Trois semaines ont passé, il semble que c'était il y a un an, tant les choses vont vite au Brésil désormais.

Les ministres ont été nommés, le nouveau gouvernement a commencé à gouverner. Semaine après semaine, les paysans sans terre occupent de nouvelles terres. Traqués depuis des années par les latifundiaires, leurs hommes de main et la police militaires, privés du seul droit qui leur permettrait de vivre, celui d'avoir "leur" terre, ils ne peuvent attendre. Personne, certes, ne s'attend à ce que le nouveau gouvernement règle d'un seul coup tous les problèmes, mais est-il possible que le FMI continue de bloquer cette

réforme agraire pour laquelle des millions ont voté ?

Retraites, salaires, emplois, souveraineté... Les questions sont posées. Elles demandent des solutions.

Revenons pour l'heure à cette journée du 1<sup>er</sup> janvier.

Des milliers et des milliers, 200 000, 300 000... Travailleurs, militants et jeunes, recouvrant du rouge des drapeaux du PT et du vert, jaune, bleu du drapeau brésilien les vastes esplanades du Planalto, siège de l'Assemblée et du Sénat, porte-parole du peuple travailleur brésilien tout entier, affirmant l'exigence d'un pays souverain, libre de décider lui-même de son destin. Face à eux, dans les tribunes officielles, aux côtés du nouveau président élu : les représentants des partis, vainqueurs et vaincus ; Fernando Henrique Cardoso, président sortant, qui, pendant huit ans, a conduit le pays sous les ordres du FMI ; les représentants des corps constitués, de l'armée, des chancelleries, des gouvernements étrangers et

quelques fonctionnaires du FMI, dont une équipe réside en permanence au Brésil.

L'histoire ne dit pas si l'ambassadrice des Etats-Unis avait revêtu ce jour-là le tailleur rouge qu'elle avait cru devoir mettre deux mois plus tôt, lors de sa première rencontre avec Lula.

Le fait est qu'ils étaient tous là. Ceux qui, depuis des mois et des mois, multipliaient les déclarations menaçantes, et même carrément les actes de sabotage économique, espérant créer le climat de panique qui aurait une nouvelle fois empêché une victoire du PT. Ceux qui, bon gré, mal gré, s'étaient fait à l'idée de l'élection de Lula, comptant sur la solidité de ses engagements visant à "tranquilliser les marchés" : engagement à payer la dette, engagement à poursuivre la politique de restrictions budgétaires exigée par le FMI... Et même ceux qui, malgré tout, continuent à redouter "derrière Lula, son parti", ce Parti des travailleurs qui les hante.

Un grand quotidien américain, le *Los Angeles Times*, notait le lendemain, à propos du discours prononcé par Lula :

*"Le premier président de gauche élu au Brésil arrive au pouvoir, porté par l'espoir d'une révolution sociale, mais son premier acte est de réclamer l'austérité."*

Soulignant les contradictions de cette journée, *O Estado*, le plus important quotidien du Brésil, porte-parole des milieux industriels et financiers, a publié un reportage dans lequel il donne la parole à quelques-uns des milliers d'anonymes présents :

« "Nos revendications vont être mieux entendues parce que, aujourd'hui, nous avons un représentant légitime du peuple. Notre lutte ne va pas s'arrêter", explique Antonio Rodrigues Neto, président du syndicat des travailleurs ruraux de Carmo Verde (petite localité de l'Etat de Goiás, centre du Brésil — NDT). Pour lui, Lula doit comprendre que le peuple est venu l'applaudir, mais aussi pour revendiquer (...). Au milieu des milliers de personnes venues assister à la prise de fonctions de Lula, un professeur, João Bosco, plus actif parmi les groupes : "Nous distribuons une lettre, il ne s'agit pas d'un tract, mais d'explications pour les militants du PT."

*Membre du courant O Trabalho, Bosco distribue une lettre rejetant la participa-*

*tion des "ministres bourgeois" au gouvernement Lula. Plus exactement des ministres Luis Fernando Furla (industrie et commerce), Roberto Rodrigues (agriculture) et du président de la Banque centrale, Henrique Meirelles. "Il y a des illusions parmi les masses qui sont présentes ici. La bourgeoisie, elle aussi, cherche à influencer le peuple. C'est pour ces raisons que nous avons précisément besoin aujourd'hui de militer activement."*

*Avec son drapeau bleu de l'Union des étudiants, le vice-président de l'UNE, Ademario Costa, 28 ans, parle clairement : "Il n'y a aucune différence entre revendiquer, protester ou fêter la prise de fonction de Lula. Nous devons prendre nos responsabilités, qui sont de gouverner le Brésil."*

*Et avec autant d'étudiants présents à Brasilia, quoi de mieux que de tenir une assemblée qui aura lieu le jour même à l'université de la capitale (UnB). "Nous voulons revoir le système de notation, l'assistance aux étudiants, et récupérer la perte de qualité qui a eu lieu dans les universités fédérales", explique-t-il.*

*Le fonctionnaire Amarillo Aguiar, 39 ans, est venu de Conceição do Araguaia (Etat de Para, à quelque 3 000 km au nord du Brésil — NDT) pour tenter de remettre à Lula une banderole où il est écrit : "Le Brésil te serre dans ses bras, le monde te garde, mais dehors le FMI !" Pour Aguiar, l'effort de venir de si loin valait la peine : "Il va lire cette banderole et comprendre le message. Nous embrassons Lula, mais nous ne voulons pas qu'il soit dépendant du FMI". »*

C'est tout le paradoxe de la situation qui s'est ouverte le 27 octobre dernier avec l'élection de Lula à la tête du plus grand Etat d'Amérique latine, clé de voûte d'un continent que Washington considère depuis toujours comme son "jardin privé".

---

## EST-IL JUSTE DE DIRE QUE LA RÉVOLUTION A COMMENCÉ AU BRÉSIL ?

---

*"Est-il juste de dire que la révolution a commencé au Brésil ?" C'est le titre du rapport soumis par la direction de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale*

(qui constitue un courant du PT et qui édite le journal *O Trabalho*) à son prochain congrès. Si l'on s'en tient aux apparences, à la forme des événements, ce qui s'est passé le 27 octobre n'est rien de plus que l'élection d'un président. Mais ce n'est que l'apparence des choses. Le candidat élu ce jour-là, dans un pays de 190 millions d'habitants, est le représentant d'un parti, le Parti des travailleurs, consti-

tué il y a vingt-trois ans, en plein soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière brésilienne, qui allait mettre à bas la dictature militaire (*lire encadré ci-après*).

Bien sûr, le Parti des travailleurs, sa direction, ont depuis fait l'objet à la fois de pressions et de nombreuses entreprises de séduction de la part de l'impérialisme. Dans sa campagne présidentielle et depuis, Lula n'a cessé de déclarer qu'on

### Aux origines du Parti des travailleurs

Le Parti des travailleurs du Brésil a été constitué en 1980 par des militants ouvriers de toutes tendances, considérant que, privées d'une représentation politique propre, la classe ouvrière et les masses exploitées du Brésil étaient condamnées à n'être qu'une masse de manœuvre dans les combines politiciennes de caciques corrompus. Le Brésil vivait à l'époque les derniers moments de la dictature militaire instaurée en 1964 et renforcée en 1968 avec la bénédiction et grâce aux armes de l'impérialisme américain. La classe ouvrière se dressait alors dans de grandes grèves, en particulier celles de la métallurgie du triangle ABC (São André, São Bernardo, São Caetano), autour de São Paulo. Elle bravait l'interdiction du droit de grève et d'organisation syndicale indépendante, la chasse aux militants. Parmi ces ouvriers, ces anonymes, ces centaines de milliers qui firent grève, quelques-uns — sept au départ — ont dit :

*“Tant que nous vivrons dans un système capitaliste, celui-ci aura comme but ultime le profit et, pour l'atteindre, il utilisera tous les moyens, de l'exploitation inhumaine des hommes, des femmes et des enfants jusqu'à l'instauration de dictatures sanglantes pour maintenir l'exploitation. Tant que nous serons sous quelque type que ce soit de gouvernement des patrons, la lutte pour de meilleurs salaires, pour des conditions de vie et de travail justes à ceux qui construisent toutes ces richesses qui existent dans ce pays, tant que cela sera ainsi, la lutte politique et la nécessité de la conquête du pouvoir seront à l'ordre du jour. L'histoire nous montre que le meilleur instrument pour que les travailleurs puissent mener cette lutte est son propre parti. Pour cela, les travailleurs doivent construire leurs propres partis, qui, englobant tout le prolétariat, pourront lutter pour une réelle libération de l'exploitation”* (thèse de Santo Andre-Lins, approuvée le 24 janvier 1979 lors du IX<sup>e</sup> Congrès des travailleurs de la métallurgie de l'Etat de São Paulo).

Quatre ans plus tard, était fondée la Centrale unique des travailleurs (CUT), pour l'essentiel grâce aux efforts de ces mêmes militants qui venaient de fonder le PT. On rappellera qu'à cette même époque, l'appareil stalinien, intégré dans l'un des partis légaux de la dictature, le PMDB, s'opposait à toute tentative d'organisation indépendante de la classe ouvrière, n'hésitant pas, contre la CUT, à constituer une centrale jaune restée aujourd'hui archiminoritaire, la CGT.

Le Parti des travailleurs, qui a commencé dans ces conditions très modestement, s'est développé. Il compte actuellement 600 000 à 700 000 adhérents. Il a gagné des députés, des positions. Sa direction a également évolué. Elle est aujourd'hui aux mains d'un courant : l'Articulation, dont la majorité ne cache pas ses liens avec la social-démocratie. Reste que la particularité de ce parti est encore aujourd'hui de rassembler tous les courants du mouvement ouvrier, en garantissant la libre expression de leurs positions au sein du parti.

ne pouvait faire autrement que payer la dette du FMI ; qu'on ne pouvait faire autrement que de respecter les accords avec le FMI et accompagner la mondialisation. Il est allé répéter ces engagements à Washington. Il a obligé le parti à accepter comme candidat à la vice-présidence un grand patron, représentant d'un parti bourgeois.

Il n'en reste pas moins que ce qui domine dans son élection, c'est le fait que tout un peuple, 53 millions de travailleurs, de paysans, de sans-terre, de jeunes, de "favelados"... se sont regroupés comme classe autour du PT, parce qu'ils le considèrent comme leur parti, pour affirmer leur volonté de voir apporter des réponses urgentes aux maux terribles qui les assaillent, pour affirmer leur volonté de voir un Brésil libre et souverain. Ce regroupement amorce la révolution prolétarienne, la remise en cause de l'ordre établi.

---

### LULA N'A PAS GAGNÉ DANS L'AMOUR, IL A GAGNÉ DANS LA DOULEUR

---

Qu'est-ce qui a conduit 53 millions de Brésiliens (sur un électorat total de 90 millions) à voter pour le candidat du Parti des travailleurs ? C'est un mouvement en profondeur. Faisant référence à la campagne de Lula, qui, pour ne pas effrayer les patrons, répétait avec insistance "Je suis le candidat de la paix et de l'amour", un ouvrier expliquait dans une assemblée publique du courant *O Trabalho* du Parti des travailleurs : "Lula n'a pas gagné dans l'amour, il a gagné dans la douleur." Dans la douleur, en effet. Celle du père de famille qui va à l'hôpital où il n'y a pas de médecin pour soigner son enfant. Celle du paysan sans terre qui voit d'immenses propriétés entre les mains des latifundiaires, alors que lui et sa famille crevent de faim au bord des routes. Celle des enfants des "favelas", ces bidonvilles autour de la ville de Rio et de toutes les grandes villes brésiliennes, pour lesquels la seule perspective est la drogue et le trafic, et qui refusent cet avenir-là...

L'immense vague qui, le 27 octobre, a mis le PT au pouvoir est née de cette dou-

leur, de cette souffrance d'un peuple, dont l'impérialisme, les multinationales, les institutions financières, le FMI, la Banque mondiale piétinent et détruisent la souveraineté nationale, volent la terre, les emplois, les usines, les droits. Et pourquoi ? Pourquoi, en effet, dans ce pays, le plus grand d'Amérique latine, dans ce pays immensément riche de ressources naturelles, qui a une classe ouvrière capable de produire, pourquoi est-on dans cette situation ?

Pour cette seule raison que le régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production ne survit plus aujourd'hui qu'au prix du pillage et de la destruction de toutes les richesses sociales, à commencer par la force de travail. Un seul chiffre, celui de la "dette". Qu'est-ce que cette dette ? C'est de l'argent emprunté au cours de ces trente dernières années par des gouvernements antipopulaires et anti-ouvriers pour des projets qui n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs et du peuple. Une dette qu'on fait pourtant rembourser depuis trente ans au prix de la sueur et du sang des travailleurs et de la jeunesse. Et, bien sûr, les grandes banques internationales ne sont pas pressées qu'elle leur soit remboursée. Parce que, tant qu'elle ne l'est pas, les intérêts qu'ils continuent de toucher remplissent leurs coffres.

En trente ans, le Brésil a ainsi remboursé 270 milliards de dollars au titre des intérêts de sa dette. Et pourtant, il doit toujours quelque 290 milliards de dollars. Autrement dit, plus il rembourse et plus il lui reste à rembourser.

Et, pour rembourser, il faut évidemment puiser dans les richesses du pays. Selon les chiffres officiels, le pourcentage de la dette par rapport au produit intérieur brut (PIB) est passé en huit ans de 30 % à 60 %. Autrement dit, sur 1 000 francs de richesses produits chaque année, 300 francs servaient, il y a huit ans, à payer les intérêts dus aux grandes banques internationales. Aujourd'hui, il en faut le double : 600 francs. Et comment passe-t-on de 300 à 600 francs ? Pour le capital, il n'y a qu'une seule méthode : réduire la part des richesses utilisée pour répondre aux besoins du peuple, fermer les écoles, les hôpitaux, remettre en cause les régimes de retraite, réduire les avantages

sociaux en pressurant toujours plus une population déjà réduite à la misère la plus extrême (*lire encadré ci-après*). Jusqu'où ? Jusqu'à l'effondrement, comme en Argentine, si rien ne les arrête.

C'est contre cette politique menant la nation à la ruine que le peuple brésilien, la jeunesse se sont dressés, déclarant par leur vote du 27 octobre :

*“Assez ! Maintenant, il faut que cela change ! Il faut le Parti des travailleurs au pouvoir !”*

Pour que la classe ouvrière, rassemblant autour d'elle toutes les couches de la nation opprimée, impose un tel raz-de-marée, il fallait qu'un profond mouvement soit engagé.

Un mouvement qui marque de son empreinte toute la situation et qui n'acceptera pas facilement de se voir refouler.

Ce mouvement, c'est celui de la révolution prolétarienne.

---

## IL SUFFISAIT DE VOIR LA RÉACTION DE L'IMPÉRIALISME AU LENDEMAIN DU 27 OCTOBRE !

---

S'il fallait une preuve supplémentaire pour se convaincre que c'est bien de la révolution qu'il s'agit, il suffisait, au lendemain du 27 octobre, d'observer la réaction de l'impérialisme.

Engagé depuis le 11 septembre 2001 dans les préparatifs d'une guerre atroce contre le peuple irakien, une politique de la guerre totale contre tous les peuples, Washington n'était évidemment pas resté inactif durant la campagne électorale au Brésil. L'administration Bush est même intervenue directement et sans pudeur pour défendre, quoi qu'il arrive, les intérêts américains.

### Le Brésil en quelques chiffres

— Selon un rapport de l'IBGE (institut de statistiques) pour l'année 2000, la population économiquement active est au Brésil de 76,1 millions de personnes. 64 millions d'entre eux ont un emploi. Soit près de 12 millions de chômeurs officiels. A peine plus de la moitié de ceux qui ont un emploi (55,2 %) ont une carte de travail, c'est-à-dire un emploi statutaire ou conventionnel.

— Les 20 % les plus riches de la population s'approprient 64,1 % du revenu national, tandis que les 20 % les plus pauvres se partagent à peine 2 %.

— La moitié des familles (25 millions de familles, soit 85 millions de personnes) n'a qu'un revenu à peine suffisant pour subvenir aux besoins essentiels. Ce qui signifie qu'après avoir payé les produits alimentaires de base (riz, haricots, farine de manioc, de la viande une fois par semaine), l'eau et l'électricité, ainsi que les produits d'hygiène et de propreté courants, il ne leur reste plus rien, ou presque. Et, même, reconnaît le journal *Valor* (29 octobre 2002), qui rapporte ces chiffres, “dans la majorité de ces familles, même cela fait souvent défaut”.

— Officiellement, 8 % de la population brésilienne souffrent de sous-nutrition. Un chiffre qui atteint parfois 15 % dans certaines régions, le Nordeste en particulier.

— Sur les 17 millions de retraités, 13 millions (les trois quarts) ne disposent mensuellement que d'une pension ne dépassant pas le salaire minimum (50 dollars).

— A São Paulo, qui est la véritable capitale économique du pays, 1,48 million d'habitations (quelque chose de comparable à une ville de la taille de Paris) n'ont pas d'équipement sanitaire de base : rattachement à l'égout ou fosse septique. C'est 14,3 % du parc d'habitations de la ville. Ce qui est encore très au-dessous de la moyenne nationale en la matière : 43,5 %.

Par exemple, s'agissant de l'ALCA, l'accord de "libre commerce" que l'impérialisme veut imposer sur tout le continent, une semaine avant l'élection, le représentant américain pour l'Amérique du Sud déclarait :

*"Nous prévenons M. Lula, s'il ne veut pas rentrer dans l'ALCA, libre à lui, simplement il n'aura plus le droit de commercer ni avec l'Est, ni avec l'Ouest, ni avec le Nord ; il pourra toujours commercer et exporter ses produits avec la Patagonie."*

La presse a commenté ces propos en disant :

*"L'administration américaine invite ceux qui refusent l'ALCA à faire du commerce avec les pingouins."*

Le jour de l'élection, alors qu'il était déjà certain que Lula allait être élu, un autre représentant américain déclarait encore :

*"Il va falloir maintenant que M. Lula prouve qu'il n'est pas fou."*

On était à la veille du 27 octobre.

Le 28 octobre, la machine continue encore sur sa lancée. Le 29, miracle, les représentants attirés de l'impérialisme américain tournent à cent quatre-vingts degrés. L'ambassadrice américaine, se rendant chez Lula, déclare, tout sourire, aux journalistes interloqués :

*"Messieurs les journalistes, vous remarquerez que j'ai mis exprès un tailleur rouge, en hommage à la couleur du Parti des travailleurs."*

En sortant de son entretien, elle déclare :

*"Nous avons discuté avec M. Lula de cette histoire d'ALCA. Tout le monde croit que nous, les Etats-Unis, avons un schéma tout fait pour imposer l'ALCA. Ce n'est pas le cas : nous-mêmes, nous nous posons bien des questions. Tout cela doit être discuté. Il faut que M. Lula se rende aux Etats-Unis avant son investiture, pour examiner avec le président Bush ce qu'il faut faire."*

Dans ce déluge de soudaines amabilités, de "paix et d'amour" tout à coup affiché, une phrase en dit peut-être plus long que ne voulait son auteur : "Lula n'est pas Castro, c'est un démocrate", déclarait en effet le représentant du département d'Etat américain. Trois jours avant, il l'insultait, mais passons ! Ce n'est évi-

demment pas du Castro d'aujourd'hui dont parle le représentant du département d'Etat américain, c'est du Castro de 1959-1960, celui qui prenait le pouvoir à Cuba sur la base d'un programme qui n'était pas plus "de rupture" que celui de Lula aujourd'hui. Castro était alors un leader nationaliste petit-bourgeois, qui avait mené un dur combat pour renverser la dictature de Batista. Il voulait que Cuba puisse maîtriser son avenir. Il n'avait pas du tout l'intention d'exproprier les capitalistes, ses discours, son programme le prouvent amplement. Il n'avait pas du tout l'intention d'entraîner Cuba dans une révolution prolétarienne. C'était un nationaliste conséquent. Lorsque la dictature haïe de Batista s'est effondrée, lorsque les castristes sont entrés dans La Havane, les masses se sont engouffrées dans la brèche. C'est alors que l'impérialisme américain a ordonné le blocus à Cuba, déclarant qu'il allait écraser militairement les castristes. Résultat : une radicalisation de la révolution cubaine. Pour résister, les dirigeants castristes ont dû exproprier les capitalistes, établir des rapports de propriété socialisés. C'est l'une des hypothèses figurant dans notre programme :

*"Placés dans certaines circonstances, des directions petites-bourgeoises peuvent être amenées à aller plus loin qu'elles ne le veulent dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie."*

C'est ce qui hante le représentant du département d'Etat américain et d'autres de ses collègues. Attention, dit-il en substance, ne répétons pas la même erreur qu'à Cuba en 1959-1960. Il y a aujourd'hui au Brésil une situation révolutionnaire. Il ne faut pas provoquer le peuple brésilien, le pousser sur la voie de la radicalisation de la révolution. Il faut être prudents. Donnons des gages de sympathie à l'égard de Lula, nous en avons besoin !

William Perry, adjoint du secrétaire d'Etat américain pour l'Amérique latine, prenant la parole au cours d'une conférence sur le Brésil aux Etats-Unis, expliquait :

*"Nous n'avons aucun doute sur les intentions de Lula et de ses amis. Ils vont suivre une ligne pragmatique. Pas seulement dans les relations avec les Etats-Unis, mais aussi pour mettre en œuvre une politique économique qui va rétablir la confiance des investisseurs."*

Au sommet des chefs d'Etat d'Amérique latine, qui s'est tenu à Quito, le négociateur américain déclarait :

*“Nous allons donner du temps au nouveau président brésilien (...). Il ne faut pas brusquer les choses.”*

Les porte-parole de l'impérialisme le plus puissant mesurent parfaitement ce que veut dire un processus révolutionnaire à son commencement.

L'éditorialiste du *New York Times* souligne :

*“Lula est sur une corde raide. Il lui faut satisfaire les demandes de sa base, et pour cela augmenter les dépenses sociales en période d'austérité. Mais en même temps, il lui faut respecter les engagements pris vis-à-vis du FMI. Les investisseurs devraient concéder au nouveau gouvernement assez d'espace pour respirer et se montrer compréhensif.”*

C'est le conseil avisé du principal organe de presse de l'impérialisme américain aux capitalistes : laissez respirer Lula ! Ils n'ont aucune sympathie pour la classe ouvrière, mais il faut éviter la révolution. Et l'éditorialiste d'ajouter :

*“En même temps, ce serait une opportunité pour Bush. Il faudrait qu'il se montre chaleureux, attentif, souple. Une telle attitude permettrait d'éviter que cette résurgence de la gauche en Amérique latine ne s'accompagne d'une résurgence d'une position à l'encontre des Etats-Unis.”*

Tout le monde comprend ce qui est en cause.

---

## IL NE S'AGIT PAS SEULEMENT DU BRÉSIL, MAIS DE TOUTE L'AMÉRIQUE LATINE

---

Les développements au Brésil ne sauraient être compris hors du contexte international dans lequel ils s'inscrivent. Contexte dominé par la marche à la guerre que Bush veut déchaîner à tout prix et les conséquences qui en découleraient pour tous les peuples. On lira, dans cette revue, l'analyse d'ensemble que nous en faisons. L'Amérique latine est, dans ce contexte, au centre d'une crise majeure.

Dans une enquête publiée le 27 novembre 2002, le journal français *Les Echos* relevait qu'en Amérique latine *“le revenu par tête d'habitant sera cette année 2002 près de deux fois moins élevé qu'en 1997”*. Et le quotidien économique caractérise la situation ainsi créée comme *“pire que lors du déclenchement de la crise de la dette, il y a vingt ans”*. Parmi les signes annonciateurs de la tempête, le journal relève

*“les graves incertitudes brésiliennes, la tempête financière au Brésil et en Uruguay, le coup d'Etat manqué au Venezuela, le sursaut de la guerre civile en Colombie, les violentes grèves en Equateur et au Paraguay”*.

Pour conclure :

*“La liste est bien longue. Elle permet de mesurer à quel point l'Amérique latine s'approche de récifs dangereux, tout aussi bien économiques que politiques.”*

Au Venezuela, les tentatives répétées de coups d'Etat contre le gouvernement Chavez, fomentés, armés et financés par Washington, avec la complicité de l'Internationale socialiste, visent à faire refluer les masses et imposer l'ordre américain.

En Argentine, un soulèvement révolutionnaire dresse depuis un an les masses écrasées par les diktats du FMI, qui ont conduit le pays à la ruine. Il n'y a pas de Parti des travailleurs dans le pays. Les travailleurs licenciés par dizaines de milliers, les habitants des bidonvilles, connus maintenant sous le nom de *“piqueteros”* (ceux qui organisent les piquets de grève et de protestation), expriment toute la puissance d'une classe qui cherche désespérément à s'ouvrir une issue. Ce soulèvement à fait surgir dans tout le pays des *“assemblées populaires”*. Ce qui pose la question de leur centralisation au niveau national, face à des gouvernements soumis au FMI et conduisant le pays au chaos.

L'une des centrales syndicales, la CTA, a tenu en décembre une conférence, où il a été discuté de la nécessité, par-delà l'action syndicale, de créer une représentation politique de la classe ouvrière. Certains ont avancé la proposition de fonder un Parti des travailleurs en Argentine. Indépendamment des arrière-pensées des uns et des autres, c'est la classe ouvrière

qui cherche à forger sa représentation politique.

Brésil, Mexique, Venezuela, Equateur, Uruguay, Paraguay, Bolivie... pas un pays d'Amérique latine où ne s'exprime la même alternative : *“Protectorat américain ou révolution prolétarienne.”*

Une alternative qu'illustre cette information diffusée le 15 janvier par l'Agence France Presse, ainsi que par le quotidien espagnol *El País* :

*“Dans une comparaison sans précédent de ses fléaux avec la situation en Irak, le président colombien, M. Uribe, suggère la création d'une force multinationale d'intervention dans son pays” (AFP). “Un déploiement comme celui que les Etats-Unis sont en train d'opérer dans le golfe Persique permettrait, selon M. Uribe, le contrôle de la situation de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique” (El País).*

---

**DANS CETTE SITUATION,  
SE JOUENT À LA FOIS LE COMBAT  
DE LA CLASSE OUVRIÈRE  
ET LA DÉFENSE  
DE LA SOUVERAINETÉ DE LA NATION**

---

Pour les marxistes, la constitution des nations a représenté une étape historique progressiste pour les classes ouvrières et pour les peuples. C'était l'époque où le capitalisme se développait. Il abattait les frontières provinciales, les cadres et les rapports sociaux dépassés du féodalisme. Dans les pays dominés, la constitution de la nation a été l'expression de la volonté de se rassembler, de s'unifier pour se libérer du colonialisme, de l'impérialisme. La particularité de l'époque de décomposition du capitalisme dans laquelle nous vivons désormais, c'est qu'il n'y a plus de bourgeoisie capable de défendre ses intérêts de bourgeoisie nationale, hormis la bourgeoisie américaine. Même les bourgeoisies européennes n'en sont plus capables — y compris en France, en Allemagne ou en Grande-Bretagne. Il suffit de voir comment, dans le cadre de l'Union européenne, tous sacrifient leurs intérêts, leur monnaie, chacun cherchant un accord particulier avec la bourgeoisie

américaine. Leur velléité de résistance face à la marche à la guerre que Bush veut leur imposer n'est pas feinte. Elle traduit en effet de vraies inquiétudes, la conscience que, au bout du compte, elles n'en sortiront que plus marginalisées, plus éreintées politiquement et économiquement. Mais, c'est un peu leur “chant du cygne”. Elles savent bien que, tôt ou tard, elles finiront par capituler. Entre “protectorat américain” et “révolution prolétarienne”, elles n'ont aucune marge de manœuvre. Et, de ces maux, le pire sera toujours pour elles le second.

Au Brésil, c'est avec bien plus de brutalité encore que se pose la question de la souveraineté.

A la veille des élections au Brésil, le méga-spéculateur américain George Soros lâchait cette sentence d'une morgue sans pareille :

*“A l'époque de la Rome antique, seuls les Romains votaient. A notre époque de mondialisation et de marché global, seuls les marchés votent. Les Brésiliens ne votent pas.”*

C'est la négation complète de la moindre souveraineté pour le Brésil et pour son peuple. C'est, plus généralement, la négation de toute souveraineté pour quelque nation et quelque peuple que ce soit, y compris le peuple américain.

Il n'est donc pas étonnant que la nation brésilienne tout entière se soit rassemblée et qu'elle se soit saisie du PT pour affirmer son exigence d'une nation souveraine.

La question nationale est au centre de toute la situation. Il ne fait aucun doute qu'elle surgira et resurgira en toutes occasions.

Ainsi, par exemple, dans les jours qui ont suivi l'élection de Lula, les pressions les plus insistantes se sont focalisées sur une question : qui va diriger la Banque centrale ? Dans tous les pays, la Banque centrale est l'un des instruments majeurs de la souveraineté. C'est l'institution qui, sous la responsabilité du gouvernement élu, contrôle la monnaie. Alors : qui doit diriger la Banque centrale du Brésil ? Pour l'impérialisme américain, et tous les autres derrière lui, pour les institutions internationales à son service, la réponse ne fait aucun doute : la Banque centrale

du Brésil doit être dirigée par la Réserve fédérale des Etats-Unis.

Sous le gouvernement Cardoso, cette évidence s'est traduite par la nomination au poste de président de la Banque centrale d'Arminio Fraga, ancien chef du département des investissements latino-américains du groupe Soros. La presse, à l'époque, ainsi que le PT, avaient dit : *"C'est le renard dans le poulailler !"* Le risque n'est-il pas le même aujourd'hui, avec la nomination d'Henrique Meirelles, le président international de la Boston Bank ?

Professeur à la fondation Getulio Vargas, l'économiste Paulo Noqueiro Batista écrivait déjà dans la *Folha de São Paulo*, le 19 décembre 2002 :

*"On peut comprendre que les hommes du futur gouvernement aient ce souci de calmer les milieux financiers. Mais, convenons-en, il y a des limites à ce qu'on peut promettre au marché sans perdre la confiance des électeurs. Lula a été élu, on s'en souvient, pour donner un nouveau cours au pays et à son économie. Cependant, Meirelles a promis de suivre à tout prix les directives de la politique de la Banque centrale. Comment concilier la promesse de Meirelles avec l'engagement de changement annoncé durant sa campagne par le président élu ?"*

*Meirelles a affirmé également que le président serait d'accord pour envoyer au Congrès un projet de loi concernant l'autonomie de la Banque centrale (...). Comment ignorer ce que cela signifie dans la pratique ? La Banque centrale est l'une des plus puissantes institutions du pays. De son action dépend le succès ou l'échec de la politique économique, et donc du gouvernement tout entier."*

---

## QUEL GOUVERNEMENT, POUR QUELLE POLITIQUE ?

---

La plupart des militants du Parti des travailleurs, et même la plupart de ses dirigeants ont appris par la presse la nomination de Meirelles et celle des nouveaux ministres. Le fait que le premier nom de ce nouveau ministère, celui du ministre de l'Economie, a été rendu public à Washington, lors d'une visite de Lula au

président américain, n'est pas sans signification. Tout cela n'a pas manqué de créer un certain malaise au sein du PT et de sa direction. Nombreux sont ceux qui se posent la question : *"Est-ce avec ces hommes-là qu'on va pouvoir répondre aux exigences que le peuple a formulées en portant le PT au pouvoir ?"*

Prenons quelques-uns des noms les plus en vue de ce gouvernement, à commencer par Meirelles. Outre qu'il était jusqu'à présent l'un des dirigeants de la Boston Bank, il s'est fait élire député fédéral sur la liste du PSDB, le parti de Cardoso, le président battu. La Boston Bank est la deuxième banque créancière du Brésil. Elle a été, selon les faits rapportés à l'époque par le PT lui-même, l'une des six institutions financières qui, en 1999, ont le plus gagné d'argent grâce à la spéculation contre le real (la monnaie brésilienne) en profitant de la terrible crise qui avait frappé le pays cette année-là.

Meirelles fait partie des milieux financiers internationaux qui ont conduit l'Argentine à la situation de banqueroute qu'elle connaît aujourd'hui. Est-ce cet homme-là qui va mener une politique répondant aux exigences du peuple travailleur du Brésil ? Une politique qui consisterait pour le moins à arrêter les privatisations et les licenciements ? Une politique qui décréterait, dans tous les secteurs, la récupération des pertes de salaires de 80 à 85 % accumulées au cours des huit années de gouvernement Cardoso, l'indexation des salaires sur les prix, la préservation de la Previdência (la caisse de retraite) ?

Le nouveau ministre de l'Industrie, Luiz Fernando Furlan, est le vice-président de la puissante fédération du patronat de l'Etat de São Paulo, la FIESP. *O Estado* l'a présenté comme *"l'homme de la FIESP"*, dont le président a aussitôt déclaré : *"C'est une joie pour toute la classe productive (entendez le patronat)."*

S'exprimant à ce sujet, le 17 décembre 2002, au directoire du PT appelé à débattre après coup de ces nominations, le représentant du courant *O Trabalho* faisait observer :

*"Si c'est une joie pour les patrons, c'est à l'inverse une raison d'inquiétude pour les millions de travailleurs et de*

*jeunes qui ont voté PT le 27 octobre pour que leur vie change."*

A n'en pas douter, nombreux sont, au sein du parti et de sa direction, ceux qui partagent les conclusions du représentant du courant *O Trabalho* :

*"Ces ministres, avec leurs caractéristiques, sont-ils susceptibles de répondre aux demandes de notre peuple, qui a tant souffert ? Ce n'est pas en poursuivant la même politique qui nous a menés à la situation actuelle que nous pourrions en sortir.*

*Personne ne saurait prétendre que le chemin soit facile. Mais 53 millions de nos concitoyens ont donné la victoire électorale au PT pour s'engager dans une voie différente. Cette force est là et elle est disposée à soutenir un gouvernement qui fasse ce qu'elle attend de lui"* (lire en annexe l'intervention de Markus Sokol).

---

## UNE SITUATION CERTES DIFFICILE...

---

C'est un fait que Lula est sur une corde raide, pour reprendre la formule du *New York Times*. Oui, sa marge de manœuvre est extrêmement faible. L'impérialisme ne laisse aucun espace. Sous le talon de fer, il a certes aujourd'hui glissé des patins. Ses porte-parole voudraient sans doute laisser du temps à Lula. Mais les marchés financiers, eux, n'en laissent pas.

De l'autre côté non plus, il n'y a pas de marge de manœuvre. Les habitants des *favelas*, les paysans sans terre, les ouvriers, les jeunes..., tous savent bien que la situation est très difficile.

Ils savent bien qu'il n'y aura pas de miracle, que tout ne va pas changer du jour au lendemain. Mais si 53 millions ont voté Lula, c'est au moins pour qu'il y ait quelques changements dans la bonne direction, et non pas pour continuer la même politique.

Cette politique, menée pendant huit années par Cardoso sous la férule du FMI, a détruit les droits, refusé la terre aux paysans, condamné la jeunesse au désespoir et à la drogue, privatisé à tour de bras, livré la nation au pillage (*lire en annexe la déclaration de O Trabalho du 29 octobre 2002*).

---

## OUI AUX NÉGOCIATIONS, NON AU PACTE SOCIAL

---

Pour arriver à museler la classe ouvrière, il faut museler ses organisations. Au Brésil, museler les organisations de la classe ouvrière, c'est avant tout museler sa centrale syndicale, la CUT. Celle-ci a été fondée par les mêmes militants ouvriers qui ont constitué le PT. Elle n'entretient pas de liens organiques avec le PT, comme les TUC en Grande-Bretagne vis-à-vis du Labour Party, ni même, sous une autre forme, des liens comme ceux qu'entretiennent le SPD et le DGB en Allemagne. Son lien avec le PT n'en est pas moins politiquement très étroit. C'est aujourd'hui le même courant, l'Articulation, ce sont les mêmes hommes qui dirigent les deux organisations. Le fait est, par exemple, que 41 % des députés du PT élus aux dernières élections législatives étaient dirigeants de la CUT il y a encore quelques mois.

Quel est alors le principal danger pour la classe ouvrière brésilienne aujourd'hui ? C'est que les organisations qu'elle a constituées pour se défendre perdent leur indépendance. Sous une autre forme, ce sont des questions que se posent tous les militants ouvriers dans le monde entier. Ils s'opposent eux aussi à l'intégration des syndicats au gouvernement de leur pays, à l'Union européenne, aux accords de "libre-échange" en Asie, en Amérique latine, etc.

Au Brésil, la question se pose de manière très concrète et très immédiate depuis l'élection de Lula. A plusieurs reprises, durant sa campagne, celui-ci a évoqué l'idée d'un "pacte social", qui unirait les patrons, le gouvernement et les syndicats ouvriers. Et il l'a répété au lendemain de son élection en proposant la constitution d'un Conseil au développement économique et social. Le responsable de la FIESP, M. Piva, a aussitôt souscrit à cette proposition.

Les militants du courant *O Trabalho* ont, quant à eux, expliqué qu'un pacte social risquait d'entraîner pour les syndicats la perte de leur indépendance. Nous sommes en toutes circonstances pour l'indépendance des syndicats, ont-ils

expliqué, les travailleurs doivent conserver le droit de se syndiquer et de revendiquer dans un cadre d'indépendance.

Quatre jours après l'élection de Lula, la commission exécutive de la CUT était convoquée. La veille, les journaux expliquaient que Lula avait rencontré en privé les dirigeants de la CUT pour les convaincre de la nécessité absolue d'un "pacte social". Il avait été aussi question d'un "pacte national". Dans les deux cas, les organisations syndicales ouvrières étaient appelées à s'asseoir autour d'une table avec les représentants du patronat et de l'Etat, non pas sur la base des revendications ouvrières, mais pour la recherche d'un consensus.

Dans les colonnes du journal *O Estado* (3 décembre 2002), le président de la CUT, João Felício, revendiquait pour la centrale "*indépendance et responsabilité*", en expliquant :

*"La CUT n'abandonnera pas ses revendications, sa façon de faire du syndicalisme, sa forme d'organisation (...), le mot de trêve n'a donc ici pas sa place. Le mot de négociation, si."*

Il déclarait par ailleurs :

*« Le syndicat ne peut se mobiliser uniquement à chaque date "base" pour chaque branche (date annuelle des négociations salariales par branche — NDT), revendiquant salaires et emplois. »*

N'est-ce pas là, pourtant, le rôle d'une organisation syndicale ? N'est-ce pas le mandat que lui confient les travailleurs qui y adhèrent ?

On lira en annexe la déclaration de Julio Turra, membre du courant *O Trabalho*, lors de la réunion de la commission exécutive de la CUT du 17 novembre. En résumé, il y expliquait ceci :

*"Nous sommes certes favorables, et autant que faire se peut, à la signature d'accords. Il est possible de souscrire des contrats lorsqu'il existe un accord mutuel. Mais il ne peut pas y avoir de pacte."*

C'est au fond une question très concrète, expliquait-il :

*"Par exemple, on ne peut qu'être d'accord avec Lula lorsqu'il déclare vouloir lutter contre la faim, faire en sorte que tous les enfants brésiliens mangent trois repas par jour. Mais si on veut pouvoir le faire, peut-on en même temps*

*continuer de rembourser la dette au FMI ? S'il faut choisir, la CUT choisira bien entendu de nourrir les enfants brésiliens et il ne peut en être autrement. S'il faut choisir entre payer les retraites et payer les banques, le choix de la CUT peut-il être autre que celui de payer les retraites ?"*

Ce sont effectivement des questions concrètes.

D'autres dirigeants se sont exprimés à l'inverse, pour dire :

*"Bien sûr, nous avons des revendications, mais il y a des limites. Nous savons bien que le gouvernement n'a que des ressources limitées."*

N'est-il pas évident que si un syndicat commence à borner ses revendications en fonction des ressources limitées que le FMI laisse au pays, il n'y a alors absolument rien à négocier ?

D'autres, encore, ont pris la parole pour expliquer :

*"En effet, le gouvernement Lula risque fort d'être un gouvernement de conflits d'intérêts. C'est vrai qu'il n'y a pas assez d'argent. Il va donc falloir, soit prendre l'argent nécessaire à la satisfaction des aspirations sociales, soit tourner le dos à ceux qui ont élu le gouvernement. En restant indépendants et en défendant les revendications, c'est notre manière à nous, en tant que CUT, d'aider le président."*

Il faut noter la place particulière que les représentants du courant pabliste, Démocratie socialiste, membres du Secrétariat unifié, ont alors pris dans cette réunion et dans cette discussion. Ils ont, en effet, été les seuls à se prononcer clairement en faveur du "pacte social", en expliquant que, bien sûr, il fallait une certaine autonomie de la CUT, mais qu'en même temps le syndicat appartenait au camp démocratique et populaire du président, et que, de ce fait,

*"comment concilier à la fois cette appartenance au même camp et la préservation d'une certaine autonomie de la CUT ? Le fil est ténu. Il y a pourtant une réponse à cela : c'est l'excellente proposition du camarade Lula de constituer un Conseil au développement économique et social, dans lequel seront représentés les syndicats ouvriers, les patrons et l'Etat."*

Si les syndicats rentrent dans un tel "conseil", que restera-t-il de l'indépendance ? Rien. Voilà bien là le rôle réac-

tionnaire du courant pabliste, et pas seulement à cette occasion, comme nous allons le montrer.

---

## LA PREUVE N'EST-ELLE PAS FAITE ?

---

Toute situation d'intense effervescence politique et sociale, lorsque des masses de millions de d'hommes et de femmes se mettent en mouvement, tentant de prendre leur sort en main, met en lumière de la façon la plus nette les traits particuliers de tous les groupes, organisations et partis, leur programme et leurs actes. Les événements en cours au Brésil appartiennent incontestablement à cette catégorie. Quelle lumière projettent-ils sur la poli-

tique du courant pabliste, qui usurpe encore le titre de IV<sup>e</sup> Internationale ?

Ce courant occupe une position importante dans le PT du Brésil. Il dispose de plusieurs députés et sénateurs, il a revendiqué et obtenu un poste ministériel dans le nouveau gouvernement (Rosseto, ministre de la Réforme agraire). Il occupe une place centrale dans l'Etat de Rio Grande do Sul et dans sa capitale, Porto Alegre. C'est lui qui a inventé et "mondialisé" le fameux "budget participatif" (*lire encadré*). Le Rio Grande do Sul et sa capitale ont été érigés par les pablistes, dans le monde entier, comme modèle de la "démocratie participative". La ville de Porto Alegre est devenue, grâce à ce label, le siège du Forum social mondial, auquel participe notamment ATTAC.

## Qu'est-ce que le budget participatif et comment fonctionne-t-il ?

Mis en œuvre il y a plus de quinze ans par la municipalité PT de Porto Alegre, sous l'impulsion, en particulier, du courant Démocratie socialiste (un des courants du PT brésilien, auquel est liée la Ligue communiste révolutionnaire en France), le budget participatif consiste à demander une fois par an à la population de choisir laquelle de ses revendications urgentes et vitales va être éventuellement satisfaite. Eventuellement, en effet, puisque la priorité est donnée au paiement de la dette, et cela dans le cadre de mesures inamovibles prises par le gouvernement central sur ordre du FMI, comme celle de réduire les dépenses publiques et sociales, de supprimer massivement les postes de fonctionnaires, de privatiser.

Il faut rappeler que le budget participatif ne concerne qu'une partie des équipements municipaux. Tout le reste, à commencer par le remboursement de la dette, n'est pas soumis à la discussion. La municipalité de Porto Alegre garantit avant toute chose le paiement de la dette, et, en effet, la dette est payée ; le FMI considère d'ailleurs à ce titre, et sans doute à d'autres, que la ville est un "bon élève" (pour plus de détails, voir aussi l'ouvrage collectif *Itinéraires*). L'ensemble des "priorités" définies dans les assemblées de base est rassemblé au travers d'un mécanisme complexe d'assemblées "thématiques" (santé, éducation, transports, etc.) et d'assemblées de zone. La municipalité, via ensuite des "coordinateurs du budget participatif", opère une sélection en fonction des impératifs découlant des lois et dispositions réglementaires du gouvernement fédéral, qui, elles-mêmes, découlent de l'exigence du remboursement de la dette. Le combat pour le non-paiement de la dette signifie que tous les fonds doivent être consacrés à la satisfaction des besoins du peuple travailleur ; le budget participatif signifie à l'inverse : les banques d'abord !

Effectivement, la pratique de la démocratie participative et de son budget a reçu le titre de "bonne gouvernance", décerné par le FMI et la Banque mondiale.

Les résultats électoraux du Parti des travailleurs dans l'Etat de Rio Grande do Sul et à Porto Alegre sont donc intéressants à plus d'un titre. Le candidat du PT au poste de gouverneur, soutenu par les pablistes, a perdu en voix et en pourcentage par rapport à la précédente élection en 1998, alors que le PT gagnait partout ailleurs dans le pays. Pourquoi cela ?

On lira en annexe l'interview d'Ana, militante du PT, membre de l'association des habitants de son quartier, qui montre faits à l'appui à quel point la prétendue "démocratie participative" et son budget sont en réalité de véritables pièges visant à imposer aux travailleurs et à la population les pires conséquences de la politique du FMI. Qui plus est, en prétendant agir en leur nom, avec leur aval.

La municipalité de Porto Alegre, ainsi que l'Etat du Rio Grande do Sul, rappelons-le, n'ont pas manqué une échéance du paiement de la dette, appliquant ensuite une politique de réduction des dépenses publiques et sociales, de privatisations, de blocage des salaires. La cible première a été les organisations ouvrières et populaires indépendantes, que cette politique prétend faire disparaître au profit d'assemblées du budget participatif, de réunions des coordinateurs du budget participatif, etc. Le sévère recul électoral subi à Porto Alegre n'a été en fin de compte que la sanction de cette politique par le peuple travailleur.

Il faut souligner ces éléments au moment où, dans le monde entier, on voudrait que les travailleurs substituent la "démocratie participative" à leurs organisations indépendantes de classe, au moment où, sur tous les continents, on propose la tenue de "forums sociaux". Finalement, le débat se résume à ce que, depuis des années, sous couvert de budget participatif, on a voulu nous persuader qu'il était possible de mettre en œuvre une politique conforme aux aspirations et aux exigences des masses tout en payant la dette, tout en suivant les prescriptions du FMI, voire de l'Union européenne.

Les tenants de cette prétendue démocratie d'un nouveau type ont fait eux-mêmes la preuve que le contenu de leur politique — bornée par le respect des règles établies par les institutions interna-

tionales du capital financier — revient toujours au même : la soumission au paiement de la dette, les privatisations, les réductions drastiques des dépenses publiques, le pillage des systèmes de retraite et de Sécurité sociale... Le budget participatif ne constituant qu'un moyen temporaire de faire passer la pilule, plutôt amère.

On en revient à la question fondamentale : la classe ouvrière, le peuple travailleur n'ont d'autre recours, face à l'exploitation, que la construction et la défense de leurs organisations indépendantes, en rupture avec le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne, etc.

---

### AU BRÉSIL, "TROU" DE LA SÉCURITÉ SOCIALE SE DIT "BURACO", MAIS C'EST COMME PARTOUT LE MÊME CHANTAGE

---

Le 15 novembre 2002, la *Folha do São Paulo* titrait : "Le FMI s'alarme du déficit du système de prévoyance." Presque simultanément, c'est au tour d'*O Estado* de lancer les chiffres les plus extravagants :

*"Le déficit de l'Institut de la Sécurité sociale (INSS) a atteint en septembre 1,41 milliard de reais, en augmentation de 7,5 % par rapport au solde négatif du mois précédent."*

Quelques jours plus tard, ces chiffres étaient rectifiés de quelques millions !

Tout cela, c'est du flan. Comme partout, les indices sont cuisinés par les gouvernements, et, au Brésil, ce sont encore ceux du gouvernement Cardoso. L'institut de statistiques du mouvement syndical (DIEESE) a déjà prouvé mille fois leur innocuité. N'importe, le matraquage continue. Les fonds de pension, c'est-à-dire les grands groupes spéculatifs (dont 95 %, rappelons-le, sont américains), n'ont qu'un seul objectif au Brésil, comme en Allemagne, en France ou ailleurs : mettre la main sur les milliards de dollars des régimes de retraite des travailleurs salariés. On ne peut qu'être frappé, d'ailleurs, par la similitude des arguments

se résumant en un seul, d'un bout à l'autre de la planète : la baisse du "coût du travail".

Le salaire minimum, au Brésil, est tellement bas qu'il ne sert de référence à aucun salaire dans la grande industrie, dans la fonction publique, dans aucun secteur où les travailleurs ont pu arracher des droits, briser les conditions de surexploitation qui règnent dans les ateliers de la petite industrie, du bâtiment ou du commerce. Le salaire d'un ouvrier qualifié ou celui d'un fonctionnaire brésilien reste cependant quatre à cinq fois inférieur à celui de leurs homologues européens. Mais pour le capital, c'est toujours le même discours : *"Le coût du travail est encore trop élevé pour affronter la concurrence ; le système de retraites ne peut plus supporter cette charge ; il faut l'équité."* Qu'est-ce que cela signifie ? Que les fonctionnaires ne peuvent partir à la retraite en touchant l'intégralité de leur salaire, garanti par la Constitution, alors que les salariés du privé n'en bénéficient pas. Il n'est évidemment jamais question, pas plus au Brésil qu'ailleurs, d'aligner les salariés de l'industrie sur les fonctionnaires. Pour le capital, l'"équité", c'est toujours l'alignement vers le bas.

Le nouveau gouvernement a annoncé son intention de mettre en discussion la *"création d'un régime unique et universel pour les deux catégories public-privé, avec un plafond unique pour tous les retraités"*. Seule question mise en discussion : le montant de ce plafond. Quatre fois, cinq fois le salaire minimum ? Pour tous les fonctionnaires, ce serait en tout cas une baisse brutale de leurs pensions et, pas plus ici qu'ailleurs, cette baisse ne bénéficierait aux salariés du privé.

La coordination nationale des syndicats de fonctionnaires fédéraux (CNEFSF), réunie en décembre 2002 pour sa deuxième rencontre nationale, a clairement fait connaître son opposition à un tel projet. Le document de la CNEFSF explique de le "déficit" du système de prévoyance relève d'une falsification et qu'il a été artificiellement créé par le gouvernement Cardoso. Pour Paul Martins, dirigeant du syndicat des fonctionnaires de la Sécurité sociale et de la santé,

*"une partie seulement de ce déficit est réelle, elle correspond au fait que les*

*concours de recrutement de fonctionnaires ont été bloqués. Leur simple réouverture suffirait à augmenter les contributions pour atteindre le niveau nécessaire à équilibrer les comptes."*

---

## LES PAYSANS SANS TERRE NE PEUVENT PAS ATTENDRE

---

Les paysans sans terre ne peuvent pas attendre, c'est pour eux une question de vie ou de mort. Alors, ils occupent les terres qu'on leur refuse depuis des années. Le 9 novembre 2002, à Piracangagua (Etat de São Paulo), 80 familles ont pris possession d'une terre laissée incultivée par le grand propriétaire foncier qui la possède. La même chose s'est reproduite dans l'Etat de Rio Grande do Sul, la semaine suivante. Le 9 décembre, à Barreirinho, district de Unai (Minas Gerais), 157 familles sans terre prenaient possession de 9 000 hectares. L'aire occupée avait fait l'objet d'une expropriation, il y a quinze ans, dans le cadre du programme de réforme agraire. Depuis, une dispute judiciaire s'était engagée entre l'Institut des terres de Minas Gerais (ITER) et cinq grands propriétaires. Ni l'Etat du Minas Gerais, ni l'Etat fédéral durant les huit années de Cardoso n'avaient été capables de dénouer le nœud d'intrigues qui empêche les familles des sans-terre de rentrer en possession des terres qui leur sont destinées. Elles viennent donc elles-mêmes de trancher la question.

Dans la commune de São Francisco, la *fazenda* Catinga, revendiquée par le groupe local du MST, avait été envahie quelques jours plus tôt par 170 familles. Les grands propriétaires menaçaient d'incendier le campement. Les sans-terre ont répliqué en détruisant les deux guérites où logeaient les hommes de main des *fazendeiros*, qu'ils ont expulsés.

La même chose s'est reproduite dans les Etats de Para, de São Paulo, de Ceara. Les raisons de la révolte des sans-terre tiennent en quelques chiffres : 45 % des terres cultivées au Brésil sont aux mains de 1 % de grands latifundiaires. 35 083 de ces derniers se partagent des terres de plusieurs milliers d'hectares.

La confrontation se reproduira aussi longtemps que cette question ne sera pas réglée. C'est inévitable. D'un côté, donc, le *latifundio* rassemblant les grands propriétaires terriens, les banques, les multinationales, des caciques politiques corrompus, ainsi que le haut échelon de la police militaire et de la justice aux ordres ; de l'autre côté, des centaines de milliers de familles — trois millions, selon les propres chiffres de l'Institut national de colonisation et de la réforme agraire (INCRA) — privées de terre, condamnées à l'errance perpétuelle et à la merci des coups de main meurtriers des *jagunços*, ces tueurs à gages à la solde des grands propriétaires. 2 000 assassinats ont été perpétrés en trente ans.

Le Mouvement des sans-terre (MST) est né en 1984 de cette lutte pour la vie. Il organise aujourd'hui l'ensemble des sans-terre et entretient des relations étroites avec le PT et la CUT. Il a joué un rôle majeur dans la victoire du PT et dans l'élection de Lula. Les sans-terre ne demandent aujourd'hui rien d'autre qu'une terre. Qu'est-ce qui pourrait justifier qu'on ne leur accorde pas ?

Selon les calculs de l'ingénieur agronome Gerson Texeira, président de l'Association brésilienne de la réforme agraire (ABRA), et de Gilmar Mauro, l'un des dirigeants du MST :

*“Avec un peu moins de deux milliards de reais (560 000 euros), le nouveau gouvernement pourrait tout de suite installer 100 000 familles de sans-terre qui campent actuellement de façon précaire.”*

Cette somme représente un deux cent cinquante millièmes des intérêts payés à ce jour au titre du remboursement de la dette ! Qui peut prétendre que cela serait impossible ?

Les mêmes sources indiquent que le pays dispose immédiatement de ces terres cultivables pour l'installation de ces 100 000 familles. *“Pour les installer, 2 millions d'hectares de terres sont nécessaires”*, expliquent Texeira et Mauro. D'après le recensement officiel, le Brésil dispose de 90 millions d'hectares de terre agricole potentiellement disponibles, notamment dans les *latifundios* laissés improductifs par leurs propriétaires. Comme le constate G. Texeira, *“cela fait*

*beaucoup de terres disponibles pour réaliser la réforme agraire”*. En attendant, chaque jour, les sans-terre réalisent à leur manière cette réforme agraire, pour laquelle des centaines d'entre eux ont été sauvagement assassinés.

---

## IL FAUT QUITTER LES NÉGOCIATIONS DE L'ALCA !

---

L'Accord de libre commerce des Amériques (ALCA) est le “traité” que Washington veut imposer à tous les pays du continent américain, dans le but évident et à peine camouflé de démanteler toutes les industries nationales, mettre la main encore plus directement sur les ressources du continent, ouvrir tous les marchés aux produits de sa propre industrie et de son agriculture. C'est, de plus, un puissant instrument pour faire voler en éclats tout vestige de souveraineté nationale.

L'ALCA a un précédent, l'Accord de libre-échange d'Amérique du Nord (ALENA ou NAFTA) conclu il y a huit ans entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada. En huit ans, 8,5 % des emplois du Mexique ont été supprimés, tandis qu'un million d'autres l'ont été aux Etats-Unis et au Canada. Les *maquiladoras*, usines de sous-traitance, ont envahi la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, dans lesquelles aucun Code du travail, aucun droit ni aucune loi ne s'applique. Aujourd'hui, l'entrée en vigueur de l'article qui lève toute restriction à l'entrée des produits agricoles américains au Mexique condamne à la mort économique immédiate plus de 3 millions de paysans mexicains.

Tous les travailleurs et les peuples du continent comprennent parfaitement que l'ALCA, ce sera cela en pire, étendu à tous les pays, de l'Alaska à la Patagonie.

Tout au long de sa campagne électorale, Lula n'a cessé de répéter :

*“L'ALCA tel qu'il est, c'est purement et simplement une annexion. Nous ne pouvons accepter !”*

Les travailleurs ont voté en masse pour appuyer ce rejet. En septembre 2002, en pleine campagne électorale, une consultation organisée par la CUT, le Mouvement

des travailleurs sans terre (MST) et toute une série d'organisations populaires a recueilli 10 millions de réponses. 98 % d'entre elles disaient : "Non à l'ALCA ! Il faut quitter les négociations !" A peu près à la même époque, un haut fonctionnaire d'Itamarati (le siège du ministère brésilien des Affaires étrangères) était démis de ses fonctions par Cardoso, pour avoir publiquement déclaré que l'ALCA aliénait la souveraineté nationale du Brésil et pour avoir préconisé le retrait du gouvernement brésilien des négociations.

C'est aujourd'hui l'une des grandes questions posées au nouveau gouvernement. D'autant plus que le Brésil coprésidé actuellement avec les Etats-Unis ces négociations. Première échéance le 15 février prochain : à cette date, tous les gouvernements du continent doivent présenter une liste de produits sur lesquels ne s'appliquera plus aucune taxe d'importation, ou sur lesquels la taxe sera réduite.

Est-il possible de répondre à l'exigence, exprimée par le peuple travailleur, d'un Brésil souverain, est-il possible de défendre les emplois, de reconquérir les entreprises nationales privatisées... si l'on reste dans ce cadre ?

Cinquante syndicalistes du Brésil et cinquante des Etats-Unis appellent à une conférence continentale ouvrière contre l'ALCA :

*"Nous, syndicalistes et militants du mouvement ouvrier du Brésil et des Etats-Unis, nous adressons à nos camarades syndicalistes et militants de tout le continent américain.*

*Les gouvernements de nos deux pays, Etats-Unis et Brésil, depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2002, président ensemble les négociations de l'ALCA, que le gouvernement Bush veut imposer à tout le continent.*

*Nous constatons que, dans tous les pays, du nord au sud des Amériques, des millions de travailleurs des villes et des campagnes, de jeunes se mobilisent pour dire non à l'ALCA (...).*

*Ensemble, nous considérons que l'ALCA n'est pas une alliance entre les peuples pour servir les peuples. L'ALCA est une alliance de multinationales et de grandes banques contre tous les travailleurs et les peuples du continent américain (...).*

*Les tentatives ne manquent pas pour intégrer les organisations syndicales et*

*empêcher leur mobilisation contre l'application de l'ALCA, et ce, au travers de fausses déclarations de bonnes intentions de la part des patrons et des gouvernements assurant qu'ils respecteront les droits ouvriers, alors que, pour ne citer que le gouvernement des Etats-Unis, il n'a pas ratifié les conventions de l'OIT qui, précisément, garantissent ces droits.*

***Non, l'ALCA ne peut aboutir à rien de positif pour les travailleurs et les peuples des Amériques !***

*(...) Nous ne prétendons pas nous substituer ou faire concurrence aux organisations syndicales qui combattent contre l'ALCA sur le continent. Nous déclarons que notre seul intérêt est d'aider au combat de défense des droits ouvriers et à l'indépendance de nos syndicats, qui sont la base d'une société démocratique.*

*Nous proposons à tous les camarades du continent américain, qu'ils soient syndicalistes, militants ouvriers ou des mouvements populaires, travailleurs des villes et des campagnes, de nous réunir au mois de juillet 2003, à São Paulo (Brésil), pour une conférence continentale des travailleurs."*

---

## NOTRE RESPONSABILITÉ COMME IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Il ne fait aucun doute que les plus grands chocs sont à venir. Répétons-le : pas plus au Brésil qu'ailleurs, l'impérialisme ne laisse de marge de manœuvre. Ce système décomposé ne se survit que sur la base de la destruction de la classe ouvrière et des richesses des peuples. Il y a pourtant une marge de manœuvre, celle que la classe ouvrière peut ouvrir. Toute la retenue à laquelle s'oblige, depuis le 27 octobre, l'impérialisme américain, en témoigne.

Quelle est donc notre responsabilité comme IV<sup>e</sup> Internationale ?

Elle est, au Brésil comme ailleurs, d'aider l'immense majorité du peuple, qui, le 27 octobre, a fait un premier pas, à faire les suivants, en réalisant à chaque étape l'unité de la classe avec ses organisations. C'est la stratégie du front unique.

Indépendance de la centrale syndicale et du Parti des travailleurs, terre aux pay-

sans sans terre, défense des retraites, etc. On vient de voir comment, autour de chacune de ces questions, s'incarne le combat pour le front unique.

Tout au long de la campagne pour l'élection de Lula, la politique de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, le courant *O Trabalho* du PT, a été centrée sur le mot d'ordre : pour un gouvernement du PT qui rompe avec le FMI, pour la satisfaction des revendications des travailleurs et du peuple, pour la souveraineté de la nation. Qu'on l'exprime de cette manière ou sous d'autres formes, la question centrale reste aujourd'hui la suivante : pour les millions de travailleurs, de paysans et de jeunes au Brésil, le PT a été porté au gouvernement pour apporter des solutions à leurs problèmes. Les faits montrent et montreront chaque jour davantage que pour qu'il puisse le faire, il faut rompre avec le FMI. Et la IV<sup>e</sup> Internationale soutiendra toutes les tentatives pour s'engager dans cette voie-là.

Ce n'est pas une question nouvelle. Dans le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, il est écrit en substance : de toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière, la IV<sup>e</sup> Internationale exige qu'elles rompent avec la bourgeoisie. Et si elles font un pas dans cette direction, nous leur promettons notre soutien inconditionnel, sans perdre notre indépendance propre.

La solution la plus économique, aujourd'hui, pour la classe ouvrière et la nation brésiliennes serait que le PT fasse un pas sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. C'est-à-dire, concrètement, qu'il dise : nous ne toucherons pas aux retraites des fonctionnaires, même s'il faut, pour ce faire, consacrer une moindre part au remboursement de la dette. Nous allons donner la terre aux paysans sans terre, même s'il faut pour cela contraindre les grands propriétaires terriens. Nous allons interdire les licenciements dans les entreprises, quitte à les nationaliser. Nous allons rétablir les services publics, l'eau courante, les hôpitaux, les écoles, etc., même s'il faut pour cela ne pas respecter les échéances financières contractées avec le FMI. Et si un gouvernement du PT faisait cela, il aurait le soutien inconditionnel de la IV<sup>e</sup> Internationale. Même s'il n'instaurait pas le socialisme demain matin.

Nous garderions nos propres positions, mais nous soutiendrions un tel gouvernement, parce que ce serait un pas en avant réel dans le sens des intérêts de la classe ouvrière brésilienne et de la nation. Et nous, IV<sup>e</sup> Internationale, n'avons pas d'intérêts distincts de ceux-là.

Est-ce que ce cas de figure est probable ? Est-ce possible ? L'expérience passée a plusieurs fois démontré la validité du pronostic contenu dans le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale : placés dans des circonstances exceptionnelles — krachs financiers, processus révolutionnaires, guerres —, des directions petites-bourgeoises, qu'elles soient stalinienne ou social-démocrates, peuvent être amenées à aller plus loin qu'elles ne le veulent elles-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, poussées à le faire par le mouvement de millions de travailleurs. Nous sommes pour cette solution et nous combattons pour.

---

## A L'HEURE PRÉSENTE...

---

A Joinville, dans l'Etat de Santa Catarina, au sud du Brésil, des ouvriers occupent depuis le mois de novembre dernier leur usine, après que les patrons l'ont désertée, empochant auparavant des milliards de profits. Les travailleurs s'adressent à Lula pour dire : nationalisez notre usine, nous avons le droit de travailler, nous voulons travailler !

La presse se fait l'écho de la résistance opposée par le groupe parlementaire du PT à l'autonomie de la Banque centrale. *O Estado* note, le 9 janvier 2003 :

*“30 % des députés du PT sont totalement opposés à l'autonomie. Y compris parmi les députés de l'aile modérée du groupe parlementaire, nombreux sont ceux qui voient d'un mauvais œil un projet qui accorderait à la Banque centrale les pouvoirs de décider la politique des taux d'intérêt et de change.”*

Les militants du MST viennent, une nouvelle fois, de rappeler l'urgence d'une véritable réforme agraire. Le 12 janvier, vers 10 heures du matin, 230 travailleurs ruraux qui occupaient deux propriétés dans le Sertão de Sergipe (l'une des

régions les plus arides et les plus misérables du pays) ont envahi l'agence locale de la Banque du Nordeste (BNB), à Nossa Senhora da Gloria, à 160 km de Aracaju. Ils revendiquaient un crédit de 6 000 reais (moins de 2 000 euros) par famille pour faire les premiers investissements indispensables sur la terre qu'ils occupent. Cet argent leur a été promis depuis des mois. La direction de la BNB explique :

*“L'opération a certes été approuvée par le comité de crédit de la Banque, mais l'argent n'a pas encore pu être versé, parce que le secrétaire du Trésor national du nouveau gouvernement n'a*

*pas encore commencé à verser les fonds pour 2003.”*

Le responsable du MST de l'Etat de Sergipe, João Daniel Samariva, explique, lui, très simplement :

*“Cela fait plus de cinq ans que la sécheresse sévit dans le Sertão et, pour avoir de l'eau, les gens doivent faire jusqu'à 15 km à pied. Cet argent est une question de survie.”*

Terre, salaires, emplois, retraites... Des questions de survie qui s'accumulent et qui devront être réglées.

**Le 18 janvier 2003**

## Annexe n° 1 : Déclaration du courant *O Trabalho*, le 29 octobre 2002

Ce 27 octobre a été tournée une page de notre histoire. Au nom de toute la nation, une force de plus de 52 millions de Brésiliens, en élisant Lula, candidat du PT, comme président, a dit : *“Assez de la politique de FHC (1) et du FMI.”*

La douleur des sans-terre, de ceux qui vivent dans les favelas.

Ce 27 octobre, 52 millions ont proclamé que le Brésil souverain doit être maître de son destin. 52 millions qui ont été mis en mouvement *“par la douleur”*, comme l'a dit un ouvrier : *“La douleur d'un père qui va à l'hôpital et qui ne trouve pas de place pour ses enfants. La douleur des sans-terre, de ceux qui vivent dans les favelas, des enfants de la rue, des travailleurs licenciés ou des chômeurs.”*

Le 27 octobre, la nation s'est unie pour dire que c'est le peuple, et seulement lui, qui doit décider de son futur et que le Brésil doit être libre et souverain. Et cela, elle n'a pu le faire que parce que, voilà vingt-deux ans, comme résultat de la vague de grèves qui annonçait la fin de la dictature, ont surgi le PT, puis la CUT, organisations indépendantes construites par les travailleurs pour exprimer leurs intérêts. Au Brésil et dans le monde entier, l'indépendance des organisations ouvrières est la principale garantie pour que les exploités et les opprimés fassent valoir leurs exigences face aux exploiters.

Le 27 octobre au soir, d'immenses manifestations, d'une ampleur sans précédent, ont réuni des millions de travailleurs, de paysans sans terre et de jeunes aux quatre coins du pays. Que s'est-il exprimé dans ces manifestations ? De l'enthousiasme, doublé d'une certitude qu'il est nécessaire à présent de rompre avec le *“modèle économique”* du FMI. Il est clair que nous savons tous, tous les travailleurs savent que tout ne va pas changer du jour au lendemain. Mais la question posée est : dans quelle direction les choses vont-elles avancer à dater d'aujourd'hui ?

52 millions ont dit que

cela ne peut plus être dans la direction imposée par FHC et sa politique. L'heure est venue d'une autre politique, même si nous savons tous que les choses seront difficiles et que les obstacles se dressent d'ores et déjà.

Ceux qui, depuis toujours, ont opprimé et exploité le peuple ont été balayés ce 27 octobre. En dépit de cela, ils voudraient continuer à imposer la même politique, piétinant la démocratie et la souveraineté populaire. Travailleurs, le pays est face à un grand danger.

Les spéculateurs, les banquiers et les multinationales, encouragés par Bush, le FMI, la Banque mondiale, organisent la fuite des capitaux, spéculent contre la valeur du real, imposent la flambée des prix du pain et des tarifs publics, exigent une Banque centrale "indépendante", qui échapperait ainsi au contrôle du gouvernement élu par le peuple. Avec arrogance, les porte-parole du gouvernement des Etats-Unis disent que si le Brésil n'aime pas l'ALCA, il n'aura qu'à commercer avec l'Antarctique, tandis que le secrétaire d'Etat (américain) O'Neill déclare que "*Lula doit prouver qu'il n'est pas fou*" !

## Toute l'arrogance de l'impérialisme et des exploiters

C'est là toute l'arrogance de l'impérialisme et des exploiters ! Quand un peuple décide de prendre en main son destin, il décrète qu'"il est fou". C'est inacceptable !

Est-ce que ce n'est pas la politique de Bush qui est "folle", cette politique qui entraîne les peuples à la guerre, en Irak et ailleurs, pour défendre le système failli de la propriété privée des moyens de production ? Est-ce que ce n'est pas cette politique qui est "folle", celle qui a conduit nos frères d'Argentine au désastre ?

Arrogante également, l'attitude des patrons de la FIESP (la plus puissante des fédérations patronales du Brésil, celle de Sao Paulo), qui, le lendemain des élections, ont déclaré que "*l'année 2003 sera difficile*" et que "*les ouvriers devront perdre un peu*". Messieurs les patrons, vous vous trompez sur toute la ligne : ce 27 octobre, ce n'est pas le parti des patrons, c'est le parti des travailleurs qui a gagné les élections !

Que 2003 s'annonce difficile, nous le savons tous. 2001 et 2002 ont déjà été très difficiles pour le peuple. C'est précisément pour cela que le peuple a élu Lula : pour que 2003 soit moins difficile pour les travailleurs. Le peuple n'espère pas de miracle, il n'attend pas que tout se résolve par un tour de magie. Mais le peuple brésilien, qui a déjà perdu beaucoup, n'entend pas perdre encore, pas plus qu'il n'entend renoncer à ses revendications !

Non, messieurs du FMI, ce n'est pas vous qui avez gagné les élections

Non, messieurs du FMI, messieurs les patrons, monsieur Bush, ce n'est pas vous qui avez gagné les élections au Brésil ! Ce n'est pas vous qui devez décider désormais des priorités. Les priorités pour la majorité écrasante de la nation sont :

- La terre pour celui qui la travaille !
- Un emploi et un salaire décent pour les travailleurs et pour les jeunes !
- Garantir les droits du travail tels qu'ils sont inscrits dans le Code du travail !
- Arrêter les privatisations !
- Rétablir les services publics de la santé et de l'éducation, ainsi que les droits volés aux fonctionnaires publics !

Nous savons qu'existe une énorme dette externe, qui n'a jamais été celle du peuple et qui, déjà largement, a été remboursée (rien qu'en intérêts, le pays a remboursé ces dernières années 270 milliards de dollars, et la dette continue à représenter 230 milliards de dollars !). Nous savons que cette énorme dette externe va être utilisée par

nos ennemis pour que

“tout continue comme avant”, pour empêcher les changements que le peuple attend. Pourrions-nous accepter un tel chantage ?

Arrogante également l’attitude de FHC, qui, bien qu’écrasé dans les urnes, prétend, d’ici fin décembre, mettre à profit ses dernières semaines à Brasilia, utilisant le paravent de l’équipe de transition (2) et un Parlement en fin de mandat pour continuer son œuvre de destruction.

Serait-il possible que, dans les 60 jours à venir, ces gens-là, dépourvus de toute légitimité, imposent l’adoption du budget fédéral de 2003, lequel comprend un salaire minimum fixé à 211 reais, écartant toute rattrapage du pouvoir d’achat pour les fonctionnaires ? Serait-il possible que les mêmes, sans aucune légitimité, fassent passer la loi postale qui privatise la poste, qu’ils fassent passer les dernières mesures de la contre-réforme qui détruit le système de retraite fondé sur la répartition ? Serait-il possible que les mêmes, dépourvus de toute légitimité, fassent passer la loi Dornell de “flexibilisation” des droits des travailleurs ? C’est inacceptable ! Le 27 octobre, le peuple a dit : “*C’en est assez, c’en est terminé !*”

### ***“Nous voulons être une nation libre et souveraine”***

Nous, courant *O Trabalho* du PT, nous sommes partie prenante de ce mouvement de millions et de millions du peuple brésilien, qui s’adressent au monde entier pour lui dire : “*Nous voulons être une nation libre et souveraine, car nous savons que la liberté et la souveraineté des nations, à condition qu’elles soient respectées, garantissent la paix entre les peuples du monde entier.*”

Nous, courant *O Trabalho* du PT, considérons que la seule garantie dans la lutte pour ne pas céder sur les revendications légitimes et pour arracher les changements nécessaires réside dans la capacité des travailleurs à s’organiser de manière indépendante dans leur propre parti, et à préserver l’indépendance de leurs organisations syndicales, de la CUT.

Oui, ce qui est en jeu, c’est l’existence même du peuple brésilien, l’avenir des jeunes générations, la dignité et la souveraineté de la nation !

**29 octobre 2002,  
le courant *O Trabalho* du PT**

(1) Fernando Henrique Cardoso, actuel président.

(2) Officiellement, Lula a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Jusqu’à cette date, c’est FHC, comme président, et la majorité de droite au Parlement qui ont organisé la “transition” avec la nouvelle équipe.

## **Annexe n° 2 :**

### **Intervention de Markus Sokol à la commission exécutive nationale du Parti des travailleurs, le 17 décembre 2002**

Chers camarades,

Nous sommes tous conscients de la situation délicate et difficile que le nouveau gouvernement va rencontrer.

D'un côté, nous avons le peuple travailleur, avec ses aspirations de travail, santé, réforme agraire, éducation, etc., qui sait que tout ne sera pas résolu en un jour, mais qui attend l'annonce de mesures concrètes qui aillent dans le sens de la satisfaction de ses revendications urgentes.

Mais, d'un autre côté, nous avons les obstacles levés contre l'action du gouvernement qui prend le pouvoir le 1<sup>er</sup> janvier.

Le budget 2003, partie de l'héritage maudit de FHC, est réservé au paiement des dettes et non pas à la satisfaction des besoins du peuple — bien au contraire, il mène à une réduction générale des dépenses sociales comme l'éducation, la santé, l'habitation, etc. Nos députés avertissent : une série de bombes à retardement ont été posées.

En vérité, ceux qui ont perdu le 27 octobre font tout pour que la politique de FHC ait une continuité. Pour cela, les camarades avaient raison en disant qu'il était impossible de garder Arminio Fraga, ou n'importe qui lui ressemblant, à la tête de la Banque centrale.

La semaine dernière, le président Lula a annoncé quelques-uns des principaux noms des ministres qui formeront son gouvernement.

Des milliers de PTistes, dans tout le pays, ont appris comme nous, par la presse, que des grands patrons, qui ont d'ailleurs appuyé la candidature de FHC, auraient des postes clés dans le nouveau gouvernement. C'est une situation d'inconfort évident, puisque même la direction nationale du PT ne s'est pas réunie pour discuter de ces indications.

Ainsi, pour la présidence de la Banque centrale, le nom du député fédéral élu pour le PSDB (GO), Henrique Meirelles, a été indiqué. Il s'agit là de l'ex-président mondial de la Banque de Boston — une des plus grandes banques des États-Unis. Ont été nommés ensuite Luiz Ferando Furlan, comme ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce, et Roberto Rodrigues comme ministre de l'Agriculture.

Rodrigues, président de l'Association brésilienne des affaires agricoles, a participé au programme électoral de Serra à la radio et à la télévision. La nomination de Furlan, président du groupe industriel Sadia, a été une *“joie pour toute la classe productive”*, selon la note officielle du président de la FIESP, Horacio Piva.

Ce qui est “une joie” pour ceux qui ont perdu le 27 octobre ne devrait pas être une raison d'inquiétude pour les milliers de travailleurs et de jeunes qui ont voté PT pour que la vie change ?

Que dire du président de la Banque centrale, qui devrait défendre le pays contre les spéculateurs et les banquiers créanciers de la dette externe ? Il vient de la banque qui est le deuxième créancier du Brésil et qui, en 1999, selon les dénonciations faites à l'époque par le PT lui-même, a été une des six institutions financières qui ont le plus gagné d'argent en spéculant avec la dévalorisation du real, bénéficiant de la fuite d'informations. Il vient des secteurs qui ont mené l'Argentine à la situation actuelle,

que nous connaissons tous.

Est-ce avec un ministre de l'Agriculture comme celui-là, un grand propriétaire foncier, qui doit son ascension à l'exploitation des ouvriers agricoles de la canne à sucre dans la région de Ribeirão Preto (SP), que nous pourrions répondre aux revendications urgentes des sans-terre ?

Quelles seraient les priorités d'un futur ministre du Développement, applaudi par Piva, de la FIESP, celui-là même qui veut un "*pacte social*" où "*les ouvriers devront perdre un peu*" ?

Seraient-elles les priorités des travailleurs et du peuple, qui, le 27 octobre, ont affirmé vouloir des emplois, des salaires dignes, la garantie des droits ouvriers et une Caisse de prévoyance publique et solidaire, soit tout ce que les grands patrons de la FIESP nient dans leurs entreprises ? Ne seraient-elles pas, plutôt, les priorités du "marché", et donc des privilégiés de toujours ?

Ces ministres, avec ces caractéristiques, seront-ils ceux qui répondront aux demandes de notre peuple, qui a tant souffert ?

Ce n'est pas en poursuivant la même politique qui nous a menés à la situation actuelle que nous pourrions en sortir.

La réalité montre, chaque jour, la brutalité de la politique dictée par le "marché". Elle fait dire au directeur gérant du FMI que la guerre peut être "bonne" pour l'économie mondiale. Elle utilise des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU pour légitimer l'intervention militaire de Bush en Irak !

A chaque concession faite à ses exigences, le "marché" en demande plus. Pour imposer sa loi, il n'hésite pas (comme il le fait aujourd'hui au Venezuela, à partir d'un front qui va de l'ambassade des Etats-Unis à la bureaucratie syndicale de la CTV, en passant par les patrons) à essayer de faire tomber des gouvernements qui ne se soumettent pas totalement à ses désirs.

C'est exactement contre ces exigences que s'est levée la force des 53 millions qui a donné la victoire électorale au PT. Force qui trouvera son expression, en Argentine, dans la grève générale appelée par la CTA le 20 décembre, contre ces mêmes exigences qui ont mené l'Argentine à la situation actuelle et contre laquelle lutte le peuple argentin.

Cette force reste présente et disposée à soutenir un gouvernement qui fasse ce qu'elle attend de lui.

Personne, ici présent, n'essaiera de lever des obstacles pour empêcher que le gouvernement soit un véritable gouvernement du PT, qui puisse adopter toutes les mesures indispensables à notre peuple.

Personne, ici présent, ne dira que le chemin est facile. C'est pour cela que, plus que jamais, il faut préserver le PT, tel qu'il a été construit : un parti des travailleurs de la ville et de la campagne.

Personne, ici présent, ne va chercher à lever des obstacles contre la libre expression des opinions existant dans notre parti.

Nous connaissons, tous, la tradition du libre débat dans le PT. Nous n'avons pas, tous, la même opinion sur tout. Je connais en particulier le sénateur Heloïsa Helena et, parfois, je n'ai pas eu la même position qu'elle sur des questions importantes. Mais nous connaissons aussi la tradition de notre parti et de nos tendances à ne pas "trancher la question" sur des questions comme celle-ci et à ne pas sanctionner ceux qui ont une position différente. C'est notre marque et une de nos plus grandes forces.

Markus Sokol

### Annexe n° 3 :

## La CUT doit-elle s'intégrer dans le "pacte social" ?

### Une intervention de Julio Turra, le 31 octobre 2002, au cours de la commission exécutive de la CUT

Nous vivons une nouvelle situation après l'élection de Lula à la présidence. La CUT a joué, nous le savons, un rôle important pour permettre l'avènement d'un nouveau gouvernement, dans lequel se concentrent les espoirs du peuple, en particulier des travailleurs des villes et des campagnes.

Nous savons que la situation sera difficile. Quelle est la responsabilité particulière de la CUT en ce moment ? Personne n'a de réponse toute faite. Le débat, l'échange de points de vue entre nous sont essentiels. Personne ne peut prétendre être le maître de la vérité, moi encore moins. C'est pour contribuer à cette réflexion et à cette élaboration que j'aimerais profiter de la réunion afin de soulever quelques questions qui pourront nous aider à parvenir à des conclusions. J'aimerais que, dans la discussion, nous précisions la position de la CUT face à un pacte social, un pacte national ou un Conseil économique et social, des propositions qui apparaissent au centre du débat politique actuel.

Bien entendu, un gouvernement doit tenir compte des intérêts de toute la société. En ce sens, Lula joue son rôle de président quand il annonce son intention d'asseoir autour de la même table les patrons, les syndicats et d'autres secteurs. Mais nous sommes la CUT, une centrale syndicale. Notre rôle particulier — et je dirai irremplaçable —, c'est de représenter les intérêts spécifiques des travailleurs. Quand nous allons à une table de négociations, notre objectif est de défendre les intérêts des travailleurs face aux patrons et au gouvernement.

Est-ce que l'objectif d'une négociation pourrait être de signer un pacte social ? Nous tous, ici, nous connaissons l'histoire de la CUT, son rejet du pacte social avec Sarney et ensuite avec Collor. Il est clair qu'avec un gouvernement Lula, que nous avons aidé à élire, la situation n'est pas la même. Mais les mots ont un sens : l'idée de pacte suppose d'établir une "alliance permanente". Négocier, signer ou non des accords quand nous le jugeons nécessaire avec les patrons et les gouvernements fait partie de notre rôle comme organisation syndicale. Quand nous signons accords et conventions collectives, c'est toujours sur la base de clauses concrètes, qui traduisent des revendications des salariés. En même temps, le droit à la négociation implique que, en toutes circonstances, la CUT et les syndicats sont libres de signer ou non un accord. Mais même quand nous signons un accord, les patrons et les travailleurs cessent-ils d'avoir des intérêts contradictoires ? Nous savons tous que non ! La charte de principes de la CUT prend position pour une "*société sans exploités et exploités*". Est-ce que cela a cessé d'être notre objectif ? Bien sûr que non, aucun parmi nous n'a renoncé à cela. En même temps, nous savons que nous n'y arriverons pas demain, encore moins tout de suite. Mais pour avancer vers cet objectif, la classe travailleuse a besoin d'une centrale syndicale indépendante.

Ainsi, lorsque les patrons de la FIESP (*le patronat de l'Etat de Sao Paulo — NDT*) ont dit que, dans un pacte social (ils se sont prononcés en faveur d'un tel pacte), "*les entrepreneurs et les travailleurs vont perdre un peu*", nous, nous dirons : nous voulons négocier pour avancer, même si c'est graduellement, mais nous ne pouvons pas accepter de reculer d'un seul millimètre sur ce que nous avons.

D'ailleurs, quand la CUT a appelé au vote Lula, cela a été fait sur la base de nos revendications !

Dans la nouvelle situation ouverte au Brésil, ne croyez-vous pas, camarades, que la meilleure contribution que nous puissions faire comme CUT — je dirai même pour aider au succès de la politique du gouvernement du PT, pour répondre aux attentes du peuple —, c'est de continuer comme CUT, comme centrale syndicale indépendante, sans se confondre avec le gouvernement ? Une telle confusion ne serait-elle pas, camarades, mauvaise pour la CUT, pour la démocratie, et même pour l'action du gouvernement Lula ?

Je ne vais pas fatiguer les camarades en répétant que je n'aime pas l'expression "pacte", que ce soit un pacte social ou un pacte national. D'un autre côté, en réfléchissant sur "national", il m'est venu l'idée que, comme nous pouvons tous le voir, de grandes menaces pèsent sur la souveraineté de la nation brésilienne. Nous avons vu l'insolence des porte-parole de Bush, envoyant le Brésil négocier avec les pingouins et disant que Lula doit prouver qu'il n'est pas fou ! Or, devant les menaces de l'impérialisme, ne pensez-vous pas que si la CUT était invitée à donner son point de vue sur ce qu'il faut faire pour défendre la souveraineté de la nation, nous devrions présenter nos propositions, qui sont le résultat de près de vingt ans de lutte et de sept congrès nationaux ?

Nous, la CUT, nous avons joué un rôle central pour arriver au moment historique du 27 octobre, quand la nation brésilienne a affirmé qu'elle veut être maîtresse de sa destinée.

Qui devrait décider de la destinée du Brésil ? La nation ou l'impérialisme ? Nous, dans la CUT, nous répondons : c'est la nation ! Après, s'il s'avère impossible de satisfaire en même temps les exigences du peuple et celles du FMI, que dira la CUT ? La CUT dira : la priorité, c'est de satisfaire les exigences du peuple.

S'il s'avère impossible de combattre la misère et la famine, et en même temps de continuer de payer la dette extérieure, quelle sera la priorité pour la CUT ? Pour la CUT, la priorité sera d'éradiquer la famine de notre peuple.

S'il s'avère incompatible — comme nous le savons tous ici, à la CUT — de construire une nation libre et souveraine et en même temps d'appliquer les règles de l'ALCA, quelle sera la priorité pour la CUT ? La priorité, pour la CUT, sera la défense de la nation souveraine !

Je ne dis rien ici de différent de ce que nous avons déjà adopté, tous ensemble, lors des congrès de la CUT.

Souveraineté nationale ? Pouvons-nous la défendre sans parler des privatisations, qui ont transféré au capital financier international le contrôle des entreprises qui étaient propriété de la nation ? Comment défendre la souveraineté nationale sans combattre la loi qui privatise la poste, par exemple, loi en discussion au Parlement, et sans avancer sur la nécessité de renationaliser les entreprises qui ont été privatisées ?

Pouvons-nous parler de défense de la souveraineté nationale si nous ne défendons pas une Sécurité sociale publique, universelle, contre le pillage organisé par les fonds de pension privés, en général américains, sur les ressources des travailleurs ?

La souveraineté nationale est impossible si nous ne préservons pas la plus grande richesse de la nation, qui est la force de travail de la classe ouvrière, ses emplois, les salaires et les droits !

Enfin, il ne peut y avoir de souveraineté nationale sans démocratie et il n'y a pas de démocratie sans indépendance syndicale, comme nous l'a appris notre propre histoire. L'indépendance et la liberté de négocier et de contracter sont nécessaires, sans aucune ingérence, en soumettant le résultat des négociations à la discussion des instances.

En conclusion, je crois légitime que la CUT soit présente aux tables de négociations et aux rencontres auxquelles elle a été invitée, toujours sur la base d'une claire affirmation de son indépendance et avec des propositions concrètes fondées sur les revendications des travailleurs.

Je crois que nous serons tous d'accord pour affirmer la volonté de la CUT de présenter des revendications concrètes et d'arriver à des accords enregistrant des pas positifs pour les travailleurs.

Très rapidement, nous serons confrontés à la question des réformes. En particulier, en ce qui concerne la Sécu. Ici, il y a un risque énorme d'opposer les travailleurs du secteur public à ceux du secteur privé. Or l'essence même de la CUT est d'unir tous les secteurs, le public et le privé, la campagne et la ville, comme classe travailleuse. Nous ne pouvons pas faire le jeu de la division.

Il y a des arguments qui ne sont pas nouveaux, parce que les patrons les utilisent toujours, sur les "privilèges" et le besoin de faire prévaloir la justice et l'égalité. Mais pourquoi faudrait-il niveler par en bas et non par en haut, par exemple ? Pourquoi le régime des retraites des fonctionnaires fédéraux, qui fonde la pension sur le dernier salaire, ne serait pas commun à tous les travailleurs ?

La brochure qu'on vient de publier sur la Sécurité sociale enregistre la position du plénum national pour l'abrogation des lois de réforme de la Sécu de Fernando Henrique Cardoso (amendement constitutionnel n° 20). Ne devrions-nous pas exiger cette abrogation, préparant le terrain pour qu'il y ait une discussion large et profonde entre nous et avec notre base ?

Une deuxième question est celle de la réforme de la structure syndicale et des lois du travail. En ce qui concerne les lois du travail, nous serons tous d'accord pour dire que nous n'acceptons rien en dessous du niveau des droits qui sont dans la législation du travail, c'est pourquoi nous exigeons désormais le retrait du projet Dornelles. Sans lâcher aucun des droits des travailleurs, nous devons donner suite aux décisions de nos congrès d'abrogation des lois et des mesures du gouvernement en matière de flexibilisation des droits (banque d'heures, lay-off, contrat précaire, etc.).

En ce qui concerne la structure syndicale, nous avons comme référence les principes de la CUT, les conventions de l'OIT. En même temps, il est nécessaire, avant de changer la structure présente, de vérifier pour quel objectif. Pour nous, il ne peut s'agir que de renforcer les syndicats. Tout ce qui va dans le sens de les désagréger et de les affaiblir doit être rejeté. Encore plus dans une situation mondiale marquée par une offensive d'ONGisation des syndicats, pour leur enlever le caractère d'organes d'organisation et de défense des revendications des travailleurs.

Tout cela montre qu'il est besoin que la CUT discute librement pour définir ce qu'il faut, afin de nous acquitter du mandat que les travailleurs nous ont donné. Il se peut que nous ayons des points de vue différents, discutons-en.

En ce qui concerne la négociation avec le gouvernement et les patrons, le plus important ne serait-il pas de savoir quel est le mandat de la délégation de la CUT ? A mon avis, il y a deux choses qui ne peuvent manquer dans ce mandat :

1) Participer ne préjuge pas s'il y aura un accord ou non. Nous aurons les mains libres pour signer ou ne pas signer.

2) Nous allons à cette table pour gagner, même si c'est peu, jamais pour perdre, comme nous demandent désormais les patrons de la FIESP. Il faut qu'il soit clair qu'ils ne pourront pas compter sur la CUT pour liquider des droits acquis du travail, ni pour imposer des pertes encore plus grandes concernant nos salaires, ou encore pour "flexibiliser" les droits ou le temps de travail.

Voilà, camarades, l'état actuel de nos réflexions, que je soumets à la discussion, pour qu'ensemble on trouve la forme la plus efficace, afin d'honorer le mandat que les

travailleurs de la CUT nous ont donné.

## Annexe n° 4 :

### Budget participatif : la sanction des urnes

#### Interview d'Ana, militante du Parti des travailleurs du Brésil, membre de l'association des habitants de son quartier

**Les résultats de Tarso Genro, candidat du PT au poste de gouverneur de l'Etat de Rio Grande do Sul, sont exactement opposés à ceux du PT sur le plan national. Comment expliques-tu cela ?**

**Ana :** C'est un fait, dans l'ensemble de l'Etat de Rio Grande do Sul, le vote PT pour le poste de gouverneur est en recul, alors que, partout dans le reste du pays, les résultats du parti augmentent, dans des proportions considérables, en nombre et en pourcentage de voix.

Tarso Genro, allié au courant Démocratie socialiste (1), perd 11 % par rapport à Olivio Dutra, le candidat du PT à la précédente élection, en 1998.

A Porto Alegre, capitale de l'Etat, la "vitrine" de la "démocratie participative", Tarso perd 16 % des voix par rapport à 1998.

Du coup, le PT, qui détenait le poste de gouverneur de l'Etat, est aujourd'hui menacé de le perdre (*il l'a en effet perdu au second tour — NDT*).

**Peut-on dire, comme tu viens de le laisser entendre, que c'est le budget participatif qui est sanctionné par les urnes ?**

**Ana :** Cela ne fait aucun doute. Il suffit de voir ce qui est arrivé à Ubiratan de Souza. Il est le coordinateur en chef du budget participatif à Porto Alegre. Il est également l'auteur, avec Tarso Genro, du fameux livre dont la Banque mondiale a fait un best-seller international, véritable mode d'emploi du budget participatif. Il a fait toute sa campagne en vue de se faire élire député fédéral sur le thème : "*Je suis le candidat du budget participatif.*" Il n'a cessé de le répéter à la télévision, dans tous les meetings, dans toutes les interviews, durant toute sa campagne.

Résultat : le "candidat du budget participatif" n'a recueilli que 8 000 voix dans tout l'Etat de Rio Grande do Sul. Il en fallait au minimum 25 000 pour être élu.

Prenez une ville industrielle comme Gravataí, dont le maire PT est membre du courant Démocratie socialiste. Il a fait venir la multinationale General Motors à grands coups de millions d'exonérations fiscales et de dérogations aux droits. Le "budget participatif" sert ici à faire avaler par la population les conséquences financières et sociales de ces exonérations. Tarso Genro perd 8 % sur le candidat du PT, il y a quatre ans.

La sanction est sans appel : alors que le PT, dans cette élection nationale, gagne de nouveaux postes de gouverneur et de député, il recule dans le Rio Grande do Sul.

**Pourtant, le "budget participatif" est présenté partout comme la nouvelle forme de démocratie, la possibilité enfin donnée aux travailleurs d'intervenir dans les choix politiques qui les concernent. Qu'est-ce qui justifie ce rejet ?**

**Ana :** Au début, nous avons cru que les choses seraient comme on nous le disait, et

que, de cette manière, avec la “démocratie participative”, nous allions enfin avoir voix au chapitre. Mais on s’est aperçu que nos revendications n’étaient jamais retenues. On nous disait toujours que notre quartier n’était pas des plus mal lotis. C’est vrai qu’il y a une école, deux postes de santé (dispensaires), la plupart des rues sont asphaltées. Mais il y a un égout qui traverse le quartier, il est à ciel ouvert, juste à côté de l’école, il y a les moustiques, le risque de dengue (*maladie des régions tropicales transmise par les moustiques — NDLR*). Nous avons aussi besoin d’un collège professionnel, les transports sont très mauvais... Mais ce n’était jamais la “priorité”. En revanche, pour ce qui est de payer la dette, il n’y a pas de problème, la municipalité n’a pas manqué une seule échéance.

Voyons comment fonctionne la “démocratie participative”.

Nous avons actuellement deux postes de santé municipaux, un à chaque extrémité du quartier, qui est très peuplé et très étendu. La mairie est venue nous dire : il faut un seul poste, choisissez lequel vous voulez garder. Ils nous ont dit qu’il ne s’agissait pas de fermer l’autre poste, mais de “*mieux répartir l’offre de soins*”.

Notre association a dit : pas question, la population est attachée à ses deux postes, qui permettent aux gens âgés de trouver, pas trop loin de chez eux, les médecins dont ils ont besoin.

S’il s’agit de mieux répartir les soins, construisez un autre poste au milieu du quartier.

La mairie nous dit : d’accord, mais à condition que ce soit conforme au “plan de santé familiale”. Il s’agit d’un plan mis au point sur le plan national par le gouvernement Cardoso.

Il substitue aux postes de santé municipaux — où les médecins, recrutés par la municipalité, sont des spécialistes (gynécologues, orthopédistes, etc.) qui viennent chaque semaine, à jours fixes, pour assurer les consultations et les soins — des postes “externalisés”, dont les municipalités n’assurent que les locaux, tout le reste étant “sous-traité” à des associations, avec seulement des médecins généralistes.

La population n’en veut pas, évidemment.

Pourquoi nous proposaient-ils cela ? Tout simplement pour se conformer à la loi Camato du gouvernement Cardoso, loi inspirée par le FMI, qui veut que les municipalités brésiliennes s’engagent à ce que la masse salariale des fonctionnaires municipaux n’excède pas 60 % du budget.

A Porto Alegre, le “budget participatif” a permis à la municipalité d’être le meilleur élève de la loi Camato. Ils ont réussi à descendre à 48 %. Résultat : suppression de centaines de services municipaux, aujourd’hui “externalisés”.

Aujourd’hui, ce qui s’exprime dans les quarante millions de votes qui se sont portés sur le PT dans tout le pays, c’est la volonté de toute la population, des travailleurs, de voir enfin satisfaites leurs revendications. Ce qui pose le problème de rompre avec la dette et avec le FMI.

Ce qui se passe dans le Rio Grande do Sul montre, a contrario, qu’il n’y a pas d’autre voie.

# L'actualité de la révolution russe d'octobre 1917

Journées d'études  
de la IV<sup>e</sup> Internationale  
à Kiev, à Paris...

*Par Jean-Jacques MARIE*

Au moment où le capitalisme veut faire sombrer l'humanité dans la récession et la guerre, le 85<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre a été l'occasion de discussions ouvertes sur l'alternative "socialisme ou barbarie", sur les enjeux du combat pour l'indépendance du mouvement ouvrier.

Plusieurs sections de la IV<sup>e</sup> Internationale ont organisé dans plusieurs pays des réunions et des journées d'études à l'occasion du 85<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre. Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, discuter publiquement de la révolution d'Octobre, des difficultés énormes auxquelles elle a été confrontée, des réponses qui leur ont été données, de ses suites, de son bilan, du stalinisme, de la chute de l'URSS en 1991, ce n'est pas "commémorer" et "célébrer", c'est ouvrir une discussion sans tabous ni interdits sur les problèmes auxquels le mouvement

ouvrier est confronté aujourd'hui. Cette discussion doit permettre de répondre à des questions brûlantes que se posent de nombreux militants : l'ère ouverte par la révolution d'octobre 1917 est-elle ou non close, les leçons que l'on peut en tirer sont-elles toujours actuelles ? Si oui, dans quelles conditions, aujourd'hui, peut-on mettre en œuvre ses enseignements : en un mot, vivons-nous toujours dans l'ère de la révolution prolétarienne mondiale, ouverte en 1917 ? Si oui, quelle analyse pouvait-on donner du moment actuel de cette période, marquée par une offensive

multiforme de l'impérialisme mondial et de ses relais contre la classe ouvrière et ses acquis, et que reste-t-il des conquêtes arrachées par la révolution d'Octobre, sur lesquelles la classe ouvrière des pays de l'ex-Union soviétique peut s'appuyer ?

---

## RÉFLÉCHIR À L'ACTUALITÉ DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE DANS LE MONDE AUJOURD'HUI

---

Daniel Gluckstein le soulignait dès l'ouverture des journées d'études tenues des 8 au 10 novembre 2002 à Kiev, organisées par la section ukrainienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, Borotba, et auxquelles ont participé des délégations allemande, espagnole et française :

“Il ne s'agit pas seulement d'un hommage à la révolution russe, mais d'une invitation à réfléchir à l'actualité de la révolution prolétarienne dans le monde aujourd'hui (...). Il y a quatre-vingt-cinq ans, les conditions de développement du capitalisme, la Première Guerre mondiale ont abouti à la prise du pouvoir par les conseils ouvriers en octobre 1917. Est-ce que ces conditions existent aujourd'hui ? Il ne s'agit pas d'une discussion basée sur des dogmes, mais d'une discussion qui doit partir des faits.”

**C'est sous le même angle qu'il a ouvert la réunion tenue à Paris une semaine après, le 16 novembre. Au lendemain de Février, Lénine affirmait : “La première révolution engendrée par la première guerre impérialiste mondiale a éclaté.”**

Avec le déclenchement programmé de la guerre en Irak, couronnement des quelque 70 guerres régionales attisées par l'impérialisme, nous sommes à la veille de ce que les dirigeants américains qualifient de quatrième guerre mondiale (“la guerre froide” ayant, à leurs yeux, constitué la troisième).

Les conséquences pour le peuple irakien, pour le peuple palestinien, pour les peuples voisins, c'est la chaîne des massacres et de la famine, le déchaîne-

**ment d'une barbarie qui menace le monde entier.**

**Dans cette situation, peut-on considérer que l'alternative que posait Rosa Luxemburg au début du siècle passé — “socialisme ou barbarie” — est toujours actuelle ?**

Pour tous les bolcheviks, pour des millions d'ouvriers de par le monde, la révolution russe, la mobilisation des masses pour renverser le système capitaliste dans les principaux pays européens, dans le vieux système colonial ébranlé jusqu'aux tréfonds, à commencer par la Chine, annonçaient la victoire prochaine, voire imminente, de la révolution prolétarienne.

**Pourquoi cette victoire n'est-elle pas venue, pourquoi le système capitaliste, qui a plongé deux fois l'humanité dans une guerre mondiale aux effets destructeurs effroyables, a-t-il survécu ?**

**Daniel Gluckstein :** “Commémorer Octobre 1917, cela ne saurait signifier, pour nous, contourner le bilan de ce qui a suivi Octobre, c'est-à-dire, bien évidemment, le stalinisme. Nous y reviendrons dans cet après-midi d'études. Nous ne prétendons pas, nous l'avons dit, détenir de vérité révélée. Avant cet après-midi d'études, nous avons collationné des questions et, plutôt que de présenter des exposés introductifs, nous allons commencer par répondre à une série de questions. Ensuite, nous traiterons d'autres questions que la salle a fait parvenir. Et nous allons nous efforcer, sinon d'apporter des réponses définitives, car il n'y en a pas, au moins de proposer des réponses aux questions et aussi aux objections qui pourront naître de ce débat.”

---

## L'ACTUALITÉ D'OCTOBRE 1917

---

Puisqu'il ne s'agit pas d'une commémoration, mais d'une discussion sur les problèmes auxquels la classe ouvrière est aujourd'hui confrontée, la première question que les militants réunis ont posée, la première à laquelle il importe de répondre, s'il s'agit bien d'autre chose qu'une glorieuse page de l'his-

**toire, est celle de l'actualité de la révolution russe : en quoi les leçons ou les enseignements que l'on peut en tirer peuvent-ils être utiles dans le moment de la lutte des classes que nous vivons ?**

**Daniel Gluckstein aborde cette question dans sa contribution de Paris :**

« Qu'est-ce qui fait l'actualité de la révolution russe ? Dans quel monde vivons-nous ?

Citons nos adversaires, et non nos propres textes. Dans *La Tribune* (journal du capital financier français), citant une étude du Secours catholique, on lit que *“la pauvreté, en France, devient une situation durable”*, que *“la précarité est celle de l'emploi”*, que *“quatre personnes secourues sur cinq exercent une activité professionnelle intermittente, en intérim, en travail saisonnier, en petit boulot déclaré ou non”*, et que *“le travail précaire ne suffit pas à mettre à l'abri de la pauvreté”*. En France, en 2002.

Rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) :

*“Parmi les risques majeurs qui sont causes de décès à l'échelle mondiale, on relève au premier rang la sous-alimentation et l'insuffisance de poids, qui touche environ 170 millions d'enfants dans le monde. En l'an 2000, elle a été responsable de la mort de 3,4 millions de futures mères et d'enfants.”*

Une étude du Programme alimentaire mondial, rattaché à l'ONU, publiée dans *Le Figaro*, est titrée : *“Le retour redouté des grandes famines.”* On y apprend :

*“La vie de 14 millions d'Africains est en danger dans six pays d'Afrique australe, et 12 autres millions dans la corne de l'Afrique. Les causes sont les crises alimentaires.”*

*Le Figaro*, journal rarement considéré comme subversif, ajoute ce commentaire : *“L'humanité n'a-t-elle donc rien appris ?”* *Le Figaro* nous apprend qu'en Corée du Nord, où la famine menace trois millions d'enfants et de vieillards, les pays capitalistes donateurs, *“parce qu'ils considèrent que le régime progresse trop lentement vers la démocratie, ont resserré les cordons de la bourse”*.

C'est-à-dire qu'ils ont délibérément décidé que la famine frapperait la population nord-coréenne. *Le Figaro* précise :

*“L'an dernier, 48 famines, 156 inondations majeures ont frappé 86 millions de personnes sur la planète, un chiffre sans précédent depuis trente ans.”*

On pourrait lire la presse internationale. On nous parle de la dette externe, celle que le Brésil doit payer, celle que l'Argentine, le Mexique doivent payer. Je lis ici un journal du capital financier chilien, à propos du Mexique. Le titre se suffit à lui-même : *“Le Mexique a payé huit fois le montant de sa dette externe.”* Vous avez bien entendu : huit fois ce qu'ils avaient emprunté, et ils doivent toujours plus que ce qui a été emprunté voilà dix ans. »

---

## QU'EST-CE QUE LA LUTTE DE CLASSE ?

---

**Pierre Lambert, de son côté, répond à cette question :**

« Il semble qu'aujourd'hui, la révolution d'Octobre serait au cimetière, qu'il n'en resterait rien. A partir d'une situation politique, à partir du moment où il fallait sauver l'humanité de la barbarie, de la guerre et de la boue, un parti a osé. Ce parti, au départ, ne cherchait pas immédiatement à prendre le pouvoir. Il disait lui-même aux dirigeants de l'époque, les ancêtres des sociaux-démocrates et des staliniens d'aujourd'hui : vous êtes là, on a confiance, on ne peut pas tout avoir tout de suite, mais conservons ce dont nous avons besoin, et le principal c'est la vie, la possibilité d'être libres, de manger. C'est Lénine qui a pris cette formule, qui, ensuite, a été proposée au prolétariat : la paix, le pain, la liberté. Le moujik qui n'avait rien à manger, qui n'avait pas de bottes, celui qui souffrait de la faim et du froid, ces femmes travailleuses qui, en février 1917, disaient *“Il faut en finir, nous voulons que nos enfants reviennent”*, sans qu'ils le sachent, sans connaître le nom de Lénine ou quoi que ce soit de la révolution, ils sont descendus dans la rue. Avec leurs moyens, sans manger, sans bottes, tous ont dit : *“Cela suffit !”*

Cela a-t-il disparu aujourd'hui ?

Dans la lutte de classe, en France, vous avez des choses sensationnelles. Par exemple, cette lettre d'une infirmière à son infirmière chef :

« *Je voudrais bien comprendre, tu sais très bien que j'ai tout accepté, j'avais déposé une demande de congés pour le 31 décembre dans le cadre des 35 heures ; tu m'as répondu que ce n'était pas possible et j'ai accepté, mais je voudrais bien avoir le 1<sup>er</sup> janvier. Explique-moi pourquoi ?* »

Camarades, quand cette infirmière pose cette question, cela rejoint la même question que le paysan sans terre du Brésil, que le moujik qui cherchait sa voie. Et cela, c'est fondamental. Pourquoi ?

Est-ce terminé ? La lutte de classe a des ressources. Qu'est-ce que la lutte de classe ? Elle est fondée sur des relations sociales de production. De quoi s'agit-il ? C'est la civilisation. Qu'est-ce que le socialisme ? La socialisation des besoins, c'est-à-dire l'organisation du travail.

Le livre écrit par notre camarade Daniel Gluckstein, *Lutte des classes et mondialisation*, l'a démontré avec des données nouvelles. Les privatisations, c'est la destruction. En Russie, la privatisation de la sidérurgie, des mines, ce n'est pas autre chose que la destruction de l'outil de travail, la destruction de la vie. Mais il existe encore des segments, comme disait Lénine. Et plus que cela : il existe, dans tous les anciens pays d'URSS, des hommes et des femmes, des jeunes qui ne peuvent pas survivre sans constituer une organisation du travail. Et l'organisation du travail, aujourd'hui, ne peut être que socialiste. Cela ne peut pas être autre chose. Parce que, dans le monde entier, elle s'effondre.

Et nous avons la certitude que le prolétariat, à travers les difficultés, trouvera sa voie, parce que les éléments existent. Des millions sont comme cette infirmière qui écrit à son chef et qui dit : je ne peux pas accepter. »

---

## AU BRÉSIL, LA RÉVOLUTION A COMMENCÉ

---

**L'actualité de la révolution ne se manifeste pas seulement dans l'analyse, elle s'exprime dans les rapports réels entre les classes, et ce n'est nullement plus net qu'au Brésil, comme le souligne Daniel Gluckstein :**

« Mais je voudrais dire un mot sur une révolution, qui, elle, a commencé : la révolution brésilienne. C'est une véritable révolution qui a commencé au Brésil voilà quelques semaines. Et même si la forme apparente est un mouvement électoral, il s'agit d'un mouvement en profondeur. C'est celui de 190 millions de Brésiliens, des ouvriers, des paysans sans terre, des jeunes qui habitent dans les *favelas*, celui d'un peuple tout entier que l'impérialisme et le paiement de la dette voudraient contraindre à la décomposition.

Très officiellement, les statistiques estiment qu'un jeune sur quatre, dans les *favelas* de Rio, a été ou est partie prenante, contraint, à des confrontations armées dans le cadre des règlements de comptes entre trafiquants de drogue. Les jeunes des *favelas* ne veulent pas être condamnés à la décomposition ou à mourir dans les fusillades entre bandes de trafiquants de drogue. Ces jeunes sont descendus des *favelas* le 27 octobre dernier, avec le drapeau rouge du Parti des travailleurs, pour dire : « *On veut un travail, on veut une vie décente.* »

Il y a, au Brésil, un système latifundiaire incroyable, où des propriétaires terriens contrôlent des surfaces grandes comme cinq ou dix départements français, dont ils n'exploitent qu'une toute petite partie, mais en interdisant à la masse des paysans pauvres d'accéder à ces terres. Et les paysans du Mouvement des sans-terre ont occupé les terres. Et les dirigeants latifundiaires leur ont envoyé des milices armées, qui ont assassiné des jeunes. Les paysans sans terre sont descendus, ils sont allés voter Parti des travailleurs, ils ont porté ses drapeaux rouges en disant : « *Maintenant, la terre doit être à nous.* »

Les ouvriers confrontés aux licenciements, les travailleurs qui veulent des dispensaires, des hôpitaux, des écoles... Dans une réunion à laquelle j'ai participé il y a quelques semaines au Brésil, un camarade ouvrier a pris la parole et se référait à un mot d'ordre que Lula utilisait dans sa campagne : « *Votez Lula, pour l'amour et la paix.* »

Cet ouvrier a expliqué : « *Lula n'a pas gagné dans l'amour, il n'a pas gagné dans la paix, il a gagné par la douleur. Par la douleur des parents qui vont à*

*l'hôpital où il n'y a pas de médecin pour leur enfant ; il a gagné par la douleur des paysans qui veulent la terre et qui se font tirer dessus par les propriétaires terriens ; par la douleur des jeunes des favelas qui veulent un autre avenir. D'accord, tout ne sera pas possible tout de suite, il n'y aura pas de miracle, mais il faut que les choses aillent dans le bon sens."*

A peine Lula a-t-il été élu, le Fonds monétaire international a envoyé une mission au Brésil et a dit deux choses : il faut dégager encore plus d'excédent du budget pour rembourser le FMI ; il faut réformer tout de suite le système des retraites, qui est beaucoup trop généreux avec les fonctionnaires brésiliens, et il doit être réformé pour pouvoir payer la dette au FMI.

La réponse, c'est celle des syndicats de travailleurs et de fonctionnaires, qui se sont mobilisés pour dire : *"Ne touchez pas à nos retraites."* La réponse, c'est celle des paysans du Mouvement des sans-terre, qui, il y a deux jours, ont réinitié un mouvement d'occupation des terres en écrivant une lettre ouverte à Lula, disant : *"Camarade Lula, tu as été élu pour que la terre aille à ceux qui la travaillent, nous comptons sur toi pour qu'une réforme agraire démocratique soit mise en œuvre dans les plus brefs délais ; et sans attendre, nous occupons les terres."*

La réponse est celle de tout un peuple travailleur, qui mandate un gouvernement, un parti fondé sur les intérêts de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts, et pas pour laisser la nation brésilienne pillée, dépecée par l'impérialisme, comme l'est, depuis deux ans maintenant, la nation argentine. Oui, c'est le mouvement de la révolution prolétarienne, camarades. Non pas en octobre 1917 en Russie, mais en octobre 2002 au Brésil, et sans aucun doute ailleurs. »

---

## QUI ET QU'EST-CE QUI PROVOQUE LES RÉVOLUTIONS ?

---

### Daniel Gluckstein répond :

« A la question de savoir qui provoque les révolutions, il y a deux réponses possibles. L'une, que vous connaissez, parce

que c'est la réponse officielle que vous trouvez dans tous les manuels en cours aujourd'hui : *"Les révolutions sont provoquées par des groupes de conspirateurs, qui poursuivent des buts généralement cachés, et qui le font dans le seul objectif de s'emparer du pouvoir et utilisent pour cela des méthodes conspiratives. Et, bien entendu, ils le font au mépris de la démocratie."*

Ceux qui avancent cette explication ne parviennent jamais à expliquer pourquoi les révolutions se font avec l'appui de l'immense majorité de la population. C'est-à-dire qu'ils escamotent le contenu social des révolutions. En regardant octobre 1917, nous pouvons affirmer ce qui suit : ceux qui provoquent les révolutions sont ceux qui dirigent un système d'exploitation, qui poussent le peuple à un degré insoutenable de misère et de souffrance, et qui, de ce fait, ne lui laissent pas d'autre issue que de chercher par lui-même des solutions à la situation qu'il subit.

Dans la préface de *l'Histoire de la révolution russe*, Trotsky dit en substance la chose suivante : en période "normale", les masses ont tendance à s'en remettre, pour la conduite de la société, à des dirigeants, à des partis, à des représentants qui sont supposés mieux savoir ce qui est bon pour la société qu'elles-mêmes ; mais dans les périodes révolutionnaires, les masses font irruption dans l'arène où se règle leur propre sort, elles le prennent entre leurs mains, balaiant toute la camarilla des dirigeants plus ou moins représentatifs et cherchent à donner des vraies solutions aux problèmes auxquels elles sont confrontées.

Qu'est-ce qui provoque les révolutions ?

Ce qui provoquait les révolutions en 1917, ce qui les provoque et les provoquera en ce XXI<sup>e</sup> siècle, c'est ce fardeau sans cesse croissant de misère, de famine, de pauvreté, d'exploitation, qui est imposé aux ouvriers, aux paysans, aux employés, aux jeunes ; qui leur est imposé, non pas parce qu'il y aurait une crise abstraite qui les menacerait, mais parce que le fonctionnement d'un système fondé sur la propriété privée des moyens de production exige, pour pouvoir accumuler chaque

jour davantage de profits, de les dégager sur la base de la destruction des forces productives, et au premier rang de celles-ci, la force de travail de la classe ouvrière.

C'est ce système de la propriété privée des moyens de production qui frappe. C'est lui qui interdit de trouver les moyens de faire face à la famine, à la maladie, aux épidémies. C'est ce système qui nourrit et génère les guerres prétendument "ethniques". C'est lui qui, dans notre propre pays, exige que soient mis à l'ordre du jour dans un même mouvement la remise en cause des retraites et celle du caractère public de l'Université. C'est ce système qui voudrait faire disparaître le caractère national des diplômés des étudiants et le caractère public d'EDF-GDF et de La Poste. C'est ce système qui exige des charrettes de licenciements sans précédent, mais aussi la flexibilité, l'annualisation du temps de travail, la remise en cause des conventions collectives et des statuts. C'est un système d'exploitation de la force de travail, qui, à un pôle de la société, accumule des richesses dans des proportions jamais connues jusqu'à présent, qui le fait sur la base de l'enfoncement de l'immense majorité de l'humanité dans la misère et dans l'exploitation.

C'est cela qui provoque les révolutions. Pas des conspirateurs. Pas des hommes masqués, pas d'insaisissables trotskystes pratiquant l'entrisme je ne sais où. C'est le système d'exploitation lui-même qui pousse des millions d'hommes à la révolution, parce que, tout simplement, ils ne peuvent pas accepter. »

---

## LA GUERRE QU'ILS PRÉPARENT

---

**Mais chacun le sait : la révolution russe de 1917 a été provoquée par la guerre et ses conséquences. Or, aujourd'hui, le danger de guerre se fait de plus en plus menaçant et pose le problème du combat à mener contre lui. Daniel Gluckstein explique :**

« La révolution, en 1917, a été provoquée aussi par la guerre. A juste titre, un camarade pose la question des guerres en cours, de leur signification et des moyens de s'y opposer. On reviendra ici sur ces

différentes guerres, mais je voudrais juste attirer votre attention sur trois informations, concernant une guerre en préparation : la guerre contre le peuple irakien, qui voit déjà converger 250 000 hommes de troupes américains vers le golfe Persique.

A propos de cette guerre, trois déclarations. Celle du ministre français de l'Economie et des Finances, Francis Mer. Il est membre du gouvernement français. Il y a trois jours, ce ministre a déclaré : dans la situation de crise économique que nous connaissons, *"la guerre est le seul moyen de remédier à la crise économique"*. Des responsables américains s'étaient déjà exprimés en ce sens voilà quelques semaines, et ils le disent maintenant de plus en plus ouvertement. Cette guerre a un objectif précis pour chacun des pays capitalistes, qui consiste à faire taire la classe ouvrière, à la discipliner, à lui imposer d'immenses sacrifices, au nom de l'union sacrée pour frapper le peuple irakien. Elle a un deuxième objectif : même si elle coûte très cher à la nation, l'économie d'armement est un volant d'entraînement artificiel pour l'économie en général, et pas du tout artificiel pour les profits gigantesques de l'économie capitaliste qui sont réalisés dans cette économie d'armement.

Elle a un autre objectif encore : nous avons dit à plusieurs reprises, dans notre presse, qu'il s'agit d'une guerre pour le pétrole. Là encore, je propose de citer nos adversaires, *Les Echos* cette fois-ci, journal du capital financier français :

*"Au cours des deux mois qu'ont duré les négociations sur la résolution de l'ONU consacrée à l'Irak, aucun diplomate n'a évoqué la question pétrolière, de peur de passer pour quelqu'un qui privilégie ses intérêts commerciaux ; pourtant, sans cette question du pétrole, les enjeux seraient bien maigres."*

Ils expliquent pourquoi :

*"Il y a en Irak 10 % des réserves mondiales de pétrole. C'est la deuxième réserve mondiale après l'Arabie Saoudite. L'Irak, jusqu'ici, a peu utilisé ces ressources."*

Et selon un responsable de Total-FinaElf, *"l'Irak est incontournable pour les ressources en pétrole d'ici cinq à dix ans"*. Donc, nous explique-t-on, il est

utile “*d’investir des sommes considérables dans le pétrole irakien, parce que ces sommes seront rentabilisées*”, étant donné que ces ressources en pétrole sont peu profondes ; cela coûte beaucoup moins cher que de les exploiter partout ailleurs dans le monde. Et les spécialistes ajoutent ceci :

*“L’avantage de l’Irak, c’est que c’est le seul pays prêt — ou plutôt contraint — à ouvrir l’exploration de ses réserves aux compagnies étrangères.”*

Ils disent bien les choses : l’avantage de l’Irak, c’est qu’il y a beaucoup de pétrole, qu’il est à fleur de terrain, et on va obliger l’Irak à le livrer aux compagnies étrangères. »

---

## ET LA TCHÉTCHÉNIE ?

---

**En rapport avec le problème de la guerre, Vitaly Kulik répond à une question sur la Tchétchénie et sur les otages à Moscou :**

“Il faut comprendre que la guerre en Tchétchénie est une guerre injuste. D’une part, il y a un gouvernement russe bourgeois, qui essaie de défendre ses positions, et, d’autre part, il y a un groupe de combattants tchéchéniens qui essaient d’entraîner la population dans leur guerre pour revenir à un système féodal. Les otages de cette guerre, ce sont les ouvriers, c’est le peuple de Tchétchénie.

On ne peut pas dire qu’il n’existait pas, en Tchétchénie même, une résistance à cette politique. Jusqu’en 1998, on a entendu des voix qui venaient de Tchétchénie, par exemple la voix des komsomols, qui étaient à la fois contre le gouvernement russe et contre les combattants. Malheureusement, aujourd’hui, on n’a plus aucun écho. Peut-être ont-ils disparu, ou peut-être l’information ne nous parvient pas. Peut-être ont-ils été éliminés, exécutés.

La Tchétchénie dispose de réserves stratégiques importantes pour les Etats-Unis dans la politique qu’ils mènent dans toute cette région du monde. La question de la Tchétchénie, c’est la question du pétrole de la Caspienne.

La seule réponse à cette question, c’est la venue au pouvoir en Tchétchénie d’un gouvernement des travailleurs, qui pose la question de l’autodétermination de la Tchétchénie. Aujourd’hui, la guerre qui se mène est une guerre d’actes terroristes, qui sont menés par les deux parties combattantes, donc aussi bien par les combattants tchéchéniens que par le gouvernement russe.

Concernant la prise d’otages à Moscou : selon toutes les apparences, ceux qui ont réalisé cette prise d’otages représentent une aile radicale des combattants tchéchéniens. D’un côté, c’est un acte de désespoir, cependant, une partie d’entre eux étaient visiblement des mercenaires.

Le peuple de Tchétchénie est fatigué de la guerre. Il veut la paix, le travail, le pain. Ni les troupes fédérales, ni les combattants tchéchéniens ne peuvent apporter cela aux travailleurs.”

---

## LE RÔLE DU PARTI BOLCHEVIQUE

---

**L’actualité de la révolution exige que l’on revienne sur ce qui s’est passé en 1917 et pourquoi la révolution a dégénéré. La première question porte sur le rôle du Parti bolchevique. Daniel Gluckstein souligne :**

« *“L’existence du Parti bolchevique a été décisive dans la révolution russe.”* C’est exact. Je crois qu’il faut dire un mot sur ce que signifient “Parti bolchevique” et “bolchevisme”. D’abord, parce que si c’est aujourd’hui le 85<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d’Octobre, c’est également, à quelques mois près, le 100<sup>e</sup> anniversaire de la naissance du bolchevisme. C’est en 1902 qu’a été publié pour la première fois l’ouvrage de Lénine intitulé *Que faire ?*, et c’est au cours de cette année 1902 qu’a eu lieu le II<sup>e</sup> Congrès du POSDR, au cours duquel majorité et minorité se sont opposées, la majorité prenant le nom de “bolcheviks” et la minorité le nom de “mencheviks”. Il y a cent ans, se constituait donc le courant dont nous réclamons aujourd’hui, et je voudrais revenir sur ce que signifie se réclamer du bolchevisme aujourd’hui.

Ce n’est pas une question abstraite d’étiquette, mais cela a un contenu très

concret. Sur quoi bolcheviks et mencheviks se sont-ils séparés ? Au point de départ, un désaccord apparemment très circonscrit, sur l'article I des statuts (mais en général, les statuts d'une organisation politique ou syndicale concentrent des questions d'orientation importantes) : il s'agissait, en l'occurrence, de savoir si "était membre du parti quiconque appartenait à une organisation du parti", c'est-à-dire qui avait fait consciemment l'acte d'adhérer au parti (formule des bolcheviks), ou bien si "devait être reconnu comme membre du parti celui qui avait adhéré au parti, mais aussi celui qui, d'une manière ou d'une autre, agissait dans le cadre d'une organisation qui était sous contrôle du parti", ce qui supposait que le membre d'une association populaire, théâtrale ou autre, se trouvait de ce fait membre du parti (une formule en apparence plus ouverte, qui était celle des mencheviks). Ce désaccord sur les statuts s'est chargé, au cours de l'histoire, d'un contenu beaucoup plus vaste : entre mencheviks et bolcheviks, en 1917, les désaccords portaient sur la question de savoir s'il fallait continuer la politique dictée par l'impérialisme ou s'il fallait répondre à l'attente de la classe ouvrière et de la paysannerie russes. »

---

## LE RÔLE DES ONG

---

« Mais à partir de ce désaccord sur les statuts, cela pose le problème d'une conception d'organisation qui mérite d'être soulignée ici. Nous vivons une période où il est de bon ton de dire que les partis politiques sont dépassés. Que nous propose-t-on ? Des ONG financées par des institutions internationales, par l'ONU et la Banque mondiale ; on nous propose des forums sociaux, dont tout le monde est membre (celui qui représente les patrons et celui qui représente les ouvriers) ; on nous propose toute une série d'associations et de mouvements, qui ont comme caractéristique de pouvoir rassembler tout le monde et personne, à une condition : c'est qu'elles se situent dans le cadre de la survie du régime décomposé de la propriété privée des moyens de production. Je ne dis pas que cela correspond à ce qui s'est passé il y a un siècle, sur l'article premier des statuts.

Pour notre part, nous restons attachés à la conception selon laquelle

*"est membre de la IV<sup>e</sup> Internationale celui qui, consciemment, a décidé d'y adhérer, s'acquitte de ses cotisations et des tâches politiques qui sont les siennes, et le fait comme un acte conscient"*.

Parce que nous considérons que l'organisation peut être le degré le plus élevé de la liberté, à condition qu'elle procède de la conscience. Et lorsque l'organisation ne procède pas de la conscience, elle procède de la manipulation. Quand on commence à manipuler dans le cadre d'une organisation, on finit toujours par chercher à manipuler les masses, c'est-à-dire à trahir le mandat et à faire le contraire de ce pour quoi on a été mandaté.

Je voulais rappeler cela, parce que c'est ce que signifie le bolchevisme pour nous. C'est ce que cela veut dire lorsque nous mettons cette insistance systématique à dire que nous ne voulons dépendre de personne financièrement. Nous ne voulons dépendre de personne d'autre que des camarades qui cotisent, des camarades qui soutiennent. Quand nous disons que nous voulons être autofinancés, ce principe d'indépendance politique puise ses racines dans ce sur quoi s'est formé le Parti bolchevique, et sans quoi ils n'aurait sans doute pas joué ce rôle dans la révolution. »

---

## LE MESSAGE DE ROSA LUXEMBURG : L'AVENIR APPARTIENT PARTOUT AU BOLCHEVISME

---

« Bien sûr, cela s'est chargé d'un contenu, et je voudrais pour conclure citer ce que Rosa Luxemburg a dit sur les bolcheviks. La grande révolutionnaire allemande Rosa Luxemburg avait des points d'accord, mais aussi des désaccords avec les militants bolcheviks. Lorsque la révolution russe a éclaté, lorsque, dans les partis sociaux-démocrates à l'échelle internationale, beaucoup se sont déchaînés contre la révolution russe, dans une brochure intitulée *La Révolution russe*, où elle expose également les désaccords qu'elle a avec Lénine et Trotsky, Rosa Luxemburg conclut sur ce qui lui semble être l'essentiel :

“Dans un pays isolé, épuisé par la guerre et étranglé par l'impérialisme, une révolution prolétarienne exemplaire et impeccable serait un miracle. Ce qui importe, c'est de distinguer dans la politique des bolcheviks l'essentiel et l'accessoire. Dans cette période dernière, où nous sommes à la veille des batailles décisives dans le monde entier, le problème le plus important du socialisme a été et est encore la brûlante question du jour : non pas tel ou tel détail de tactique, mais la capacité d'action du prolétariat, la force d'action des masses, la volonté d'avoir le pouvoir dans le socialisme en général. (J'insiste là-dessus : cela tranche avec ce que mencheviks et socialistes-révolutionnaires avaient fait, refusant de rompre le lien traître qui les unissait à l'impérialisme, à l'aristocratie, à la bourgeoisie.)

A cet égard, les Lénine et les Trotsky, avec leurs amis, ont été les premiers qui aient devancé le prolétariat mondial par leur exemple. Ils sont jusqu'ici les seuls qui puissent s'écrier : j'ai osé cela. C'est ce qui est l'essentiel, et ce qui reste de la politique des bolcheviks. En ce sens, il leur reste le mérite impérisable, dans l'histoire, d'avoir pris la tête du prolétariat international, en conquérant le pouvoir politique et en posant dans la pratique le problème de la réalisation du socialisme. Ainsi que d'avoir puissamment avancé la liquidation de l'antagonisme entre capital et travail dans le monde. En Russie, le problème ne pouvait être que posé (tout le problème de la révolution mondiale), il ne pouvait pas être résolu en Russie. Et c'est en ce sens que l'avenir appartient partout au bolchevisme. »

Pour avoir écrit ces lignes et s'être dédiée à la victoire de la révolution allemande, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ont été assassinés, dans les mois qui ont suivi, par les corps francs dirigés par les sociaux-démocrates, les anciens amis de Rosa Luxemburg passés du côté de la bourgeoisie. Nous disons avec elle : l'avenir appartient partout au bolchevisme. »

---

**“LE MOUVEMENT BOLCHEVIQUE  
ÉTAIT-IL MAJORITAIRE AU MOMENT  
DE LA PRISE DU POUVOIR ?”**

---

**Un militant pose une question voisine, à laquelle répond Jean-Jacques Marie :**

« “Le mouvement bolchevique était-il majoritaire au moment de la prise du pouvoir ?”

Lorsqu'a éclaté la révolution en février 1917, il y avait dans toute la Russie quelques milliers de militants bolcheviques. Les historiens donnent souvent des chiffres, mais, comme il n'y avait pas de cartes du parti à l'époque (pour des raisons compréhensibles de sécurité d'un parti dans la clandestinité ; les premières cartes ont été imprimées en juillet 1917), les chiffres officiels sont souvent gonflés. Si vous relisez ce qu'a écrit Lénine à son retour en Russie, en avril 1917, il explique : comme nous sommes très minoritaires, notre activité doit être un travail patient d'explication, de propagande, pour convaincre les masses qui font confiance aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires que la seule façon de défendre leurs intérêts, c'est que tout le pouvoir soit assumé par les organismes qu'ils ont constitués et qu'ils sont en train d'élire, les soviets. Effectivement, pendant des mois, l'activité essentielle des bolcheviks est ce travail d'explication et de propagande.

A cela, la bourgeoisie répond par une extraordinaire campagne de calomnies, que l'on retrouve encore dans des livres très sérieux, comme l'ouvrage sur Lénine de M<sup>me</sup> Carrère d'Encausse : elle reprend la vieille campagne de calomnies sur Lénine et l'argent allemand. Peut-être publierons-nous, dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, la réponse définitive faite là-dessus par Boris Souvarine — quelqu'un qui était communiste au début de sa carrière — dans une *Lettre à Soljenitsyne* : il réduit en poussière cette calomnie, qui est reprise même dans certains manuels scolaires.

En septembre-octobre 1917, les masses ont fait l'expérience du fait que ceux qui étaient au pouvoir, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (S-R), n'avaient tenu aucune de leurs promesses. La révolution s'était faite sur la revendication de la paix, et ce gouvernement lié à l'impérialisme anglais et français continuait la guerre, dans des conditions de plus en plus effroyables, puisque les soldats n'avaient souvent même pas d'armes pour se battre et pouvaient juste mourir dans les tranchées. Ensuite, il avait promis le pain, et le pain manquait de plus en plus.

Le 28 août 1917, Kerenski a doublé le prix du pain payé aux paysans qui ne voulaient pas le livrer, et cela a poussé le ministre du Ravitaillement de l'époque (un homme très modéré, comme le soulignait Lénine) à démissionner, tellement il était indigné de cette mesure qui annonçait la famine prochaine dans les villes.

En octobre 1917, le Parti bolchevique était devenu majoritaire dans la population ouvrière et paysanne. Il était majoritaire dans les soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans, c'est-à-dire dans les organismes élus par près de vingt millions d'ouvriers, de soldats et de paysans. Et c'est d'ailleurs parce qu'il était majoritaire dans les soviets qu'il a été majoritaire au II<sup>e</sup> Congrès des 25 et 26 octobre. Les élections à l'Assemblée constituante se sont déroulées en novembre 1917, dans un désordre extraordinaire, qui était la perpétuation du désordre qui avait provoqué la révolution.

Pour des millions de paysans, la différence entre bolcheviks, mencheviks et S-R n'était pas claire. Pour eux, les S-R étaient toujours ceux qui voulaient leur donner la terre, mais qui n'avaient pas voulu leur donner quand ils étaient au pouvoir. Les bolcheviks, en revanche, ont été majoritaires lors de ces élections dans les deux capitales, dans la flotte de la Baltique, dans la région de Petrograd et de Moscou, dans toutes les garnisons situées sur le front et à l'arrière (les soldats ne voulaient plus faire la guerre), ils étaient majoritaires dans toute la population européenne de la Russie, dans les centres industriels (région de Vladimir, de Kalouga, de Smolensk, de Kiev, etc.). Donc, ils ont effectivement représenté la volonté de la majorité du peuple.

Une autre question :

*“Ce que j'avais retenu, c'est que la révolution d'Octobre avait amené la misère en Russie, et on nous a dit que l'Armée rouge a pillé les campagnes.”*

Le texte écrit par Lénine début septembre 1917, *“La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer”*, commence par l'annonce que la famine est imminente et va frapper brutalement le peuple russe.

Une affirmation qu'on retrouvait partout à l'époque, d'ailleurs. Un économiste russe, menchevik de gauche, écrivait alors dans son journal :

*“La guerre et la destruction économique qu'elle a provoquée ont créé une situation telle, dans laquelle l'intérêt privé du patron privé est dirigé non vers le renforcement et le développement des forces productives du pays, mais vers leur destruction.”*

Cet économiste, qui n'était pas bolchevik, avait une vision particulièrement précise de la réalité capitaliste dans son propre pays. Il explique :

*“Dans le moment présent, il est beaucoup plus profitable pour un patron d'immobiliser la partie matérielle du capital plutôt que de l'investir. Il est beaucoup plus profitable de produire des armes, qui ne serviront d'ailleurs à rien, que de fabriquer les produits dont les masses populaires ont besoin.”*

Cette situation débouche directement sur la famine. Je rappelle que le gouvernement tsariste avait, dès la fin de 1916, décrété le monopole d'Etat du blé, pour essayer de pouvoir nourrir la population et les soldats. La situation n'a fait que se dégrader, et elle est catastrophique quand les bolcheviks arrivent au pouvoir. Les paysans riches, qui ont des excédents de blé, refusent de le livrer. C'est la situation qu'a connue la Révolution française en 1793, quand les sans-culottes exigeaient qu'on fixe un prix maximum du blé pour pouvoir manger ; c'est ce que Robespierre fera, en décrétant en même temps le maximum des salaires — ce qui n'était pas très habile de sa part. Et la première mesure que prendront les thermidoriens après avoir renversé Robespierre, c'est d'annuler le taux maximum du blé, permettant la liberté des prix et provoquant la famine dans Paris et les émeutes de Prairial.

Les bolcheviks, eux, ne s'y sont pas pris de la même façon. Alors que les paysans riches gardaient le blé pour fabriquer de la vodka, par exemple, les bolcheviks ont interdit la fabrication de la vodka et ont décidé que les paysans livreraient leur blé pour nourrir l'Armée rouge et les ouvriers. Et ils ont pris les mesures pour que ce soit fait.

Evidemment, dans la guerre civile, comme il a fallu concentrer toute la nourriture pour une armée qui a rassemblé des millions d'hommes (face à plusieurs armées blanches amplement fournies à partir de 1918 par les Anglais, les Français, les Japonais, les Tchèques..., qua-

torze pays ont envoyé des troupes en Russie pour essayer d'écraser la révolution), cela a provoqué dans les campagnes des situations très difficiles, que d'ailleurs les blancs ont connues eux-mêmes.

Quand le général Wrangel a constitué un gouvernement en Crimée, comme il n'avait de quoi nourrir ni la population ni ses troupes, il a pris une mesure de caractère religieux : il a décrété trois jours de jeûne par semaine. La population ne l'a pas supporté, et cela a d'ailleurs été une des raisons du renversement du général Wrangel.

Mais cela, c'est une situation objective. Les bolcheviks se sont battus pour essayer de nourrir la population dans les conditions d'une guerre effroyable, qui a provoqué 980 000 morts dans l'Armée rouge et près de 3 millions de morts dans la population. »

---

## POURQUOI LA RÉVOLUTION A-T-ELLE DÉGÉNÉRÉ ?

---

**Pourquoi, après la victoire de la révolution, celle-ci a-t-elle dégénéré ? La question revient, lancinante. Daniel Gluckstein répond à l'une de ces formulations :**

« Je voudrais maintenant répondre à une question qui comprend deux aspects. Un camarade écrit ceci : *“L'existence du Parti bolchevique a été décisive dans la révolution russe. Est-ce que l'échec de la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale et européenne n'est pas responsable du stalinisme ?”*

Il y a deux questions en une, parce qu'il y a la question de l'échec de la révolution prolétarienne et celle du Parti bolchevique. Je commencerai par la deuxième. Tout le monde sait que Staline a appliqué sa politique réactionnaire sous la théorie fallacieuse dite du “socialisme dans un seul pays”. Il a utilisé la puissance de l'appareil du stalinisme dans les années trente et quarante, la puissance de ses moyens matériels, de ses moyens en termes d'édition, et la puissance des partis communistes dans le monde entier qui se sont fait le relais de la position de la bureaucratie stalinienne.

Une autre question :

*“Nous n'avons pas assez parlé des transformations sociales qu'il y a en URSS. Avons-nous soutenu ces conquêtes sociales ? Nous avons parlé de la bureaucratie stalinienne, mais sous Staline, il y avait les conquêtes sociales de la révolution d'Octobre.”*

Il faut comprendre que les conquêtes sociales en Union soviétique ont subi des transformations, dont j'ai parlé. Il y a eu de nombreuses tentatives de la bureaucratie stalinienne de réduire à néant ces conquêtes sociales. Par exemple, en 1940, il y a eu une tentative d'introduire l'enseignement supérieur payant, qui était contraire à la Constitution qui existait alors en Union soviétique.

Rappelez-vous comment, avant la guerre, on a allongé la journée de travail ; comment, pendant la guerre, on a interdit de changer de lieu de travail. Bien sûr, tout cela, ce sont des attaques de la bureaucratie stalinienne contre les conquêtes d'Octobre. Mais la bureaucratie, ce n'est pas une classe, c'est un parasite social. Sa décomposition et sa transformation en classe bourgeoise se sont opérées lentement, ont culminé et se sont achevées en 1991. »

**Vitaly Kulik précise :**

« Je veux vous donner un exemple de l'expérience d'un de nos camarades, qui était l'adjoint du secrétaire du comité central du Parti communiste de Lettonie. Maintenant, il est membre de notre organisation. Donc, à l'époque, il a apporté à Moscou le soutien d'organisations de jeunes de tous les pays baltes aux komsozols de Russie et au comité central du PCUS. Il y avait à cette époque, en Lettonie, des traditions de ces fameux tirailleurs lettons (qui, pendant la guerre civile, étaient autour de Lénine, montaient la garde).

Ces jeunes proposaient de soutenir le parti dans sa lutte contre les nationalistes. Mais que leur a répondu le secrétaire du comité central, qui, ensuite, est devenu le président de la Moldavie ?

*“Ne soutenez pas le parti, faites donc du business ! Occupez-vous de la vie quotidienne, occupez-vous de la musique, ne faites pas de la politique.”*

Cela a été dit, début 1991, par un des fonctionnaires au niveau le plus élevé du komsomol d'URSS. Il savait que se préparait la restauration du capitalisme et, intérieurement, il était prêt à cela. Dans leur cœur, ils avaient déjà trahi, c'est l'essentiel. »

---

## LES ASPIRATIONS DE LA NOMENKLATURA

---

**Jean-Jacques Marie précise les conditions dans lesquelles la bureaucratie s'est cristallisée :**

« Marx nous a appris, il y a très longtemps, qu'on ne devait pas définir une formation sociale ou politique à partir du nom qu'elle se donne, ou de ce qu'elle dit d'elle-même, mais qu'on doit la juger à partir de ce qu'elle fait. Alors, le fait que le stalinisme ait gardé le nom de "communiste" et ait utilisé les mots "socialisme" et "communisme" ne permet de définir en rien ce qu'il est.

Il faut définir le stalinisme à partir de ce qu'il représente socialement. Et le stalinisme représente socialement les intérêts d'une caste bureaucratique qu'on appelait la bureaucratie, qu'on appelle maintenant la nomenklatura, et qui, comme Trotsky l'avait expliqué dès 1936 dans *La Révolution trahie*, a eu comme tendance fondamentale de plus en plus profonde le rétablissement de la propriété privée des moyens de production.

Trotsky expliquait, lorsqu'il définissait l'Union soviétique en 1936, que celle-ci était un régime transitoire entre le capitalisme et le socialisme, marqué par un certain nombre de traits. Je ne vais pas vous lire cette définition (qui est une définition mobile, d'ailleurs, dont il dit que chacun des éléments est en évolution), mais il souligne que la bureaucratie a comme objectif — pour pouvoir maintenir et défendre ses privilèges — de rétablir la propriété privée. Il écrivait alors :

*« On ne peut pas penser que la bureaucratie abdiquera en faveur de l'égalité socialiste. Dès maintenant, elle a dû, malgré les inconvénients évidents de cette opération, rétablir les grades et les décorations. »*

Peu après, d'ailleurs (il écrit cela en 1936 ou en 1937), la bureaucratie interdira l'avortement. Ce sera l'une des mesures réactionnaires qui marquera son évolution de plus en plus profonde. Et il ajoute :

*« Il faudra inévitablement qu'elle cherche appui, par la suite, dans des rapports de propriété. On objectera peut-être que peu importe au gros fonctionnaire les formes de propriété dont il tire ses revenus. C'est ignorer l'instabilité des droits du bureaucrate et le problème de sa descendance (...). Les privilèges que l'on peut léguer à ses enfants perdent la moitié de leur valeur. Or le droit de tester est inséparable du droit de propriété. Il ne suffit pas d'être directeur de trust, il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur décisif en ferait une nouvelle classe possédante. Au contraire, la victoire du prolétariat sur la bureaucratie marquerait la renaissance de la révolution socialiste. »*

Car pour Trotsky, il y a toujours les deux branches de l'alternative sur le plan national ou international : ou bien la victoire de la classe ouvrière, renversant la bureaucratie et instaurant le socialisme ; ou bien la victoire de la bureaucratie, décomposant l'Union soviétique, rétablissant la propriété privée et se fondant avec la bourgeoisie comme étant un de ses sous-produits. Et c'est fondamental pour les bureaucrates. Le bureaucrate n'a que des privilèges qui sont liés à sa fonction. Quand Anastase Mikoïan a été limogé du bureau politique en 1971 — il avait, depuis 1919, une villa près de celle de Staline —, huit jours après son limogeage, le KGB a débarqué chez lui et lui a dit : il faut quitter votre villa, elle n'est pas à vous, elle est à l'Etat, votre vaisselle n'est pas à vous, elle est à l'Etat, les meubles qui sont là ne sont pas à vous, ils sont à l'Etat. Tout ce qui lui restait, c'était sa retraite et sa voiture, dans la mesure où il a pu prouver qu'il l'avait achetée avec son propre argent.

Pour la bureaucratie, cet état des choses était intolérable. Et donc, dans le combat entre la bureaucratie et la classe ouvrière, la pression de l'impérialisme et la volonté de la nomenklatura de transformer ces privilèges en possessions ont amené à la chute de l'URSS en 1991, après une montée profonde de la classe ouvrière, sur laquelle je n'ai pas le temps de m'étendre. »

---

## LE CARACTÈRE CHARLATANESQUE DU "SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS"

---

**Daniel Gluckstein souligne le caractère charlatanesque du "socialisme dans un seul pays", qui a servi de couverture théorique à la bureaucratie :**

« Pour qui connaît les positions des marxistes, ce que Marx, Engels, Lénine et Trotsky ont écrit, il est évident que l'hypothèse de construire le socialisme dans un seul pays relève de la fantasmagorie ou du charlatanisme le plus pur.

Depuis maintenant plus d'un siècle, nous vivons dans un marché mondial constitué, les échanges se font à l'échelle internationale, la classe capitaliste raisonne du point de vue de ce marché mondial, et il est évident qu'il est impossible de soustraire au marché mondial une petite portion du territoire qui serait libérée des rapports de propriété capitalistes et de prétendre qu'en autarcie, se coupant du marché mondial, on va construire un système fondé sur la socialisation des moyens de production.

Pour qui veut le vérifier, il suffit de lire ce que Lénine a écrit juste avant et juste après la révolution. Il expliquait que les conditions particulières, le développement immédiat et combiné très particulier qui ont fait qu'un pays arriéré comme la Russie était finalement celui qui allait rentrer le premier sur l'arène de la révolution mondiale, avaient comme conséquence que si le prolétariat russe y entrait le premier, il devait se considérer simplement comme un contingent un peu plus avancé du prolétariat mondial, mais que, bien évidemment, la révolution prolétarienne commencée sur l'arène nationale ne pourrait survivre et a fortiori triompher que dans la mesure où elle se déploierait à l'échelle internationale. Lorsque les bolcheviks, et tous les militants ouvriers, considéraient cela à l'époque, ils avaient en vue les pays capitalistes les plus développés, puisqu' "*il est plus difficile de socialiser la misère*", et il fallait d'abord que le socialisme puisse se développer là où le capitalisme lui-même avait connu le plus grand développement des forces productives.

Le sort de la révolution russe s'est donc largement joué dans la révolution européenne et, au premier chef, dans la révolution prolétarienne en Allemagne. Pourquoi ? Parce que c'était le pays où le prolétariat était le plus nombreux, le plus concentré, le plus organisé aussi, syndicalement et politiquement. Et il est certain que, pour des raisons sur lesquelles je n'ai pas le temps de m'étendre, les conditions qui ont fait que la révolution allemande, qui s'est trouvée à plusieurs reprises (en 1919, 1921 et surtout 1923) en situation d'être au bord de pouvoir l'emporter, mais qui ont fait que, finalement, elle ne l'a pas emporté, cela a été un événement majeur. Un élément qui, ensuite, a favorisé le processus par lequel le reflux général de la révolution mondiale a facilité le fait qu'une bureaucratie conservatrice se cristallise graduellement en Union soviétique et substitue la défense de ses propres privilèges à l'extension de la révolution mondiale.

Mais je crois que lorsque le camarade pose la question : "*Est-ce que l'échec de la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale n'est pas responsable du stalinisme ?*", c'est seulement une partie de la question. Parce que, en même temps, est-ce que le stalinisme n'est pas responsable de l'échec de la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale ?

Certes, en 1923, la révolution allemande ne l'a pas emporté et cela a favorisé le début de processus de cristallisation du stalinisme. Mais les années qui ont suivi n'ont pas manqué d'épisodes révolutionnaires qui auraient pu changer la face de la révolution mondiale.

Qu'il s'agisse des différentes étapes de la révolution chinoise à partir de 1926-1927-1928 ; qu'il s'agisse de la grève générale des ouvriers anglais en 1926 ; bien sûr, qu'il s'agisse ensuite de la lutte contre la montée du fascisme en Allemagne au début des années 1930 ; et, plus loin encore, qu'il s'agisse du sort de la révolution française en 1936 et de la révolution espagnole en 1936 et 1939 : à chacun de ces épisodes, on peut dire en sens inverse : c'est le stalinisme qui joue le rôle majeur d'étranglement de ces révolutions prolétariennes, lequel étranglement facilitant à son tour le processus de stalinisation de l'URSS et de l'Internationale

communiste, la III<sup>e</sup> Internationale. Il faut voir les choses dans leur totalité. »

---

### EN 1923, IL S'EN EST FALLU DE PEU QUE LA RÉVOLUTION ALLEMANDE L'EMPORTE

---

« C'est vrai, en 1923, il s'en est fallu de peu que la révolution allemande l'emporte. Et l'aurait-elle emporté, il est évident que les conséquences en auraient été incalculables.

On ne va pas refaire l'histoire, mais tout le monde comprend que, le prolétariat triomphant en Allemagne, la révolution russe n'était pas isolée, d'autres pays étaient entraînés à sa suite... et on peut imaginer que toute l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui, tout aurait pu se dérouler différemment.

Mais même avec cet échec de la révolution allemande, force est de constater, par exemple, qu'au moment où Hitler s'apprête à prendre le pouvoir, les forces organisées qui se réclament de la classe ouvrière en Allemagne sont absolument majoritaires.

Si l'on accumule les suffrages recueillis par le Parti social-démocrate et par le Parti communiste en 1931-1932, ils l'emportent très largement sur les suffrages recueillis par le parti nazi. C'est très largement la politique criminelle des dirigeants, qui choisissent pour les sociaux-démocrates l'alliance avec la démocratie chrétienne, et qui, pour le stalinisme, choisissent (suivant les ordres de Staline) de dénoncer le danger social-démocrate comme le danger principal (Thaelmann, le secrétaire général du Parti communiste allemand, disait que "*L'arbre fasciste ne doit pas cacher la forêt social-démocrate*") : c'est cette politique criminelle de division des rangs ouvriers qui a permis l'accession de Hitler au pouvoir.

Le front unique aurait-il pu se réaliser, comme Trotsky le recommandait en 1931-1932, le front unique des militants et des organisations du Parti social-démocrate et du Parti communiste, non seulement Hitler n'aurait pu accéder au pouvoir,

mais ce front unique, par lui-même, remettait à l'ordre du jour la possibilité pour la classe ouvrière allemande de prendre entre les mains les rênes de la situation.

D'une certaine manière, c'est vrai aussi pour ce qui s'est passé en juin 1936 en France, et c'est vrai pour la révolution espagnole.

Donc, je crois qu'il faut dire que l'échec de la révolution prolétarienne, notamment en Allemagne au début des années 1920, a facilité objectivement, a créé l'isolement de la révolution russe, où le stalinisme s'est cristallisé ; mais il faut dire qu'ensuite, le stalinisme a joué à son tour un rôle majeur d'étranglement de la révolution prolétarienne, qui aurait pu changer la face du monde. »

---

### QUE RESTE-T-IL DES CONQUÊTES SOCIALES ENGENDRÉES PAR LA RÉVOLUTION ?

---

**Après la dégénérescence qui mène à la chute de l'URSS, que reste-t-il des conquêtes sociales engendrées par la révolution ? Un intervenant précise, en réponse à cette question :**

“Malgré la politique de privatisation destructrice menée depuis 1992, c'est-à-dire depuis dix ans, il reste effectivement dans les diverses républiques de l'ex-URSS, et ce de façon variable, des segments ou des îlots de propriété d'Etat.

C'est, par exemple, en Russie, l'énorme réseau des chemins de fer, avec ses 2 400 000 travailleurs cheminots et personnels rattachés à l'exploitation du réseau ferré ; c'est une grande partie de la terre, malgré l'existence de 11 millions de fermiers privés, qui, d'ailleurs, en dépit de leur nombre apparemment énorme, ne couvrent que moins de 10 % des besoins agricoles du pays ; c'est un certain nombre d'entreprises toujours nationalisées, gérées par des municipalités (comme l'usine d'automobiles et de tracteurs Zil, à Moscou) ; c'est, en Ukraine, l'énorme usine métallurgique de Marioupol, qui emploie près de 40 000 ouvriers et fournit en électricité et en eau chaude toute la

ville ; c'est encore, dans ce dernier pays, l'entreprise Metrostoï, entreprise d'Etat chargée de la construction et de l'entretien du métro et du réseau ferré, ainsi que de travaux publics, et qui emploie 80 000 ouvriers. C'est, dans tous ces pays, le maintien plus ou moins important de tarifs très bas de charges d'entretien des immeubles locatifs couverts par les municipalités...

Tous ces îlots ou segments, qui sont autant de points d'appui de la classe ouvrière, dans la mesure où ils lui fournissent un cadre de rassemblement, sont aujourd'hui évidemment menacés par le plan de privatisation des chemins de fer en Russie, par le plan de privatisation de Metrostoï en Ukraine, la réforme de la tarification des charges d'entretien des immeubles locatifs prévue en Russie, la loi sur la privatisation de la terre.

Mais, sur tous ces points, il est possible de rassembler des forces qui s'opposent à ce processus, comme cela a commencé, par exemple, avec des cheminots russes."

### **Vitaly Kulik répond pour l'Ukraine :**

« Quatre-vingt-cinq ans ont passé depuis la révolution d'Octobre, et il nous faut à nouveau parler du pain, de la terre et de la paix. Il nous faut à nouveau parler de la souveraineté nationale, de l'indépendance nationale et du stade de l'impérialisme. C'est étrange, mais il nous faut à nouveau poser avec la plus grande acuité le problème de la souveraineté nationale.

L'Ukraine n'a jamais été réellement indépendante. L'Ukraine s'est formée aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, mais, jusqu'à aujourd'hui même, elle n'est pas indépendante.

La première tentative pour fonder une Ukraine indépendante a été entreprise au XVII<sup>e</sup> siècle par Bogdam Khmel'nitsky. A l'époque, il y a eu un soulèvement populaire, non seulement des paysans ukrainiens, mais aussi des Polonais, des Tatars, des Juifs, qui ont soutenu ce soulèvement populaire paysan. C'était une guerre populaire contre l'exploitation.

Mais le pouvoir a été pris par ce qu'on appelait la starchina des Cosaques, c'est-à-dire leur direction. C'est pourquoi cette première Ukraine indépendante a été enterrée au moment du traité de Jaroslav,

en 1754. La République cosaque, comme l'a écrit Marx, a été écrasée par la grande puissance russe. Ces paysans libres qu'étaient les Cosaques sont devenus des esclaves, les instruments de la Russie et de leur propre noblesse, la starchina.

La deuxième tentative date de 1917 : en février 1917, a été fondé la Rada ("soviet", Parlement aujourd'hui) bourgeoise, indépendante, d'Ukraine. Les sociaux-démocrates et les S-R y étaient en majorité, mais ils avaient peur des masses travailleuses.

De toutes les réformes qu'ils ont promises, aucune n'a été réalisée. Comme l'a écrit un des dirigeants de cette Rada, Dimitchenkov, elle était remplie de peur devant la classe ouvrière. Au lieu de chercher l'appui auprès des masses travailleuses, elle l'a cherché auprès de l'Entente des grandes puissances. Après l'échec de cette Rada est venu au pouvoir le gouvernement de marionnettes de Skoropadski.

Ce pouvoir n'a pas tenu plus de quelques mois. Je pense que beaucoup d'entre vous ont lu le roman de Boulgakov, *La Garde blanche*, qui décrit dans le détail ce qu'était ce pouvoir. Pendant plusieurs années, tous les mois, se succédaient différents directoires, gouvernements, etc. Et pas un seul n'a trouvé le soutien du peuple.

Seuls les bolcheviks ont cherché et trouvé ce soutien. Ce sont eux qui ont donné la paix, la terre et le pain. La politique de Lénine dans les années 1920 a créé les conditions de l'affirmation nationale. C'était l'alphabetisation, le développement culturel.

Un parti ouvrier ukrainien, qui représentait l'aile gauche du spectre politique, s'est uni au Parti bolchevique. (Ce parti s'appelait Borotba, et c'est dans ce parti ouvrier national ukrainien que plonge ses racines notre parti Borotba aujourd'hui.)

Mais, dès le début des années 1930, la souveraineté nationale a été totalement foulée aux pieds par Staline. Comme l'a écrit Christian Racovski en 1928 : si le militant de 1917 pouvait se voir tel qu'il serait dix ans plus tard, il prendrait peur.

Au début des années 1930, ce sont les bureaucrates staliniens qui sont arrivés au

pouvoir, et la moindre allusion à la souveraineté nationale était sévèrement réprimée. La famine de 1933, les purges de 1936-1937 ont totalement exterminé l'intelligentsia ukrainienne. »

**La chute de l'URSS a posé avec une acuité nouvelle la question de l'indépendance nationale.**

**L'affirmation du droit démocratique des peuples à disposer d'eux-mêmes pour s'émanciper de la tutelle du tsarisme et du nationalisme russe (on disait, à l'époque, "grand-russe") était l'un des éléments moteurs de la révolution russe. A l'ère de la tentative d'instauration du protectorat américain sur le monde entier et de la subordination de toutes les bourgeoisies et des débris de la bureaucratie à ses exigences, elle est plus actuelle encore qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle.**

## LES FONDEMENTS D'UNE RÉELLE INDÉPENDANCE

**Vitaly Kulik l'a rappelé à Kiev, en s'interrogeant :** *"Quelles devraient être les conditions d'une véritable indépendance de l'Ukraine ?"*

« La question se pose avec une acuité particulière pour l'Ukraine, où les forces sociales dominantes ont été incapables de constituer un Etat indépendant. Aussi, l'Ukraine, après avoir été placée sous la domination de la Pologne et de l'Empire ottoman, est-elle tombée sous la coupe de l'empire tsariste.

A la fin de la guerre civile s'est constituée une République soviétique, qui, malgré le développement rapide du stalinisme, a d'abord connu un développement sans précédent de la culture, de la littérature et de la conscience nationale, processus qui a alors reçu le nom d'"ukrainisation". Mais, dès la fin des années 1920, le stalinisme étrangle ce mouvement et étouffe la conscience nationale. »

**Vitaly Kulik est revenu sur cette question tant dans la conférence de Kiev qu'à Paris. La chute de l'URSS en 1991 se marque par l'accession de**

**l'Ukraine à l'indépendance. Mais, se demande Vitali Kulik, est-ce que l'Ukraine est aujourd'hui indépendante ? En fait, elle est profondément dépendante du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union européenne et de sa propre bourgeoisie, qui est la courroie de transmission des institutions internationales. A quelles conditions l'Ukraine peut-elle accéder réellement à l'indépendance ?**

« Cela exige la rupture des liens avec le FMI, avec l'Union européenne. L'Ukraine ne peut devenir indépendante qu'en se libérant du protectorat américain. Il existe en Ukraine un bloc d'opposition au président Koutchma, dirigé par Iourtchenko, l'ancien Premier ministre, regroupée sous le sigle *"Ukraine, lève-toi !"*. Cette coalition sans principe ni programme, en dehors de l'exigence *"Dehors le président Koutchma !"*, regroupe des fascistes déclarés et des éléments situés très à gauche. En réalité, elle sert les intérêts de l'ancien Premier ministre, Iourtchenko, directement lié aux Etats-Unis et l'un chantres de la privatisation : lorsqu'il était Premier ministre, c'est lui qui a privatisé l'énergie. »

**Aussi, Vitaly Kulik peut-il conclure son intervention en affirmant :**

« L'opposition regroupée dans *"Ukraine, lève-toi !"* ne peut réaliser le programme de rupture avec les institutions internationales esquissé ci-dessus. Seul un gouvernement ouvrier peut le faire. Notre tâche, pour aider à cela, est de reconstruire le mouvement ouvrier, construire un parti ouvrier. Ce sera dur, certes. »

**Dans la discussion à Kiev, un intervenant a montré comment l'entrée en force des multinationales et un facteur de perte de souveraineté nationale :**

« L'Ukraine s'orientant vers l'intégration dans l'Union européenne, une question brûlante se pose : qui va être chargé d'instruire les jeunes générations ? Nous avons hérité du système soviétique, un système d'instruction qui donnait à l'individu des savoirs, une ouverture sur le monde, un certain système de valeurs. Que la bureaucratie ait déformé ce sys-

tème, c'est là une autre question. En tout cas, il ne convient pas, aujourd'hui, aux nouveaux maîtres de notre existence. Dans ses recommandations sur "*l'éducation en Ukraine*", la Banque mondiale exige que le système d'instruction soit placé sous la responsabilité des structures administratives locales et non plus directement de l'Etat. »

**Qu'est-ce que cela signifie dans un pays multi-ethnique comme l'Ukraine ? N'y a-t-il pas là un grand risque, à terme, de provoquer des affrontements "ethniques" ? Deuxièmement, le rapport de la Banque mondiale exige qu'un financement privé soit substitué au financement public de l'école. Un intervenant souligne :**

*"La seule alternative à poser par un véritable parti ouvrier, c'est le retour à un système d'instruction financé par l'Etat."*

**Vitaly Kulik est longuement revenu, à Paris, sur cette question des conditions d'une indépendance réelle de l'Ukraine :**

« Seule une organisation ouvrière indépendante peut défendre l'indépendance de la nation. Seul un syndicat indépendant dans les entreprises peut créer les conditions d'un parti ouvrier réellement indépendant. C'est la tâche essentielle de notre organisation, Borotba (qui signifie "Lutte" en ukrainien). Mais nous comprenons que nous seuls, dans la seule Ukraine, ne pouvons mener une lutte efficace. C'est pourquoi nous nous adressons à vous, travailleurs de France et des autres pays, et vous appelons à la solidarité.

En Ukraine, comme dans d'autres pays issus de l'URSS, il reste des îlots, des segments des conquêtes d'Octobre. Nous avons encore l'instruction gratuite, on peut dire qu'il y a une médecine gratuite, il y a un système relativement important de protection sociale, et il y a encore l'ancien Code du travail. C'est ce pour quoi nous devons lutter : pour conserver et élargir ces points d'appui. Et cela, nous ne pouvons pas le faire seuls en Ukraine. Nous avons besoin d'une Internationale, nous avons besoin d'un soutien international.

Notre force est dans l'unité. »

---

## LES OBSTACLES

---

**La marche à la révolution se heurte à des obstacles : les appareils et toute une série d'organisations, qui ont comme fonction de dévoyer les aspirations des masses. Dans les journées d'études, ont été à ce sujet posées des questions sur la LCR et sur ATTAC.**

**Pierre Lambert explique :**

« Une question nous a été posée : "*Le mouvement ATTAC est toujours attaqué par le Parti des travailleurs. N'y a-t-il pas, pourtant, des éléments positifs dans ses prises de position ? Pourriez-vous, sinon analyser, du moins citer ces éléments, et ensuite seulement mettre en garde contre des éléments qui vous paraissent dangereux ?*"

Je crois qu'il y a là une question importante : une question de méthode.

Dans la lutte de classe, il est clair qu'on ne pose pas de conditions, quelles que soient les positions politiques ou religieuses : si l'on porte la même revendication, tout le monde doit être uni. Ça ne pose pas de problème. Cela dit, chacun a le droit de garder ses positions, c'est ce que veut dire la démocratie. S'il faut dire amen à tout, c'est le parti totalitaire.

A partir de là, faut-il juger ? Et là, ce qui importe, ce sont les faits. Je regarde, par exemple, le Forum social qui vient de se tenir à Florence. ATTAC y était. Et voilà ce que dit un certain Michel Husson, d'ATTAC :

*"Dans les retraites par répartition, il y a un pot commun où les gens contribuent. En fait, ce sont les entrepreneurs qui contribuent, et cette fraction de la masse salariale est ensuite répartie proportionnellement au nombre des retraités."*

C'est un faux manifeste. Ce monsieur est professeur, je crois. Il sait ce qu'il fait, ce qu'il dit. Il faudrait accepter ce faux ? Ne doit-on pas dire quelque chose ? C'est un faux : les retraites sont payées par les cotisations ouvrières, et la part patronale est un salaire différé. C'est-à-dire que lorsqu'ils parlent de "charges sociales", ce n'est pas vrai. Quelle origine à ce mensonge ? Je parlais tout à l'heure de François Chérèque. Que dit-il sur les retraites ?

*“L’immobilisme est une menace sur nos retraites, qui baisseront de 20 % si on ne fait rien.”*

C’est du baratin, qu’on nous répète depuis vingt ans : attention ! Que nous disaient-ils ? En 1970, les retraites sont menacées. 1970 passe, et ce sera en 1980, en 2003, en 2040, etc. Une histoire de fous.

Selon Chérèque, toujours :

*“Premier objectif : il faut définir un bon niveau de pension, qui serait garanti à tous. Deuxième objectif : nous voulons obtenir le droit à la retraite dès 40 ans de cotisation.”*

Et les 37,5 annuités ? Pour les fonctionnaires, c’est encore 37,5. Chez les cheminots, il y a le droit au départ à 55 ans.

C’est défendre les retraites, cela ? Non, c’est mentir. Chérèque poursuit :

*“Comment imaginer qu’on pourrait ponctionner le régime des salariés, comme vient de le faire le gouvernement en catimini, pour éviter la faillite des régimes spéciaux publics ? A nos yeux, le plus important, c’est le montant des salaires qui sera garanti à tous, dans le public comme dans le privé. Les fonctionnaires ont aussi intérêt à une réforme pour garantir le pouvoir d’achat.”*

C’est un langage de curé. Demain, on raserait gratis. Pour l’heure, fonctionnaires, acceptez d’abord de renoncer aux 37,5 annuités. Cela étant dit, chacun a le droit de penser ce qu’il veut. Si un militant d’ATTAC est prêt à militer pour les 37,5 annuités, il n’y a aucune condition à poser. J’ai pris la question des retraites, mais on pourrait prendre d’autres aspects. On nous dit une chose et son contraire. »

---

## UNE “FORCE NOUVELLE” : EN QUOI ?

---

« Une question importante a été posée sur la LCR.

J’ai expliqué, tout à l’heure, que j’ai été un de ceux qui, pendant des années, se sont opposés à la scission, en 1950-1952. Quand on nous a dit que la bureaucratie était chargée d’une mission historique pour réaliser le socialisme, j’ai dit que c’était une erreur. Pendant deux ans et demi, j’ai combattu dans un courant pour

empêcher la scission. On m’a dit qu’on était majoritaire en France, et qu’il fallait, dans le journal, expliquer que Staline était chargé de cette mission. J’ai dit non. Après, on a fait la scission.

Alors, peut-être qu’au départ, ce n’était pas très clair, et je ne peux pas tout expliquer ici, ce serait trop long. Mais voici un exemple. Il y a un organe qui s’appelle *Le Petit Coquelicot*, rédigé par un ancien trotskyste. On y lit : *“Nous rallions la LCR pour construire une force nouvelle.”*

Je vous cite des extraits de leur texte :

*“Nous avons aujourd’hui la conviction commune que la référence au trotskisme ne délimite plus les bases de la force politique à construire à gauche de la gauche. L’axe fondamental de cette force nouvelle que nous voulons contribuer à édifier passe par l’approfondissement et l’élargissement de la démocratie, de l’autonomie politique et sociale — autrement dit, cet axe est l’autogestion.”*

C’est Chérèque, l’autogestion.

*“Après avoir voté pour Besancenot, nous entendons maintenant contribuer par notre adhésion collective au projet affirmé par la LCR depuis les élections d’aller vers son dépassement.”*

Pour Chirac... Pour Besancenot !

Il y a maintenant une politique commune à la gauche de la gauche, à la gauche de la droite, les Verts et tout ce que vous voulez : ils sont tous dans le coup. Voilà ce qu’a écrit *Le Petit Coquelicot* :

*« La LCR a su se dégager d’une partie des dogmes archaïques qu’elle a longtemps véhiculés. Elle semble notamment s’être enfin affranchie de la référence au bolchevisme et avoir pris ses distances avec le “léninisme”. »*

Au moins, cela a le mérite de la clarté et de la vérité. J’aimerais bien entendre les gens qui sont pour la LCR expliquer que la IV<sup>e</sup> Internationale est dépassée, sa politique sur la Palestine : la politique de la LCR sur ces questions est une illustration parfaite du fait qu’ils n’ont plus rien à voir avec le communisme, avec le bolchevisme. C’est une politique de la gauche de la gauche. C’est leur droit, je le leur reconnais sans aucun problème, sauf de se revendiquer de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Elle n’est pas en rapport avec la vérité, cette question ? »

---

## LES CONVULSIONS IMMINENTES

---

**Comment ne pas lier à cette question à celle de la Chine et des attaques contre les droits et les acquis ouvriers, qui prennent aujourd'hui une ampleur sans précédent ? C'est par ce sujet que Daniel Gluckstein commence sa réponse :**

« Je voudrais, puisqu'une question nous a été transmise sur la Chine, dire simplement la chose suivante : les mois qui viennent, peut-être même plus rapidement, vont être marqués par des déchirements et des convulsions d'une ampleur sans précédent en Chine. Le XVI<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois, qui vient de se réunir, a mis officiellement à l'ordre du jour le franchissement d'un pas qualitatif, qui a été souligné dans la presse, par l'entrée officielle des capitalistes, de chefs de multinationales, dans le Parti communiste chinois ; ce qui veut dire qu'aujourd'hui, il faut franchir un pas dans la remise en cause de ce qui constitue l'unité des conquêtes sociales de la classe ouvrière chinoise, qui, jusqu'à présent, malgré toutes les attaques de la bureaucratie, restait au moins en partie préservée, en particulier pour ce qui concerne la propriété sociale. Il faut passer maintenant à un autre stade.

L'un des nouveaux promus au bureau politique du PC chinois est un monsieur qui s'appelle Gzou Jialou, qui a déclaré la chose suivante :

*“Il n'est pas question, désormais, d'en appeler à une société communiste.”*

Dire cela aujourd'hui en Chine, cela veut dire une chose simple : les chiffres officiels du gouvernement chinois prévoient que, dans les trois prochaines années, du fait de l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), il y aura au minimum 17 millions d'emplois industriels supprimés. A quoi s'ajoute, toujours selon les chiffres officiels du gouvernement chinois, une couche d'entre 100 et 150 millions de paysans chinois qui sont chassés des zones rurales, et qui vont arriver dans les villes, où ils ne trouveront pas d'emploi. Lors d'un colloque auquel j'ai participé à Pékin, en janvier dernier, un vice-ministre des Affaires sociales, qui était

présente, a fait en substance la déclaration suivante : “Je sais bien que la politique du gouvernement que je représente conduit le pays à un désastre, nous savons que les conséquences sociales sont incalculables, mais nous ne voyons pas comment faire autrement.”

Quand cette bureaucrate chinoise dit cela, elle illustre à sa façon, à une échelle bien plus grande, ce que les camarades qui m'ont précédé, Pierre Lambert, Jean-Jacques Marie, Vitali Koulik, vous ont expliqué sur la nature même de la bureaucratie. C'est vrai que la bureaucratie chinoise, qui est à la tête d'un Etat où la propriété a été socialisée comme sous-produit d'une révolution ouvrière, conduit ce pays à un désastre, qui n'est pas “seulement”, si je puis dire, 17 millions de chômeurs industriels d'un côté, 150 millions de paysans de l'autre, mais qui est aussi la dislocation de l'unité nationale de la Chine, parce que, dans chaque région et dans chaque zone, les dirigeants corrompus du Parti communiste ont déjà passé des accords particuliers : ici, avec une multinationale américaine, là, une multinationale japonaise, là, une multinationale coréenne. Ils sont déjà dans les starting-blocks, ils attendent le feu vert du comité central et, une fois que ce sera parti, cela va être une dislocation généralisée.

Quand ce M. Gzou Jialou dit : “*Il n'est plus question d'en appeler à une société communiste en Chine*”, nous devons répondre, comme militants de la IV<sup>e</sup> Internationale : il est encore question d'aider au combat qui mûrit aujourd'hui en Chine, par lequel les ouvriers, pied à pied, cherchent à préserver leur emploi, la propriété sociale, le régime de Sécurité sociale, le régime de retraites, d'aider au combat pied à pied par lequel les paysans cherchent à préserver ce qui est issu de la réforme agraire. Est-ce que ce combat est à l'ordre du jour ? Oui ou non ? C'est à cette question que nous devons répondre. »

---

## LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ ET LE RÉTABLISSEMENT DU CAPITALISME

---

« Camarades, il y a des gens qui répondent à leur façon. Des camarades, avant

moi, vous ont parlé du Secrétariat unifié, des pablistes, Besancenot, Krivine...

Ces gens-là tiennent des congrès mondiaux comme nous en tenons, mais pas exactement sur la même orientation. Je lis, dans le document du congrès mondial du Secrétariat unifié (donc Besancenot, Krivine), la chose suivante :

*“L’effondrement de sociétés bureaucratiques constitue le terme prévisible d’un long processus de dégénérescence des Etats ouvriers.”*

Passé encore.

*“Ces derniers présentaient un bilan tellement désastreux, leurs acquis sociaux paraissaient si peu dignes d’être défendus que la voie d’une restauration capitaliste est rapidement devenue la ligne de plus grande pente.”*

Vous comprenez bien ce que cela veut dire : c’est que les ouvriers russes, ukrainiens, biélorusses sont responsables du rétablissement du capitalisme mafieux ; c’est eux qui n’ont pas voulu défendre les conquêtes sociales, et ces acquis eux-mêmes sont tellement désastreux qu’ils sont condamnés à être liquidés.

Ces gens-là vous disent que les ouvriers ukrainiens, qui, en ce moment même, dans le complexe métallurgique Ilitch, qui regroupe 40 000 ouvriers et concerne 140 000 habitants, se battent pied à pied contre la privatisation, ces gens-là, donc, qui osent se réclamer du trotskysme, vous disent que ces ouvriers ukrainiens peuvent crever la bouche ouverte, parce qu’on n’a rien à faire de leur emploi et de leur acquis sociaux.

Ils vous disent que les ouvriers de l’entreprise de construction du métro de Kiev, qui ont lancé un appel contre la privatisation, peuvent crever la bouche ouverte, cela n’intéresse personne ; que les mineurs de Russie qui se battent pour défendre leur emploi, et, aujourd’hui, les ouvriers de Liaoyang, dans le nord-est de la Chine (en grève et en manifestations depuis des mois contre les suppressions d’emplois et pour le paiement des indemnités de chômage), on se demande pourquoi ils s’arc-boutent à ces acquis aussi dérisoires.

Mais, camarades, quand des gens tiennent ce langage, quand ils en appellent à détruire les conquêtes sociales, comment

s’étonner que l’Union européenne, le FMI et la Banque mondiale leur déversent des millions de dollars pour leurs forums sociaux, qui sont des appels à détruire le mouvement ouvrier et la démocratie ?

Il n’y a pas lieu de s’étonner de cela.

Quand à nous, camarades, nous ne mangeons pas de ce pain-là.

Nous tenons des réunions modestes, dont personne ne parlera, mais qui sont autofinancées ; et parce qu’elles sont autofinancées, elles sont indépendantes. »

---

## ET L’ENTRISME ?

---

Vous avez peut-être vu, dans *Informations ouvrières*, que nous avons subi un procès sur la base d’une plainte que nous avons déposée. Nous avons déposé une plainte contre un monsieur qui s’appelle Edwy Plenel, directeur du *Monde*. Nous nous sommes retrouvés dans une situation où c’était nous qui étions mis en cause. Il y a eu dans ce procès quelque chose d’intéressant : la présidente du tribunal voulait absolument comprendre ce qu’était l’entrisme. Après nos explications, elle a dit :

*“Si je comprends bien, vous définiriez l’entrisme comme une espèce d’ouverture sur d’autres organisations ?”*

On a dit : oui, on peut dire les choses comme cela.

*“L’entrisme, c’est quand les trotskystes estiment qu’ils se passe quelque chose d’important pour la classe ouvrière dans d’autres organisations, et que vous pensez qu’il faut aller voir”,*

a conclu la présidente. Au-delà de ce qui s’est passé ensuite dans ce procès, il y a, dans cette définition, quelque chose d’assez vrai.

Qu’est-ce que l’entrisme ? Quand, en 1934-1935, des milliers d’ouvriers en France, de jeunes qui voulaient se battre contre le fascisme, se sont orientés vers le Parti socialiste SFIO, et qu’au même moment l’aile la plus réactionnaire de ce parti (celle qui, plus tard, allait devenir fasciste, mais ne l’était pas encore à ce moment-là), rompt avec ce parti, que nous a dit Trotsky :

*“Vous êtes quelques centaines de trotskystes en France, jeunes, peu expérimentés, ne vous coupez pas de ce mouvement, parce que c’est le mouvement de la révolution. Quand les ouvriers vont au Parti socialiste SFIO pour lutter contre le fascisme, ils ont peut-être des illusions sur la direction de ce parti ; soyez avec eux, soyez dans ce mouvement, soyez dans la direction avec eux, ne vous cachez pas.”*

Oui, c’est une forme d’ouverture sur le mouvement par lequel la classe ouvrière veut se défendre, et l’on y est allé, drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale déployé. On a fait la même chose, à cette époque, dans le Parti socialiste américain, pour d’autres organisations. C’est cela, l’entrisme, elle a raison, cette présidente de tribunal : c’est une forme d’ouverture. Quand le mouvement ouvrier se met en mouvement, on est partie prenante. On n’a pas d’intérêts distincts. La IV<sup>e</sup> Internationale n’a pas d’intérêts de boutique.

Elle est partie prenante du mouvement par lequel les travailleurs cherchent à saisir telle ou telle organisation, et même dans les années 1970, quand le Parti socialiste s’est reconstitué en France en disant : *“Il faut la rupture avec le capitalisme”*, on pouvait s’interroger jusqu’à quel point François Mitterrand était sincèrement pour la rupture avec le capitalisme (dans nos rangs, il y avait peu d’illusions là-dessus), mais en revanche, le Parti socialiste reconstruisant sur cette base, il n’y a pas lieu d’en rougir, il fallait être partie prenante de cela. Si certains, qui sont rentrés dans le Parti socialiste sur cette base, ont ensuite choisi une carrière personnelle, c’est à eux de rendre compte de leur évolution. Nous n’avons pas à rougir de ce que l’on a fait et de pourquoi on l’a fait.

Nous avons adopté la méthode que Léon Trotsky nous avait enseignée. »

---

## UNE POLITIQUE QUI CHERCHE EN PERMANENCE À AIDER LES TRAVAILLEURS À TROUVER DES SOLUTIONS

---

« En fait, camarades, si vous réfléchissez bien aux attaques perpétuelles dont nous sommes l’objet, si nous étions vraiment des sectaires, si l’on pratiquait l’auto-isollement sectaire, si l’on restait dans notre coin à proclamer comme des espèces de prophètes dans le désert : *“On a raison, mais personne ne nous entend”*, mon intime conviction est que nous ne serions pas attaqués.

L’auto-isollement sectaire ne fait peur à personne. Je crois, au contraire, que l’espèce d’acharnement qu’il y a contre nous, c’est justement du fait de cette politique, qui cherche en permanence à aider les travailleurs à trouver des solutions, à grouper, à ne pas avoir nos intérêts coupés du reste.

La crise extraordinaire du mouvement ouvrier à l’échelle internationale fait que des courants se dégagent, qui viennent des PC, des PS, de syndicats : des gens qui veulent se battre sur le terrain de l’indépendance de classe. On leur propose : on va construire ensemble une Entente internationale des travailleurs et des peuples. On ne renonce pas à nos idées. Nous sommes la IV<sup>e</sup> Internationale, mais on est prêt à construire une Entente avec tous ceux qui sont sur le terrain de l’indépendance de classe du mouvement ouvrier, sur la base d’un *Manifeste contre la guerre et l’exploitation*. Oui, cela, c’est une politique qui peut faire peur à ceux dont les intérêts sont liés aux multinationales et à l’impérialisme : parce que c’est une politique qui regroupe sur le terrain de l’indépendance de classe, et c’est ce que nous essayons de faire en France, dans le cadre du Parti des travailleurs. »

# La CES et "l'élargissement" de l'Union européenne

Par Daniel SHAPIRA

Dans le précédent numéro de *La Vérité*, différents éléments avaient été fournis sur le rôle et la nature de la "Confédération européenne des syndicats" (CES).

Comment la CES s'insère-t-elle aujourd'hui dans la décision d'"élargissement de l'Union européenne", qui marque une modification radicale dans l'offensive de destruction des Etats-nations et de baisse du "coût du travail" ?

Les 9 et 10 octobre 2002, le comité exécutif de la CES a adopté une "contribution à la Convention européenne" intitulée : "*Un Traité constitutionnel pour une Europe sociale et des citoyens*", document qui résume les propositions adoptées par la direction large de la CES. Que contient cette contribution ?

---

## L'INSTITUTIONNALISATION DES SYNDICATS POUSSÉE JUSQU'AU BOUT

---

D'emblée, la CES indique dans son document :

*"La CES partage l'opinion que le moment est venu de procéder à un remaniement fondamental des traités élaborés progressivement lors des CIG (conférences intergouvernementales qui ont été chargées de préparer l'adoption des traités de Maastricht, d'Amsterdam, puis de Nice, fondant l'Union européenne—NDLR) successives."*

Et quelques lignes plus loin :

*« La CES souscrit à la nécessité et à l'objectif d'adopter désormais un "traité constitutionnel européen". »*

On ne saurait être plus clair dans l'identification entre les positions de la CES et les objectifs de la réforme institutionnelle en préparation (*voir l'article précédent*).

Dans le cadre de l'appui ouvert apporté à la modification institutionnelle en préparation pour 2004, la CES insiste sur l'institutionnalisation des relations avec les organisations syndicales. On lit ainsi : "*Un aspect primordial a trait au rôle renforcé que doivent jouer les partenaires sociaux*", que la CES définit comme "*corégulateurs au niveau européen*". Et cette "exigence" se concentre dans la formulation suivante :

*“L’objectif d’une gouvernance économique européenne doit donc être inclus au rang des missions fondamentales de l’Union européenne dans le traité constitutionnel (...). Le but devrait être d’établir un cadre auquel tous les Etats membres participeraient et dans lequel les partenaires sociaux joueraient un rôle institutionnalisé.”*

Le fondement de l’existence du mouvement syndical indépendant basé sur la défense des intérêts particuliers des salariés disparaîtrait totalement au nom d’une institutionnalisation formulée dans le traité, où la “gouvernance” économique européenne rassemblerait dans un même ensemble Commission européenne, patronat européen et CES prétendant parler au nom de tous les syndicats d’Europe.

Et cette “revendication” d’être “institutionnalisée” est déclinée par la CES dans son document à travers quelques points essentiels.

Le document insiste à de multiples reprises sur l’exigence de “l’inclusion de la Charte européenne des droits fondamentaux dans le Traité constitutionnel de l’Union européenne”.

On lit ainsi :

*“La CES recommande instamment que la Charte, malgré les lacunes qui subsistent, soit intégrée comme une pierre angulaire dans le Traité constitutionnel de l’Union d’une manière juridiquement contraignante.”*

---

## QU’EST-CE QUE LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX ?

---

Cette Charte des droits fondamentaux a été officiellement “proclamée” lors du Conseil européen de Nice (décembre 2000), tenu sous la présidence conjointe de Chirac et de Jospin.

Il serait trop long de citer l’intégralité des articles de cette Charte des droits fondamentaux.

Citons-en cependant quelques-uns :

### Article 16 :

*“Liberté d’entreprise. La liberté d’entreprise est reconnue conformément au droit communautaire et aux législations et pratiques nationales.”*

La liberté d’entreprise est, comme on le sait, le fondement de la justification de l’exploitation de l’homme par l’homme et, dans la situation actuelle, de l’offensive internationale du patronat et des gouvernements pour remettre en cause tous les acquis collectifs.

### Article 30 :

*“Protection en cas de licenciement injustifié. Tout travailleur a droit à une protection contre tout licenciement injustifié, conformément au droit communautaire et aux législations et pratiques nationales.”*

La formule vaut qu’on s’y arrête. Il y aurait donc des “licenciements justifiés”, où, dans ce cas, le travailleur n’aurait droit à aucune protection. Et surtout, qui va déterminer si le licenciement est ou non “justifié” ? Dans tous les “plans sociaux”, qui touchent des dizaines de milliers de salariés, les patrons, à chaque fois, indiquent, chiffres à l’appui, que ces licenciements sont “justifiés” par l’état de l’économie. Dans ce cas, il ne devrait plus y avoir aucune protection ? Et l’on est loin, très loin de l’exigence de l’interdiction de tous les licenciements.

On pourrait citer encore d’autres articles de cette Charte des droits fondamentaux, qui, pour certains, peuvent paraître anodins ou même constituer un progrès.

Mais il est nécessaire de lire entre les lignes et de décoder certaines formules très abstraites de cette Charte des droits fondamentaux. Pour bien expliciter ce dont il s’agit, les rédacteurs de la Charte des droits fondamentaux avaient publié à l’automne 2000, peu de temps avant sa proclamation, un document complémentaire, intitulé “*Mémoire explicatif du présidium*”.

---

## COMMENT LIRE ENTRE LES LIGNES LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX ?

---

Dans ce texte, les références légales aux documents officiels et à la jurisprudence de l’Union européenne et du Conseil de l’Europe, ainsi que certaines interprétations, ont été établies pour tous

les articles de la charte. Ainsi, chacun des 52 articles de la charte y est explicité. Sa lecture est édifiante.

### Sur les droits syndicaux.

L'article 12 de la charte, intitulé "*Liberté de réunion et d'association*", indique :

*"Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à tous les niveaux, notamment dans les domaines politique, syndical et civique, ce qui implique le droit de toute personne de fonder avec d'autres des syndicats et de s'y affilier pour la défense de ses intérêts."*

Apparemment, rien à redire... Mais le "*mémorandum explicatif du présidium*" précise, concernant l'article 12 sur les "*droits syndicaux*" :

*"L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sécurité publique, à la défense de l'ordre (...). Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'Etat."*

Résumons donc comment il faut lire ce "*droit fondamental*" : le droit syndical est reconnu... sauf si le gouvernement juge nécessaire de le remettre en cause.

### Egalité entre hommes et femmes.

Article 23 de la charte :

*"L'égalité entre les hommes et les femmes doit être assurée dans tous les domaines, y compris en matière d'emploi, de travail et de rémunération."*

*Le principe de l'égalité n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures prévoyant des avantages spécifiques en faveur du sexe sous-représenté."*

L'explication complémentaire du présidium :

*"Il se fonde également sur l'article 2 § 4 de la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes."*

Or c'est au nom de cette directive de 1976 que la plupart des gouvernements

européens ont décidé de réintroduire le travail de nuit des femmes dans l'industrie.

### Conditions de travail justes et équitables.

Article 31 de la charte :

*"1. Tout travailleur a droit à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité."*

*2. Tout travailleur a droit à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire, ainsi qu'à une période annuelle de congés payés."*

L'explication complémentaire du présidium :

*"1. L'article 31 se fonde sur la directive 89/391/CEE."*

Or cette directive remet en cause la médecine du travail en instaurant une "*responsabilité partagée*" des salariés, alors que, dans la plupart des Codes du travail, jusqu'à présent, c'est le patron qui est responsable a priori.

*"2. Le paragraphe 2 se fonde sur la directive 93/104/CEE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail."*

Il s'agit de la directive qui, notamment pour les cadres, remet en cause la limitation de l'amplitude maximale du temps de travail quotidien, en octroyant 11 heures de repos quotidien... soit 13 heures possibles de travail.

### Interdiction du travail des enfants et protection des jeunes au travail.

Article 32 de la charte :

*"Le travail des enfants est interdit. L'âge minimal d'admission au travail ne peut être inférieur à l'âge auquel cesse la période de scolarité obligatoire, sans préjudice de règles plus favorables aux jeunes et sauf dérogations limitées."*

L'explication complémentaire du présidium :

*"Cet article se fonde sur la directive 94/33/CE relative à la protection des jeunes au travail."*

C'est la directive qui autorise, bien sûr selon la méthode hypocrite de la Commission européenne, sous couvert de "*dérogations*", le travail des enfants dès l'âge de 13 ans.

Nous n'avons pris ici que quelques articles de la Charte des droits fondamentaux. Et ce serait donc là le "modèle social européen", dont la CES revendique qu'il soit intégré dans le futur traité constitutionnel de l'Union européenne ? Poursuivons.

---

## UN DROIT DE GRÈVE EUROPÉEN A MINIMA ?

---

Dans un paragraphe intitulé « *Une Union dotée d'un "système européen de relations industrielles"* », le document de la CES parle de "droits syndicaux transnationaux" et l'explique ainsi :

« *La CES souligne la nécessité de modifier l'actuel article 137,5 du TCE (Nice), en supprimant la référence au "droit d'association" et au "droit de grève".* »

De quoi s'agit-il ? Reportons-nous à l'article 137,5 du traité constitutionnel européen de Nice. L'article 137 énumère tous les points relevant de l'action de la Communauté européenne. L'article 137,5 fait part des exceptions en les formulant ainsi :

« *Les dispositions du présent article ne s'appliquent ni aux rémunérations, ni au droit d'association, ni au droit de grève, ni au droit de lock-out.* »

Si l'on comprend donc la demande de la CES, le nouvel article 137,5 modifié n'aborderait que les rémunérations et le lock-out, ce qui signifie en clair que, désormais, la réglementation du droit d'association et surtout du droit de grève devrait relever d'une législation européenne, et non plus des prérogatives nationales.

Un droit de grève "européen" ? Quelles en seraient les conséquences ? La lutte de classe, dans chacun des pays, a arraché des acquis dans le domaine, notamment, de la formulation du droit de grève, acquis qui, bien sûr, varient d'un pays à l'autre. Mais quand on se souvient de la condamnation brutale de la Commission européenne lors des grèves des chauffeurs-routiers, par exemple, ou des contrôleurs aériens, on imagine aisément que sous couvert d'une définition européenne du

droit de grève, il s'agirait en fait d'une restriction de ce droit, soumis dès lors aux impératifs de la "compétitivité européenne". Plus généralement, comment serait défini un tel droit de grève européen ? Serait-il soumis à des exigences de préavis préalable au niveau européen ? Qui peut douter qu'il serait en fait utilisé par les patrons et les gouvernements de chaque pays pour limiter les règles existantes en matière de droit de grève ? Car personne n'imagine que la Commission européenne, qui, depuis des années, au nom d'une législation sociale européenne, s'attaque à tous les acquis sociaux nationaux, proposerait subitement une amélioration du droit de grève existant.

Poursuivons. Le document de la CES, pour faire ces propositions pour la nouvelle Constitution européenne, met l'accent sur ce qu'elle considère être les jalons et les acquis de l'Union européenne. On lit notamment :

« *La perspective sociétale du projet d'intégration européenne a enfin changé depuis les réformes des traités de Maastricht et d'Amsterdam (...). L'introduction de l'euro, le rôle reconnu des partenaires sociaux européens, les nouvelles compétences en matière de politique sociale, le concept du modèle social européen, la Stratégie européenne pour l'emploi, la coopération politique économique et la stratégie de Lisbonne pour un développement économique et social durable représentent autant de jalons importants.* »

Abordons quelques aspects de ce que la CES considère comme des acquis.

---

## LA STRATÉGIE EUROPÉENNE POUR L'EMPLOI ?

---

De quoi s'agit-il ? Cette stratégie européenne dite "pour l'emploi" a été définie, lors des sommets d'Amsterdam et de Luxembourg en 1997, par l'élaboration annuelle de "lignes directrices pour l'emploi", que les gouvernements sont chargés de transposer. Mais avant d'analyser ces lignes directrices présentées par la CES comme expression du modèle social européen, il est nécessaire de partir des faits.

En 2002, il y a eu 285 079 suppressions d'emplois dans l'Union européenne, selon les chiffres officiels, déclinés ainsi par pays : Grande-Bretagne, 55 397 ; Allemagne, 54 866 ; Italie, 34 492 ; Belgique, 30 109 ; France, 28 084 ; Pays-Bas, 20 067 ; Suède, 16 229, Espagne, 13 311, Irlande, 11 635 ; Danemark, 7 631 ; Portugal, 6 186 ; Autriche, 3 602 ; Finlande, 3 050 ; Grèce, 420.

La "stratégie européenne pour l'emploi" ne vise donc en aucune manière à empêcher les licenciements, comme on le voit. A l'inverse, les lignes directrices pour l'emploi servent d'instrument centralisé de déréglementation et de flexibilité. Pour juger de ce qu'il en est réellement, rien ne vaut de s'en tenir aux faits. Prenons quelques points des lignes directrices pour l'emploi pour 2002 (adoptées au sommet européen de fin 2001).

#### • Assurance chômage

On lit dans le chapitre "I. Améliorer la capacité d'insertion professionnelle", au point 1 :

*"Les systèmes d'allocations, d'imposition et de formation doivent — là où cela s'avère nécessaire — être revus et adaptés, afin de promouvoir activement la capacité d'insertion professionnelle des personnes sans emploi. De plus, ces systèmes devraient fonctionner utilement en interaction, de façon à encourager le retour sur le marché de l'emploi des personnes inactives désireuses et capables d'occuper un emploi.*

*Il convient d'accorder une attention particulière à la promotion des mesures d'incitation à rechercher et accepter un emploi pour les chômeurs ou les personnes inactives."*

Derrière cette langue de bois propre aux textes européens, on aura reconnu la logique qui a été mise en œuvre dans tous les pays d'Europe où les chômeurs sont contraints d'accepter n'importe quel petit boulot sous peine de voir remises en cause leurs allocations.

En fait, au nom du "retour à l'emploi", les lignes directrices préconisent pour toute l'Europe la remise en cause des systèmes d'allocation chômage.

#### • Retraites

On lit ensuite, toujours dans le même chapitre, au point 2, "Mise au point d'une

*politique visant à prolonger la vie active", au nom de "la viabilité à long terme des régimes de Sécurité sociale" :*

*"Les Etats membres, le cas échéant avec les partenaires sociaux, développeront des politiques destinées à prolonger la vie active dans le but d'améliorer la capacité des travailleurs âgés et les mesures d'incitation à leur intention, afin qu'ils restent plus longtemps au travail, notamment (...) en révisant les systèmes d'imposition et d'allocation, afin d'atténuer les effets dissuasifs et de faire en sorte qu'il soit plus attrayant pour les travailleurs âgés de continuer à participer au marché du travail."*

"Plus attrayant" ? Quel cynisme ! Il est sûr que si l'on allonge la durée de cotisation pour avoir droit à une retraite à taux plein, c'est une incitation forcée à un choix : retarder l'âge du départ à la retraite ou partir avec une retraite de misère.

#### • Flexibilité

On lit, dans le chapitre "III. Encourager l'adaptabilité des entreprises et de leurs salariés", au point 13 :

*"Les partenaires sociaux sont invités à négocier et à mettre en œuvre, à tous les niveaux appropriés, des accords visant à moderniser l'organisation du travail, y compris des formules souples de travail, afin de rendre les entreprises productives, compétitives et capables de s'adapter aux mutations industrielles (...). Les thèmes à aborder peuvent, par exemple, comprendre l'introduction des technologies nouvelles, les nouvelles formes de travail et les questions liées au temps de travail, comme l'annualisation du temps de travail, la réduction du temps de travail, la réduction des heures supplémentaires et le développement du travail à temps partiel, l'accès aux interruptions de carrière."*

Chaque mot, ici, a son sens :

— "Des accords à tous les niveaux" ? C'est la logique des accords d'entreprise, qui, selon les exigences des patrons, devraient se substituer aux accords de branche, aux conventions collectives, au Code du travail et à la loi.

— "Rendre les entreprises compétitives" ? C'est, bien sûr, l'objectif des patrons de baisse de ce qu'ils appellent le "coût du travail". Mais en quoi cela relèverait-il d'un "modèle social" pour les salariés et leurs organisations ?

— “L’annualisation du temps de travail” ? Mais c’est précisément ce qui a conduit à flexibiliser la vie de famille et à remettre en cause le paiement des heures supplémentaires, avec une baisse brutale du pouvoir d’achat.

— “Le temps partiel, les interruptions de carrière” ? C’est toute la politique des restructurations, qui vise à remettre en cause la notion même de travail stable et de contrat à durée indéterminée.

Et dans le point 14 de ce même chapitre, on lit :

*“Les Etats membres, le cas échéant en concertation avec les partenaires sociaux ou en s’inspirant des accords négociés avec ceux-ci (...), examineront la possibilité d’incorporer dans le droit national des types de contrats plus souples.”*

Ainsi donc, les organisations syndicales nationales sont sommées de “négocier” la flexibilité et la remise en cause de tous les acquis existants en matière de droit du travail.

Avec ces lignes directrices pour l’emploi, c’est la souveraineté même des confédérations nationales qui est mise en cause.

Toujours à propos de ce prétendu “modèle social européen”, il y aurait encore beaucoup à dire, à commencer par toutes les directives européennes, qui, dans tous les domaines, ont abouti à la flexibilité, aux privatisations, à la déréglementation...

---

## LA STRATÉGIE DE LISBONNE ?

---

Ce serait donc le modèle à suivre ? Mais quelle est donc cette stratégie de Lisbonne, qui deviendrait, là encore, un symbole du “modèle social européen” ?

Revenons aux conclusions du sommet européen de Lisbonne des 23 et 24 mars 2000. Et tenons nous-en, là encore, aux faits.

### • Point 17 :

*“Le Conseil européen demande donc à la Commission, au Conseil et aux Etats membres, eu égard à leurs compétences respectives (...), d’accélérer la libéralisation dans des secteurs tels que le gaz,*

*l’électricité, les services postaux et les transports. De même, en ce qui concerne l’utilisation et la gestion de l’espace aérien.”*

La stratégie dite de Lisbonne, c’est d’abord cela : l’accélération brutale de toutes les privatisations des services publics. Et il faudrait que les organisations syndicales s’intègrent dans cette stratégie ? On comprend que la Commission européenne et les chefs d’Etat y aient intérêt, vu l’opposition des salariés aux privatisations.

Mais le rôle d’une organisation syndicale indépendante ne saurait en aucune manière s’insérer dans une telle stratégie de privatisation. Poursuivons.

### • Point 23 :

*“Réduire la pression fiscale qui pèse sur le travail, notamment sur le travail peu qualifié et faiblement rémunéré.”*

C’est très précisément la politique menée par tous les gouvernements successifs, dans tous les pays d’Europe, qui vise, au nom de la baisse de la pression fiscale, à tout à la fois baisser les impôts sur les sociétés et exonérer les cotisations sociales dues par les patrons, et qui représentent, non pas une pression fiscale, mais une part du salaire différé.

### • Point 26 :

*“Mettre en place entre les écoles, les centres de formation, les entreprises et les établissements de recherche des partenariats pour l’acquisition des connaissances qui soient profitables à tous.”*

En clair, il s’agit de livrer toute la formation initiale aux mains du patronat, et ce dans toute l’Europe. Et les organisations syndicales devraient, par le biais d’un sommet tripartite annuel, s’intégrer dans cette politique de destruction des diplômés et de la qualification ?

### • Point 28 :

*“Les partenaires sociaux doivent être associés plus étroitement à l’élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des lignes directrices appropriées.”*

On a vu plus haut ce qu’il en est de ces lignes directrices.

Peut-on prendre comme “modèle social” le fait que les organisations syndicales soient associées plus étroitement à une telle régression de tous les droits ?

---

## LA CES JUSQU'AU BOUT DE L'INSTITUTIONNALISATION

---

Revenons-en à la contribution de la CES à la Convention européenne. Parmi les propositions, on lit ce passage, à proprement parler stupéfiant, où la CES affirme :

*“Plus spécifiquement, les dispositions de l'article 104 du TCE devraient être clarifiées, afin de garantir que l'objectif de l'équilibre budgétaire soit établi et adapté à intervalles cycliques, que les dépenses d'investissement ne conduisent pas à un déficit (règle d'or).”*

On ne saurait mieux définir le rôle de corégulateur institutionnalisé que revendique la CES. On sait que la destruction des services publics dans tous les pays d'Europe, l'asphyxie des hôpitaux, des écoles, des services d'entretien des routes,

etc., est menée au nom de l'équilibre budgétaire et du respect des critères sur le déficit budgétaire. Et la CES revendique que ces objectifs soient “garantis”.

Peut-on plus cyniquement indiquer ce qu'est cette nouvelle gouvernance économique européenne ?

Quel militant attaché à l'indépendance des organisations syndicales peut se reconnaître dans ce programme “d'institutionnalisation” des syndicats, c'est-à-dire de destruction de tous les acquis sociaux ? Voilà comment la CES entend prendre sa place dans l'élargissement de l'Union européenne, qui n'est rien d'autre qu'une modification institutionnelle majeure pour détruire tous les acquis sociaux, datant pour la plupart de la période révolutionnaire de 1945.

**Daniel Shapira**

# Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

*Par Samara SAADA*

En juillet 2001, a été adopté par des chefs d'Etats africains, à Lusaka, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, présenté comme une initiative des chefs d'Etat africains. Dès l'introduction, le cadre est présenté comme suit :

*“Le présent Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) est une promesse faite par des dirigeants africains, fondée sur une vision commune, ainsi qu'une conviction ferme et partagée qu'il leur incombe d'urgence d'éradiquer la pauvreté, de placer leurs pays, individuellement et collectivement, sur la voie d'une croissance et d'un développement durables, tout en participant activement à l'économie et à la vie politique mondiales. Il est ancré dans la détermination des Africains de s'extirper*

*eux-mêmes, ainsi que leur continent, du malaise du sous-développement, de l'exclusion d'une planète en cours de mondialisation.*

*La pauvreté et le retard de l'Afrique contrastent vivement avec la prospérité du monde développé. La marginalisation continue de l'Afrique du processus de mondialisation et l'exclusion sociale de la vaste majorité de ses peuples constituent une grave menace pour la stabilité mondiale.”*

Ainsi, la dérive du continent africain ne serait pas le produit de la politique de pillage impérialiste, mais de la marginalisation de la mondialisation, qui serait source de prospérité ailleurs.

Pourtant, il est expliqué dans le paragraphe suivant :

*“Depuis les années 1970, lorsque les pays d’Afrique sont devenus membres des institutions de la communauté internationale, le binôme crédit-aide est resté la base logique du développement de l’Afrique. Le crédit s’est traduit par l’impasse de la dette, qui, de versements en rééchelonnements, continue d’entraver la croissance des pays d’Afrique. L’on est parvenu au bout de cette option. Quant à l’autre élément du binôme, l’aide, l’on a aussi observé la réduction de l’aide privée et le plafonnement de l’aide publique, contrairement aux objectifs des années 1970.”*

Et, dans le quatrième paragraphe de l’introduction, les conséquences sont décrites comme suit :

*“En Afrique, 340 millions de personnes, soit la moitié de la population, vivent avec moins d’un dollar EU par jour. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans y est de 140 pour 1 000 et l’espérance de vie à la naissance de seulement 54 ans. 58 % seulement de la population ont accès à de l’eau potable. Le taux d’alphabétisation des personnes de plus de 15 ans est de 41 %. Il n’y a que 18 lignes téléphoniques pour 1 000 personnes en Afrique, par rapport à 146 dans le monde entier et 567 dans les pays à revenus élevés.”*

Sous le titre *“L’appauvrissement historique d’un continent”*, il est en revanche expliqué :

*“L’appauvrissement du continent africain a été principalement accentué par l’héritage du colonialisme, de la guerre froide, des rouages du système économique international et des insuffisances et faiblesses des politiques menées dans de nombreux pays après l’indépendance.*

*Depuis des siècles, l’Afrique est intégrée dans l’économie mondiale principalement en tant que fournisseur de main-d’œuvre et de matières premières bon marché. Cela a nécessairement signifié une hémorragie des ressources de l’Afrique plutôt que leur utilisation pour le développement du continent. L’Afrique a raté à cette époque l’occasion d’utiliser les minerais et les matières premières pour développer des industries de transformation, ainsi qu’une base humaine très qualifiée, afin de soutenir la croissance et le développement. Par conséquent, l’Afrique demeure le continent le plus pauvre, alors qu’elle est l’une des régions les plus richement dotées du monde.”*

A cela, ont été ajoutées d’autres explications, dont celles relatives à la faiblesse des Etats, le leadership médiocre, la corruption et la mauvaise gouvernance, etc.

L’économie mondiale en crise de récession incontrôlable est présentée comme *“une révolution économique”*, ce qui n’empêche pas les auteurs de relever qu’*“aucune partie du monde n’a échappé aux effets de la mondialisation”*. S’érigeant en sauveurs de la mondialisation après avoir constaté qu’elle est porteuse d’instabilité politique, de guerre civile et de conflits militaires, ils préconisent :

*“Ce qui est nécessaire est un engagement, de la part des gouvernements, du secteur privé et d’autres institutions de la société civile, à une intégration authentique de toutes les nations dans l’économie et dans la vie politique mondiales. Cela exige la reconnaissance de l’interdépendance mondiale en ce qui concerne l’offre et la demande, la base environnementale qui soutient la planète, la migration transfrontalière, une architecture financière mondiale qui récompense une bonne gestion socioéconomique et une gouvernance mondiale qui reconnaisse un partenariat entre tous les peuples. Nous soutenons que la communauté internationale a la capacité de créer des conditions justes et équitables dans lesquelles l’Afrique puisse participer réellement à l’économie et à la vie politique mondiales.”*

Pour la réalisation de leur plan d’action pour *“un développement durable”*, les signataires définissent *“des initiatives pour la paix, la sécurité, la démocratie et la bonne gouvernance”*, parmi lesquelles figurent *“l’imposition de la paix, la démocratie directe et participative, la réforme de la fonction publique et de l’administration”*.

De même qu’est annoncée la création de *“structures nationales, régionales et continentales qui soutiennent une bonne gouvernance”*.

La croissance est conditionnée par les investissements privés, le secteur privé.

Pour faciliter l’intégration de l’Afrique, il est préconisé :

*“Cette conjoncture économique montre que les pays d’Afrique ont besoin*

de mettre leurs ressources en commun et de favoriser la coopération et l'intégration économique régionales du continent pour améliorer leur compétitivité sur le plan international. Il faut consolider les cinq groupements économiques régionaux du continent : Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord, Afrique centrale, Afrique de l'Est et Afrique australe.

Le NEPAD met l'accent sur la prestation de services publics régionaux (transports, énergie, eau, informatique et télématique, éradication des maladies, protection de l'environnement et mise en place de capacités régionales de recherche) et sur la promotion du commerce et des investissements intra-africains. Il s'agira avant tout de rationaliser le cadre institutionnel de l'intégration économique en repérant des projets communs qui soient compatibles avec les programmes intégrés de développement nationaux et régionaux, et d'harmoniser les politiques et pratiques en matière d'économie et d'investissements. Il faut assurer la coordination des politiques sectorielles nationales et suivre soigneusement les décisions régionales."

La réduction de la pauvreté a pour objectifs :

"Fournir un leadership déterminé en accordant la priorité à la réduction de la pauvreté dans toutes les composantes du NEPAD et dans les politiques macroéconomiques et sectorielles des gouvernements nationaux ;

— mettre particulièrement l'accent sur la réduction de la pauvreté chez les femmes ;

— assurer une responsabilisation des pauvres dans les stratégies de réduction de la pauvreté ;

— appuyer les initiatives visant à combattre la pauvreté au niveau multilatéral comme le Cadre global pour le développement de la Banque mondiale et le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté liée à l'Initiative d'allègement de la dette pour les pays pauvres très endettés (PPTE)."

On s'en souvient, le PPTE est la nouvelle appellation qu'avait donnée Clinton au PAS après la crise qui a violemment ébranlé les pays du Sud-Est asiatique.

Après des vœux pieux sur la nécessité de prendre en charge l'éducation et l'enseignement supérieur, puisque la sour-

ce de financement escompté proviendrait des bailleurs de fonds, sur le problème lancinant de la santé, il est écrit :

"L'Afrique est le domaine privilégié de graves maladies endémiques, bactéries et parasites, portées par des insectes, des personnes en déplacement et autres vecteurs, qui y prospèrent notamment grâce à la faiblesse des politiques écologiques et aux mauvaises conditions de vie des populations. Un des principaux obstacles aux efforts de développement en Afrique est la lourde incidence des maladies transmissibles, en particulier le VIH-Sida, la tuberculose et le paludisme. A moins que l'on ne mette un frein à ces épidémies pour ultérieurement les éradiquer, il restera impossible de véritablement mettre en valeur les ressources humaines du continent.

Dans le domaine de la santé, l'Afrique soutient fort mal la comparaison avec le reste de la communauté internationale. En 1997, les taux de mortalité des enfants et des adolescents y étaient respectivement de 105 et 169 pour mille par rapport à 6 et 7 pour mille dans les pays développés. L'espérance de vie y est de 48,9 ans par rapport à 77,7 dans les pays développés. Il n'y a que 16 médecins pour 100 000 habitants par rapport à 253 dans les pays industrialisés. La pauvreté, que reflète le très faible niveau de revenus par habitant, est un des principaux facteurs empêchant les populations de surmonter leurs problèmes de santé. La nutrition affecte aussi la situation sanitaire. La consommation quotidienne moyenne de calories va de 2 384 dans les pays à faibles revenus à 2 846 dans les pays à revenus moyens et 3 390 dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La santé, que l'OMS définit comme étant un état complet de bien-être physique et mental, contribue à l'augmentation de la productivité, et par conséquent à la croissance économique. Les effets les plus évidents de l'amélioration de la santé de la force de travail sont la diminution des journées de travail perdues pour cause de maladie, le relèvement de la productivité et la possibilité d'avoir des emplois mieux payés. En fin de compte, améliorer la santé et la nutrition contribue directement à relever le bien-être des populations, à arrêter la propagation des maladies, à diminuer les taux de mortalité infantile, à prolonger l'espérance de vie et à améliorer les capacités d'étude des jeunes scolarisés. On peut

*donc nettement établir le lien entre l'amélioration de la situation sanitaire et la lutte contre la pauvreté."*

Comment remédier à ce constat terrifiant ?

Le NEPAD entend :

*"Collaborer avec d'autres organisations internationales comme l'OMS et les bailleurs de fonds, afin de s'assurer que l'appui au continent est accru pour atteindre au moins 10 milliards de dollars EU par an."*

Ainsi, il est attendu des institutions financières internationales, qui organisent le pillage du continent et portent la responsabilité de la barbarie qui y avance, d'aider dans la prise en charge des besoins énormes en matière de santé ! Et dans la mesure où il n'est pas question que les Etats africains réalisent leur mission sociale en matière de santé publique à travers des budgets sérieux, ils préconisent d' *"encourager la coopération entre les médecins et les guérisseurs traditionnels"* !

C'est-à-dire d'institutionnaliser la régression, conformément aux recommandations de la conférence de Copenhague pour l'Afrique de 1995 !

Plus généralement, comment résoudre tous les problèmes écrasants qui menacent l'existence de tous les peuples d'Afrique ?

Voici la réponse du NEPAD :

*« Pour réaliser la croissance annuelle d'environ 7 % par an envisagée dans les objectifs internationaux de développement, et surtout pour diminuer de moitié l'incidence de la pauvreté en Afrique d'ici l'an 2015, le continent a besoin de combler un déficit annuel de 12 % de son PIB, soit 64 milliards de dollars EU. Il faudra pour ce faire augmenter l'épargne domestique et améliorer la perception des recettes fiscales.*

*Cependant, la majeure partie de ces ressources devra être obtenue de l'extérieur du continent. Selon le NEPAD, ce sont avant tout la réduction de la dette et l'APD qui apporteront les ressources extérieures requises à court et moyen termes, tandis que les apports de capitaux privés doivent être envisagés plutôt à long terme.*

*Un principe fondamental en matière de flux de capitaux est que l'augmentation*

*des apports de capitaux est inséparable de l'amélioration de la gouvernance. C'est pourquoi la participation aux initiatives en matière de gouvernance économique et politique est une condition préalable indispensable à la participation à l'initiative relative aux flux de capitaux.*

*Augmenter la mobilisation des ressources internes : pour relever la croissance et réduire plus efficacement la pauvreté, l'Afrique a besoin de mobiliser des ressources supplémentaires. Dans ces pays, les ressources proviennent de l'épargne domestique des entreprises et des ménages, qui devrait être nettement augmentée. Il faudrait aussi augmenter les revenus fiscaux pour augmenter les recettes publiques, tout en rationalisant les dépenses des pouvoirs publics. Les pays d'Afrique perdent une importante partie de l'épargne locale du fait de la fuite des capitaux. C'est une tendance qui ne pourra être renversée que si les ressortissants pensent qu'ils ont intérêt à conserver leurs richesses en Afrique. C'est pourquoi il faut aussi d'urgence créer des conditions favorables aux investissements du secteur privé, local et étranger. Il existe, en outre, d'autres ressources qui peuvent être mobilisées en Afrique, pendant qu'au même moment un appel est lancé aux pays développés pour qu'ils engagent leurs bons du Trésor afin de financer le projet. Ce faisant, ils n'engageraient pas leurs fonds liquides. Enfin, nous suggérons la création des droits de tirage spéciaux pour l'Afrique.*

*Le NEPAD vise à obtenir un allègement de la dette qui aille au-delà des niveaux actuels (fondés sur le concept de "viabilité" de la dette), lesquels imposent encore des paiements au titre du service de la dette, qui contribuent pour beaucoup au déficit.*

*A long terme, l'objectif du NEPAD est de lier l'allègement de la dette aux résultats mesurés des activités, de réduction de la pauvreté. En attendant, les plafonds du service de la dette devraient être fixés au prorata des recettes budgétaires, avec des plafonds différents pour les pays de l'Association internationale de développement (IDA) et les autres.*

*Pour obtenir le maximum d'engagements à des conditions de faveur — allègement de la dette plus APD — dont l'Afrique a besoin, les dirigeants du NEPAD négocieront avec les gouvernements créanciers. Les pays devraient*

*s'adresser aux mécanismes existants d'allègement de la dette — PPTe et Club de Paris — avant d'essayer d'obtenir de l'aide par le biais du NEPAD.*

*L'initiative au sujet de la dette exigera des pays d'adopter des stratégies convenues de réduction de la pauvreté, des stratégies au sujet de la dette, ainsi que leur participation à l'Initiative en matière de saine gestion économique, afin que ces pays soient en mesure d'absorber ces ressources supplémentaires. En plus d'essayer d'alléger plus encore la dette au moyen de la stratégie transitoire susdite, les dirigeants du NEPAD mettront en place un forum qui permette aux pays d'Afrique d'avoir des échanges d'expériences et de se mobiliser pour améliorer les stratégies d'allègement de la dette. »*

Ce sont donc les chefs d'Etat africains eux-mêmes qui précisent le cadre permettant la poursuite du pillage par la dette.

La "promotion du secteur privé" est au centre du "développement durable" :

*"Créer un environnement sain et favorable aux activités du secteur privé, en mettant surtout l'accent sur les entrepreneurs locaux ;*

*— favoriser les investissements étrangers directs et les échanges commerciaux, en mettant l'accent sur les exportations ;*

*— développer les micro-entreprises, les petites et moyennes entreprises, en particulier dans le secteur informel."*

Et, bien évidemment, est recommandée la réduction des droits de douanes sur les exportations, comme sont encouragés "les investissements directs étrangers" par la "mise en application des règles de l'OMC".

Les signataires du NEPAD, pour sauver le continent, comptent sur le partenariat tous azimuts, notamment avec les principaux impérialismes :

*"Les divers partenariats entre l'Afrique et les pays industrialisés, d'une part, et les institutions multilatérales, d'autre part, devront être maintenus.*

*Les partenariats dont il est question sont notamment : le Nouvel Ordre du jour des Nations unies pour le développement de l'Afrique dans les années 1990 ; le Plan d'action Union européenne-Afrique du Caire ; le Partenariat straté-*

*gique de la Banque mondiale pour l'Afrique ; le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté du Fonds monétaire international (FMI) ; le Plan d'action de Tokyo sur l'initiative du Japon ; la loi américaine sur la croissance et le commerce en Afrique et le tout récent Nouveau Contrat mondial de la commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA). L'objectif sera une rationalisation qui assure que chaque partenariat rapporte de véritables avantages."*

Et sur ce qui suit :

*"Faire en sorte que la Banque mondiale et les autres institutions multilatérales de financement du développement apportent des investissements aux projets cruciaux d'infrastructures économiques, pour faciliter et appuyer la participation du secteur privé."*

Il s'agit, bien évidemment, de faire intervenir les ONG. Et pour cela :

*"L'expérience acquise de par le monde indique qu'un des meilleurs moyens de promouvoir les entreprises dans les domaines fortement novateurs est de créer des pépinières d'entreprises. Le projet formulera les directives et politiques requises pour la mise en place de ces pépinières dans chaque pays, en tirant parti de l'expérience et des pratiques exemplaires internationales, mais en les adaptant aux besoins et à la conjoncture de l'Afrique."*

Les signataires osent conclure :

*"En réalisant les promesses qui y sont contenues, le présent programme devra permettre à l'enfant africain émacié d'espérer qu'en vérité le XXI<sup>e</sup> siècle sera bel et bien le siècle de la renaissance de l'Afrique."*

Première conclusion : à travers le NEPAD, c'est le nivellement par le plus bas de tous les pays d'Afrique pour les besoins de la mondialisation-globalisation.

En réalité, le NEPAD est une offre de service des chefs d'Etat africains au grand capital international, à ses institutions financières et commerciales internationales pour couvrir et justifier la poursuite de la politique de pillage impérialiste par la dette extérieure sous couvert du PPTe de Clinton et du partenariat. Il n'est pas question d'investissements publics, étant donné qu'est dénié aux peuples le droit de

se réapproprier le contrôle souverain de leurs richesses, d'en disposer pour organiser leur survie.

En conséquence de cette soumission sans conditions, les chefs d'Etat africains cherchent à mettre en place eux-mêmes des structures supranationales, continentales et régionales pour liquider ce qui reste du contenu des nations et pour déposséder les travailleurs et les peuples du droit de revendiquer en direction des États nationaux.

De ce fait, le NEPAD consacre la rupture totale avec les velléités de résistance qui se sont exprimées en juillet 1999 durant le sommet de l'OUA à Alger, confirmées en septembre de la même année à Syrte, en Libye, et qui se prononçaient pour l'annulation de toute la dette africaine.

En fait, le NEPAD n'a rien d'africain. Il est le produit des injonctions des différentes institutions de l'impérialisme depuis juillet 2000 à Tokyo, lorsque Obasanjo, Bouteflika et Mbeki s'y sont rendus sur mandat de l'OUA pour "plaider" auprès du G 8 en faveur de l'annulation de la dette d'Afrique.

Dans un document de l'OUA daté de juillet 2002, intitulé "*Vers la mise en œuvre du NEPAD*", il est rappelé :

*"L'origine du NEPAD remonte à la participation des présidents Obasanjo, Bouteflika et Mbeki au sommet du G 8 organisé à Okinawa, en 2000. Cette participation a abouti à l'élaboration du document du partenariat du millénaire pour le Programme de redressement de l'Afrique (MAP).*

*Suite à la directive du sommet extraordinaire de l'OUA tenu à Syrte (Libye), en mai 2001, les efforts déployés par l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Algérie, le Sénégal et l'Égypte ont abouti à la formulation de la Nouvelle Initiative africaine (NAI), fusion entre le MAP et le Plan OMEGA (conçu et parrainé par le président Wade). La NAI a été présentée, au nom des présidents Mbeki, Obasanjo, Bouteflika, Wade et Mubarak, lors du sommet de l'OUA tenu à Lusaka, en juillet 2001. Le sommet a approuvé et adopté la NAI, appellation pragmatique et descriptive qui a été ensuite changée en Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).*

*L'initiative a ensuite été présentée à Gênes, au sommet du G 8 tenu en juillet 2001. Le sommet de Gênes a accueilli favorablement l'initiative et a décidé de désigner un comité de représentants personnels du G 8 chargés de se concerter avec les dirigeants africains en vue de mettre au point un Plan d'action pour l'Afrique en guise de réponse et de soutien au NEPAD. Ce plan sera soumis à l'examen du prochain sommet du G 8 au Canada, en juin 2002. Depuis le sommet de Gênes, un certain nombre d'interactions ont eu lieu entre les structures du G 8 et le NEPAD."*

De ce fait, la question de l'annulation sans conditions de la dette demeure centrale, car elle concentre la politique de l'impérialisme. Elle doit donc articuler notre intervention dans les initiatives continentales (conférences, tribunaux), pour mettre à nu le NEPAD, qui, pour camoufler les responsabilités et les solutions véritables, l'introduit comme une fatalité, une malédiction parmi tant d'autres, et non pas comme concentrant la poursuite du système de domination et de pillage impérialistes du continent.

Nous avons donc la responsabilité de continuer à établir et à clarifier, comme c'était le cas à Los Angeles, en février 2000, que la dette extérieure entretient une forme d'esclavage, le racisme, et qu'elle est à l'origine de la propagation des épidémies et conflits (Côte-d'Ivoire). Par conséquent, les chefs d'Etat africains, à travers le NEPAD, sont complices de la dérive meurtrière du continent.

Nous sommes d'autant plus à l'aise que cette question a été réintroduite avec force en Argentine, au Brésil...

Enfin, partant de la place et du rôle que l'impérialisme veut faire jouer à ses initiateurs, le NEPAD vient nous rappeler que, dans le cadre du protectorat américain, le sort du continent africain est le même quels que soient les régions et les rythmes de destruction. Ce qui appelle une intervention unifiée et suivie dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs, mettant au centre l'annulation de la dette comme axe central pour organiser la mobilisation contre le NEPAD.

## **Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France**

**Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert**

### **Comité de rédaction :**

Jean-Pierre Barrois, Gérard Bauvert, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Maurice Gozlan, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants** : Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Maïté Dayan (*France*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Dimitris Astériou (*Grèce*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabay Sam (*Tchad*), Malcolm Bagayako (*Togo*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



---

Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X